

L'économie sociale au Québec Portrait statistique 2022

Pour tout renseignement concernant l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) et les données statistiques dont il dispose, s'adresser à :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3^e étage
Québec (Québec) G1R 5T4

Téléphone :
418 691-2401
1 800 463-4090 (Canada et États-Unis)

Site Web : statistique.quebec.ca

Ce document est disponible seulement en version électronique.

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
3^e trimestre 2025
ISBN 978-2-555-01362-9 (en ligne)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec, 2025

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
statistique.quebec.ca/fr/institut/nous-joindre/droits-auteur-permission-reproduction

Juillet 2025

Avant-propos

L'économie sociale au Québec s'enracine dans une riche histoire, illustrée notamment par le mouvement coopératif et mutualiste. Elle comprend également de nombreux organismes à but non lucratif qui, tout en exerçant des activités économiques, poursuivent une finalité sociale et contribuent au bien-être collectif. L'économie sociale joue un rôle crucial au Québec en favorisant entre autres le développement économique local, l'inclusion sociale et l'innovation. Elle bénéficie du soutien de diverses politiques et initiatives gouvernementales, telles que la [Loi sur l'économie sociale](#) (RLRQ, chapitre E-1.1.1), adoptée en 2013, et le [Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025](#) (Ministère de l'Économie et de l'Innovation 2020).

Dans le cadre de ce plan d'action, le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie a mandaté l'Institut de la statistique du Québec d'élaborer un second portrait statistique de l'économie sociale au Québec afin d'obtenir des données actualisées sur ce milieu. Ainsi, la seconde édition de *l'Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, menée entre août 2023 et janvier 2024, a permis de recueillir des renseignements auprès d'environ 5 000 entreprises d'économie sociale étant actives au Québec.

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude à toutes les personnes qui ont pris le temps de répondre au questionnaire de l'enquête. Le présent portrait contient non seulement des éléments précieux susceptibles d'aider les personnes qui soutiennent et accompagnent les entreprises d'économie sociale au Québec dans leur travail, mais également des informations essentielles permettant de mesurer l'évolution de ce milieu depuis la dernière édition de l'enquête.

Le statisticien en chef,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Simon Bergeron'.

Simon Bergeron

Publication réalisée à
l'Institut de la statistique du Québec par : François-Xavier Lagacé-Bureau

Avec la collaboration de : Amélie Groleau, Amélie Ducharme, Valeriu Dumitru,
Chantal Caouette, Marie-Lee Girard,
Améyo Xoxoabu Djeha, Zareth Médina,
Mathieu Ouellette et Jesseca Paquette

Sous la direction de : Nathalie Audet

Révision linguistique et édition : Direction de la diffusion et des communications

Comité de lecture interne : Amélie Ducharme, Nathalie Audet, Luc Belleau,
Bertrand Perron et Chantal Caouette

Comité de lecture externe : André Sauvageau, Marie-Paule Robichaud Villettaz
et Pierre Bisson
Ministère de l'Économie, de l'Innovation
et de l'Énergie

Enquête financée par : Ministère de l'Économie, de l'Innovation
et de l'Énergie

Enquête sous la responsabilité de : Direction des enquêtes et des indicateurs sociaux
Institut de la statistique du Québec

Pour tout renseignement concernant
le contenu de cette publication : Institut de la statistique du Québec
1200, avenue McGill College, 5^e étage
Montréal (Québec) H3B 4J8
Téléphone :
418 691-2401
1 800 463-4090 (Canada et États-Unis)
Site Web : statistique.quebec.ca

Notice bibliographique suggérée

LAGACÉ-BUREAU, François-Xavier (2025). *L'économie sociale au Québec. Portrait statistique 2022*, [En ligne], Québec, Institut de la statistique du Québec, 212 p. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/economie-sociale-au-quebec-portrait-statistique-2022.pdf]

Avertissements

En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties. Afin de faciliter la lecture des résultats, les proportions de 5 % et plus sont arrondies à l'unité dans le texte. L'absence d'astérisque dans les tableaux ou figures signifie que toutes les estimations ont une bonne précision (coefficient de variation [CV] $\leq 15\%$).

Signes conventionnels

x	Donnée confidentielle.
—	Donnée infime.
...	N'ayant pas lieu de figurer.
*	Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.
**	Coefficient de variation supérieur à 25 % ; estimation imprécise fournie à titre indicatif seulement.
a, b, c...	Écart significatif entre les catégories de la variable de croisement affichant une même lettre.
↑↓	Augmentation ou diminution significative entre les éditions de l'enquête.

Symboles

%	Pourcentage
k\$	Milliers de dollars
M\$	Millions de dollars
G\$	Milliards de dollars

Sigles et acronymes

AR	Agglomération de recensement
CISSS	Centre intégré de santé et de services sociaux
CIUSSS	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux
CV	Coefficient de variation
EPA	<i>Enquête sur la population active</i>
ISQ	Institut de la statistique du Québec
MEIE	Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
MRC	Municipalité régionale de comté
OBNL	Organisme à but non lucratif
PIB	Produit intérieur brut
REER	Régime enregistré d'épargne-retraite
RMR	Région métropolitaine de recensement
SCIAN	Système de classification des industries de l'Amérique du Nord

Table des matières

Introduction	8
Aspects méthodologiques en bref	12
1 L'importance de l'économie sociale au Québec	18
Aperçu de l'économie sociale par type d'entreprise	21
L'âge des entreprises	22
Des modèles d'entreprises diversifiés	23
Une présence dans plusieurs secteurs de l'économie	26
Une réponse à divers besoins des individus et des communautés	31
Une configuration variable selon les régions	43
2 La structure associative	48
Les membres	48
Le conseil d'administration	54
La participation démocratique	63
3 La structure entrepreneuriale	68
La situation financière	68
Une aspiration à la viabilité économique	84
4 Les ressources humaines	89
Les personnes salariées	89
Les bénévoles	104

5	L'évolution de l'économie sociale	107
	Quelques tendances générales	108
	L'évolution de la structure associative	113
	L'évolution de la situation financière	114
	L'évolution des ressources humaines	117
	Annexe 1 – Description des secteurs d'activité économique	118
	Annexe 2 – L'économie sociale dans les secteurs d'activité économique	121
	Annexe 3 – Description des domaines de finalité sociale	145
	Annexe 4 – L'économie sociale dans les domaines de finalité sociale	147
	Annexe 5 – L'économie sociale dans les régions du Québec	172
	Bibliographie	205
	Glossaire	207

Introduction

Les entreprises d'économie sociale sont présentes dans une variété de secteurs, comme l'habitation, le tourisme, les services de garde, la foresterie et l'agriculture ainsi que les finances et l'assurance. Elles proposent des biens ou des services qui visent avant tout à répondre aux besoins des individus et des collectivités. Comme toutes les entreprises, elles participent à l'activité économique du Québec par le biais d'investissements dans leurs infrastructures et de la création d'emplois. Elles doivent également être rentables pour assurer leur pérennité et se développer. Orientées vers le bien-être collectif, les entreprises d'économie sociale se distinguent toutefois des autres entreprises par leur mode de gouvernance démocratique, par leur propriété collective et par leur finalité sociale¹. En mettant l'accent sur la solidarité et la coopération, elles favorisent l'émergence de solutions innovantes aux défis sociaux et économiques, tout en renforçant le tissu social des communautés.

En 2018, une première édition de *l'Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles* a permis de brosser un portrait des entreprises d'économie sociale au Québec (Marceau et Routhier 2019). Le [Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025](#) (Ministère de l'Économie et de l'Innovation 2020) réitère l'importance de l'acquisition de connaissances sur les entreprises d'économie sociale, plus particulièrement de la nécessité des statistiques officielles « pour orienter la prise de décision gouvernementale, mieux structurer et suivre les interventions, bien accompagner les entreprises dans leur croissance et mieux cibler les actions en tenant compte des différentes clientèles à desservir » (p. 44). Bien que certaines données sur l'économie sociale puissent être colligées dans des études ou des bases de données administratives, ces données sont toujours insuffisantes pour produire un portrait complet de l'économie sociale au Québec². C'est pourquoi une nouvelle édition de l'enquête a été menée.

1. Pour la définition de la finalité sociale, consulter le glossaire.

2. Par ailleurs, les résultats présentés dans le portrait peuvent être différents de ceux qu'on trouve dans d'autres études ou dans les compilations d'autres organisations, notamment parce que la méthodologie est différente (p. ex., la population visée ou la période de référence est différente) ou parce que certains concepts sont définis différemment. Pour plus de détails sur les aspects méthodologiques concernant le portrait, consulter la section « Aspects méthodologiques en bref » ou le [rapport méthodologique](#) de l'enquête.

Objectifs de l'enquête

Entre août 2023 et janvier 2024, l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) a réalisé pour le compte du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIE) la deuxième édition de l'enquête. Cette dernière a pour objectif de recueillir des données fiables permettant d'actualiser le portrait statistique des entreprises d'économie sociale, tant à l'échelle provinciale qu'à l'échelle régionale. Elle vise à mesurer l'ampleur de l'économie sociale et sa contribution économique au Québec³, notamment dans divers secteurs, ainsi qu'à décrire son évolution depuis la première édition. Les résultats de cette enquête menée auprès d'environ 5 000 entreprises d'économie sociale sont exposés dans le présent rapport. Ce dernier s'adresse à toutes les personnes qui ont à cœur l'économie sociale et, plus particulièrement, aux autorités décisionnelles régionales et provinciales dont les actions influencent, de près ou de loin, les entreprises d'économie sociale.

Qu'est-ce que l'économie sociale ?

Les entreprises d'économie sociale sont des organisations issues de la mobilisation et de la volonté entrepreneuriale de personnes qui se sont regroupées pour produire ou vendre des biens et services, tout en répondant à des besoins sociaux ou collectifs comme la création d'emplois, le maintien de services de proximité, l'intégration socioprofessionnelle ou la préservation de la vie culturelle locale (MEIE 2020). Bien que le terme « économie sociale » ne soit utilisé que depuis le milieu des années 1990 au Québec, les entreprises d'économie sociale, comme les sociétés de secours mutuel, les coopératives agricoles et les caisses populaires, font partie du paysage économique du Québec depuis la fin du 18^e siècle (Bouchard 2008).

Au Québec, les entreprises d'économie sociale sont encadrées par la [Loi sur l'économie sociale](#) (RLRQ, chapitre E-1.1.1), adoptée par l'Assemblée nationale en 2013 afin de reconnaître la contribution de cette forme d'entrepreneuriat « au développement, à l'occupation et à la vitalité socioéconomique du Québec et de ses territoires ». On y définit l'économie sociale comme « l'ensemble des activités économiques à finalité sociale », c'est-à-dire toute activité marchande visant une finalité « qui n'est pas centrée sur le profit pécuniaire mais sur le service aux membres ou à la collectivité » et qui « s'apprécie notamment en fonction de la contribution de l'entreprise à l'amélioration du bien-être de ses membres ou de la collectivité et à la création d'emplois durables et de qualité ».

Les entreprises d'économie sociale se caractérisent ainsi par le fait que leurs activités marchandes ne sont pas une fin en soi, mais plutôt un levier dans la réalisation de leur finalité sociale. Plus précisément, une entreprise d'économie sociale est, selon la Loi, une entreprise dont les activités consistent en la vente ou l'échange de biens ou de services, et qui est exploitée par une coopérative, une mutuelle ou une association dotée de la personnalité juridique, conformément à un certain nombre de principes bien établis⁴.

3. Les résultats portant sur les revenus, les actifs, les passifs, les propriétés, les personnes salariées, les dépenses liées à la rémunération et les bénévoles ne tiennent compte que de la portion québécoise des entreprises, sauf pour la part provenant des filiales qu'elles détiennent directement.
4. Pour plus de détails sur les principes de l'économie sociale inscrits dans la Loi, consulter la section « Aspects méthodologiques en bref » ou le [rapport méthodologique](#) de l'enquête.

Les types d'entreprises d'économie sociale

Dans le cadre de l'enquête, les entreprises d'économie sociale sont regroupées en quatre types, selon leur statut juridique :

- Les **organismes à but non lucratif** (OBNL) : Une association dotée de la personnalité juridique, ou « association personnifiée », est une personne morale sans but lucratif, c'est-à-dire « un groupement de personnes qui exerce des activités sans but lucratif dans les domaines culturel, social, philanthropique, national, patriotique, religieux, charitable, scientifique, artistique, professionnel, athlétique, sportif, éducatif ou autres » (Gouvernement du Québec 2024). Dans ce rapport, on désigne ce type d'entreprise par le terme courant « organisme à but non lucratif » pour simplifier le vocabulaire.
- Les **coopératives non financières** et les **coopératives financières** : Une coopérative est « une personne morale regroupant des personnes qui ont des besoins économiques, sociaux ou culturels communs et qui, en vue d'y répondre, s'associent pour exploiter une entreprise conformément aux règles d'action coopérative » (Gouvernement du Québec 2024). Dans le cadre de l'enquête, on distingue deux grands types de coopératives selon qu'elles offrent des services financiers ou non : les coopératives non financières et les coopératives financières. Ces deux types de coopératives sont régies par des lois distinctes, soit la [Loi sur les coopératives](#) (RLRQ, chapitre C-67.2) dans le cas des coopératives non financières et la [Loi sur les coopératives de services financiers](#) (RLRQ, chapitre C-67.3) dans le cas des coopératives financières.
- Les **mutuelles** : Une mutuelle, ou « société mutuelle d'assurance », est une « compagnie d'assurance qui ne compte pas d'actionnaires et dont la direction relève d'un conseil d'administration élu dans la plupart des cas par les titulaires de polices [d'assurance] avec participation » (Office québécois de la langue française 1999).

Structure du rapport

Le chapitre 1 brosse un portrait statistique global de l'économie sociale au Québec à l'aide d'indicateurs comme le revenu total des entreprises, la valeur totale de leurs actifs et le nombre de personnes salariées⁵. Ce chapitre est une synthèse des principaux indicateurs retenus dans le cadre de l'enquête. On y examine également les différents types d'entreprises d'économie sociale pour saisir leur importance respective dans l'économie sociale. De plus, on y aborde globalement l'économie sociale dans les secteurs d'activité économique, dans les domaines de finalité sociale et dans les régions du Québec selon quelques indicateurs.

Dans le chapitre 2, on s'intéresse à la structure associative des entreprises d'économie sociale. On y présente quelques caractéristiques des membres⁶ de ces entreprises et de leurs conseils d'administration. Puis, on aborde quelques aspects de la participation démocratique au sein des entreprises d'économie sociale.

La structure entrepreneuriale des entreprises d'économie sociale fait l'objet du chapitre 3. On y examine en détail les indicateurs économiques clés de l'économie sociale présentés sommairement au chapitre 1, auxquels s'ajoutent d'autres dimensions de la situation financière des entreprises et quelques aspects témoignant de leur aspiration à la viabilité économique.

Au chapitre 4, on aborde la question des emplois salariés de l'économie sociale et de leurs conditions, y compris leur rémunération. On porte également une attention à la question du bénévolat, complémentaire au travail rémunéré.

Finalement, le chapitre 5 porte sur l'évolution de l'économie sociale au Québec entre les deux éditions de l'enquête (2018 et 2023).

Le rapport contient également plusieurs annexes. D'une part, on y trouve la description des secteurs d'activité économique et des domaines de finalité sociale dans lesquels évoluent les entreprises d'économie sociale et, d'autre part, des fiches qui présentent les principales caractéristiques de chaque secteur, de chaque domaine et de chacune des régions du Québec.

Outre ce rapport, d'autres publications sont également disponibles sur le site Web de l'ISQ, comme un recueil statistique dans lequel sont présentés des résultats complémentaires et un document qui décrit les principaux aspects méthodologiques de l'enquête.

5. Pour la définition des revenus, des actifs et d'une personne salariée, consulter le glossaire.

6. Pour la définition d'un ou d'une membre, consulter le glossaire.

Aspects méthodologiques en bref⁷

Population visée

Ensemble des entreprises d'économie sociale exerçant leurs activités au Québec, comme circonscrit par les critères de la présente enquête. Plus précisément, les entreprises visées doivent avoir des activités consistant en la vente ou l'échange de biens ou de services et avoir le statut juridique d'OBNL, de coopérative ou de mutuelle. Elles doivent également répondre aux six principes de fonctionnement inscrits dans la [Loi sur l'économie sociale](#) (RLRQ, chapitre E-1.1.1) :

1. Avoir comme but de répondre aux besoins de leurs membres ou de la collectivité ;
2. Ne pas être sous le contrôle décisionnel d'un ou de plusieurs organismes publics ;
3. Prévoir dans leurs règlements une gouvernance démocratique par les membres ;
4. Aspirer à une viabilité économique ;
5. Interdire dans leurs règlements la distribution des surplus générés par leurs activités ou prévoir une distribution de ceux-ci aux membres au prorata des opérations effectuées entre chacun d'eux et l'entreprise ;
6. Prévoir qu'en cas de dissolution, le reliquat⁸ de leurs biens doit être dévolu à une autre personne morale partageant des objectifs semblables.

Toutes les coopératives et les mutuelles sont considérées comme des entreprises d'économie sociale. En revanche, pour pouvoir reconnaître précisément les OBNL à inclure dans le portrait et ceux à exclure, il était nécessaire que les principes d'appartenance à l'économie sociale énoncés dans la Loi soient transposés sous forme de critères opérationnels⁹, c'est-à-dire des critères basés sur des éléments objectifs et aisément vérifiables au sujet de chaque OBNL. La méthode utilisée pour déterminer les entreprises à inclure dans le portrait statistique, développée à la première édition de l'enquête, repose aussi sur les principes énoncés dans le [Cadre conceptuel pour définir la population statistique de l'économie sociale au Québec](#) élaboré par le Centre de recherche sur les innovations sociales et la Chaire de recherche du Canada en économie sociale (Bouchard et autres 2011).

7. Pour plus de détails sur les aspects méthodologiques de l'enquête, consulter le [rapport méthodologique](#) de l'enquête.

8. Pour la définition du reliquat, consulter le glossaire.

9. Aucun critère opérationnel n'a été élaboré pour les principes 5 et 6. Le principe 5 n'avait pas à être vérifié dans le cadre de l'enquête, parce que la très grande majorité des OBNL sont constitués en vertu de la partie III de la [Loi sur les compagnies](#) (RLRQ, chapitre C-38) ou de la [Loi canadienne sur les organismes à but non lucratif](#) (L.C. 2009, chapitre 23), et que ces lois interdisent la rémunération du capital pour les OBNL. Pour ce qui est du principe 6, il n'a pas été vérifié, parce qu'il a été jugé trop difficile à opérationnaliser dans un questionnaire autoadministré.

Certains types d'OBNL qui, historiquement ou par consensus, ne sont pas considérés comme des entreprises d'économie sociale au Québec sont exclus de la population visée même si certains d'entre eux respectent les critères énoncés dans la Loi. Les filiales des entreprises d'économie sociale sont également exclues de la population visée, mais leurs revenus, leurs actifs, la valeur de leurs propriétés, leurs passifs, leur nombre de personnes salariées et leurs dépenses liées à la rémunération font partie des estimations présentées dans le portrait¹⁰.

Période de référence

Le portrait statistique porte sur un grand bassin d'entreprises qui n'ont pas toutes des exercices financiers ayant les mêmes dates de début et de fin. Les données fournies par les entreprises lors de la collecte de données portent sur un exercice financier de 12 mois¹¹ pouvant s'être terminé quelque part entre avril 2022 et mars 2023. C'est donc dire que certaines entreprises ont fourni des données relatives à :

- un exercice financier chevauchant 2021 et 2022 (comprenant un maximum de 9 mois en 2021);
- un exercice financier correspondant à l'année civile de 2022 ;
- un exercice financier chevauchant 2022 et 2023 (comprenant un maximum de 3 mois en 2023).

On dit que l'enquête porte sur l'année 2022 parce que les différents calendriers financiers des entreprises couvrent principalement cette année-là.

Base de sondage

La base de sondage a été construite selon la méthode développée à la première édition de l'enquête, c'est-à-dire à partir de sources multiples, notamment de listes provenant de ministères et d'organismes publics et privés, ainsi que du registre des entreprises du Québec. Elle comptait 21 578 entreprises qui pouvaient appartenir au champ de l'économie sociale au Québec.

Elle est composée d'un noyau¹² d'OBNL réputés appartenir à l'économie sociale, d'OBNL à statut incertain¹³, ainsi que de coopératives et de mutuelles. L'objectif était de construire une base de sondage qui minimise la sous-couverture¹⁴ de la population visée, en limitant la surcouverture¹⁵.

10. Pour la définition d'une filiale, des propriétés et des passifs, consulter le glossaire.

11. Pour les quelques entreprises ayant un exercice financier plus court ou plus long que 12 mois, des calculs ont été réalisés afin que les valeurs déclarées soient reportées sur une base de 12 mois.

12. Le noyau inclut tous les OBNL qui figurent sur l'une des listes fournies par des ministères et organismes, ainsi que des OBNL dont la nature est semblable à celle de ceux que l'on trouve sur ces listes, mais n'y figurant pas.

13. Les OBNL à statut incertain sont identifiés à partir du registre des entreprises du Québec et des travaux d'appariement réalisés par l'ISQ pour isoler tous les OBNL ne figurant pas sur les listes des ministères et organismes.

14. La sous-couverture se produit quand des entreprises visées par l'enquête ne sont pas présentes dans la base de sondage.

15. La surcouverture se produit quand des entreprises ne font pas partie de la population visée, mais sont tout de même dans la base de sondage.

Échantillon

Au total, parmi les entreprises conservées dans la base de sondage, 10 199 entreprises ont été échantillonnées pour la collecte de données, soit 2 407 OBNL du noyau, 5 535 OBNL à statut incertain, 2 205 coopératives et 52 mutuelles. La taille globale de l'échantillon a été déterminée, entre autres, sur la base des objectifs de précision statistique pour les OBNL et pour le groupe des coopératives et mutuelles, par région, ainsi que d'hypothèses sur les taux d'admissibilité et les taux de réponse attendus.

Questionnaire

La majorité des questions de la première édition de l'enquête sont reprises dans le questionnaire pour préserver la comparabilité entre les deux éditions. Certaines modifications ont toutefois été nécessaires pour actualiser l'information recueillie.

Élaboré par l'ISQ en collaboration avec le MEIE, le questionnaire dure environ 33 minutes, sans compter le temps de préparation et de recherche nécessaire pour le remplir.

Collecte des données

La collecte des données s'est déroulée du 29 août 2023 au 11 janvier 2024. Il s'agit d'une collecte multimodale offrant la possibilité de répondre au questionnaire sur le Web ou par téléphone. Environ 97 % des personnes répondantes ont rempli le questionnaire en ligne.

Les entreprises sélectionnées ont d'abord été contactées afin de vérifier si elles répondaient à certains critères d'admissibilité à l'enquête et d'identifier les personnes qui étaient en mesure de répondre au questionnaire. Les entreprises retenues ont ensuite reçu une invitation à participer à l'enquête par la poste et par courriel. Cette invitation était accompagnée du questionnaire, dont la personne désignée pouvait se servir pour se préparer à répondre à l'enquête.

Taux de réponse

Au total, ce sont 4 998 entreprises admissibles qui ont répondu à l'enquête, ce qui correspond à un taux de réponse pondéré de 87,7 %. Ce taux est basé sur l'hypothèse qu'il y a une part d'entreprises inadmissibles parmi les entreprises non répondantes.

Imputation

Afin de diminuer le biais découlant de la non-réponse partielle sur les estimations de totaux et de moyennes, une imputation a été réalisée sur toutes les questions affectées par de la non-réponse partielle. Notons que le taux de non-réponse partielle est inférieur à 5 % pour toutes les questions, sauf celle sur l'échelle territoriale visée par la finalité sociale.

Pondération

Afin de pouvoir inférer les résultats à l'ensemble de la population visée, toutes les estimations présentées dans ce rapport sont pondérées afin qu'elles soient représentatives de l'ensemble des entreprises d'économie sociale au Québec, même si ces dernières n'ont pas toutes rempli le questionnaire.

Tests statistiques

Les analyses effectuées dans ce rapport sont descriptives et sont généralement univariées ou bivariées. Lors de croisements entre deux variables dont au moins une comporte plus de deux catégories, un test d'indépendance du khi-deux est effectué. On peut ainsi déterminer si une association existe entre la variable d'analyse et la variable de croisement. Si ce test global révèle un seuil de signification observé (valeur-p) inférieur à 5 %, on procède généralement à des tests de comparaison des estimations afin de déterminer quelles sont celles qui diffèrent significativement l'une de l'autre (au seuil de 5 %).

Présentation des résultats

Dans le présent rapport, on fait état de statistiques sur divers indicateurs économiques et spécifiques à l'économie sociale. Ces indicateurs sont souvent croisés avec d'autres variables, et ces croisements peuvent varier selon l'indicateur analysé¹⁶.

Les estimations présentées dans ce rapport sont principalement des proportions (%) et des nombres totaux estimés. On présente aussi des totaux et des moyennes. Les estimations de proportions présentées sont arrondies à une décimale dans les tableaux et les figures, et à l'unité dans le texte, à l'exception des proportions inférieures à 5 %, pour lesquelles une décimale a été conservée. Les nombres totaux estimés sont quant à eux généralement arrondis à la dizaine dans les tableaux et les figures. En raison de l'arrondissement, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

La présentation des résultats rend compte du fait que les statistiques fournies sont des estimations et non des valeurs exactes. Elles peuvent donc comporter un certain degré d'erreur, notamment en raison de la non-réponse à l'enquête. Dans le texte, certaines expressions comme « environ » et « près de » rappellent qu'il ne s'agit pas de valeurs exactes.

Par ailleurs, les estimations dont le coefficient de variation (CV) est supérieur à 15 %, mais inférieur ou égal à 25 % sont marquées d'un astérisque (*) indiquant que leur précision est passable et qu'elles doivent être interprétées avec prudence. Les estimations dont le CV est supérieur à 25 % sont marquées d'un double astérisque (**) pour indiquer leur faible précision. Celles-ci ne sont fournies qu'à titre indicatif et doivent être utilisées avec réserve. Enfin, les estimations dont le CV est inférieur ou égal à 15 % sont suffisamment précises pour être présentées sans indication.

16. Pour des croisements supplémentaires, consulter le [recueil statistique](#) de l'enquête.

Dans les tableaux et figures présentant des analyses bivariées, en présence d'un résultat global significatif (selon le test du khi-deux), des lettres ajoutées en exposant aux statistiques présentées indiquent les paires de catégories d'une variable de croisement pour lesquelles il y a une différence significative au seuil de 5 % entre les valeurs correspondantes à la variable d'analyse. Une même lettre révèle un écart significatif entre les estimations de deux ou plusieurs catégories.

Il peut arriver que deux estimations semblent différentes par leur écart ne le soient pas d'un point de vue statistique, par exemple lorsque l'estimation repose sur des données se rapportant à un petit nombre d'entreprises. On dit, dans ce cas, qu'il n'y a pas de différence statistiquement significative ou que l'enquête ne permet pas de détecter de différence entre ces estimations au seuil fixé dans le cadre de l'enquête, soit de 5 %.

Limites méthodologiques de l'enquête

Tout a été mis en place pour assurer la qualité, la précision et la représentativité des estimations produites à partir de l'enquête.

Malgré toutes les précautions prises pour atténuer les biais, comme c'est le cas pour toutes les enquêtes auprès des entreprises, certaines limites doivent être prises en compte. Il est impossible de garantir l'exactitude des réponses fournies par les entreprises qui peuvent, par exemple, avoir de la difficulté à se souvenir d'éléments du passé évoqués dans les questions. Certaines questions portent sur des éléments de perception, notamment les questions sur le genre¹⁷ des personnes salariées ; les réponses sont donc teintées de la connaissance ou de la perception des personnes répondantes.

Les analyses effectuées dans ce rapport permettent de déceler des liens entre deux variables de même que des différences entre des groupes de la population visée. Toutefois, elles ne permettent pas d'établir de lien de causalité entre les indicateurs et les caractéristiques étudiées, d'autant plus que celles-ci peuvent être très liées entre elles (p. ex. le type d'entreprise, la taille des revenus et la taille des actifs). En effet, les analyses présentées dans ce rapport s'appuient majoritairement sur des méthodes bivariées, lesquelles ne permettent pas d'assurer un contrôle pour d'autres facteurs. Il est donc recommandé d'en tenir compte lors de l'interprétation des résultats.

Confidentialité

L'ISQ est tenu de protéger la confidentialité des renseignements fournis par les entreprises répondantes à ses enquêtes. Les résultats statistiques figurant dans ce rapport ont donc été examinés à des fins de vérification de leur conformité aux normes de confidentialité. Lors d'un tel examen, on s'intéresse à deux types de contextes où il y a risque de divulgation : lorsqu'une cellule d'un tableau contient peu d'entreprises répondantes et lorsqu'il y a une grande contribution d'un petit nombre d'entreprises répondantes dans une estimation. Dans le cadre de la présente enquête, les estimations qui présentaient un problème de confidentialité n'ont pas été diffusées. Elles peuvent avoir été remplacées par la mention « x » dans un tableau ou encore, le risque de divulgation peut avoir été éliminé par le regroupement de la catégorie à risque avec une autre.

17. Pour la définition du genre d'une personne, consulter le glossaire.

Comment lire un titre de tableau ou de figure ?

En général, le titre d'une figure ou d'un tableau est composé des éléments suivants :

1. Le dénominateur ou le domaine auquel se rapportent les résultats, c'est-à-dire la population visée par l'analyse ;
2. Le sujet de l'analyse ;
3. La ou les variables de croisement (exemples 2 et 3) ;
4. Le territoire visé ;
5. L'année de la collecte des données.

Exemple 1 :

Figure 1.1 1 2 4 5
Répartition des entreprises d'économie sociale selon l'âge, Québec, 2022

Exemple 2 :

Tableau 5.5 2 1
Nombre de personnes administratrices dans les entreprises d'économie sociale
selon le type d'entreprise, Québec, 2016 et 2022
3 4 5

Exemple 3 :

Tableau 2.1 1 2
Répartition des entreprises d'économie sociale selon le nombre de membres,
par type d'entreprise et par taille d'effectif, Québec, 2022
3 4 5

1

L'importance de l'économie sociale au Québec

En 2022, le nombre d'entreprises d'économie sociale au Québec était estimé à 11 360 (tableau 1.1). Sur le plan de la vie associative, ces entreprises comptaient environ 11,5 millions de membres, individus et organisations confondus. Leurs activités ont rapporté des revenus d'environ 53,6 G\$, et elles détenaient des actifs qui se sont élevés à environ 439,5 G\$. Au Québec, elles ont compté sur le travail d'environ 248 000 personnes salariées, pour une masse salariale¹ de 12,3 G\$.

1. Pour la définition de la masse salariale, consulter le glossaire.

Tableau 1.1

Portrait global des entreprises d'économie sociale selon le type d'entreprise, Québec, 2022

	OBNL		Coopératives non financières		Coopératives financières		Mutuelles		Ensemble des entreprises	
	Nombre total estimé	%	Nombre total estimé	%	Nombre total estimé	%	Nombre total estimé	%	Nombre total estimé	%
Entreprises	8 710	76,6	2 420	21,3	210	1,9	30	0,2	11 360	100,0
Membres ¹	3 714 810*	32,4	1 572 540	13,7	5 261 690	45,9	919 500	8,0	11 468 540	100,0
Personnes salariées ²	141 010	56,8	47 820	19,2	56 830	22,9	2 810	1,1	248 470	100,0
	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%
Revenus ³	10 841 149,8	20,2	23 484 129,7*	43,8	17 374 118,3	32,4*	1 907 384,0	3,6	53 606 781,7	100,0
Actifs ³	19 131 345,5	4,4*	15 437 504,1	3,5*	397 920 365,0	90,5	7 037 136,3	1,6*	439 526 350,9	100,0
Masse salariale ³	5 027 341,3	40,8	2 163 921,4	17,6*	4 835 968,7	39,3	290 158,1	2,4	12 317 389,5	100,0

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

1. Il s'agit des membres, personnes et organisations confondues, en date du 31 mars 2023. Sont incluses les personnes administratrices membres de l'entreprise. Notons qu'une personne ou une organisation peut être membre de plus d'une entreprise d'économie sociale ; ainsi, une même personne ou organisation pourrait être comptée au total plus d'une fois.
2. Les personnes salariées sont celles travaillant au Québec, y compris celles des filiales détenues directement par les entreprises.
3. La valeur des revenus, des actifs et de la masse salariale inclut celle des filiales détenues directement par les entreprises.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Décompte des personnes salariées pour le portrait statistique

- Est considérée comme une personne salariée toute personne ayant un emploi à temps plein ou à temps partiel¹ au sein d'une entreprise d'économie sociale, que cet emploi soit régulier, occasionnel ou temporaire. Sont exclues les personnes effectuant un travail autonome ou à la pige², ainsi que toute autre personne pour laquelle l'entreprise n'est pas tenue de produire un relevé 1 de Revenu Québec.
- Les données ne portent que sur les personnes salariées travaillant au Québec, c'est-à-dire celles pour lesquelles l'entreprise est tenue de produire un relevé 1 de Revenu Québec. Elles ne tiennent pas compte des personnes salariées qu'une entreprise pourrait employer hors Québec.
- Les données comprennent les personnes salariées des entreprises d'économie sociale et des filiales qu'elles détiennent directement. Sont ainsi exclues les personnes salariées des filiales détenues par les filiales des entreprises.
- Les effectifs sont comptabilisés à partir du nombre maximal de personnes employées par les entreprises d'économie sociale au cours de la période de référence. Les entreprises ont indiqué le nombre de personnes salariées et leur répartition au moment où il y en avait le plus sur leur liste de paye au cours de l'exercice financier visé.

1. Pour la définition d'une personne salariée à temps plein ou à temps partiel, consulter le glossaire.

2. Pour la définition du travail à la pige, consulter le glossaire.

Aperçu de l'économie sociale par type d'entreprise

Organismes à but non lucratif

En 2022, le nombre d'OBNL² était estimé à 8 710, soit environ les trois quarts (77 %) de l'ensemble des entreprises d'économie sociale (tableau 1.1). Ces OBNL comptaient environ 3,7 millions* de membres, soit environ un membre sur trois (32 %) de l'ensemble des entreprises d'économie sociale. Ces OBNL ont engrangé des revenus de 10,8 G\$, ce qui correspond à 20 % des revenus de l'économie sociale. Ils disposaient d'actifs s'élevant à 19,1 G\$, ce qui compte pour 4,4 %* du total des actifs des entreprises d'économie sociale au Québec. Environ 141 000 personnes salariées ont travaillé dans des OBNL d'économie sociale en 2022, soit 57 % de l'ensemble des personnes salariées de l'économie sociale. Ces emplois ont généré des dépenses salariales de 5,0 G\$, ce qui représente 41 % de la masse salariale totale des entreprises d'économie sociale. Ainsi, la masse salariale des OBNL d'économie sociale est relativement faible par rapport au nombre d'emplois engendrés.

Coopératives non financières

On comptait environ 2 420 coopératives non financières en 2022, ce qui représente le cinquième (21 %) des entreprises d'économie sociale. Ces coopératives comptaient environ 1,6 million de membres, soit environ 14 % de l'ensemble des membres des entreprises d'économie sociale (tableau 1.1). Elles ont généré des revenus de 23,5 G\$*, et leurs actifs étaient de 15,4 G\$, ce qui représente, respectivement, 44 % des revenus totaux et 3,5 %* des actifs totaux des entreprises d'économie sociale. Elles ont employé environ 48 000 personnes salariées en 2022, soit l'équivalent de 19 % des personnes salariées de l'économie sociale. Elles génèrent donc une part relativement faible des emplois de l'économie sociale, ce qui pourrait s'expliquer par le fait que ces coopératives comprennent un nombre élevé de coopératives d'habitation, où le travail est souvent bénévole. La masse salariale des coopératives non financières s'élevait par ailleurs à 2,2 G\$, ce qui constitue environ 18 %* des dépenses salariales des entreprises d'économie sociale.

Coopératives financières

Les 210 coopératives financières estimées, soit 1,9 % des entreprises d'économie sociale, comptaient près de 46 % de l'ensemble des membres du milieu, soit environ 5,3 millions (tableau 1.1). Ces coopératives se sont distinguées par un nombre de membres particulièrement élevé, qui s'expliquerait par le fait qu'il faut généralement être membre pour recevoir des services. Les coopératives financières avaient par ailleurs un apport économique important en 2022 : elles ont produit des revenus de 17,4 G\$, ce qui représente environ 32 %* des revenus totaux de l'économie sociale, et totalisaient des actifs de 397,9 G\$, ce qui équivaut à 91 % des actifs totaux détenus par les entreprises d'économie sociale. Bien qu'elles ne représentent qu'une faible part des entreprises d'économie sociale, ces entreprises sont celles qui présentent la plus forte proportion de revenus de l'ensemble des entreprises d'économie sociale. De plus, les actifs des coopératives financières représentaient presque la totalité des actifs des entreprises d'économie sociale au Québec, parce que l'activité économique de ces entreprises consiste notamment à gérer des actifs. Elles ont par ailleurs généré environ 57 000 emplois en 2022, soit approximativement 23 % des emplois dans le milieu de l'économie sociale. Leur masse salariale était de 4,8 G\$, soit 39 % des dépenses en salaire et traitement de toutes les entreprises d'économie sociale.

2. Les OBNL d'économie sociale ne représentent qu'une fraction des OBNL actifs au Québec : selon le registre des entreprises du Québec, environ 55 700 associations personnifiées (c.-à-d. des OBNL) étaient immatriculées au Québec en 2022.

Mutuelles

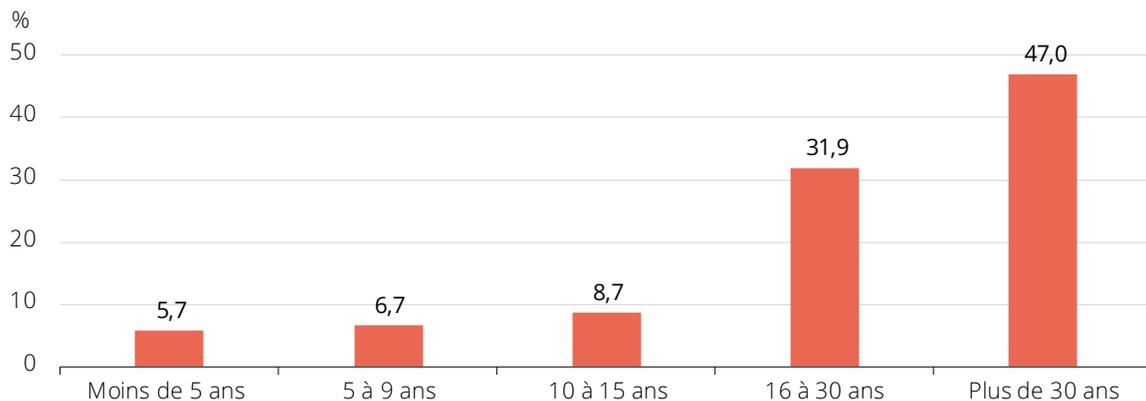
Le nombre de mutuelles était estimé à environ 30 entreprises, ce qui correspond à moins de 1 % de l'ensemble des entreprises de l'économie sociale au Québec (tableau 1.1). Elles comptaient en 2022 environ 920 000 membres, soit 8 % de l'ensemble des membres du milieu de l'économie sociale. Comme pour les coopératives financières, il est généralement nécessaire d'être membre d'une mutuelle pour bénéficier de ses services, ce qui expliquerait, du moins en partie, le nombre de membres relativement élevé des mutuelles, même si elles sont peu nombreuses. Leurs revenus et leurs actifs étaient respectivement de 1,9 G\$ et de 7,0 G\$ en 2022, soit l'équivalent de 3,6 % et de 1,6 %* des revenus et des actifs de l'ensemble des entreprises d'économie sociale. Les mutuelles employaient environ 3 000 personnes salariées en 2022, soit 1,1 % de l'ensemble des personnes salariées de l'économie sociale. Les dépenses salariales liées à ces emplois s'élevaient à 290,2 M\$, ce qui constitue 2,4 % de la masse salariale de toutes les entreprises d'économie sociale. Les dépenses salariales étaient relativement élevées par rapport à la faible proportion de personnes salariées.

L'âge des entreprises

En 2022, la majorité des entreprises (79 % ; environ 8 980) ont été créées il y a plus de 15 ans, c'est-à-dire avant 2007 (figure 1.1). Près d'une entreprise sur deux (47 % ; environ 8 960) a été fondée avant 1992 et existe ainsi depuis plus de 30 ans. À l'autre bout du spectre, environ 6 % des entreprises (environ 650) avaient moins de 5 ans, c'est-à-dire qu'elles ont été créées après 2017. Entre les deux, on compte 7 % d'entreprises (environ 760) âgées de 5 à 9 ans et 9 % (environ 990), de 10 à 15 ans. Soulignons que les jeunes entreprises peuvent être issues d'une fusion, ce qui signifie qu'elles peuvent en réalité exister depuis longtemps.

Figure 1.1

Répartition des entreprises d'économie sociale selon l'âge de l'entreprise, Québec, 2022

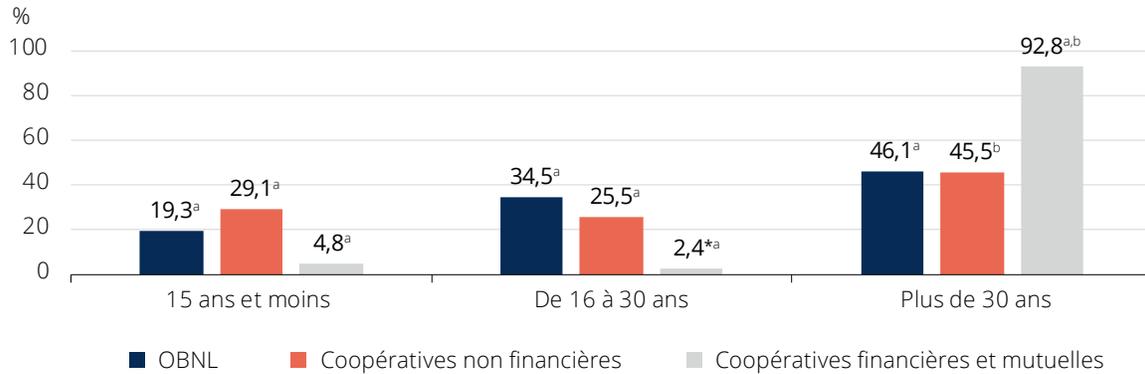


Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

En 2022, les entreprises ayant 15 ans et moins étaient proportionnellement plus nombreuses parmi les coopératives non financières que parmi les autres types d'entreprises (29 % c. 19 % et 4,8 %) (figure 1.2). Quant à celles ayant plus de 30 ans, elles étaient plus nombreuses, en proportion, parmi les coopératives financières et les mutuelles que parmi les OBNL et les coopératives non financières (93 % c. respectivement 46 % et 45 %).

Figure 1.2

Répartition des entreprises d'économie sociale selon l'âge et selon le type d'entreprise, Québec, 2022



* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

a,b Un même exposant exprime une différence significative entre les proportions d'une même catégorie d'âge au seuil de 0,05.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

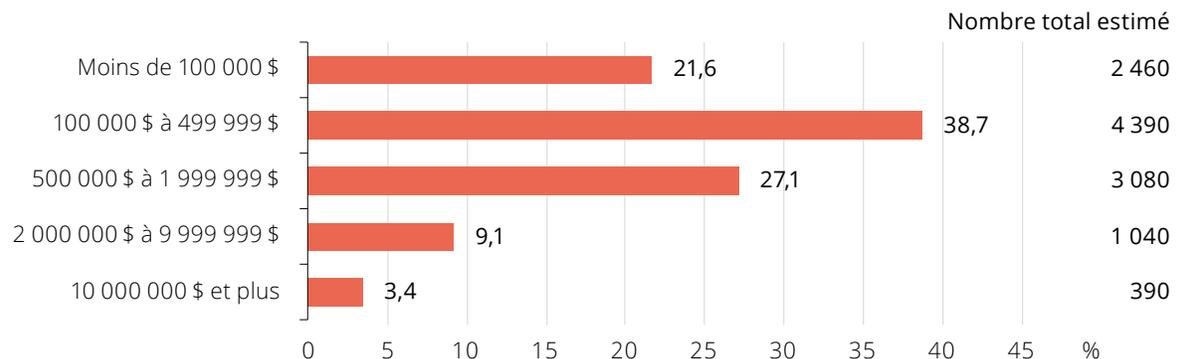
Des modèles d'entreprises diversifiés

Les revenus

En 2022, 3,4 % des entreprises d'économie sociale (environ 390) avaient des revenus supérieurs à 10 M\$, alors que la majorité d'entre elles (60 % ; environ 6 850) avaient des revenus inférieurs à 500 000 \$ (figure 1.3). Les revenus sont détaillés au chapitre 3.

Figure 1.3

Répartition des entreprises d'économie sociale selon la taille des revenus¹, Québec, 2022



1. Les revenus incluent ceux des filiales détenues directement par les entreprises.

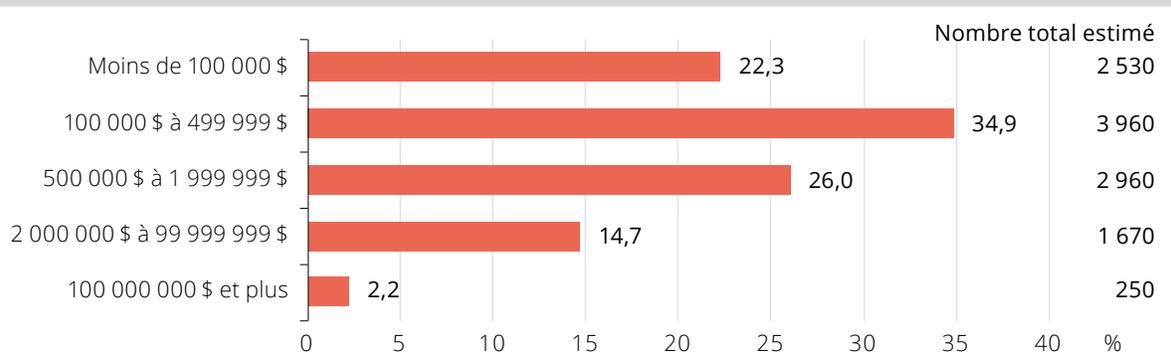
Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Les actifs et les propriétés

Les résultats de l'enquête indiquent que 57 % des entreprises (environ 6 490) avaient des actifs inférieurs à 500 000 \$ en 2022, tandis que 26 % (environ 2 960) avaient des actifs de 500 000 \$ ou plus, mais moins de 2 M\$ (figure 1.4). Environ 17 % des entreprises (environ 1 910) en cumulaient 2 M\$ ou plus.

Figure 1.4

Répartition des entreprises d'économie sociale selon la taille des actifs¹, Québec, 2022



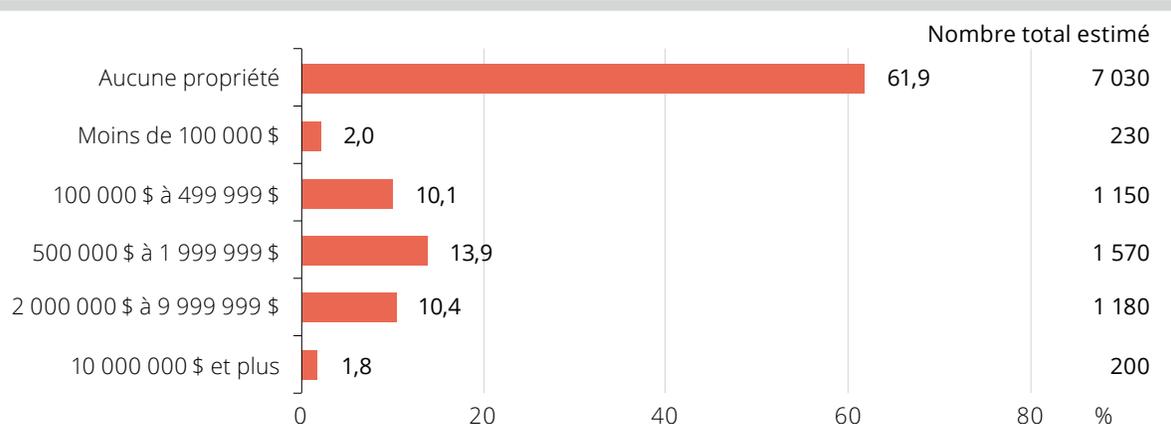
1. Les actifs incluent ceux des filiales détenues directement par les entreprises.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

D'ailleurs, en 2022, 38 % des entreprises d'économie sociale (environ 4 330) étaient propriétaires de bâtiments ou de terrains (figure 1.5). Dans environ 1,8 % des cas (environ 200 entreprises), les propriétés détenues au Québec, bâtiments et terrain confondus, valaient 10 M\$ ou plus. En revanche, pour 26 % des entreprises d'économie sociale (environ 2 950), les propriétés détenues valaient moins de 2 M\$. En moyenne, la valeur des propriétés détenues par une entreprise d'économie sociale était de 3,7 M\$ (donnée non présentée). Les actifs et les propriétés sont détaillés au chapitre 3.

Figure 1.5

Répartition des entreprises d'économie sociale selon la valeur des propriétés¹, Québec, 2022



1. La valeur des propriétés inclut celle des propriétés des filiales détenues directement par les entreprises.

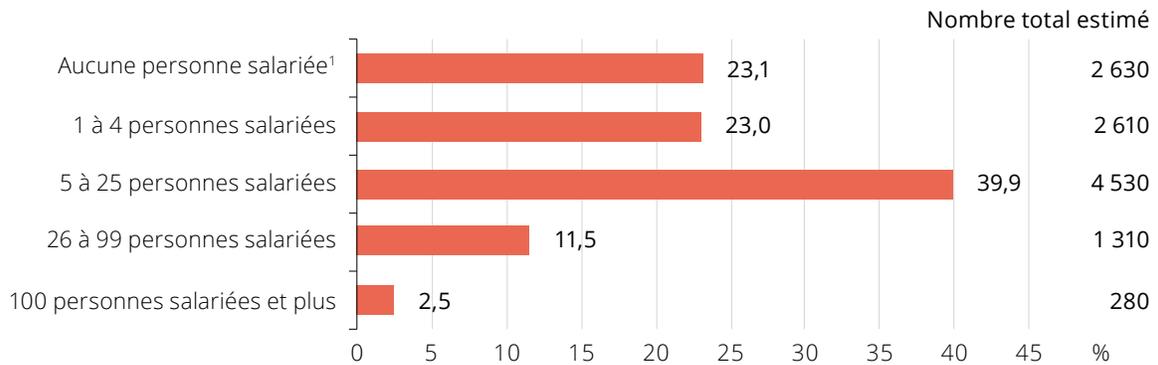
Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Les emplois salariés

En 2022, près de 63 % des entreprises d'économie sociale (environ 7 140) employaient entre 1 et 25 personnes salariées au Québec, alors que 2,5 % en employaient 100 ou plus (figure 1.6). Près d'une entreprise d'économie sociale sur quatre (23 %) n'employait aucune personne salariée en 2022. Les emplois salariés sont détaillés au chapitre 4.

Figure 1.6

Répartition des entreprises d'économie sociale selon la taille de l'effectif, Québec, 2022



1. Les personnes salariées sont celles travaillant au Québec, y compris celles des filiales détenues directement par les entreprises.
Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

La situation financière des entreprises d'économie sociale de moins de 5 ans

Rappelons qu'en 2022, environ 6 % des entreprises d'économie sociale (environ 650 entreprises) avaient moins de 5 ans (figure 1.1). Près de la moitié d'entre elles avait un revenu total de moins de 100 000 \$ (48 %) et des actifs de moins de 100 000 \$ (50 %) (données non présentées).

De plus, environ 16 % des entreprises d'économie sociale de moins de 5 ans étaient propriétaires, dont 13 % avaient chacune des propriétés d'une valeur totale de moins de 2 M\$, et environ 62 % employaient moins de cinq personnes salariées, dont 30 % n'en employaient aucune (données non présentées).

Une présence dans plusieurs secteurs de l'économie

Dans le cadre de l'enquête, les entreprises d'économie sociale ont été classées dans la catégorie du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)³ correspondant à leur activité économique principale, c'est-à-dire celle générant le plus de revenus. Ces catégories ont été regroupées de manière à former 12 secteurs d'activité économique^{4,5}.

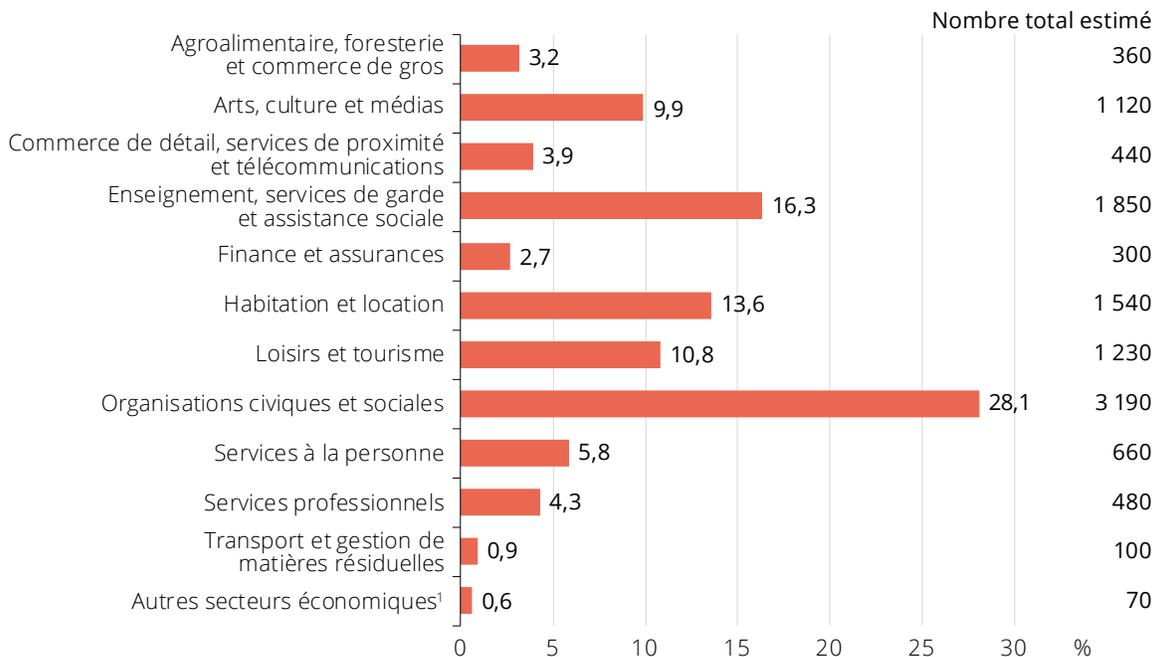
Environ 79 % des entreprises d'économie sociale au Québec (environ 8 930) sont regroupés dans 5 des 12 secteurs d'activité économique, à savoir :

- Organisations civiques et sociales (28 % ; environ 3 190 entreprises) ;
- Enseignement, services de garde et assistance sociale (16 % ; environ 1 850 entreprises) ;
- Habitation et location (14 % ; environ 1 540 entreprises) ;
- Loisirs et tourisme (11 % ; environ 1 230 entreprises) ;
- Arts, culture et médias (10 % ; environ 1 120 entreprises) (figure 1.7).

Pour les sept autres secteurs d'activité économique, on trouve entre moins de 1 % et 5,8 % des entreprises d'économie sociale (approximativement de 70 à 660 entreprises).

Figure 1.7

Répartition des entreprises d'économie sociale selon le secteur d'activité économique, Québec, 2022



1. Les « autres secteurs économiques » incluent le secteur manufacturier et les services publics, ainsi que l'extraction minière, pétrolière et gazière.
Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

3. Pour le classement d'une entreprise (qu'elle soit d'économie sociale ou autre) dans un secteur économique donné, on se réfère généralement au SCIAN, qui est un système de classification complet, cohérent et reconnu. Dans le cadre de l'enquête, les secteurs d'activité économique réfèrent aux sous-secteurs dans le [SCIAN Canada 2017 version 3.0](#).
4. Pour la correspondance entre les 13 secteurs d'activité économique et les codes des industries du SCIAN, consulter l'annexe 1.
5. Pour une description du profil statistique des entreprises de chaque secteur d'activité économique, consulter l'annexe 2.

Portrait des entreprises d'économie sociale selon le secteur d'activité économique

► Les membres

En 2022, les entreprises d'économie sociale du secteur de la finance et des assurances étaient celles comptant le plus de membres, soit environ 6,4 millions (tableau 1.2). Les entreprises actives dans le secteur des organisations civiques et sociales regroupaient pour leur part près de 2,2 millions** de membres. Les dix autres secteurs d'activité économique comptaient de 12 000* à 783 000 membres.

Tableau 1.2

Répartition des membres¹ des entreprises d'économie sociale selon le secteur d'activité économique, Québec, 2022

	Nombre total estimé
Ensemble des entreprises	11 468 540
Agroalimentaire, foresterie et commerce de gros	138 370*
Arts, culture et médias	528 550**
Commerce de détail, services de proximité et télécommunications	782 690
Enseignement, services de garde et assistance sociale	274 680
Finance et assurances	6 449 440
Habitation et location	65 150
Loisirs et tourisme	513 560
Organisations civiques et sociales	2 198 140**
Services à la personne	423 430
Services professionnels	51 050*
Transport et gestion de matières résiduelles	31 350**
Autres secteurs économiques ²	12 150*

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

** Coefficient supérieur à 25 % ; estimation imprécise fournie à titre indicatif seulement.

1. Il s'agit des membres, personnes et organisations confondues, en date du 31 mars 2023. Sont incluses les personnes administratrices membres de l'entreprise. Notons qu'une personne ou une organisation peut être membre de plus d'une entreprise d'économie sociale ; ainsi, une même personne ou organisation pourrait être comptée au total plus d'une fois.

2. Les « autres secteurs économiques » incluent le secteur manufacturier et les services publics, ainsi que l'extraction minière, pétrolière et gazière.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

► Les revenus

Les secteurs d'activité économique où l'on trouve le plus grand nombre d'entreprises d'économie sociale ne sont pas nécessairement ceux qui génèrent le plus de revenus. Effectivement, les 360 entreprises actives dans le secteur de l'agroalimentaire, de la foresterie et du commerce de gros ont généré 21,3 G\$, soit environ 40 % des revenus de l'économie sociale (tableau 1.3). Les 300 entreprises du secteur de la finance et des assurances ont quant à elles produit environ 37 % de ces revenus, soit 19,7 G\$. Ensemble, ces deux secteurs d'activité économique ont généré les trois quarts (76 %) des revenus de l'économie sociale au Québec, alors qu'ils comptaient pour 6 % des entreprises d'économie sociale.

Tableau 1.3

Répartition des revenus¹ des entreprises d'économie sociale selon le secteur d'activité économique, Québec, 2022

	k\$	%
Ensemble des entreprises	53 606 781,7	100,0
Agroalimentaire, foresterie et commerce de gros	21 273 770,3*	39,7
Arts, culture et médias	905 458,5	1,7
Commerce de détail, services de proximité et télécommunications	1 249 196,9	2,3
Enseignement, services de garde et assistance sociale	2 632 013,6	4,9
Finance et assurances	19 655 969,3*	36,7
Habitation et location	608 648,7	1,1
Loisirs et tourisme	675 393,9	1,3
Organisations civiques et sociales	2 241 407,5	4,2
Services à la personne	1 241 111,8*	2,3*
Services professionnels	1 796 932,2*	3,4*
Transport et gestion de matières résiduelles	1 097 867,2*	2,0*
Autres secteurs économiques ²	229 011,8	0,4

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

1. Les revenus incluent ceux des filiales détenues directement par les entreprises.

2. Les « autres secteurs économiques » incluent le secteur manufacturier et les services publics, ainsi que l'extraction minière, pétrolière et gazière.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

► Les actifs et les propriétés

En 2022, les actifs se concentraient dans les entreprises du secteur de la finance et des assurances : les entreprises de ce secteur détenaient 93 % de la totalité des actifs des entreprises d'économie sociale au Québec, soit 409,5 G\$ (données non présentées).

Néanmoins, pour la même période, les propriétés se concentraient particulièrement dans le secteur de l'habitation de la location. En 2022, la valeur des propriétés au Québec de ce secteur totalisait 5,5 G\$, soit environ le tiers (34 %) de la valeur totale des propriétés du milieu de l'économie sociale (tableau 1.4).

Tableau 1.4

Répartition de la valeur des propriétés¹ des entreprises d'économie sociale selon le secteur d'activité économique, Québec, 2022

	k\$	%
Ensemble des entreprises	16 044 830,8	100,0
Agroalimentaire, foresterie et commerce de gros	3 229 294,2*	20,1 *
Arts, culture et médias	542 963,4*	3,4*
Commerce de détail, services de proximité et télécommunications	284 659,8*	1,8*
Enseignement, services de garde et assistance sociale	1 539 740,4	9,6
Finance et assurances	1 803 039,7*	11,2*
Habitation et location	5 511 673,0	34,4
Loisirs et tourisme	613 535,1	3,8
Organisations civiques et sociales	1 214 487,7	7,6
Services à la personne	868 095,9	5,4
Services professionnels	166 054,7*	1,0*
Transport et gestion de matières résiduelles	171 138,3*	1,1 *
Autres secteurs économiques ²	100 148,5	0,6

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

1. La valeur des propriétés inclut celle des propriétés des filiales détenues directement par les entreprises.

2. Les « autres secteurs économiques » incluent le secteur manufacturier et les services publics, ainsi que l'extraction minière, pétrolière et gazière.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

► Les emplois salariés

Lorsqu'on examine le nombre total de personnes salariées dans les entreprises d'économie sociale selon le secteur d'activité économique, on note que le secteur de la finance et des assurances est celui qui comptait le plus d'emplois, soit 61 000, ce qui équivaut au quart (24 %*) de tous les emplois générés par l'économie sociale (tableau 1.5). Il est suivi par trois autres secteurs :

- Enseignement, services de garde et assistance sociale (17 % ; environ 41 000 personnes salariées) ;
- Organisations civiques et sociales (12 % ; environ 31 000 personnes salariées) ;
- Agroalimentaire, foresterie et commerce de gros (12 %* ; environ 30 000* personnes salariées).

Les autres personnes salariées (35 %) sont réparties dans les neuf autres secteurs d'activité économique (de 0,8 % à 9 % ; environ de 2 000 à 23 000 personnes salariées).

Tableau 1.5

Répartition des personnes salariées¹ des entreprises d'économie sociale selon le secteur d'activité économique, Québec, 2022

	Nombre total estimé	%
Ensemble des entreprises	248 470	100,0
Agroalimentaire, foresterie et commerce de gros	29 720*	12,0*
Arts, culture et médias	12 900	5,2
Commerce de détail, services de proximité et télécommunications	9 800	3,9
Enseignement, services de garde et assistance sociale	41 200	16,6
Finance et assurances	60 800	24,5*
Habitation et location	2 060	0,8
Loisirs et tourisme	23 220	9,3
Organisations civiques et sociales	30 560	12,3
Services à la personne	15 970	6,4
Services professionnels	15 390*	6,2*
Transport et gestion de matières résiduelles	3 410	1,4*
Autres secteurs économiques ²	3 440	1,4

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

1. Les personnes salariées sont celles travaillant au Québec, y compris celles des filiales détenues directement par les entreprises.

2. Les « autres secteurs économiques » incluent le secteur manufacturier et les services publics, ainsi que l'extraction minière, pétrolière et gazière.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Notons que les secteurs d'activité économique générant le plus grand nombre d'emplois salariés sont également ceux ayant la plus grande masse salariale. En effet, on constate que les entreprises du secteur de la finance et des assurances avaient la plus grande masse salariale en 2022 : cette dernière s'élevait à 5,2 G\$, ce qui représente 42 % des dépenses salariales des entreprises d'économie sociale au Québec (tableau 1.6). Les dépenses des entreprises actives dans le secteur de l'enseignement, des services de garde et de l'assistance sociale comptaient pour 14 % (environ 1,7 G\$) des dépenses salariales de l'économie sociale. Par ailleurs, la masse salariale des entreprises du secteur de l'agroalimentaire, de la foresterie et du commerce de gros et celle des entreprises du secteur des organisations civiques et sociales constituaient respectivement 12 %* et 8 % (environ 1,5 G\$* et 1,0 G\$) de la masse salariale de l'économie sociale.

Tableau 1.6

Répartition de la masse salariale¹ des entreprises d'économie sociale selon le secteur d'activité économique, Québec, 2022

	k\$	%
Ensemble des entreprises	12 317 389,5	100,0
Agroalimentaire, foresterie et commerce de gros	1 505 782,6*	12,2*
Arts, culture et médias	297 488,4	2,4
Commerce de détail, services de proximité et télécommunications	259 045,6	2,1
Enseignement, services de garde et assistance sociale	1 670 120,2	13,6
Finance et assurances	5 215 625,3*	42,3
Habitation et location	72 200,9	0,6*
Loisirs et tourisme	304 135,6	2,5
Organisations civiques et sociales	1 025 720,3	8,3
Services à la personne	695 739,1	5,6
Services professionnels	774 774,2	6,3*
Transport et gestion de matières résiduelles	370 670,1*	3,0*
Autres secteurs économiques ²	126 087,4	1,0

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

1. La masse salariale inclut les sommes versées par les filiales détenues directement par les entreprises.

2. Les « autres secteurs économiques » incluent le secteur manufacturier et les services publics, ainsi que l'extraction minière, pétrolière et gazière.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Une réponse à divers besoins des individus et des communautés

Les entreprises d'économie sociale doivent poursuivre une finalité sociale, c'est-à-dire que leurs activités doivent avoir pour but de répondre aux besoins des membres ou à des besoins sociaux. Les finalités sociales sont diverses : accès à des services de garde d'enfants ou à des logements abordables, maintien d'une station-service dans une communauté, exploitation d'une entreprise forestière pour assurer des emplois de qualité, etc. Dans le cadre de l'enquête, les finalités sociales ont été regroupées en 13 domaines^{6,7}.

6. Pour une description détaillée de chaque domaine de finalité sociale, consulter l'annexe 3. Notons qu'une entreprise d'économie sociale peut avoir plusieurs finalités sociales se rattachant à plus d'un domaine. Dans un tel cas, l'entreprise a été classée dans le domaine qui reflète le mieux sa raison d'être ou son objectif ultime.

7. Pour une description du profil statistique des entreprises de chaque domaine de finalité sociale, consulter l'annexe 4.

Notons que ces domaines ne sont pas équivalents aux secteurs d'activité économique, bien qu'ils puissent parfois porter le même nom ou être semblables. Les similarités entre les domaines et les secteurs se trouvent dans l'encadré « Des activités économiques et des finalités qui se recoupent ».

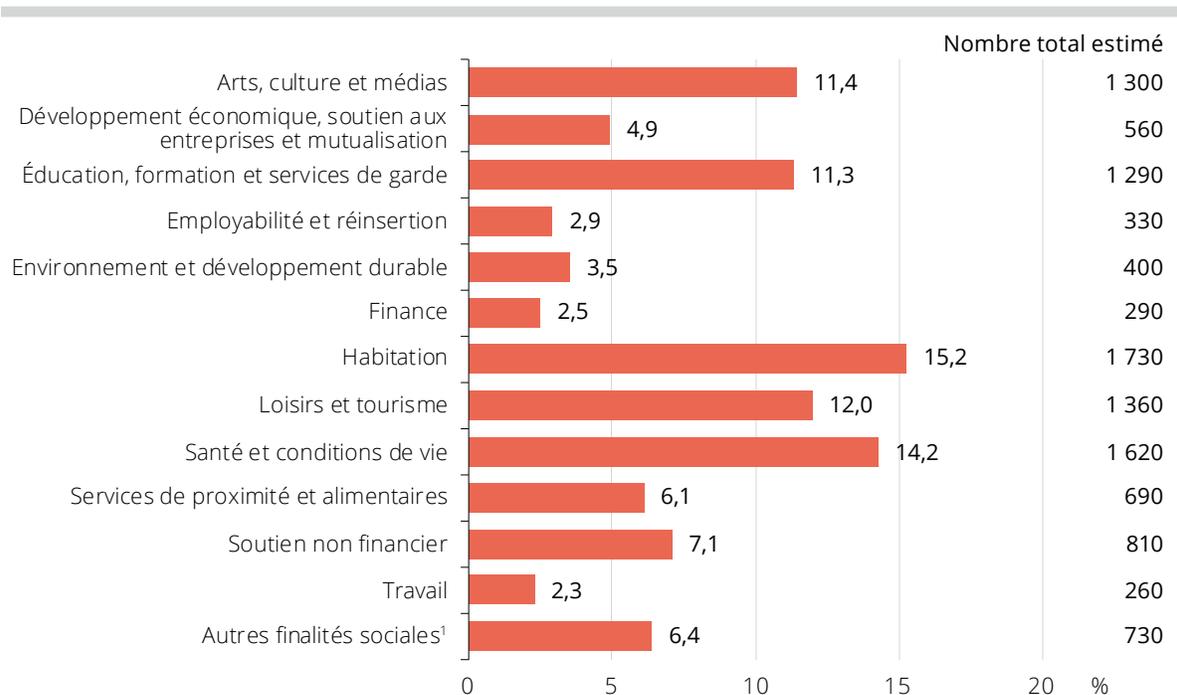
Environ 64 % des entreprises d'économie sociale au Québec (environ 7 300 entreprises) sont regroupées dans cinq domaines de finalité sociale, soit :

- Habitation (15 % ; environ 1 730 entreprises);
- Santé et conditions de vie (14 % ; environ 1 620 entreprises);
- Loisirs et tourisme (12 % ; environ 1 360 entreprises);
- Arts, culture et médias (11 % ; environ 1 300 entreprises);
- Éducation, formation et services de garde (11 % ; environ 1 290 entreprises) (figure 1.8).

Environ 36 % des entreprises d'économie sociale évoluaient dans d'autres domaines, comme le soutien non financier (7 % ; environ 810 entreprises) et les services de proximité et alimentaires (6 % ; environ 690 entreprises).

Figure 1.8

Répartition des entreprises d'économie sociale le domaine de finalité sociale, Québec, 2022



1. Le domaine « autres finalités sociales » regroupe les entreprises qui favorisent l'échange de biens ou services sans contrepartie en argent, celles qui œuvrent à la solidarité et à la coopération internationale, ainsi que celles qui ont une finalité sociale qui ne s'apparente à aucun des 12 autres domaines.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Portrait des entreprises d'économie sociale selon le domaine de finalité sociale

► Les membres

Les entreprises poursuivant une finalité sociale liée à la finance comptaient le plus grand nombre de membres au Québec en 2022, à savoir près de 6,2 millions (tableau 1.7). Les 12 autres domaines de finalité sociale comptaient de 28 000 à 1,5 million** de membres.

Tableau 1.7

Nombre de membres¹ dans les entreprises d'économie sociale selon le domaine de finalité sociale, Québec, 2022

	Nombre total estimé
Ensemble des entreprises	11 468 540
Arts, culture et médias	210 840 *
Développement économique, soutien aux entreprises et mutualisation	687 560 **
Éducation, formation et services de garde	187 560 *
Employabilité et réinsertion	42 590 *
Environnement et développement durable	46 190
Finance	6 174 170
Habitation	57 770
Loisirs et tourisme	1 527 650 **
Santé et conditions de vie	809 490 *
Services de proximité et alimentaires	1 013 100 *
Soutien non financier	196 930
Travail	27 730
Autres finalités sociales ²	486 960 **

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

** Coefficient supérieur à 25 % ; estimation imprécise fournie à titre indicatif seulement.

1. Il s'agit des membres, personnes et organisations confondues, en date du 31 mars 2023. Sont incluses les personnes administratrices membres de l'entreprise. Notons qu'une personne ou une organisation peut être membre de plus d'une entreprise d'économie sociale ; ainsi, une même personne ou organisation pourrait être comptée au total plus d'une fois.

2. Le domaine « autres finalités sociales » regroupe les entreprises qui favorisent l'échange de biens ou services sans contrepartie en argent, celles qui œuvrent à la solidarité et à la coopération internationale, ainsi que celles qui ont une finalité sociale qui ne s'apparente à aucun des 12 autres domaines.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

► Les revenus

Même si une entreprise d'économie sociale ne poursuit pas une finalité sociale orientée vers le profit, elle doit tout de même viser la rentabilité et générer des revenus suffisants pour assurer sa pérennité financière et son développement. Les entreprises du domaine de la finance, c'est-à-dire celles dont la finalité sociale est l'offre de services financiers, ont affiché les revenus les plus importants en 2022 (19,1 G\$* ; 36 %* de l'ensemble des revenus de l'économie sociale) (tableau 1.8). Elles sont suivies par les entreprises du domaine des services de proximité et alimentaires, qui ont cumulé 23 %* de l'ensemble des revenus (12,5 G\$*). Les entreprises offrant des biens et services dans le domaine du développement économique, du soutien aux entreprises et de la mutualisation ont pour leur part cumulé 21 %* des revenus de l'économie sociale. Ces résultats pourraient s'expliquer, du moins en partie, par la présence des coopératives de producteurs et productrices.

Tableau 1.8

Répartition des revenus¹ des entreprises d'économie sociale selon le domaine de finalité sociale, Québec, 2022

	k\$	%
Ensemble des entreprises	53 606 781,7	100,0
Arts, culture et médias	909 842,4	1,7
Développement économique, soutien aux entreprises et mutualisation	11 157 112,6**	20,8*
Éducation, formation et services de garde	2 175 694,9	4,1
Employabilité et réinsertion	1 006 691,3	1,9*
Environnement et développement durable	373 550,0	0,7*
Finance	19 104 465,9*	35,6*
Habitation	721 331,5	1,3
Loisirs et tourisme	799 820,5	1,5
Santé et conditions de vie	1 716 216,7	3,2*
Services de proximité et alimentaires	12 538 759,6*	23,4*
Soutien non financier	483 055,0	0,9*
Travail	805 843,0	1,5
Autres finalités sociales ²	1 814 398,3	3,4*

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

** Coefficient supérieur à 25 % ; estimation imprécise fournie à titre indicatif seulement.

1. Les revenus incluent ceux des filiales détenues directement par les entreprises.

2. Le domaine « autres finalités sociales » regroupe les entreprises qui favorisent l'échange de biens ou services sans contrepartie en argent, celles qui œuvrent à la solidarité et à la coopération internationale, ainsi que celles qui ont une finalité sociale qui ne s'apparente à aucun des 12 autres domaines.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

► Les actifs et les propriétés

Les entreprises poursuivant une finalité sociale en lien avec la finance avaient, en 2022, la quasi-totalité (93 %) des actifs des entreprises d'économie sociale au Québec, pour un total d'environ 406,7 G\$ (données non présentées).

En revanche, ce sont les entreprises du domaine de l'habitation qui ont présenté la plus grande valeur en propriétés, soit 5,9 G\$, ce qui représente 37 % de la valeur totale des propriétés des entreprises d'économie sociale au Québec (tableau 1.9).

Tableau 1.9

Répartition de la valeur des propriétés¹ des entreprises d'économie sociale selon le domaine de finalité sociale, Québec, 2022

	k\$	%
Ensemble des entreprises	16 044 830,8	100,0
Arts, culture et médias	503 841,4*	3,1*
Développement économique, soutien aux entreprises et mutualisation	1 735 755,0**	10,8**
Éducation, formation et services de garde	1 330 457,6	8,3
Employabilité et réinsertion	227 217,4	1,4
Environnement et développement durable	133 600,1*	0,8*
Finance	1 780 375,4*	11,1*
Habitation	5 933 691,1	37,0
Loisirs et tourisme	489 856,2	3,1
Santé et conditions de vie	1 071 702,2	6,7
Services de proximité et alimentaires	1 785 451,9*	11,1*
Soutien non financier	256 753,4*	1,6*
Travail	173 033,1	1,1
Autres finalités sociales ²	623 095,8	3,9

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

** Coefficient supérieur à 25 % ; estimation imprécise fournie à titre indicatif seulement.

1. La valeur des propriétés inclut celle des propriétés des filiales détenues directement par les entreprises.

2. Le domaine « autres finalités sociales » regroupe les entreprises qui favorisent l'échange de biens ou services sans contrepartie en argent, celles qui œuvrent à la solidarité et à la coopération internationale, ainsi que celles qui ont une finalité sociale qui ne s'apparente à aucun des 12 autres domaines.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

► Les emplois salariés

Dans le milieu de l'économie sociale, les entreprises qui poursuivent une finalité sociale liée à la finance ont généré en 2022 près d'un emploi salarié sur quatre (24 %*), soit environ 60 000* emplois (tableau 1.10). Environ 36 % des emplois de l'économie sociale ont été générés par les entreprises de trois autres domaines de finalité sociale, qui représentent 32 % des entreprises du milieu, à savoir :

- Services de proximité et alimentaires (12 %* ; environ 31 000* personnes salariées) ;
- Éducation, formation et services de garde (12 % ; environ 29 000 personnes salariées) ;
- Santé et conditions de vie (12 % ; environ 29 000 personnes salariées).

Les autres emplois salariés (40 %) sont répartis dans les dix autres domaines de finalité sociale (de 1,7 % à 9 % ; environ de 4 000 à 23 000 personnes salariées).

Tableau 1.10

Répartition des personnes salariées¹ des entreprises d'économie sociale selon le domaine de finalité sociale, Québec, 2022

	Nombre total estimé	%
Ensemble des entreprises	248 470	100,0
Arts, culture et médias	12 950	5,2
Développement économique, soutien aux entreprises et mutualisation	8 860	3,6
Éducation, formation et services de garde	29 380	11,8
Employabilité et réinsertion	18 190	7,3
Environnement et développement durable	4 170	1,7
Finance	59 670*	24,0*
Habitation	4 460	1,8
Loisirs et tourisme	23 150	9,3
Santé et conditions de vie	28 590	11,5
Services de proximité et alimentaires	30 630*	12,3*
Soutien non financier	8 330	3,4
Travail	7 550	3,0
Autres finalités sociales ²	12 540	5,0

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

1. Les personnes salariées sont celles travaillant au Québec, y compris celles des filiales détenues directement par les entreprises.

2. Le domaine « autres finalités sociales » regroupe les entreprises qui favorisent l'échange de biens ou services sans contrepartie en argent, celles qui œuvrent à la solidarité et à la coopération internationale, ainsi que celles qui ont une finalité sociale qui ne s'apparente à aucun des 12 autres domaines.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Les entreprises des quatre domaines de finalité sociale affichant les plus grandes proportions d'emplois salariés ont également les dépenses salariales les plus élevées. Ainsi, la masse salariale des entreprises poursuivant une finalité sociale du domaine de la finance, qui ont généré le quart des emplois, comptait pour 41 %* (environ 5,1 G\$*) de la masse salariale de toutes les entreprises d'économie sociale (tableau 1.11). Les dépenses des entreprises dont les activités sont liées au domaine des services de proximité et alimentaires représentaient 11 %* (environ 1,3 G\$*) des dépenses salariales de l'économie sociale, alors que celles du domaine de l'éducation, de la formation et des services de garde en constituaient 10 % (environ 1,3 G\$). Quant à la masse salariale des entreprises du domaine de la santé et des conditions de vie, elle représentait 8 % (environ 1,0 G\$) de la masse salariale du milieu.

Tableau 1.11

Répartition de la masse salariale¹ des entreprises d'économie sociale selon le domaine de finalité sociale, Québec, 2022

	k\$	%
Ensemble des entreprises	12 317 389,5	100,0
Arts, culture et médias	297 923,5	2,4
Développement économique, soutien aux entreprises et mutualisation	650 171,0	5,3*
Éducation, formation et services de garde	1 289 012,1	10,5
Employabilité et réinsertion	732 228,6	5,9*
Environnement et développement durable	158 131,3	1,3*
Finance	5 107 729,5*	41,5*
Habitation	168 232,3	1,4
Loisirs et tourisme	306 929,6	2,5
Santé et conditions de vie	973 346,4	7,9
Services de proximité et alimentaires	1 348 454,4*	10,9*
Soutien non financier	315 803,7	2,6*
Travail	290 246,8	2,4
Autres finalités sociales ²	679 180,4	5,5*

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

1. La masse salariale inclut les sommes versées par les filiales détenues directement par les entreprises.
2. Le domaine « autres finalités sociales » regroupe les entreprises qui favorisent l'échange de biens ou services sans contrepartie en argent, celles qui œuvrent à la solidarité et à la coopération internationale, ainsi que celles qui ont une finalité sociale qui ne s'apparente à aucun des 12 autres domaines.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

► **Le territoire d'intervention**

Qu'est-ce que le territoire d'intervention ?

Le territoire d'intervention fait référence au territoire visé par la finalité sociale d'une entreprise d'économie sociale, c'est-à-dire celui sur lequel l'entreprise a des retombées sociales. Ce territoire peut donc être différent du territoire couvert par les activités économiques de l'entreprise.

Le territoire d'intervention d'une entreprise peut se situer à différentes échelles :

- **Inframunicipale** : L'entreprise a des retombées sociales dans un ou quelques quartiers ou arrondissements d'une municipalité.
- **Municipale** : L'entreprise a des retombées sociales dans la majorité des quartiers ou arrondissements d'une municipalité, dans l'ensemble d'une municipalité, dans quelques municipalités ou dans une municipalité régionale de comté (MRC).
- **Régionale** : L'entreprise a des retombées dans la majorité des municipalités d'une région administrative du Québec, dans plusieurs MRC d'une région administrative du Québec, ou dans l'ensemble d'une ou deux régions administratives du Québec.
- **Provinciale** : L'entreprise a des retombées sociales dans trois régions administratives du Québec ou plus, ou dans l'ensemble du Québec.
- **Nationale** : L'entreprise a des retombées sociales au Québec et dans au moins une autre province du Canada, ou dans l'ensemble du Canada.
- **Internationale** : L'entreprise a des retombées sociales au Québec et dans au moins un autre pays que le Canada.

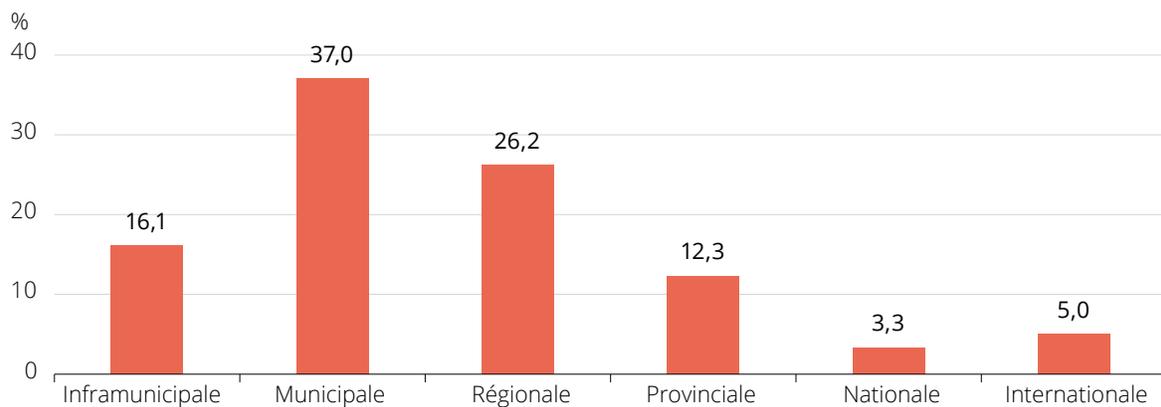
En fonction de leur domaine de finalité sociale, les entreprises d'économie sociale peuvent consacrer leurs activités à l'échelle locale, mais aussi à plus grande échelle. Les résultats de l'enquête indiquent que pour environ neuf entreprises d'économie sociale sur dix (92 %), le territoire d'intervention se situe à une échelle provinciale ou plus petite :

- Inframunicipale (16 %) ;
- Municipale (37 %) ;
- Régionale (26 %) ;
- Provinciale (12 %) (figure 1.9).

Ce sont donc environ 8 % des entreprises qui sont intervenues sur un territoire national ou international.

Figure 1.9

Répartition des entreprises d'économie sociale selon le territoire d'intervention, Québec, 2022



Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Les entreprises d'économie sociale des domaines de finalité sociale suivants sont principalement intervenues à l'échelle municipale :

- Services de proximité et alimentaires (48 %) ;
- Éducation, formation et services de garde (44 %) ;
- Santé et conditions de vie (44 %) ;
- Loisirs et tourisme (42 %) (tableau 1.12).

Quant aux entreprises du domaine de la finance, elles sont principalement intervenues à l'échelle internationale (73 %).

Tableau 1.12

Répartition des entreprises d'économie sociale selon le territoire d'intervention et selon le domaine de finalité sociale, Québec, 2022

	Inframunicipale	Municipale	Régionale	Provinciale	Nationale	Internationale	Total
	%						
Arts, culture et médias	4,5**	24,0	28,4	19,1	10,2*	13,7*	100,0
Développement économique, soutien aux entreprises et mutualisation	14,2*	25,4	26,9	25,5	6,0**	2,0**	100,0
Éducation, formation et services de garde	18,0	44,1	21,8	9,5*	4,6**	2,0**	100,0
Employabilité et réinsertion	6,7**	35,6	46,2	11,0**	0,5**	—	100,0
Environnement et développement durable	8,5**	31,4	33,1	23,5*	2,9**	0,6**	100,0
Finance	—	1,4**	7,7*	15,0**	3,1	72,8	100,0
Habitation	40,3	40,2	14,4	3,2*	1,1**	0,8	100,0
Loisirs et tourisme	12,2	41,8	26,9	16,7	0,9*	1,4*	100,0
Santé et conditions de vie	12,1*	43,5	32,9	8,8*	1,7**	1,0**	100,0
Services de proximité et alimentaires	25,3	47,6	21,2	4,9*	0,1**	0,8**	100,0
Soutien non financier	10,7*	43,2	34,9	8,6**	2,4**	0,1*	100,0
Travail	13,0	31,5	29,5	17,9*	4,4**	3,6**	100,0
Autres finalités sociales ¹	6,6**	29,0	29,9	18,7	5,6**	10,1**	100,0

— Donnée infime.

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

** Coefficient supérieur à 25 % ; estimation imprécise fournie à titre indicatif seulement.

1. Le domaine « autres finalités sociales » regroupe les entreprises qui favorisent l'échange de biens ou services sans contrepartie en argent, celles qui œuvrent à la solidarité et à la coopération internationale, ainsi que celles qui ont une finalité sociale qui ne s'apparente à aucun des 12 autres domaines.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Des activités économiques et des finalités sociales qui se recoupent

Certains secteurs d'activité économique correspondent en grande partie à un domaine de finalité sociale, et vice versa¹ (tableau 1.13). Cependant, certaines finalités sociales ne peuvent pas constituer des activités économiques au sens du SCIAN, parce qu'elles ne visent pas à générer des revenus. C'est le cas, notamment, de la réinsertion sociale : une entreprise qui offre un service de rembourrage de meubles (activité économique) peut embaucher des jeunes qui ont abandonné leurs études dans le but de faciliter leur réinsertion (finalité sociale). Les deux classifications ne sont pas équivalentes.

Tableau 1.13

Correspondance entre les domaines de finalité sociale et les secteurs d'activité économique

Domaine de finalité sociale	Secteur d'activité économique
Arts, culture et médias	Arts, culture et médias
Développement économique, soutien aux entreprises et mutualisation	
Éducation, formation et services de garde	Enseignement, services de garde et assistance sociale
Employabilité et réinsertion	
Environnement et développement durable	
Finance	Finance et assurances
Habitation	Habitation et location
Loisirs et tourisme	Loisirs et tourisme
Santé et conditions de vie	
Services de proximité et alimentaires	
Soutien non financier	
Travail	
Autres finalités sociales ¹	Agroalimentaire, foresterie et commerce de gros Commerce de détail, services de proximité et télécommunications Organisations civiques et sociales Services à la personne Services professionnels Transport et gestion de matières résiduelles Autres secteurs économiques ²

1. Le domaine « autres finalités sociales » regroupe les entreprises qui favorisent l'échange de biens ou services sans contrepartie en argent, celles qui œuvrent à la solidarité et à la coopération internationale, ainsi que celles qui ont une finalité sociale qui ne s'apparente à aucun des 12 autres domaines.
2. Les « autres secteurs économiques » incluent le secteur manufacturier et les services publics, ainsi que l'extraction minière, pétrolière et gazière.

Suite à la page 42

On constate que la majorité des entreprises de certains domaines se trouvent également dans le secteur correspondant. En 2022, 97 % des entreprises dont la finalité sociale se trouve dans le domaine de la finance étaient actives dans le secteur d'activité économique de la finance et des assurances, alors que 83 % des entreprises faisant partie du domaine de finalité sociale de l'habitation étaient actives dans le secteur d'activité économique de l'habitation et de la location (données non présentées). On note également une bonne adéquation entre le domaine des arts, de la culture et des médias, le domaine de l'éducation, de la formation et des services de garde² et le domaine des loisirs et du tourisme avec leur secteur d'activité économique correspondant (de 70 % à 71 %).

Pour d'autres domaines de finalité sociale, les entreprises sont vraiment disséminées dans plusieurs secteurs économiques. Par exemple, les entreprises dont la finalité sociale consiste à offrir du travail sont notamment réparties dans le secteur du commerce de détail, des services de proximité et des télécommunications (11 %), le secteur des services professionnels (27 %) et le secteur de l'agroalimentaire, de la foresterie et du commerce de gros (26 %).

Cette brève analyse de la correspondance entre les secteurs d'activité économique et les domaines de finalité sociale permet de mieux comprendre la cohérence de certains résultats présentés plus haut, notamment en ce qui concerne les revenus, les actifs et la masse salariale des entreprises actives dans le secteur économique de la finance et des assurances ou celles dont le domaine de finalité sociale est la finance : ces deux classements regroupent pratiquement les mêmes entreprises. En revanche, l'adéquation entre ces deux systèmes de classement est limitée à cinq paires de secteurs et domaines, ce qui démontre la pertinence de présenter les résultats selon les deux classifications. Notons que les mêmes correspondances avaient été observées lors de la réalisation du premier portrait statistique sur l'économie sociale au Québec (Marceau et Routhier 2019).

-
1. Une correspondance est notée lorsque la majorité des entreprises d'un seul domaine de finalité sociale font partie du même secteur d'activité économique. En général, l'inverse est également vrai, c'est-à-dire que la majorité des entreprises du secteur d'activité économique en question font également partie du domaine de finalité sociale correspondant.
 2. Notons que la correspondance entre le domaine de finalité sociale et le secteur d'activité économique s'estompe (49 % de correspondance) lorsqu'on observe la proportion d'entreprises du secteur de l'enseignement, des services de garde et de l'assistance sociale faisant partie du domaine correspondant.

Une configuration variable selon les régions

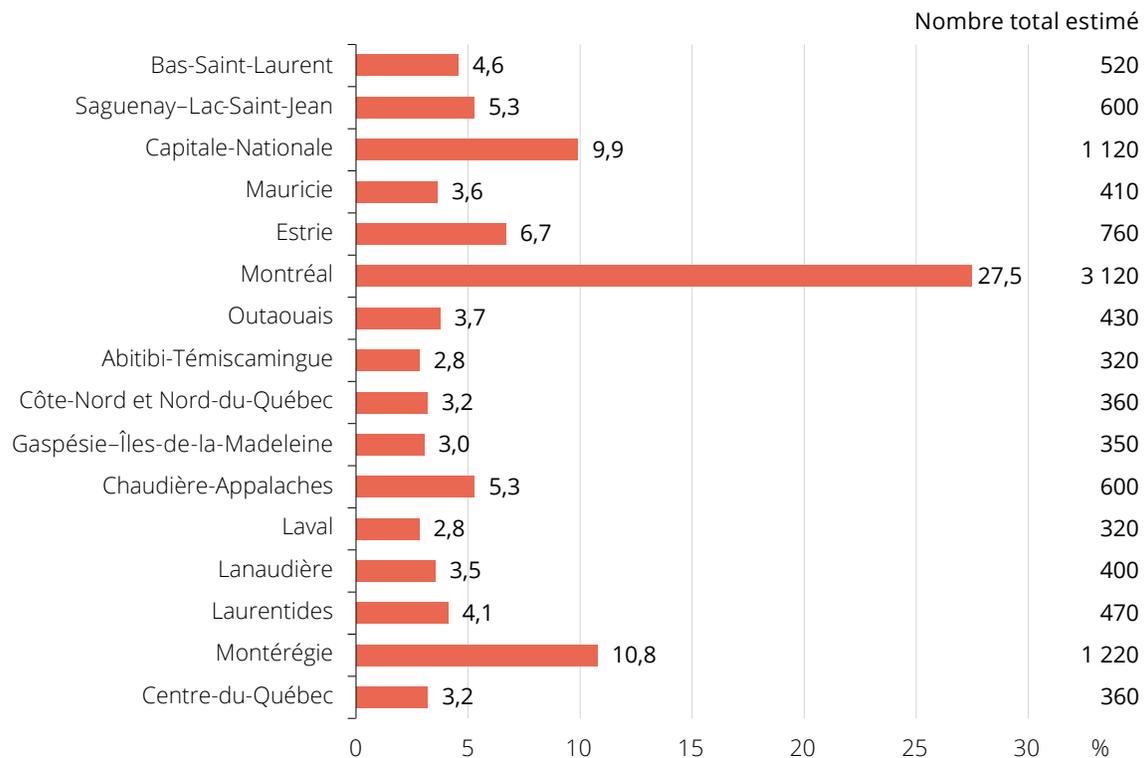
L'économie sociale est présente partout au Québec. Or, certains pôles économiques existent à l'échelle régionale, plus particulièrement dans les régions les plus peuplées. Ainsi, sur l'ensemble des entreprises d'économie sociale actives en 2022, près de la moitié (48 %) se concentraient dans trois régions administratives :

- Montréal (27 % ; environ 3 120 entreprises) ;
- Montérégie (11 % ; environ 1 220 entreprises) ;
- Capitale-Nationale (10 % ; environ 1 120 entreprises) (figure 1.10).

Les autres régions administratives comptaient chacune de 2,8 % à 7 % des entreprises d'économie sociale (environ de 320 à 760)⁸.

Figure 1.10

Répartition des entreprises d'économie sociale selon la région administrative¹, Québec, 2022



1. Il s'agit généralement de la région administrative où se situe le siège social de l'entreprise.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

8. Pour une description du profil statistique des entreprises de chaque région administrative, consulter l'annexe 5.

L'économie sociale dans les zones urbaines et rurales

Les entreprises d'économie sociale sont implantées dans les zones urbaines du Québec, plus densément peuplées, et dans les zones rurales. Or, la zone d'implantation d'une entreprise, qu'elle soit urbaine, semi-urbaine ou rurale, peut déterminer son rôle dans la communauté, puisque les besoins de cette dernière sont entre autres liés à l'emplacement géographique. L'accès aux ressources varie également selon la zone d'implantation : les zones urbaines peuvent par exemple avoir un accès plus facile aux ressources financières et humaines que les zones rurales, qui elles, ont généralement un accès plus direct à certaines ressources naturelles.

Qu'est-ce qu'une zone géographique d'implantation ?

Cet indicateur fait référence au niveau d'urbanisation du milieu de vie : urbain, semi-urbain ou rural. La zone d'implantation est déterminée à partir du code postal de l'entreprise, généralement celui de son siège social. Le code postal permet d'établir si l'entreprise est implantée dans une région métropolitaine de recensement ou une agglomération de recensement, selon la géographie du *Recensement de la population 2021*¹. Les zones de résidence sont catégorisées selon certains critères de taille et de densité de population :

- Les **régions métropolitaines de recensement** (RMR) sont des zones urbaines. Elles sont des territoires statistiques formés par une municipalité ou par plusieurs municipalités voisines les unes des autres situées autour d'un noyau d'au moins 50 000 habitants et habitantes. Afin d'être considérée comme une RMR, une zone géographique doit compter une population totale d'au moins 100 000 habitants et habitantes. Au Québec, on compte sept RMR : Saguenay, Québec, Sherbrooke, Trois-Rivières, Drummondville, Montréal et Ottawa-Gatineau (partie québécoise).
- Les **agglomérations de recensement** (AR) sont des zones semi-urbaines. Elles sont formées par une municipalité ou par plusieurs municipalités voisines les unes des autres situées autour d'un noyau d'au moins 10 000 habitants et habitantes. Au Québec, on compte 25 AR : Campbellton (partie québécoise), Matane, Rimouski, Rivière-du-Loup, Baie-Comeau, Alma, Dolbeau-Mistassini, Sept-Îles, Sainte-Marie, Saint-Georges, Thetford Mines, Cowansville, Victoriaville, Shawinigan, Granby, Saint-Hyacinthe, Sorel-Tracy, Joliette, Salaberry-de-Valleyfield, Sainte-Agathe-des-Monts, Lachute, Val-d'Or, Amos, Rouyn-Noranda, Hawkesbury (partie québécoise).

Les régions qui sont situées hors d'une RMR ou d'une AR sont considérées comme des zones rurales.

Les entreprises d'économie sociale peuvent avoir des activités dans plusieurs zones d'implantation. Or, dans le cadre de l'enquête, l'ensemble des activités d'une entreprise sont rapportées à une seule zone d'implantation, généralement celle du siège social.

1. Pour plus de renseignements, consulter le [dictionnaire du Recensement de la population 2021](#).

En 2022, environ 62 % des entreprises d'économie sociale (environ 7 080) se situaient en zone urbaine, c'est-à-dire dans une RMR, dont 41 % dans la RMR de Montréal et 10 % dans celle de Québec (tableau 1.14). Les entreprises en zone urbaine comptaient 68 % de l'ensemble des membres des entreprises d'économie sociale, et leurs revenus représentaient environ 80 % de la valeur totale des revenus de l'ensemble de ces entreprises. Les entreprises qui se situaient dans une RMR employaient environ trois personnes salariées de l'économie sociale sur quatre (73 %). La rémunération de ces personnes représentait 80 % de la masse salariale totale de l'ensemble des entreprises d'économie sociale.

Tableau 1.14

Portrait global des entreprises d'économie sociale selon la zone géographique d'implantation¹, Québec, 2022

	RMR de Montréal		RMR de Québec		Autres RMR ²		AR et autres régions	
	Nombre total estimé	%	Nombre total estimé	%	Nombre total estimé	%	Nombre total estimé	%
Entreprises	4 660	41,0	1 110	9,7	1 310	11,6	4 280	37,7
Membres ³	5 019 910	43,8	1 294 490	11,3	1 439 280	12,5	3 714 860	32,4
Personnes salariées ⁴	79 750	34,3	68 060*	29,3	22 350	9,6	62 380	26,8
	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%
Revenus ⁵	17 908 529,1*	40,0	15 439 468,8**	34,5*	2 412 472,7	5,4	8 967 468,2	20,0
Masse salariale ⁵	3 498 917,8	30,5	4 855 714,1**	42,3*	834 501,8	7,3	2 279 220,3	19,9

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

** Coefficient de variation supérieur à 25 % ; estimation imprécise fournie à titre indicatif seulement.

1. Il s'agit généralement de la zone géographique où est implanté le siège social de l'entreprise.

2. Les autres RMR incluent les RMR de Saguenay, de Sherbrooke, de Trois-Rivières, de Drummondville et d'Ottawa-Gatineau (partie québécoise).

3. Il s'agit des membres, personnes et organisations confondues, en date du 31 mars 2023. Sont incluses les personnes administratrices membres de l'entreprise. Notons qu'une personne ou une organisation peut être membre de plus d'une entreprise d'économie sociale ; ainsi, une même personne ou organisation pourrait être comptée au total plus d'une fois.

4. Les personnes salariées sont celles travaillant au Québec, y compris celles des filiales détenues directement par les entreprises.

5. La valeur des revenus et de la masse salariale inclut celle des filiales détenues directement par les entreprises.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

À l'opposé, environ 38 % des entreprises d'économie sociale (environ 4 280) étaient situées en zone semi-urbaine ou rurale, c'est-à-dire dans une AR ou dans une région qui n'est ni une RMR ni une AR. En 2022, ces entreprises rassemblaient 32 % de l'ensemble des membres du milieu, et elles cumulaient environ le cinquième (20 %) des revenus totaux de l'économie sociale. Par ailleurs, les entreprises se situant en zone semi-urbaine ou rurale employaient près d'une personne salariée de l'économie sociale sur quatre (27 %) et cumulaient 20 % de la masse salariale du milieu.

► Le secteur d'activité économique

Les AR et les autres régions présentent une plus forte concentration d'entreprises évoluant dans le secteur de l'agroalimentaire, de la foresterie et du commerce de gros que les RMR (6 % c. 1,2 %** à 2,2 %) (tableau 1.15). Les RMR de Montréal et de Québec comptaient proportionnellement plus d'entreprises du secteur de l'habitation et de la location que les autres zones géographiques d'implantation (respectivement 18 % et 20 % c. 12 % et 8 %). À l'inverse, la proportion d'entreprises du secteur des services à la personne est plus faible dans les RMR de Montréal et de Québec (4,4 %* chacune) que dans les autres zones (7 % chacune). La proportion d'entreprises du secteur des loisirs et du tourisme est plus faible dans la RMR de Montréal que dans les autres zones (8 % c. 13 % chacune), tandis que la proportion d'entreprises du secteur des organisations civiques et sociales est plus faible dans la RMR de Québec (24 % c. 28 % à 29 %).

Tableau 1.15

Répartition des entreprises d'économie sociale selon le secteur d'activité économique et selon la zone géographique d'implantation¹, Québec, 2022

	RMR de Montréal	RMR de Québec	Autres RMR ²	AR et autres régions
	%			
Agroalimentaire, foresterie et commerce de gros	1,2** a	1,3** b	2,2 c	6,0 a,b,c
Arts, culture et médias	11,3 a	9,4	8,6	8,8 a
Commerce de détail, services de proximité et télécommunications	2,2* a,b	4,1* a	3,0 c	6,0 b,c
Enseignement, services de garde et assistance sociale	18,4 a	14,9	16,9 b	14,3 a,b
Finance et assurances	2,4*	2,5	2,3 a	3,1 a
Habitation et location	17,7 a	19,8 b	11,9 a,b	8,0 a,b
Loisirs et tourisme	7,7 a,b,c	12,9 a	12,8 b	13,0 c
Organisations civiques et sociales	29,4 a	23,6 a,b,c	28,9 b	27,6 c
Services à la personne	4,4* a,b	4,4* c,d	7,2 a,c	7,3 b,d
Services professionnels	4,5*	5,8* a	4,9 b	3,4 a,b
Transport et gestion de matières résiduelles	0,5** a	0,7**	0,6** b	1,5 a,b
Autres secteurs économiques ³	0,3** a,b	0,4 c,d	0,8* a,c	0,9 b,d

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

** Coefficient de variation supérieur à 25 % ; estimation imprécise fournie à titre indicatif seulement.

a-d Un même exposant exprime une différence significative entre les proportions d'une même ligne au seuil de 0,05.

1. Il s'agit généralement de la zone géographique où est implanté le siège social de l'entreprise.

2. Les autres RMR incluent les RMR de Saguenay, de Sherbrooke, de Trois-Rivières, de Drummondville et d'Ottawa-Gatineau (partie québécoise).

3. Les « autres secteurs économiques » incluent le secteur manufacturier et les services publics, ainsi que l'extraction minière, pétrolière et gazière.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

► Le domaine de finalité sociale

La proportion d'entreprises du domaine de l'éducation, de la formation et des services de garde est plus élevée dans la RMR de Montréal que dans les autres zones géographiques d'implantation (14 % c. 9 % à 11 %) (tableau 1.16). À l'inverse, la RMR de Montréal présente une proportion plus faible d'entreprises du domaine des loisirs et du tourisme (9 % c. 14 % chacune) et de celui du travail (1,1%* c. 2,5 % à 3,4 %) que les autres zones. Les entreprises offrant des services de proximité et alimentaires sont quant à elles proportionnellement plus nombreuses dans les AR et les autres régions que dans les diverses RMR (9 % c. 4,2 %* à 5 %), alors que celles du domaine de l'habitation sont en proportion plus nombreuses dans les RMR de Montréal et de Québec que dans les autres zones (respectivement 19 % et 22 % c. 14 % et 10 %).

Tableau 1.16

Répartition des entreprises d'économie sociale selon le domaine de finalité sociale et selon la zone géographique d'implantation¹, Québec, 2022

	RMR de Montréal	RMR de Québec	Autres RMR ²	AR et autres régions
	%			
Arts, culture et médias	12,7	11,2	10,4	10,4
Développement économique, soutien aux entreprises et mutualisation	3,7* a	4,5*	5,4	6,2 a
Éducation, formation et services de garde	14,2 a,b,c	10,0 a	11,0 b,d	8,6 c,d
Emploiyabilité et réinsertion	2,9*	1,8* a	4,0 a,b	2,9 b
Environnement et développement durable	3,2*	2,5** a	2,8* b	4,4 a,b
Finance	2,4*	2,8 a	1,9 a,b	2,8 b
Habitation	19,1 a	21,7 b	14,1 a,b	9,7 a,b
Loisirs et tourisme	9,0 a,b,c	13,7 a	14,0 b	14,1 c
Santé et conditions de vie	14,4	10,6* a,b	14,9 a	14,9 b
Services de proximité et alimentaires	4,2* a	5,1* b	5,2 c	8,7 a,b,c
Soutien non financier	7,5	6,1*	6,9	7,0
Travail	1,1* a,b,c	3,0* a	2,5 b,d	3,4 c,d
Autres finalités sociales ³	5,7	7,1*	6,9	6,8

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

** Coefficient de variation supérieur à 25 % ; estimation imprécise fournie à titre indicatif seulement.

a-d Un même exposant exprime une différence significative entre les proportions d'une même ligne au seuil de 0,05.

1. Il s'agit généralement de la zone géographique où est implanté le siège social de l'entreprise.

2. Les autres RMR incluent les RMR de Saguenay, de Sherbrooke, de Trois-Rivières, de Drummondville et d'Ottawa-Gatineau (partie québécoise).

3. Le domaine « autres finalités sociales » regroupe les entreprises qui favorisent l'échange de biens ou services sans contrepartie en argent, celles qui œuvrent à la solidarité et à la coopération internationale, ainsi que celles qui ont une finalité sociale qui ne s'apparente à aucun des 12 autres domaines.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

2

La structure associative

Les membres

Les membres jouent un rôle important dans les entreprises d'économie sociale, qui sont avant tout collectives au sens de leur propriété et de leur gouvernance. La plupart de ces entreprises ont un fonctionnement qui implique la présence de membres qui bénéficient de leurs biens ou services, qui tirent avantage de leurs activités marchandes ou encore, qui appuient leur mission sociale. Il existe aussi des entreprises d'économie sociale pour lesquelles le statut de membre est réservé aux personnes siégeant au conseil d'administration.

Comme précisé au chapitre 1, au Québec, les entreprises d'économie sociale comptaient en 2022 environ 11,5 millions de membres, personnes et organisations confondues, y compris les personnes siégeant au conseil d'administration qui sont membres de l'entreprise (tableau 1.1). Approximativement 4,6 % des entreprises comptaient moins de 5 membres, alors que 31 % en avaient 100 ou plus. Pour cette dernière catégorie, la proportion est particulièrement élevée parmi les coopératives financières et les mutuelles, comparativement aux autres entreprises (97 % c. 32 % et 23 %) (tableau 2.1).

Les résultats indiquent que la proportion d'entreprises ayant 100 membres ou plus augmente avec le nombre de personnes salariées : elle est passée de 14 % parmi les entreprises sans personne salariée à 58 % parmi celles en employant 100 ou plus.

Tableau 2.1

Répartition des entreprises d'économie sociale selon le nombre de membres¹, par type d'entreprise et par taille d'effectif, Québec, 2022

	Moins de 5 membres	5 à 25 membres	26 à 99 membres	100 membres et plus
	%			
Ensemble des entreprises	4,6	36,5	27,7	31,2
Type d'entreprise				
OBNL	4,4	34,6 ^a	29,3 ^a	31,6 ^a
Coopératives non financières	5,9	46,8 ^a	24,3 ^a	23,0 ^a
Coopératives financières et mutuelles	—	2,9 ^a	0,5 ^{**a}	96,7 ^a
Taille de l'effectif				
Aucune personne salariée ²	6,1 ^{a,b}	48,4 ^{a,b,c,d}	31,9 ^a	13,6 ^a
1 à 4 personnes salariées	6,3 ^{* c,d}	31,8 ^a	33,7 ^b	28,2 ^a
5 à 25 personnes salariées	3,8 ^{a,c,e}	33,1 ^{b,e}	26,0 ^{a,b}	37,1 ^a
26 à 99 personnes salariées	1,2 ^{* b,d,e,f}	35,6 ^{c,f}	17,0 ^{a,b}	46,1 ^a
100 personnes salariées et plus	5,8 ^{* f}	28,7 ^{d,e,f}	7,2 ^{a,b}	58,4 ^a

— Donnée infime.

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

** Coefficient de variation supérieur à 25 % ; estimation imprécise fournie à titre indicatif seulement.

a-f Pour une caractéristique donnée, un même exposant exprime une différence significative entre les proportions d'une même colonne au seuil de 0,05.

1. Il s'agit des membres, personnes et organisations confondues, en date du 31 mars 2023. Sont incluses les personnes administratrices membres de l'entreprise. Notons qu'une personne ou une organisation peut être membre de plus d'une entreprise d'économie sociale ; ainsi, une même personne ou organisation pourrait être comptée au total plus d'une fois.

2. Les personnes salariées sont celles travaillant au Québec, y compris celles des filiales détenues directement par les entreprises.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Des personnes physiques et des organisations

Selon la nature de ses activités, une entreprise d'économie sociale peut avoir pour membres des personnes physiques, des organisations, ou les deux. Par exemple, une coopérative d'habitation aura pour membres des personnes, alors qu'une coopérative de producteurs et productrices agroalimentaires aura pour membres des organisations.

En 2022, sur les 11,5 millions de membres des entreprises d'économie sociale, 10,8 millions étaient des personnes physiques. Parmi elles, 3,6 millions* se rattachaient à des OBNL ; 1,5 million, à des coopératives non financières, et 5,7 millions, à des coopératives financières et des mutuelles (tableau 2.2). Les 674 000 autres membres étaient des organisations : environ 131 000 OBNL, coopératives et mutuelles ; 20 000 organisations, institutions ou administrations publiques ou municipales, et 523 000 autres organisations, dont des entreprises privées.

Tableau 2.2

Nombre de membres¹ dans les entreprises d'économie sociale selon le type de membre et selon le type d'entreprise, Québec, 2022

	Personnes physiques	OBNL, coopératives ou mutuelles	Organisations, institutions ou administrations publiques ou municipales	Autres organisations ²	Total
	Nombre total estimé				
Ensemble des entreprises	10 794 100	131 340	20 070	523 030	11 468 540
OBNL	3 577 920*	86 890*	14 730*	35 270	3 714 810*
Coopératives non financières	1 512 010	16 330	1 960	42 250	1 572 540
Coopératives financières et mutuelles	5 704 170	28 120	3 390	445 520	6 181 190

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

1. Il s'agit des membres, personnes et organisations confondues, en date du 31 mars 2023. Sont incluses les personnes administratrices membres de l'entreprise. Notons qu'une personne ou une organisation peut être membre de plus d'une entreprise d'économie sociale ; ainsi, une même personne ou organisation pourrait être comptée au total plus d'une fois.
2. Les autres organisations incluent par exemple des entreprises individuelles, des sociétés par actions, des fondations, des sociétés en commandite, des sociétés en nom collectif et des syndicats.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Les entreprises d'économie sociale ayant des membres en comptaient en moyenne plus ou moins 1 010, nombre qui varie grandement selon le type d'entreprise. En 2022, il était d'environ 430* pour les OBNL, de 650 pour les coopératives non financières et de 25 750 pour les coopératives financières et les mutuelles (tableau 2.3). Pour tous les types de membres, le plus grand nombre moyen est observé chez les coopératives financières et les mutuelles.

Dans l'ensemble des entreprises ayant des membres, les personnes physiques représentaient en moyenne 84 % des membres. La proportion moyenne de personnes était plus élevée parmi les membres des coopératives financières et des mutuelles que parmi les membres des OBNL et des coopératives non financières (90 % c. respectivement 83 % et 86 %). En revanche, on observe une proportion moyenne plus élevée d'OBNL, de coopératives et de mutuelles parmi les membres des OBNL que parmi les membres des autres types d'entreprises d'économie sociale (11 % c. respectivement 8 % et 1,9 %*).

Tableau 2.3

 Répartition moyenne des membres¹ des entreprises d'économie sociale selon le type de membre et selon le type d'entreprise, Québec, 2022

	Personnes physiques		OBNL, coopératives ou mutuelles		Organisations, institutions ou administrations publiques ou municipales		Autres organisations ²		Total	
	Nombre moyen	Proportion moyenne	Nombre moyen	Proportion moyenne	Nombre moyen	Proportion moyenne	Nombre moyen	Proportion moyenne	Nombre moyen	Proportion moyenne
Ensemble des entreprises	950	83,8	10	10,6	—	1,7	50	3,9	1 010	100,0
OBNL	410 ^{* a}	83,2 ^a	10 ^{* a}	11,5 ^a	—	2,0 ^{a,b}	—	3,3 ^a	430^{* a}	100,0
Coopératives non financières	630 ^a	85,6 ^a	10 ^b	8,1 ^a	—	0,6 ^a	20 ^a	5,7 ^a	650^a	100,0
Coopératives financières et mutuelles	23 770 ^a	89,5 ^a	120 ^{a,b}	1,9 ^{* a}	10	0,5 ^{** b}	1 860 ^a	8,0 ^a	25 750^a	100,0

— Donnée infime.

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

** Coefficient de variation supérieur à 25 % ; estimation imprécise fournie à titre indicatif seulement.

a,b Un même exposant exprime une différence significative entre les proportions d'une même colonne au seuil de 0,05.

1. Il s'agit des membres, personnes et organisations confondues, en date du 31 mars 2023. Sont incluses les personnes administratrices membres de l'entreprise. Notons qu'une personne ou une organisation peut être membre de plus d'une entreprise d'économie sociale ; ainsi, une même personne ou organisation pourrait être comptée au total plus d'une fois.

2. Les autres organisations incluent par exemple des entreprises individuelles, des sociétés par actions, des fondations, des sociétés en commandite, des sociétés en nom collectif et des syndicats.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles, 2023*.

Le lien avec l'entreprise

Les types de liens avec l'entreprise

Différents types de liens unissent les membres aux entreprises d'économie sociale. De façon générale, il s'agit de l'un des quatre types de liens suivants :

- **Consommation** : Lien unissant une entreprise d'économie sociale aux membres qui achètent ou utilisent ses biens ou services pour leurs besoins personnels ou familiaux. Ces membres sont donc des personnes clientes ou usagères de l'entreprise. Ce type de lien existe par exemple dans un OBNL offrant de l'aide à domicile aux personnes âgées, dans une librairie coopérative en milieu universitaire ou encore dans une caisse populaire.
- **Emploi** : Lien s'établissant entre les entreprises et ses membres qui y travaillent contre rémunération. Il existe notamment dans les coopératives de travail.
- **Approvisionnement** : Lien se créant lorsqu'une personne membre vend ou achète des biens et services à une entreprise d'économie sociale pour les besoins de son entreprise ou de son organisation, ou lorsqu'une organisation membre le fait pour ses propres besoins. Certaines coopératives agricoles peuvent par exemple avoir un tel lien avec leurs membres.
- **Soutien à la mission** : Lien unissant une entreprise d'économie sociale aux membres qui soutiennent sa mission, c'est-à-dire ceux et celles qui appuient l'entreprise, adhèrent à sa mission ou partagent sa vision, mais sans entretenir l'un des trois types de liens mentionnés précédemment. Par exemple, une organisation qui œuvre à la préservation de la faune en milieux humides pourrait avoir un tel lien avec ses membres.

► Le lien prédominant dans l'entreprise

En 2022, dans près de trois entreprises d'économie sociale sur cinq (57 %), le lien de soutien à la mission était prédominant, c'est-à-dire qu'il était le type de lien qui unissait la plus grande part de membres à l'entreprise (tableau 2.4). Cette proportion était plus élevée parmi les OBNL que parmi les autres types d'entreprise (63 % c. 42 % et 2,9 %).

Le lien de consommation prévalait dans environ une entreprise d'économie sociale sur trois (33 %). Il était plus prédominant dans les coopératives financières et des mutuelles que dans les OBNL et les coopératives non financières (95 % c. 29 % et 40 %).

Pour environ 5 % des entreprises d'économie sociale, l'approvisionnement était le lien principal. Cette proportion était plus élevée parmi les coopératives non financières que parmi les autres types d'entreprise (9 % c. 3,8 % et 2,4 %*).

Le lien d'emploi prédominait dans 3,9 % des entreprises d'économie sociale au Québec, une proportion qui s'élevait à 8 % parmi les coopératives non financières.

Tableau 2.4

Répartition des entreprises d'économie sociale selon le lien prédominant qui les unit avec leurs membres¹ et selon le type d'entreprise, Québec, 2022

	Consommation	Emploi	Approvisionnement	Soutien à la mission	Aucun lien n'est prédominant
	%				
Ensemble des entreprises	32,9	3,9	5,0	57,0	1,2
OBNL	29,3 ^a	2,8 ^a	3,8 ^a	62,7 ^a	1,5 ^a
Coopératives non financières	39,9 ^a	8,3 ^a	9,3 ^a	41,9 ^a	0,6 ^a
Coopératives financières et mutuelles	94,8 ^a	—	2,4 ^{*a}	2,9 ^a	—

— Donnée infime.

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

a Exprime une différence significative entre les proportions d'une même colonne au seuil de 0,05.

1. Il s'agit des membres, personnes et organisations confondues, en date du 31 mars 2023. Sont incluses les personnes administratrices membres de l'entreprise. Notons qu'une personne ou une organisation peut être membre de plus d'une entreprise d'économie sociale ; ainsi, une même personne ou organisation pourrait être comptée au total plus d'une fois.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

► La répartition moyenne des membres selon leur lien principal avec l'entreprise

En 2022, pour l'ensemble des entreprises comptant des membres, environ 56 % des membres, en moyenne, avaient un lien de soutien à la mission ; 32 %, un lien de consommation ; 7 %, un lien d'emploi et 5 %, un lien d'approvisionnement (tableau 2.5). Les proportions étaient plus élevées parmi certains types d'entreprises que parmi les autres. Par exemple, la proportion moyenne de membres ayant un lien de soutien à la mission était la plus élevée parmi les OBNL (62 % c. 41 % et 2,6 %), tandis que la plus grande proportion moyenne de membres ayant un lien de consommation était notée chez les coopératives financières et les mutuelles (87 % c. 28 % et 40 %). Quant au lien d'emploi, les coopératives non financières sont les entreprises qui ont affiché la proportion moyenne de membres la plus élevée (9 % c. 6 % et 0,1 %*). Par ailleurs, la proportion moyenne de membres entretenant un lien d'approvisionnement était plus faible parmi les OBNL que parmi les autres types d'entreprises (4,1 % c. 10 % chacun).

Tableau 2.5

Répartition moyenne des membres¹ des entreprises d'économie sociale² selon le lien principal qui les unit à l'entreprise et selon le type d'entreprise, Québec, 2022

	Consommation	Emploi	Approvisionnement	Soutien à la mission
	%			
Ensemble des entreprises	31,6	6,6	5,4	56,4
OBNL	27,8 ^a	6,0 ^a	4,1 ^{a,b}	62,1 ^a
Coopératives non financières	39,8 ^a	9,4 ^a	9,5 ^a	41,2 ^a
Coopératives financières et mutuelles	87,3 ^a	0,1 ^{*a}	10,0 ^b	2,6 ^a

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

a,b Un même exposant exprime une différence significative entre les proportions d'une même colonne au seuil de 0,05.

1. Il s'agit des membres, personnes et organisations confondues, en date du 31 mars 2023. Sont incluses les personnes administratrices membres de l'entreprise. Notons qu'une personne ou une organisation peut être membre de plus d'une entreprise d'économie sociale ; ainsi, une même personne ou organisation pourrait être comptée au total plus d'une fois.

2. Entreprises d'économie sociale ayant des membres.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Le conseil d'administration

Dans une entreprise d'économie sociale, le conseil d'administration joue un rôle essentiel en orientant la stratégie de l'entreprise et en supervisant sa gestion. Il s'assure que les décisions prises sont alignées avec la finalité sociale et les objectifs économiques de l'entreprise. Le conseil d'administration se doit d'assurer une gouvernance démocratique et transparente en favorisant la participation active et l'engagement des membres dans les processus décisionnels. Bref, le conseil d'administration est une structure essentielle de médiation de la démocratie dans une entreprise d'économie sociale.

Les administrateurs et administratrices

En 2022, les entreprises d'économie sociale ont compté sur la participation d'environ 81 000 administrateurs et administratrices, pour une moyenne de 7 personnes par entreprise (tableau 2.6). Ce nombre était plus élevé parmi les coopératives financières et les mutuelles que parmi les OBNL et les coopératives non financières (11 personnes c. respectivement 7 et 6 personnes).

Tableau 2.6

Nombre total et nombre moyen de personnes administratrices¹ dans les entreprises d'économie sociale selon le type d'entreprise, Québec, 2022

	Nombre total estimé	Nombre moyen
Ensemble des entreprises	81 250	7,2
OBNL	64 460	7,4
Coopératives non financières	14 080	5,8
Coopératives financières et mutuelles	2 710	11,3

1. Il s'agit des personnes administratrices en date du 31 mars 2023. Notons qu'une personne peut siéger au conseil d'administration de plus d'une entreprise d'économie sociale ; ainsi, une même personne pourrait être comptée au total plus d'une fois.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

La majorité (86 %) des entreprises d'économie sociale comptaient de 5 à 13 personnes administratrices (tableau 2.7). Environ une entreprise sur dix (11 %) en comptait moins de 5, une proportion plus élevée parmi les coopératives non financières que parmi les OBNL (22 % c. 8 %). Le reste des entreprises (3,0 %) comptaient plus de 13 personnes administratrices, et la proportion était plus forte parmi les coopératives financières et les mutuelles que parmi les autres types d'entreprises (25 % c. respectivement 2,9 % et 1,3 %*).

Tableau 2.7

Répartition des entreprises d'économie sociale selon la taille du conseil d'administration et selon le type d'entreprise, Québec, 2022

	Moins de 5 personnes administratrices ¹		De 5 à 13 personnes administratrices		Plus de 13 personnes administratrices	
	Nombre total estimé	%	Nombre total estimé	%	Nombre total estimé	%
Ensemble des entreprises	1 240	11,0	9 770	86,0	350	3,0
OBNL	700	8,1 ^a	7 750	89,0 ^{a,b}	250	2,9 ^a
Coopératives non financières	540	22,4 ^a	1 840	76,4 ^a	30	1,3 ^{*a}
Coopératives financières et mutuelles	—	—	180	74,8 ^b	60	25,2 ^a

— Donnée infime.

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

a-b Un même exposant exprime une différence significative entre les proportions d'une même colonne au seuil de 0,05.

1. Il s'agit des personnes administratrices en date du 31 mars 2023. Notons qu'une personne peut siéger au conseil d'administration de plus d'une entreprise d'économie sociale ; ainsi, une même personne pourrait être comptée au total plus d'une fois.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

► **Le statut de membre**

En 2022, la vaste majorité (92 %) des administrateurs et administratrices d'entreprises d'économie sociale étaient membres de l'entreprise (tableau 2.8). La proportion de membres parmi les administrateurs et administratrices était plus élevée chez les coopératives financières et les mutuelles que chez les OBNL et les coopératives non financières (99 % c. 91 % et 97 %). Elle était également plus élevée parmi les entreprises n'ayant aucune personne salariée que parmi les autres (96 % c. 86 % à 94 %).

Tableau 2.8

Proportion de personnes administratrices¹ des entreprises d'économie sociale membres de l'entreprise, selon le type d'entreprise et la taille de l'effectif, Québec, 2022

	%
Ensemble des entreprises	92,4
Type d'entreprise	
OBNL	91,2 ^a
Coopératives non financières	96,8 ^a
Coopératives financières et mutuelles	99,4 ^a
Taille de l'effectif	
Aucune personne salariée ²	95,9 ^{a,b,c,d}
1 à 4 personnes salariées	94,0 ^{a,e,f}
5 à 25 personnes salariées	90,8 ^{b,e,g}
26 à 99 personnes salariées	92,0 ^{c,h}
100 personnes salariées et plus	85,8 ^{d,f,g,h}

a-h Pour une caractéristique donnée, un même exposant exprime une différence significative entre les proportions au seuil de 0,05.

1. Il s'agit des personnes administratrices en date du 31 mars 2023. Notons qu'une personne peut siéger au conseil d'administration de plus d'une entreprise d'économie sociale ; ainsi, une même personne pourrait être comptée au total plus d'une fois.
2. Les personnes salariées sont celles travaillant au Québec, y compris celles des filiales détenues directement par les entreprises.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Environ 16 % des entreprises d'économie sociale comptaient, au sein de leur conseil d'administration, au moins une personne ne faisant pas partie de leurs membres, une proportion plus élevée parmi les OBNL que parmi les autres types d'entreprises (18 % c. 9 % et 1,9 %*) (tableau 2.9). Cette proportion était aussi plus élevée parmi les entreprises ayant entre 26 et 99 personnes salariées ou en ayant 100 ou plus (respectivement 25 % et 23 %) que parmi les autres entreprises (9 % à 18 %).

Tableau 2.9

Proportion d'entreprises d'économie sociale comptant des personnes administratrices¹ non membres, selon le type d'entreprise et la taille de l'effectif, Québec, 2022

	%
Ensemble des entreprises	15,8
Type d'entreprise	
OBNL	18,1 ^a
Coopératives non financières	8,8 ^a
Coopératives financières et mutuelles	1,9* ^a
Taille de l'effectif	
Aucune personne salariée ²	9,0 ^{a,b}
1 à 4 personnes salariées	13,4 ^{a,b}
5 à 25 personnes salariées	18,0 ^{a,b}
26 à 99 personnes salariées	24,6 ^a
100 personnes salariées et plus	22,6 ^b

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

a,b Pour une caractéristique donnée, un même exposant exprime une différence significative entre les proportions au seuil de 0,05.

1. Il s'agit des personnes administratrices en date du 31 mars 2023. Notons qu'une personne peut siéger au conseil d'administration de plus d'une entreprise d'économie sociale ; ainsi, une même personne pourrait être comptée au total plus d'une fois.
2. Les personnes salariées sont celles travaillant au Québec, y compris celles des filiales détenues directement par les entreprises.

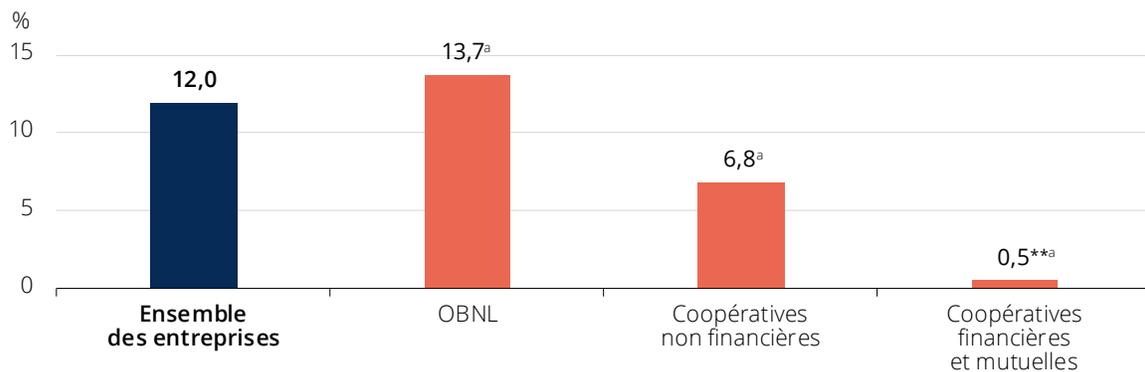
Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

► La représentation du secteur public ou parapublic

Approximativement 12 % des entreprises d'économie sociale avaient en 2022 au moins une personne administratrice représentant une organisation du secteur public ou parapublic (figure 2.1). Ces entreprises étaient en proportion plus nombreuses parmi les OBNL que parmi les autres types d'entreprises (14 % c. 7 % et 0,5 %**). Elles étaient également proportionnellement plus nombreuses parmi le secteur du transport et de la gestion de matières résiduelles (48 %) que parmi les autres secteurs (donnée non présentée).

Figure 2.1

Proportion d'entreprises d'économie sociale comptant des personnes administratrices¹ qui représentent une organisation du secteur public ou parapublic, selon le type d'entreprise, Québec, 2022



** Coefficient de variation supérieur à 25 % ; estimation imprécise fournie à titre indicatif seulement.

^a Exprime une différence significative entre les proportions au seuil de 0,05.

1. Il s'agit des personnes administratrices en date du 31 mars 2023. Notons qu'une personne peut siéger au conseil d'administration de plus d'une entreprise d'économie sociale ; ainsi, une même personne pourrait être comptée au total plus d'une fois.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

► Une diversité d'administrateurs et d'administratrices

Le genre des administrateurs et administratrices

Le genre déclaré par une tierce personne

Dans l'enquête, les personnes répondantes devaient répartir les personnes visées selon leur genre. Lors de la collecte de données, on indiquait ceci :

« Par genre, on entend le genre actuel, qui peut différer du sexe assigné à la naissance ou de celui inscrit dans les documents officiels. On fait donc référence ici au genre qu'une personne ressent intimement ou exprime publiquement dans sa vie quotidienne, par exemple au travail, dans son milieu de vie ou lorsqu'elle magasine ou accède à des services ».

Suite à la page 58

Les personnes répondantes devaient classer chacune des personnes visées dans l'une des trois catégories suivantes : 1) Masculin ; 2) Féminin ; 3) Autre genre. Pour ce qui est de la troisième catégorie, on apportait la précision suivante :

« Le genre de certaines personnes n'est pas exclusivement féminin ou exclusivement masculin ; on parle alors de genre non binaire. Une personne peut par exemple être agenre, bigenre, bispirituelle ou encore fluide sur le plan du genre. Ce choix de réponse sert à colliger de l'information de façon inclusive et assure que toute personne puisse être comptabilisée en fonction de sa réalité. »

À partir des informations fournies par les personnes répondantes, les personnes visées ont été réparties selon les trois catégories de genre. Mentionnons qu'il n'est pas possible de publier des statistiques illustrant précisément la répartition des personnes non binaires pour des raisons de qualité des estimations et de confidentialité des données vu la petite taille de cette population. Une variable « genre » à deux catégories est donc utilisée, laquelle comprend la répartition des personnes non binaires. Ainsi, la catégorie « Hommes+ » comprend les hommes et certaines personnes non binaires ; la catégorie « Femmes+ » comprend les femmes et certaines personnes non binaires.

Précisons que la catégorisation des personnes visées selon leur genre repose sur la déclaration d'une tierce personne et non sur une déclaration des personnes concernées. Les personnes répondantes ont fourni l'information selon la connaissance qu'elles avaient du genre des personnes visées ou de la perception qu'elles avaient à cet égard. Ces éléments sont donc à prendre en considération lors de l'interprétation des résultats sur le genre.

En 2022, plus de la moitié (55 %) des personnes administratrices au sein d'une entreprise d'économie sociale au Québec étaient des femmes, ce qui représente environ 45 000 personnes (tableau 2.10). On compte une plus grande proportion de femmes parmi les personnes siégeant au conseil d'administration des OBNL que parmi celles d'autres types d'entreprises (56 % c. 50 % et 47 %). En revanche, la proportion de femmes était plus faible parmi les personnes administratrices des entreprises employant 100 personnes et plus que parmi celles comptant moins de personnes salariées (43 % c. 54 % à 57 %). Notons que ce sont les entreprises du domaine de l'éducation, de la formation et des services de garde et de celui du soutien non financier qui comptaient les plus grandes proportions de femmes au sein de leur conseil d'administration (71 % chacun) (données non présentées).

Tableau 2.10

Répartition des personnes administratrices¹ des entreprises d'économie sociale selon le genre², par type d'entreprise et par taille d'effectif, Québec, 2022

	Hommes+		Femmes+		Total	
	Nombre total estimé	%	Nombre total estimé	%	Nombre total estimé	%
Ensemble des entreprises	36 700	45,2	44 550	54,8	81 250	100,0
Type d'entreprise						
OBNL	28 150	43,7 ^a	36 310	56,3 ^a	64 460	100,0
Coopératives non financières	7 100	50,4 ^a	6 980	49,6 ^a	14 080	100,0
Coopératives financières et mutuelles	1 440	53,2 ^a	1 270	46,8 ^a	2 710	100,0
Taille de l'effectif						
Aucune personne salariée ³	6 960	46,1 ^{ab}	8 130	53,9 ^{ab}	15 080	100,0
1 à 4 personnes salariées	8 170	45,4 ^c	9 820	54,6 ^c	17 990	100,0
5 à 25 personnes salariées	15 100	44,2 ^d	19 040	55,8 ^d	34 130	100,0
26 à 99 personnes salariées	4 800	43,2 ^{ae}	6 310	56,8 ^{ae}	11 100	100,0
100 personnes salariées et plus	1 680	57,1 ^{b,c,d,e}	1 260	42,9 ^{b,c,d,e}	2 940	100,0

a-e Pour une caractéristique donnée, un même exposant exprime une différence significative entre les proportions d'une même colonne au seuil de 0,05.

1. Il s'agit des personnes administratrices en date du 31 mars 2023. Notons qu'une personne peut siéger au conseil d'administration de plus d'une entreprise d'économie sociale ; ainsi, une même personne pourrait être comptée au total plus d'une fois.
2. Les personnes non binaires, soit celles dont le genre se situe en dehors du modèle binaire masculin-féminin, ont été réparties entre les hommes et les femmes pour des raisons de confidentialité et de qualité, d'où les libellés « Hommes+ » et « Femmes+ ». Soulignons que les estimations concernant le genre des personnes reposent sur la connaissance ou la perception qu'en a une tierce personne. En effet, comme les personnes concernées n'ont pas été interrogées dans le cadre de l'enquête, ce ne sont pas elles qui ont indiqué leur genre. Compte tenu de ces limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats concernant le genre.
3. Les personnes salariées sont celles travaillant au Québec, y compris celles des filiales détenues directement par les entreprises.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Par ailleurs, parmi les entreprises d'économie sociale ayant des administrateurs et administratrices, environ une sur quatre (24 %) avait un conseil d'administration relativement paritaire, c'est-à-dire que la proportion de femmes s'élevait à plus de 40 %, mais à moins de 60 % (tableau 2.11). Les entreprises se trouvant dans cette situation étaient en proportion plus nombreuses parmi les coopératives financières et les mutuelles que parmi les OBNL et les coopératives non financières (54 % c. respectivement 25 % et 19 %), alors qu'elles étaient proportionnellement moins nombreuses parmi les entreprises n'ayant aucune personne salariée que parmi les autres (18 % c. 23 % à 32 %).

Tableau 2.11

Répartition des entreprises d'économie sociale¹ selon la proportion de femmes² parmi les personnes administratrices³, par type d'entreprise et par taille d'effectif, Québec, 2022

	40 % de femmes+ et moins		41 % à 59 % de femmes+		60 % de femmes+ et plus	
	Nombre total estimé	%	Nombre total estimé	%	Nombre total estimé	%
Ensemble des entreprises	3 380	29,8	2 750	24,2	5 220	46,0
Type d'entreprise						
OBNL	2 380	27,3 ^a	2 160	24,8 ^a	4 170	47,9 ^a
Coopératives non financières	940	38,9 ^{a,b}	460	18,9 ^a	1 020	42,2 ^a
Coopératives financières et mutuelles	70	29,2 ^b	130	54,0 ^a	40	16,8 ^a
Taille de l'effectif						
Aucune personne salariée ⁴	890	33,9 ^{a,b,c}	470	17,9 ^{a,b,c,d}	1 260	48,2 ^a
1 à 4 personnes salariées	800	30,6 ^{d,e}	600	23,0 ^{a,e,f}	1 210	46,4 ^b
5 à 25 personnes salariées	1 250	27,7 ^{a,f}	1 190	26,2 ^{b,g}	2 090	46,1 ^c
26 à 99 personnes salariées	310	23,9 ^{b,d,g}	400	30,6 ^{c,e}	590	45,5 ^d
100 personnes salariées et plus	130	45,4 ^{c,e,f,g}	90	31,6 ^{d,f,g}	60	23,0 ^{a,b,c,d}

a-g Pour une caractéristique donnée, un même exposant exprime une différence significative entre les proportions d'une même colonne au seuil de 0,05.

1. Entreprises d'économie sociale ayant des personnes administratrices.
2. Les personnes non binaires, soit celles dont le genre se situe en dehors du modèle binaire masculin-féminin, ont été réparties entre les hommes et les femmes pour des raisons de confidentialité et de qualité. Dans ce tableau, le terme « femmes+ » réfère ainsi aux femmes et à certaines personnes non binaires. Soulignons que les estimations concernant le genre des personnes reposent sur la connaissance ou la perception qu'en a une tierce personne. En effet, comme les personnes concernées n'ont pas été interrogées dans le cadre de l'enquête, ce ne sont pas elles qui ont indiqué leur genre. Compte tenu de ces limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats concernant le genre.
3. Il s'agit des personnes administratrices en date du 31 mars 2023. Notons qu'une personne peut siéger au conseil d'administration de plus d'une entreprise d'économie sociale ; ainsi, une même personne pourrait être comptée au total plus d'une fois.
4. Les personnes salariées sont celles travaillant au Québec, y compris celles des filiales détenues directement par les entreprises.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

L'âge des administrateurs et administratrices

L'âge déclaré par une tierce personne

Dans l'enquête, les personnes répondantes devaient indiquer combien de personnes parmi celles siégeant au conseil d'administration de leur entreprise étaient âgées de 35 ans ou moins en date du 31 mars 2023. Notons que les personnes répondantes étaient invitées à fournir une estimation s'il leur était impossible de fournir un chiffre exact.

Les résultats concernant l'âge des administrateurs et des administratrices doivent être interprétés comme des ordres de grandeur plutôt que des chiffres exacts. Les personnes administratrices n'ont pas été interrogées à ce sujet et n'ont donc pas elles-mêmes indiqué leur âge. Les informations collectées reposent sur la connaissance qu'a une tierce personne de l'âge des personnes administratrices, ou sur la perception qu'a cette dernière à cet égard. Ces éléments sont donc à prendre en considération lors de l'interprétation des résultats.

En 2022, les personnes de 35 ans et moins comptaient pour 16 % de l'ensemble des personnes siégeant au conseil d'administration d'une entreprise d'économie sociale, ce qui représente environ 13 000 personnes (tableau 2.12). Cette proportion était plus faible parmi les OBNL que parmi les autres types d'entreprises (15 % c. respectivement 17 %).

Tableau 2.12

Nombre et proportion de personnes administratrices¹ des entreprises d'économie sociale âgées de 35 ans ou moins selon le type d'entreprise, Québec, 2022

	Nombre total estimé	%
Ensemble des entreprises	12 760	15,7
OBNL	9 900	15,4 ^{a,b}
Coopératives non financières	2 410	17,1 ^a
Coopératives financières et mutuelles	450	16,6 ^b

a,b Un même exposant exprime une différence significative entre les proportions au seuil de 0,05.

1. Il s'agit des personnes administratrices en date du 31 mars 2023. Notons qu'une personne peut siéger au conseil d'administration de plus d'une entreprise d'économie sociale ; ainsi, une même personne pourrait être comptée au total plus d'une fois.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Un peu moins de la moitié (48 %) des entreprises d'économie sociale au Québec avaient au moins une personne de 35 ans ou moins au sein de leur conseil d'administration, une proportion plus élevée parmi les coopératives financières et les mutuelles que parmi les OBNL et les coopératives non financières (81 % c. respectivement 48 % et 44 %) (tableau 2.13).

Tableau 2.13

Proportion d'entreprises d'économie sociale ayant des personnes administratrices¹ âgées de 35 ans ou moins selon le type d'entreprise et la taille de l'effectif, Québec, 2022

	Nombre total estimé	%
Ensemble des entreprises	5 400	47,5
Type d'entreprise		
OBNL	4 150	47,6 ^a
Coopératives non financières	1 060	44,0 ^a
Coopératives financières et mutuelles	190	80,8 ^a
Taille de l'effectif		
Aucune personne salariée ²	960	36,6 ^{a,b,c}
1 à 4 personnes salariées	1 060	40,5 ^{d,e,f}
5 à 25 personnes salariées	2 430	53,6 ^{a,d,g}
26 à 99 personnes salariées	810	61,7 ^{b,e,g,h}
100 personnes salariées et plus	150	51,8 ^{c,f,h}

a-h Pour une caractéristique donnée, un même exposant exprime une différence significative entre les proportions au seuil de 0,05.

1. Il s'agit des personnes administratrices en date du 31 mars 2023. Notons qu'une personne peut siéger au conseil d'administration de plus d'une entreprise d'économie sociale ; ainsi, une même personne pourrait être comptée au total plus d'une fois.

2. Les personnes salariées sont celles travaillant au Québec, y compris celles des filiales détenues directement par les entreprises.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

L'offre d'une compensation pour la participation au conseil d'administration

En 2022, environ 14 % des entreprises d'économie sociale offraient une compensation, peu importe la forme, aux administrateurs et administratrices pour leur participation au conseil d'administration (tableau 2.14). La forme de compensation la plus répandue était le dédommagement pour les frais de participation : la proportion d'entreprises qui l'ont proposé s'élevait à environ 7 %. Cette proportion était d'ailleurs plus élevée parmi les OBNL que parmi les coopératives et les mutuelles combinées (8 % c. 4,0 %). On remarque toutefois que moins d'entreprises ont utilisé la rémunération et les jetons de présence¹ comme compensation : la proportion d'entreprises qui les ont offerts se situait respectivement à 3,0 % et 2,0 %. Les coopératives et les mutuelles combinées étaient proportionnellement plus nombreuses que les OBNL à offrir ces deux formes de compensation (respectivement 11 % c. 0,7 %* et 4,9 % c. 1,1 %*).

Tableau 2.14

Répartition des entreprises d'économie sociale selon qu'elles offrent ou non une compensation pour la participation au conseil d'administration et proportion d'entreprises selon la forme de compensation offerte¹, par type d'entreprise, Québec, 2022

	Aucune compensation offerte	Au moins une forme de compensation offerte	Formes de compensation offertes			
			Rémunération	Jetons de présence	Dédommagement pour les frais de participation	Autre forme de compensation
	%		%			
Ensemble des entreprises	85,7	14,3	3,0	2,0	7,3	3,3
OBNL	87,7 ^a	12,3 ^a	0,7* ^a	1,1* ^a	8,3 ^a	3,4
Coopératives et mutuelles	79,1 ^a	20,9 ^a	10,8 ^a	4,9 ^a	4,0 ^a	3,1 [*]

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

^a Exprime une différence significative entre les proportions d'une même colonne au seuil de 0,05.

1. Puisque les entreprises avaient la possibilité de choisir plusieurs formes de compensation, le total n'est pas égal à 100 %.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

1. Pour la définition d'un jeton de présence, consulter le glossaire.

La participation démocratique

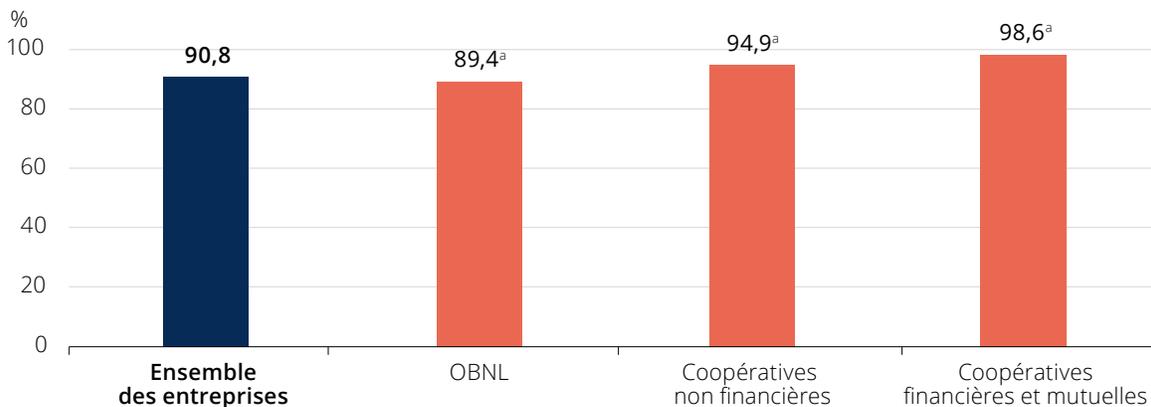
Les règlements régissant la gouvernance

Pour qu'une entreprise soit considérée comme appartenant à l'économie sociale, ses modalités de gouvernance doivent répondre à certains critères. La [Loi sur l'économie sociale](#) (RLRQ, chapitre E-1.1.1) indique notamment que les règles de l'entreprise doivent impliquer une gouvernance démocratique par les membres. L'un des principaux aspects de cette gouvernance démocratique est le droit de vote des membres en assemblée générale. Ce droit de vote assure que les membres peuvent jouer un rôle actif dans la prise de décisions de l'entreprise et que leurs intérêts collectifs soient respectés.

En moyenne, 91 % des membres d'une entreprise d'économie sociale ont eu le droit de vote lors de l'assemblée générale (figure 2.2). Au sein des coopératives financières et des mutuelles, ce sont 99 % des membres qui ont eu ce droit, une proportion plus élevée que celle observée parmi les OBNL et les coopératives non financières (respectivement 89 % et 95 %). Soulignons que la [Loi sur les coopératives](#) (RLRQ, chapitre C-67.2) prévoit que l'ensemble des membres des coopératives possèdent un droit de vote, à l'exception des membres auxiliaires, qui n'ont pas le droit de vote et qui ne sont éligibles à aucune fonction.

Figure 2.2

Proportion moyenne de membres¹ des entreprises d'économie sociale² ayant un droit de vote à l'assemblée générale, selon le type d'entreprise, Québec, 2022



a Exprime une différence significative entre les proportions au seuil de 0,05.

1. Il s'agit des membres, personnes et organisations confondues, en date du 31 mars 2023. Sont incluses les personnes administratrices membres de l'entreprise. Notons qu'une personne ou une organisation peut être membre de plus d'une entreprise d'économie sociale; ainsi, une même personne ou organisation pourrait être comptée au total plus d'une fois.

2. Entreprises d'économie sociale ayant des membres.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Le mode de désignation des personnes administratrices

Chez les entreprises d'économie sociale, le processus de désignation des administrateurs et administratrices assure, par son caractère démocratique, que les décisions reflètent les intérêts des personnes ou des organisations qui sont membres ou qui utilisent des biens ou services. Autrement dit, ce processus démocratique garantit que les décisions prises bénéficient à la collectivité ultimement visée par la finalité sociale de l'entreprise. Le mode de désignation, souvent régi par les règlements internes de l'entreprise, peut prendre diverses formes².

En 2022, presque toutes (97 %) les entreprises d'économie sociale prévoyaient officiellement le mode de désignation des personnes siégeant à leur conseil d'administration, que ce soit par exemple dans leurs statuts, leurs règlements généraux³ ou leur loi constitutive (donnée non présentée). Parmi ces entreprises, on estime qu'en moyenne neuf administrateurs ou administratrices sur dix (89 %) ont obtenu leur siège à la suite d'une élection par les membres seulement, lors de l'assemblée générale, une proportion plus élevée parmi les coopératives financières et les mutuelles que parmi les OBNL et les coopératives non financières (98 % c. respectivement 88 % et 92 %) (tableau 2.15). En moyenne, 6 % des personnes siégeant au conseil d'administration sont élues lors de l'assemblée générale par l'ensemble des personnes, membres ou non, qui y participent.

-
2. Dans le cas particulier des coopératives, le mode de désignation des personnes administratrices est spécifiquement encadré par la [Loi sur les coopératives](#) (RLRQ, chapitre C-67.2). Cette loi prévoit que chaque membre de la coopérative dispose d'un vote égal, indépendamment du nombre de parts qu'il ou elle détient. Ce principe garantit une représentation équitable et démocratique des membres dans les décisions de gouvernance.
 3. Pour la définition des règlements généraux, consulter le glossaire.

Tableau 2.15

Répartition moyenne des personnes administratrices¹ des entreprises d'économie sociale² selon leur mode de désignation et selon le type d'entreprise, Québec, 2022

	Élection par les membres en assemblée générale	Élection par les personnes participantes, ou non membres, en assemblée générale	Élection réservée à une minorité de membres	Désignation par une organisation mère, une organisation externe à l'entreprise ou tout autres tiers	Les sièges sont réservés d'office	Autre mode de désignation ³
	%					
Ensemble des entreprises	88,8	5,6	1,0	1,0	2,0	1,6
OBNL	87,7 ^a	6,4 ^a	1,0	1,2 ^a	2,3 ^a	1,4
Coopératives non financières	91,6 ^a	3,4 ^a	1,1 ^{**}	0,7 ^{**a}	1,0 ^{*a}	2,3 [*]
Coopératives financières et mutuelles	97,7 ^a	—	0,3 [*]	0,8 [*]	0,1 ^{**a}	1,0 ^{**}

— Donnée infime.

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

** Coefficient de variation supérieur à 25 % ; estimation imprécise fournie à titre indicatif seulement.

a Exprime une différence significative entre les proportions d'une même colonne au seuil de 0,05.

1. Il s'agit des personnes administratrices en date du 31 mars 2023. Notons qu'une personne peut siéger au conseil d'administration de plus d'une entreprise d'économie sociale ; ainsi, une même personne pourrait être comptée au total plus d'une fois.

2. Entreprises d'économie sociale dont le mode de désignation des personnes administratrices est prévu officiellement.

3. Les autres modes de désignation incluent par exemple la convention d'administration par les membres.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Des outils pour faciliter la participation

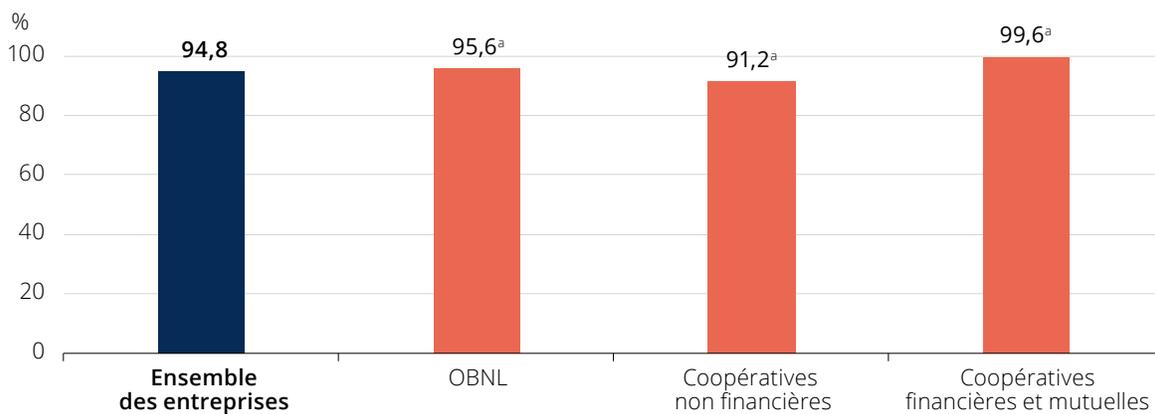
Les entreprises d'économie sociale peuvent se servir de divers outils pour favoriser la participation de leurs membres. Pensons par exemple au rapport annuel d'activités, qui rend compte de ce qu'une entreprise a réalisé dans la dernière année, ou aux documents comptables, qui fournissent une vue détaillée de la situation financière de l'entreprise. Ces documents sont des dispositifs complémentaires de communication et d'évaluation de la performance. Généralement présentés en assemblée générale, ils permettent aux membres d'avoir une meilleure compréhension des divers enjeux auxquels fait face l'entreprise. Ils favorisent ainsi une gouvernance démocratique en permettant aux membres de prendre des décisions éclairées et de s'impliquer activement dans la gestion de l'entreprise.

► Le rapport annuel d'activités

La quasi-totalité des entreprises d'économie sociale (95 %) ont présenté un rapport annuel d'activités à leurs membres chaque année, à moins de circonstances exceptionnelles (figure 2.3). Les coopératives financières et les mutuelles étaient plus nombreuses, en proportion, à avoir présenté un tel rapport à leurs membres que les OBNL et les coopératives non financières (plus de 99 % c. 96 % et 91 %).

Figure 2.3

Proportion d'entreprises d'économie sociale présentant un rapport annuel d'activités à leurs membres selon le type d'entreprise, Québec, 2022



a Exprime une différence significative entre les proportions au seuil de 0,05.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

► Les documents comptables

En 2022, les entreprises d'économie sociale ont pratiquement toutes (99 %) produit un document comptable (tableau 2.16). La proportion d'entreprises qui ont principalement produit une mission de compilation⁴, une mission d'examen ou un audit comptable⁵ était de 82 %, une proportion plus élevée chez les coopératives financières et les mutuelles que chez les OBNL et les coopératives non financières (99 % c. respectivement 81 % et 84 %).

Environ 16 % des entreprises d'économie sociale ont eu recours à l'état des revenus et dépenses ou aux états financiers « maison », une proportion plus élevée parmi les OBNL que parmi les autres types d'entreprises (17 % c. 14 % et 0,4 %**). Soulignons que les entreprises totalisant des revenus de moins de 100 000 \$ étaient proportionnellement les moins nombreuses à avoir recours à la mission de compilation, à la mission d'examen ou à l'audit comptable (47 %), mais les plus nombreuses à avoir recours à l'état des revenus et dépenses ou aux états financiers « maison » (49 %) (données non présentées).

4. On appelle aussi ce type de document « avis au lecteur ».

5. On appelle aussi ce type de document « états financiers vérifiés ».

Tableau 2.16

Répartition des entreprises d'économie sociale selon le document comptable produit et selon le type d'entreprise, Québec, 2022

	Mission de compilation, mission d'examen ou audit comptable	État des revenus et dépenses ou états financiers « maison »	Autre type de document comptable	Aucun document comptable produit
	%			
Ensemble des entreprises	82,1	16,2	1,0*	0,7*
OBNL	81,2 ^a	17,4 ^a	0,9*	0,5** ^a
Coopératives non financières	83,8 ^a	13,5 ^a	1,2*	1,5* ^a
Coopératives financières et mutuelles	99,2 ^a	0,4** ^a	0,4**	—

— Donnée infime.

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

** Coefficient de variation supérieur à 25 % ; estimation imprécise fournie à titre indicatif seulement.

^a Exprime une différence significative entre les proportions d'une même colonne au seuil de 0,05.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

3

La structure entrepreneuriale

La situation financière

Comme précisé au chapitre 1, trois entreprises d'économie sociale sur cinq (60 %) ont généré en 2022 des revenus de moins de 500 000 \$, alors que 3,4 % en ont engendré 10 M\$ ou plus (figure 1.3). Bien que peu nombreuses, ces dernières ont généré 85 % des 53,6 G\$ de revenus et détenaient 95 % des 439,5 G\$ d'actifs de toutes les entreprises d'économie sociale en 2022 (tableau 3.1).

Quand on observe la distribution de la valeur des propriétés selon la taille des revenus des entreprises, on dresse un portrait différent : les entreprises dont les revenus s'élèvent à 10 M\$ ou plus détenaient 40 % de la valeur totale de propriétés, alors que le reste est réparti entre les entreprises ayant des revenus inférieurs à 10 M\$.

Tableau 3.1

Répartition des revenus totaux, des actifs et de la valeur des propriétés¹ des entreprises d'économie sociale selon la taille des revenus, Québec, 2022

	Moins de 100 000 \$		100 000 \$ à 499 999 \$		500 000 \$ à 1 999 999 \$		2 000 000 \$ à 9 999 999 \$		10 000 000 \$ et plus		Ensemble des entreprises	
	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%
Revenus	107 005,2	0,2	1 137 685,8	2,1	3 093 477,8	5,8	3 950 691,4	7,4	45 317 921,5	84,5	53 606 781,7	100,0
Actifs	540 411,1	0,1	2 347 533,4	0,5	6 490 624,3	1,5	12 789 441,5	2,9	417 358 340,5	95,0	439 526 350,9	100,0
Valeur des propriétés	676 207,5	4,2	2 649 872,1	16,5	3 160 898,7	19,7	3 116 469,4	19,4	6 441 383,2	40,1	16 044 830,8	100,0

1. La valeur des revenus, des actifs et des propriétés inclut celle des filiales détenues directement par les entreprises.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Les revenus et le chiffre d'affaires¹ ne témoignent pas du produit intérieur brut (PIB)

Afin de mesurer la contribution des entreprises d'économie sociale à l'économie québécoise, on trouve dans le présent portrait des indicateurs comme le montant des revenus de l'ensemble des entreprises et le chiffre d'affaires total. Ces indicateurs ne doivent pas être confondus ou mis en rapport avec le PIB, qui est l'indicateur classique permettant d'évaluer le poids d'un secteur donné ou d'une industrie donnée dans l'économie globale d'un pays, d'une province ou d'une région. Le présent portrait n'offre pas de statistiques relatives au PIB de l'économie sociale ni les données qui permettraient de le calculer.

Plus précisément, le PIB est la valeur totale des biens et services produits sur un territoire donné pour une période donnée. Il s'agit d'une mesure sans double compte, puisqu'on y soustrait la consommation intermédiaire, c'est-à-dire les biens et services consommés lors de la production d'autres biens et services. Il se calcule de différentes manières, notamment selon l'approche de la valeur ajoutée (c'est l'approche utilisée pour calculer le PIB d'une composante de l'économie comme une industrie, un secteur ou un groupe d'entreprises) et celle des revenus. Dans cette dernière approche, le concept de revenus n'a pas la même signification que la notion de revenus utilisée dans le présent portrait. Lorsqu'on parle du PIB selon les revenus, on ne parle pas des revenus provenant de la vente ou de la location de biens ou services ni du chiffre d'affaires : on parle plutôt de la rémunération des facteurs de production (travail et capital), y compris les revenus des personnes salariées, les impôts sur la production ainsi que les bénéfices et intérêts.

Bref, les revenus et le chiffre d'affaires des entreprises d'économie sociale présentés dans ce portrait sont des statistiques fort utiles et d'un grand intérêt, mais il ne faut en aucun cas considérer qu'elles témoignent du PIB de l'économie sociale ni les comparer avec le PIB du Québec, d'une région, d'une industrie ou d'un quelconque ensemble d'entreprises.

1. Pour la définition du chiffre d'affaires, consulter le glossaire.

Les revenus

En 2022, les coopératives et les mutuelles réunies étaient proportionnellement plus nombreuses que les OBNL à avoir des revenus de moins de 100 000 \$ (30 % c. 19 %), mais aussi des revenus de 10 M\$ ou plus (10 % c. 1,4 %*) (tableau 3.2). Leur forte représentation dans la plus petite taille de revenus pourrait s'expliquer en partie par la présence des coopératives d'habitation, tandis que leur forte représentation dans la taille supérieure de revenus pourrait quant à elle être attribuable à la présence des coopératives financières et des mutuelles, ainsi que de grandes coopératives agricoles. On observe à cet effet une proportion plus importante d'entreprises totalisant des revenus de 10 M\$ ou plus parmi les coopératives financières et les mutuelles que parmi les coopératives non financières (85 % c. 2,8 %) (données non présentées).

Tableau 3.2

Répartition des entreprises d'économie sociale selon la taille des revenus¹ et selon le type d'entreprise, Québec, 2022

	OBNL		Coopératives et mutuelles		Ensemble des entreprises	
	Nombre total estimé	%	Nombre total estimé	%	Nombre total estimé	%
Total	8 710	100,0	2 660	100,0	11 360	100,0
Moins de 100 000 \$	1 670	19,1 ^a	790	29,9 ^a	2 460	21,6
100 000 \$ à 499 999 \$	3 350	38,5	1 040	39,3	4 390	38,7
500 000 \$ à 1 999 999 \$	2 720	31,3 ^a	350	13,3 ^a	3 080	27,1
2 000 000 \$ à 9 999 999 \$	840	9,7 ^a	190	7,3 ^a	1 040	9,1
10 000 000 \$ et plus	120	1,4 ^{a*}	270	10,2 ^a	390	3,4

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

^a Exprime une différence significative entre les proportions d'une même ligne au seuil de 0,05.

1. Les revenus incluent ceux des filiales détenues directement par les entreprises.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles, 2023*.

En 2022, les revenus totaux des entreprises ayant généré au moins 10 M\$ représentaient la quasi-totalité (99 %) des revenus totaux des coopératives financières et des mutuelles, ainsi que de ceux des coopératives non financières (95 %), mais seulement 37 % de ceux des OBNL (tableau 3.3).

Tableau 3.3

Répartition des revenus totaux¹ des entreprises d'économie sociale selon la taille des revenus et selon le type d'entreprise, Québec, 2022

	Moins de 2 000 000 \$		2 000 000 \$ à 9 999 999 \$		10 000 000 \$ et plus		Ensemble des entreprises	
	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%
OBNL	3 708 854,7	34,2	3 116 390,7	28,7	4 015 904,4	37,0	10 841 149,8	100,0
Coopératives non financières	624 072,4	2,7*	648 348,5	2,8*	22 211 708,8*	94,6	23 484 129,7*	100,0
Coopératives financières et mutuelles	—	—	185 952,3	1,0*	19 090 308,3	99,0	19 281 502,2	100,0

— Donnée infime.

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

1. Les revenus incluent ceux des filiales détenues directement par les entreprises.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles, 2023*.

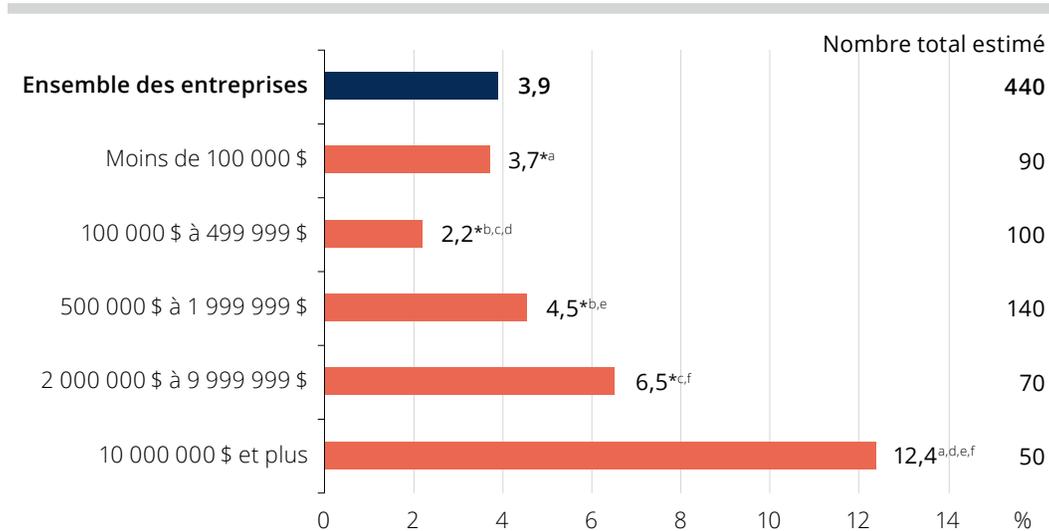
Les entreprises d'économie sociale ayant au moins une filiale

Certaines entreprises d'économie sociale détiennent au moins une filiale, c'est-à-dire une organisation juridiquement indépendante placée sous leur contrôle. On considère que ces filiales, qu'elles soient basées au Québec ou ailleurs, font partie de l'économie sociale.

En 2022, 3,9 % des 11 360 entreprises d'économie sociale avaient une ou plusieurs filiales, ce qui correspond approximativement à 440 entreprises (figure 3.1). On trouve la plus grande proportion d'entreprises d'économie sociale détenant au moins une filiale parmi les entreprises qui ont la plus grande taille de revenus, soit 10 M\$ ou plus (12 % c. 2,2 %* à 7 %*). Ainsi, bien que peu nombreuses, les entreprises ayant au moins une filiale ont généré 23,1 G\$ de revenus en 2022, soit l'équivalent de 43 % des revenus totaux de l'économie sociale (données non présentées).

Figure 3.1

Proportion d'entreprises d'économie sociale ayant au moins une filiale selon la taille des revenus¹, Québec, 2022



* Coefficient de variation entre 15 % et 25 %; interpréter avec prudence.

a-f Un même exposant exprime une différence significative entre les proportions au seuil de 0,05.

1. Les revenus incluent ceux des filiales détenues directement par les entreprises.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Les sources de revenus

Les entreprises d'économie sociale tirent leurs revenus de diverses sources. Elles génèrent un chiffre d'affaires grâce aux biens et services qu'elles offrent en contrepartie d'un paiement de la part de personnes physiques ou d'autres entreprises, ou même d'administrations publiques dans le cadre de contrats de service¹. Pour considérer qu'une entreprise fait partie de l'économie sociale, il est essentiel que cette dernière tire une part de ses revenus d'un tel chiffre d'affaires. Les activités générant des revenus marchands doivent permettre d'assurer la pérennité financière de l'entreprise tout en contribuant à la réalisation de sa finalité sociale. Sur les 53,6 G\$ de revenus générés par l'économie sociale en 2022, la grande majorité (89 %, soit environ 47,5 G\$) provenait du chiffre d'affaires des entreprises, plus particulièrement de la vente ou de la location de biens ou services (85 %, soit environ 45,3 G\$) (tableau 3.4).

Les entreprises d'économie sociale peuvent aussi bénéficier de revenus provenant de subventions, qu'elles soient octroyées pour soutenir la mission de l'organisme ou pour aider à la réalisation de projets spécifiques². En 2022, 8 % des revenus totaux de l'économie sociale provenaient de subventions, dont 5 % de subventions de soutien à la mission.

Les revenus des OBNL sont principalement partagés entre le chiffre d'affaires et les subventions : 48 % de leurs revenus provenaient de leur chiffre d'affaires, dont 31 % de la vente ou de la location de biens ou services, et 40 % de subventions. Quant aux coopératives et aux mutuelles réunies, le portrait est un peu différent : leurs revenus provenaient en quasi-totalité du chiffre d'affaires (99 %), plus précisément de la vente ou de la location de biens ou services (98 %).

Les revenus des entreprises qui ont généré les plus gros revenus (10 M\$ ou plus) provenaient quasi exclusivement de leur chiffre d'affaires (96 %), dont la majeure partie est composée des revenus de la vente ou de la location de biens ou services (93 %) (tableau 3.4). Parmi les entreprises appartenant aux autres tailles de revenus, le chiffre d'affaires représentait de 41 % à 54 % du total des revenus. Soulignons que, parmi les revenus des entreprises ayant généré moins de 100 000 \$, la moitié (51 %) provenait de la vente ou de la location de biens ou services, une proportion plus élevée que celle observée chez les entreprises dont les revenus étaient de 100 000 \$ ou plus, mais de moins de 10 M\$ (32 % à 40 %). Pour ces dernières, de 30 % à 34 % de leurs revenus étaient composés de subventions de soutien à la mission. On note également que ce sont parmi les entreprises totalisant des revenus de moins de 100 000 \$ que l'on trouve la plus grande part de revenus générés par les cotisations de membres³ (9 % c. 0,6 %* à 4,1 %).

1. Pour la définition d'un contrat de service conclu avec une administration publique, consulter le glossaire.
2. Pour la définition d'une subvention de soutien à la mission et d'une subvention pour la réalisation d'un projet, consulter le glossaire.
3. Pour la définition de la cotisation des membres, consulter le glossaire.

Tableau 3.4

Répartition des revenus totaux¹ des entreprises d'économie sociale selon la source et selon certaines caractéristiques, Québec, 2022

	Revenus provenant de la vente ou de la location des produits ou services de l'entreprise		Revenus provenant de contrat de service conclus avec des administrations publiques		Revenus provenant de la cotisation des membres		Subventions de soutien à la mission	
	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%
Ensemble des entreprises	45 327 845,5	84,6	2 173 752,8	4,1*	519 335,7	1,0	2 930 651,0	5,5
Type d'entreprise								
OBNL	3 387 887,7	31,3 ^a	1 851 072,8*	17,1 ^a	314 939,2	2,9 ^a	2 838 471,6	26,2 ^a
Coopératives et mutuelles	41 939 957,8	98,1 ^a	322 680,0	0,8* ^a	204 396,5	0,5* ^a	92 179,4	0,2 ^a
Taille des revenus								
Moins de 100 000 \$	54 981,9	51,4 ^a	3 160,3*	3,0* ^{a,b,c}	9 973,6	9,3 ^{a,b}	15 269,3	14,3 ^{a,b}
100 000 \$ à 499 999 \$	395 671,0	34,8 ^a	75 490,8	6,6 ^{a,d,e,f}	46 133,7	4,1 ^{a,b}	381 958,4	33,6 ^{a,b}
500 000 \$ à 1 999 999 \$	980 287,2	31,7 ^a	425 933,7	13,8 ^{b,d,g}	90 318,5	2,9 ^a	915 031,2	29,6 ^a
2 000 000 \$ à 9 999 999 \$	1 591 980,5	40,3 ^a	451 051,8	11,4 ^{c,e,h}	82 894,5**	2,1** ^b	1 181 147,1	29,9 ^b
10 000 000 \$ et plus	42 304 925,0	93,4 ^a	1 218 116,2*	2,7** ^{f,g,h}	290 015,3	0,6* ^{a,b}	437 245,0*	1,0* ^{a,b}
Taille des actifs¹								
Moins de 100 000 \$	94 361,6	34,1 ^{a,b,c}	27 270,5*	9,9* ^{a,b}	14 123,7	5,1 ^a	82 753,7	29,9 ^a
100 000 \$ à 499 999 \$	430 210,6	28,8 ^{d,e,f}	165 577,3	11,1 ^{c,d}	51 253,2	3,4 ^a	525 125,9	35,2 ^b
500 000 \$ à 1 999 999 \$	1 544 042,3	45,0 ^{a,d,g}	354 483,3	10,3 ^{e,f}	135 325,6*	3,9*	817 484,3	23,8 ^{a,b}
2 000 000 \$ à 9 999 999 \$	3 877 845,4	45,6 ^{b,e,h}	1 508 497,6*	17,8* ^{a,c,e,g}	x	x	x	x
100 000 000 \$ et plus	39 381 385,6	98,7 ^{c,f,g,h}	117 924,2**	0,3** ^{b,d,f,g}	x	x	x	x
Valeur des propriétés¹								
Aucune propriété	3 768 381,5	46,5 ^{a,b,c,d,e}	1 194 275,9*	14,7* ^{a,b,c,d}	374 044,0	4,6 ^{a,b,c,d}	1 157 032,9	14,3 ^{a,b,c}
Moins de 100 000 \$	56 331,2*	64,2 ^{a,f,g}	1 955,8**	2,2** ^{a,e,f,g}	3 592,9**	4,1** ^{e,f,g,h}	12 213,3	13,9* ^{d,e}
De 100 000 \$ à 499 999 \$	696 956,5	59,2 ^{b,h,i,j}	99 698,7	8,5 ^{e,h,i,j}	14 479,2*	1,2* ^{a,e,i}	229 368,9	19,5 ^{a,d,f,g}
De 500 000 \$ à 1 999 999 \$	2 736 240,3	71,4 ^{c,h,k,l}	192 775,4	5,0 ^{b,f,h,k}	29 757,9*	0,8* ^{b,f,j}	653 590,6	17,1 ^{b,h,i}
De 2 000 000 \$ à 9 999 999 \$	4 515 870,4	77,4 ^{d,f,i,k,m}	264 198,3	4,5 ^{c,g,i,l}	49 170,0	0,8 ^{c,g,k}	719 434,4	12,3 ^{f,h,j}
10 000 000 \$ et plus	33 554 065,7*	97,0 ^{e,g,j,l,m}	420 848,6	1,2* ^{d,j,k,l}	48 291,6*	0,1** ^{d,h,i,j,k}	159 010,9	0,5* ^{c,e,g,i,j}

Suite à la page 75

Tableau 3.4 (suite)

Répartition des revenus totaux¹ des entreprises d'économie sociale selon la source et selon certaines caractéristiques, Québec, 2022

	Subventions pour la réalisation de projets		Dons, commandites, revenus de compagnes de financement et fonds reçus de fondation ou d'organismes privés		Revenus provenant d'autres sources ²		Total	
	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%
Ensemble des entreprises	1 599 943,6	3,0*	515 002,1	1,0	540 251,0*	1,0*	53 606 781,7	100,0
Type d'entreprise								
OBNL	1 519 384,2	14,0 ^a	497 725,9	4,6	431 668,4*	4,0* ^a	10 841 149,8	100,0
Coopératives et mutuelles	80 559,4*	0,2* ^a	—	—	108 582,6	0,3 ^a	42 765 631,9	100,0
Taille des revenus								
Moins de 100 000 \$	12 209,2	11,4 ^a	7 989,2	7,5 ^{a,b,c}	3 421,7	3,2 ^{a,b,c,d}	107 005,2	100,0
100 000 \$ à 499 999 \$	150 846,4	13,3 ^{b,c}	67 206,4	5,9 ^{a,d,e}	20 379,1	1,8 ^{a,e}	1 137 685,8	100,0
500 000 \$ à 1 999 999 \$	426 057,1	13,8 ^{d,e}	192 916,3	6,2 ^{f,g}	62 933,7	2,0 ^{b,f}	3 093 477,8	100,0
2 000 000 \$ à 9 999 999 \$	410 052,0*	10,4 ^{b,d,f}	168 542,1*	4,3* ^{b,d,f,h}	65 023,5	1,6 ^{c,g}	3 950 691,4	100,0
10 000 000 \$ et plus	600 778,9**	1,3** ^{a,c,e,f}	78 348,1**	0,2** ^{c,e,g,h}	388 493,0*	0,9** ^{d,e,f,g}	45 317 921,5	100,0
Taille des actifs¹								
Moins de 100 000 \$	35 629,4	12,9	19 313,9*	7,0*	3 085,2*	1,1* ^a	276 538,0	100,0
100 000 \$ à 499 999 \$	207 190,2	13,9 ^a	96 736,1	6,5 ^a	16 445,4	1,1 ^{b,c}	1 492 538,7	100,0
500 000 \$ à 1 999 999 \$	366 356,2	10,7 ^a	164 895,4	4,8 ^a	51 478,0	1,5 ^{b,d}	3 434 065,1	100,0
2 000 000 \$ à 9 999 999 \$	x	x	x	x	143 304,3	1,7 ^{a,c,e}	8 497 005,0	100,0
10 000 000 \$ et plus	x	x	x	x	325 938,2**	0,8** ^{d,e}	39 906 635,0	100,0
Valeur des propriétés¹								
Aucune propriété	1 157 746,7*	14,3* ^{a,b,c,d}	302 338,5	3,7 ^{a,b,c}	149 088,2	1,8 ^{a,b,c}	8 102 907,7	100,0
Moins de 100 000 \$	8 865,6	10,1 ^{e,f,g}	3 636,0**	4,1** ^{d,e,f}	1 203,7*	1,4*	87 798,4	100,0
De 100 000 \$ à 499 999 \$	86 984,3*	7,4* ^{a,h,i,j}	34 700,6	2,9 ^{g,h,i}	15 951,3**	1,4**	1 178 139,4	100,0
De 500 000 \$ à 1 999 999 \$	139 896,6	3,7 ^{b,e,h,k}	45 358,0	1,2 ^{a,d,g,j}	31 988,0	0,8 ^a	3 829 606,9	100,0
De 2 000 000 \$ à 9 999 999 \$	149 282,9	2,6 ^{c,f,i,l}	75 170,2*	1,3* ^{b,e,h,k}	58 667,9	1,0 ^b	5 831 794,2	100,0
10 000 000 \$ et plus	57 167,5*	0,2* ^{d,g,j,k,l}	53 798,9*	0,2* ^{c,f,i,j,k}	283 352,0**	0,8** ^c	34 576 535,2*	100,0

x Donnée confidentielle.

— Donnée infime.

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

** Coefficient de variation supérieur à 25 % ; estimation imprécise fournie à titre indicatif seulement.

a-m Pour une caractéristique donnée, un même exposant exprime une différence significative entre les proportions d'une même colonne au seuil de 0,05.

1. La valeur des revenus, des actifs et des propriétés inclut celle des filiales détenues directement par les entreprises.

2. Les revenus provenant d'autres sources peuvent être, par exemple, des revenus d'intérêts et de dividendes.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

L'examen de la répartition des revenus de différentes sources selon la taille des actifs détenus par les entreprises permet de tirer des constats semblables à ceux formulés précédemment pour les coopératives et les mutuelles combinées et pour les entreprises ayant les plus grands revenus : les revenus générés par les entreprises ayant des actifs de 100 M\$ ou plus provenaient quasi exclusivement (99 %) de la vente ou de la location de biens ou services. En revanche, on observe que la proportion de revenus provenant de cette source était plus faible chez les entreprises ayant des actifs de moins de 100 000 \$ (34 %) et de 100 000 \$ à 499 999 \$ (29 %) que chez celles ayant plus de 500 000 \$ d'actifs (45 % à 99 %).

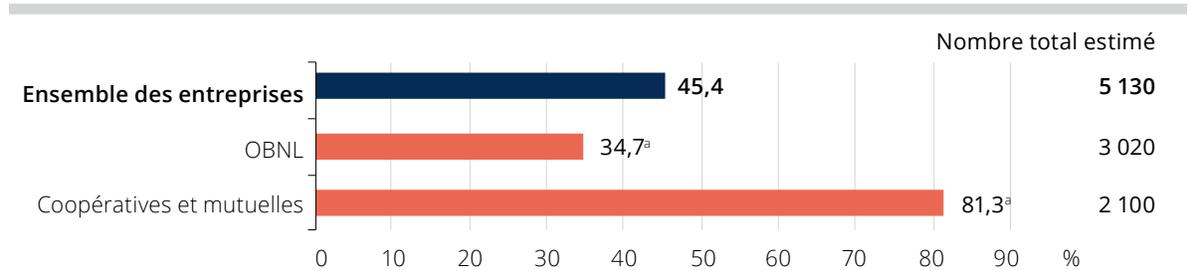
Les entreprises d'économie sociale ne détenant aucune propriété se sont distinguées des autres par une proportion moindre de revenus provenant de la vente ou de la location de biens et services (47 % c. 59 % à 97 %).

► Le chiffre d'affaires

Au Québec, en 2022, environ 45 % des entreprises d'économie sociale ont généré au moins 50 % de leurs revenus grâce à leur chiffre d'affaires (figure 3.2). Cette situation était toutefois nettement plus répandue parmi les coopératives et les mutuelles combinées (81 %) que parmi les OBNL (35 %).

Figure 3.2

Proportion d'entreprises d'économie sociale tirant au moins 50 % de leurs revenus¹ de leur chiffre d'affaires, selon le type d'entreprise, Québec, 2022



a Exprime une différence significative entre les proportions au seuil de 0,05.

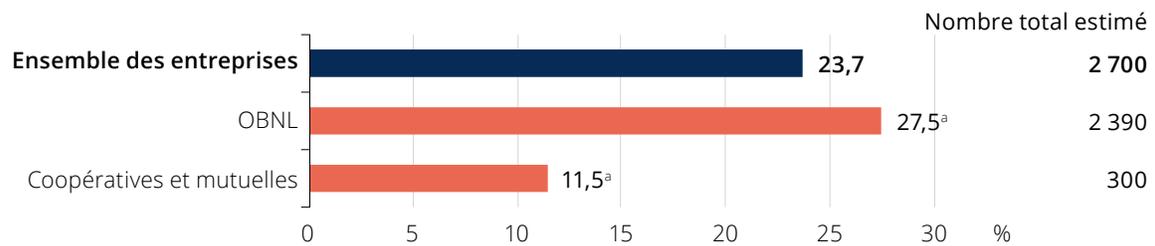
1. Les revenus incluent ceux des filiales détenues directement par les entreprises.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Outre la vente ou la location de biens ou services, certaines entreprises concluent des contrats de service avec des administrations publiques qui leur permettent d'engranger des revenus. En 2022, environ une entreprise d'économie sociale sur quatre (24 %) a bénéficié de revenus provenant de telles ententes (figure 3.3). Cette proportion était plus élevée parmi les OBNL que parmi les coopératives et les mutuelles combinées (27 % c. 11 %).

Figure 3.3

Proportion d'entreprises d'économie sociale ayant déclaré des revenus¹ provenant de contrats de service conclus avec des administrations publiques, selon le type d'entreprise, Québec, 2022



a Exprime une différence significative entre les proportions au seuil de 0,05.

1. Les revenus incluent ceux des filiales détenues directement par les entreprises.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

D'ailleurs, si le chiffre d'affaires d'une entreprise peut provenir de divers marchés, au moins une partie du chiffre d'affaires de la quasi-totalité (97 %) des entreprises d'économie sociale provenait, en 2022, de la région administrative où elles sont situées (tableau 3.5). La présence sur les autres marchés était alors moins importante : 32 % des entreprises avaient des revenus marchands qui provenaient d'autres régions administratives du Québec, 13 %, d'une ou de plusieurs provinces canadiennes autres que le Québec et 8 %, de marchés extérieurs au Canada. Ces proportions varient selon la taille du revenu : les entreprises ayant des revenus de 10 M\$ ou plus étaient proportionnellement moins nombreuses à générer une partie de leur chiffre d'affaires dans leur région administrative que celles ayant des revenus inférieurs (89 % c. 96 % à 98 %). À l'inverse, les entreprises ayant des revenus de moins de 100 000 \$ étaient proportionnellement moins nombreuses que celles ayant des revenus supérieurs à avoir des revenus marchands provenant du reste du Québec (21 % c. 29 % à 40 %) ou d'une autre province canadienne (7 %* c. 13 % à 18 %*).

Tableau 3.5

Nombre et proportion d'entreprises d'économie sociale¹ dont le chiffre d'affaires provient de divers marchés², selon la taille des revenus³, Québec, 2022

	De la région administrative où se trouve l'entreprise		De l'ensemble du Québec, sauf la région administrative où se trouve l'entreprise		D'une ou de plusieurs provinces du Canada autres que le Québec		De l'extérieur du Canada	
	Nombre total estimé	%	Nombre total estimé	%	Nombre total estimé	%	Nombre total estimé	%
Ensemble des entreprises	9 300	96,7	3 110	32,3	1 250	13,0	740	7,7
Moins de 100 000 \$	1 760	98,4 ^{a,b,c}	380	21,4 ^{a,b,c,d}	130	7,2* ^{a,b,c,d}	100	5,8*
100 000 \$ à 499 999 \$	3 540	97,6 ^{d,e}	1 110	30,7 ^{a,e,f}	460	12,7 ^a	300	8,2
500 000 \$ à 1 999 999 \$	2 700	95,7 ^{a,d,f}	1 100	39,2 ^{b,e,g}	430	15,3 ^b	250	8,9
2 000 000 \$ à 9 999 999 \$	970	95,7 ^{b,g}	400	39,7 ^{c,f,h}	160	16,3* ^c	60	6,2*
10 000 000 \$ et plus	340	88,8 ^{c,e,f,g}	110	29,2 ^{d,g,h}	70	18,1* ^d	30	8,3**

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

** Coefficient de variation supérieur à 25 % ; estimation imprécise fournie à titre indicatif seulement.

a-h Un même exposant exprime une différence significative entre les proportions d'une même colonne au seuil de 0,05.

1. Entreprises d'économie sociale ayant un chiffre d'affaires.

2. Comme les entreprises peuvent être présentes sur plusieurs marchés, le total n'est pas égal à 100 %.

3. Les revenus incluent ceux des filiales détenues directement par les entreprises.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

► Les subventions

Les subventions représentent aussi une source importante de revenus pour certaines entreprises. En 2022, environ une entreprise sur trois (34 %) tirait au moins 60 % de ses revenus de subventions (tableau 3.6). Cette proportion était plus élevée parmi les OBNL que parmi les coopératives et les mutuelles combinées (42 % c. 6 %).

Tableau 3.6

Nombre et proportion d'entreprises d'économie sociale tirant au moins 60 % de leurs revenus¹ de subventions², selon le type d'entreprise, Québec, 2022

	Nombre total estimé	%
Ensemble des entreprises	3 820	33,8
OBNL	3 670	42,2 ^a
Coopératives et mutuelles	140	5,6 ^a

a Exprime une différence significative entre les proportions au seuil de 0,05.

1. Les revenus incluent ceux des filiales détenues directement par les entreprises.

2. Les subventions incluent celles octroyées en soutien à la mission et pour la réalisation de projets.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

En 2022, trois entreprises sur cinq (61 %) ont bénéficié de revenus provenant de subventions de soutien à la mission, et une sur deux (49 %), de revenus provenant de subventions pour la réalisation de projets (tableau 3.7). Pour ces deux types de subventions, la proportion d'entreprises subventionnées était plus forte parmi les OBNL (respectivement 69 % et 56 %) que parmi les coopératives et les mutuelles combinées (respectivement 34 % et 26 %). Soulignons que pour les coopératives et les mutuelles réunies, les subventions à la mission peuvent inclure, du moins en partie, les subventions du [Programme de supplément au loyer](#), octroyées aux locataires, mais versées annuellement directement aux coopératives d'habitation.

Tableau 3.7

Nombre et proportion d'entreprises d'économie sociale ayant bénéficié de revenus¹ provenant de subventions de soutien à la mission ou de subventions pour la réalisation de projets, selon le type d'entreprise, Québec, 2022

	Subventions de soutien à la mission		Subventions pour la réalisation de projets	
	Nombre total estimé	%	Nombre total estimé	%
Ensemble des entreprises	6 880	60,5	5 560	48,9
OBNL	5 970	68,6 ^a	4 870	56,0 ^a
Coopératives et mutuelles	910	34,2 ^a	690	25,8 ^a

a Exprime une différence significative entre les proportions d'une même colonne au seuil de 0,05.

1. Les revenus incluent ceux des filiales détenues directement par les entreprises.

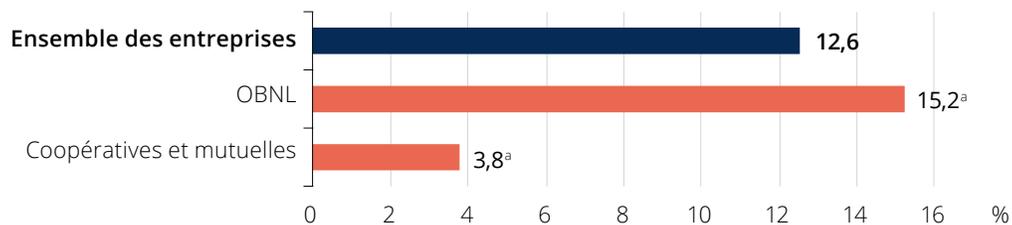
Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Les contributions en nature⁴

Les entreprises d'économie sociale peuvent, dans certains cas, bénéficier de contributions en nature. En 2022, environ 13 % des entreprises d'économie sociale ont bénéficié de telles contributions, une proportion plus élevée parmi les OBNL que parmi les coopératives et les mutuelles réunies (15 % c. 3,8 %) (figure 3.4).

Figure 3.4

Proportion d'entreprises d'économie sociale ayant reçu des contributions en nature selon le type d'entreprise, Québec, 2022



a Exprime une différence significative entre les proportions au seuil de 0,05.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

4. Pour la définition des contributions en nature, consulter le glossaire.

Les actifs

En économie sociale, les actifs d'une entreprise renvoient à l'ensemble des biens et des droits qu'elle possède et qui lui sont utiles pour remplir sa mission sociale. Les actifs peuvent être financiers (p. ex. les liquidités), matériels (p. ex. les propriétés) ou immatériels (p. ex. les droits de propriété intellectuelle).

Comme précisé au chapitre 1, environ 57 % des entreprises avaient en 2022 un actif inférieur à 500 000 \$, 26 %, un actif de 500 000 \$ à 1 999 999 \$ et 17 %, un actif de 2 M\$ ou plus (figure 1.4). Les OBNL étaient plus nombreux, en proportion, à cumuler des actifs de moins de 500 000 \$ que les coopératives et les mutuelles combinées (61 % c. 45 %) (tableau 3.8). Ces dernières étaient en revanche proportionnellement plus nombreuses que les OBNL à détenir des actifs de 100 M\$ ou plus (9 % c. 0,1 %).

Tableau 3.8

Répartition des entreprises d'économie sociale selon la taille des actifs¹ et selon le type d'entreprise, Québec, 2022

	Moins de 100 000 \$		100 000 \$ à 499 999 \$		500 000 \$ à 1 999 999 \$		2 000 000 \$ à 99 999 999 \$		100 000 000 \$ et plus	
	Nombre total estimé	%	Nombre total estimé	%	Nombre total estimé	%	Nombre total estimé	%	Nombre total estimé	%
Ensemble des entreprises	2 530	22,3	3 960	34,9	2 960	26,0	1 670	14,7	250	2,2
OBNL	2 080	23,8 ^a	3 220	37,0 ^a	2 120	24,3 ^a	1 290	14,8	10	0,1 ^a
Coopératives et mutuelles	450	17,1 ^a	740	28,1 ^a	840	31,6 ^a	380	14,3	240	8,9 ^a

a Exprime une différence significative entre les proportions d'une même colonne au seuil de 0,05.

1. Les actifs incluent ceux des filiales détenues directement par les entreprises.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Les résultats révèlent que la valeur des actifs totaux augmente avec la taille de l'actif de l'entreprise. Effectivement, la valeur des actifs était d'environ 1,1 G\$ pour les entreprises ayant des actifs de moins de 500 000 \$ et s'élevait à environ 421,0 G\$ pour les entreprises possédant des actifs de 100 M\$ ou plus (tableau 3.9). La vaste majorité de la valeur des actifs des OBNL (84 %) se concentrait parmi les entreprises ayant des actifs de 2 M\$ ou plus. Pour les coopératives et les mutuelles combinées, la quasi-totalité (99 %) de la valeur des actifs était détenue par les entreprises ayant 100 M\$ d'actifs ou plus.

Tableau 3.9

Répartition des actifs totaux¹ des entreprises d'économie sociale selon la taille des actifs et selon le type d'entreprise, Québec, 2022

	OBNL		Coopératives et mutuelles		Ensemble des entreprises	
	k\$	%	k\$	%	k\$	%
Total	19 131 345,5	100,0	420 395 005,4	100,0	439 526 350,9	100,0
Moins de 500 000 \$	916 463,9	4,8	224 465,8	0,1	1 140 929,7	0,3
500 000 \$ à 1 999 999 \$	2 146 114,8	11,2	836 750,2	0,2	2 982 865,0	0,7
2 000 000 \$ à 99 999 999 \$	10 502 960,6	54,9	3 925 002,5	0,9	14 427 963,1	3,3
100 000 000 \$ et plus	5 565 806,2**	29,1*	415 408 786,9	98,8	420 974 593,1	95,8

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

** Coefficient de variation supérieur à 25 % ; estimation imprécise fournie à titre indicatif seulement.

1. Les actifs incluent ceux des filiales détenues directement par les entreprises.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

► Les passifs et la structure financière

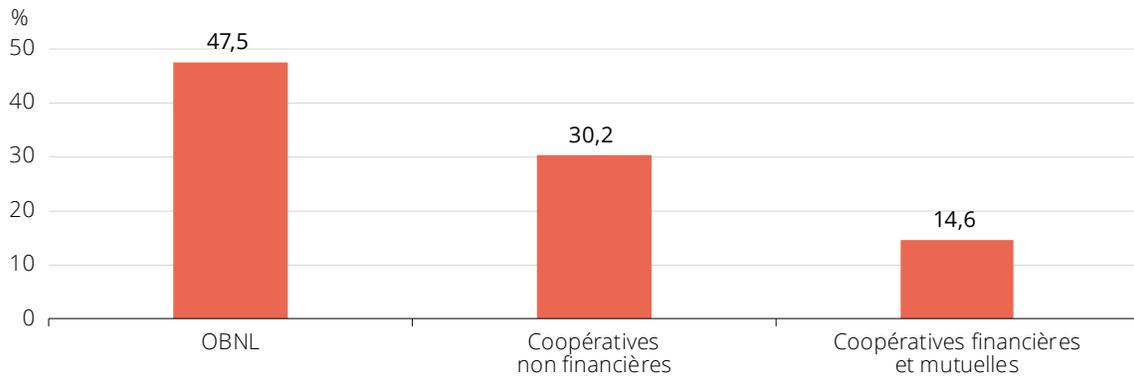
Outre les actifs, les entreprises ont aussi des passifs, c'est-à-dire des dettes. Au Québec, en 2022, les passifs des entreprises d'économie sociale s'élevaient à 389,7 G\$ (donnée non présentée). La quasi-totalité des passifs était détenue par les coopératives financières et les mutuelles (95 %), ainsi que par les entreprises ayant les actifs les plus élevés, soit de 100 M\$ ou plus (97 %).

Lorsque l'on soustrait les passifs des actifs d'une entreprise, on obtient son actif net, c'est-à-dire ce que possède une entreprise une fois les dettes prises en compte. Dans le cadre du présent portrait, la part de cet actif net sur l'actif total pour chaque entreprise a été calculée afin d'établir un ratio de structure financière. Ce ratio représente le pourcentage de l'actif total de l'entreprise qui n'est pas financé par la dette. Autrement dit, il indique la proportion d'actifs détenus par l'entreprise, et non par les créanciers. Si le ratio est élevé, cela signifie que l'entreprise est largement financée par ses propres fonds, ce qui est souvent perçu comme un signe de solidité financière. Si le ratio est faible, cela indique que l'entreprise est fortement dépendante des financements externes, c'est-à-dire des dettes. Cela peut être un signe de risque financier, car l'entreprise peut avoir du mal à rembourser ses dettes en cas de difficultés économiques.

On constate que l'actif net des OBNL représentait en moyenne 47 % de leur actif total, une proportion plus élevée que celles observées parmi les coopératives non financières (en moyenne 30 %) et les coopératives financières et les mutuelles (en moyenne 15 %) (figure 3.5).

Figure 3.5

Ratio de structure financière¹ moyen des entreprises d'économie sociale selon le type d'entreprise, Québec, 2022



1. Le ratio de structure financière est calculé comme suit : $(\text{actif total} - \text{passif total}) \div \text{actif total} \times 100$.

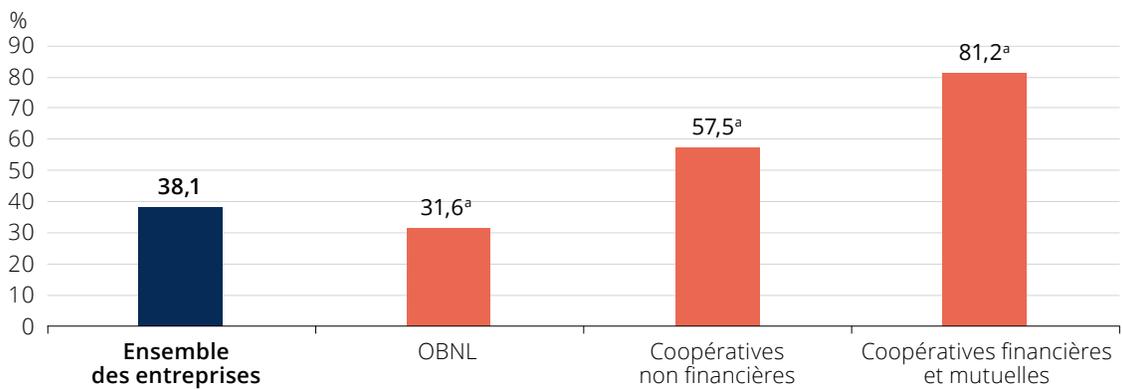
Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

► Les propriétés

En 2022, environ 38 % des entreprises d'économie sociale étaient propriétaires de bâtiments ou de terrains au Québec. La proportion d'entreprises propriétaires se situait à 32 % chez les OBNL, à 57 % chez les coopératives non financières et à 81 % chez les coopératives financières et les mutuelles (figure 3.6).

Figure 3.6

Proportion d'entreprises d'économie sociale propriétaires¹ selon le type d'entreprise, Québec, 2022



a Exprime une différence significative entre les proportions au seuil de 0,05.

1. Il s'agit des entreprises propriétaires de bâtiments ou terrains au Québec.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Rappelons que pour 26 % des entreprises d'économie sociale, la valeur totale des propriétés détenues était de moins de 2 M\$ (figure 1.5). En revanche, chez environ 1,8 % des entreprises, cette valeur s'élevait à 10 M\$ ou plus. Les coopératives non financières, ainsi que les coopératives financières et les mutuelles, étaient proportionnellement plus nombreuses que les OBNL à détenir des propriétés d'une telle valeur totale (respectivement 3,0 % et 2,9 % c. 1,4 %*) (tableau 3.10).

Tableau 3.10

Répartition des entreprises d'économie sociale selon la valeur des propriétés¹ et selon le type d'entreprise, Québec, 2022

	Aucune propriété	Moins de 100 000 \$	100 000 \$ à 499 999 \$	500 000 \$ à 1 999 999 \$	2 000 000 \$ à 9 999 999 \$	10 000 000 \$ et plus
	%					
Ensemble des entreprises	61,9	2,0	10,1	13,9	10,4	1,8
OBNL	68,4 ^a	1,9 ^a	9,7 ^{a,b}	10,9 ^a	7,6 ^a	1,4 ^{a,b}
Coopératives non financières	42,5 ^a	2,8 ^a	11,1 ^a	22,4 ^a	18,1 ^a	3,0 ^a
Coopératives financières et mutuelles	18,8 ^a	1,7 [*]	11,9 ^b	34,5 ^a	30,1 ^a	2,9 ^b

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

a,b Un même exposant exprime une différence significative entre les proportions d'une même colonne au seuil de 0,05.

1. La valeur des propriétés inclut celle des propriétés des filiales détenues directement par les entreprises.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

La valeur de l'ensemble des propriétés détenues au Québec par les entreprises d'économie sociale était de près de 16,0 G\$ (tableau 3.11). Parmi les entreprises d'économie sociale propriétaires, les OBNL ont cumulé 45 % de la valeur totale des propriétés, soit environ 7,2 G\$, bien que la valeur moyenne de l'ensemble des propriétés détenues par chacun d'entre eux (2,6 M\$) soit en deçà de celle des propriétés détenues par les coopératives non financières ainsi que les coopératives financières et mutuelles (respectivement 5,1 M\$ et 9,1 M\$). On constate que les OBNL détenaient une large part de la valeur totale des propriétés, même s'ils étaient moins nombreux que les autres types d'entreprises à être propriétaires et que la valeur moyenne de leurs propriétés était relativement faible. Cette observation pourrait s'expliquer par le fait que les OBNL, représentant 77 % de l'ensemble des entreprises d'économie sociale, sont les plus nombreux, dans l'absolu, de tous les types d'entreprises.

Les données de 2022 montrent que la valeur moyenne des propriétés détenues par chaque entreprise augmente selon la taille de leurs actifs : elle était de 775 200 \$* pour les entreprises ayant un actif de moins de 100 000 \$ et s'élevait à 26,1 M\$ pour les entreprises détenant 100 M\$ d'actifs ou plus. Cette tendance ne se reflète toutefois pas lorsque l'on observe la valeur totale des propriétés : la plus grande part de la valeur totale des propriétés des entreprises d'économie sociale (46 %) se concentrait parmi les entreprises ayant des actifs de 2 M\$ ou plus, mais moins de 100 M\$.

Tableau 3.11

Valeur totale et valeur moyenne des propriétés¹ des entreprises d'économie sociale² selon le type d'entreprise et selon la taille des actifs³, Québec, 2022

	Valeur totale des propriétés (k\$)	%	Valeur moyenne des propriétés (k\$)
Ensemble des entreprises	16 044 830,8	100,0	3 703,2
Type d'entreprise			
OBNL	7 234 406,9	45,1	2 630,8 ^{a,b}
Coopératives non financières	7 034 045,5	43,8	5 068,0 ^a
Coopératives financières et mutuelles	1 776 378,4	11,1	9 115,5 ^b
Taille de l'actif total			
Moins de 100 000 \$	131 141,5*	0,8*	775,2* ^a
100 000 \$ à 499 999 \$	964 597,9	6,0	889,8 ^b
500 000 \$ à 1 999 999 \$	2 287 419,5	14,3	1 378,3 ^{a,b}
2 000 000 \$ à 99 999 999 \$	7 327 183,7	45,7	6 029,1 ^{a,b}
100 000 000 \$ et plus	5 334 488,1	33,2	26 070,4 ^{a,b}

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

a,b Pour une caractéristique donnée, un même exposant exprime une différence significative entre les proportions d'une même colonne au seuil de 0,05.

1. La valeur des propriétés inclut celle des propriétés des filiales détenues directement par les entreprises.

2. Entreprises d'économie sociale propriétaires de bâtiments ou terrains au Québec.

3. Les actifs incluent ceux des filiales détenues directement par les entreprises.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Une aspiration à la viabilité économique

Les outils de planification

Comparativement à d'autres types d'organisations ayant une finalité sociale, comme les organismes d'action communautaire qui n'ont aucun volet d'économie sociale, les entreprises d'économie sociale doivent avoir une démarche entrepreneuriale. Celle-ci s'inscrit dans le quatrième principe énoncé dans la [Loi sur l'économie sociale](#) (RLRQ, chapitre E-1.1.1) : « l'entreprise aspire à une viabilité économique ». Autrement dit, l'entreprise d'économie sociale doit mettre en œuvre les moyens nécessaires afin de générer des revenus autonomes pour poursuivre sa finalité sociale et satisfaire les besoins de ses membres ou de la collectivité.

La présence d'outils de planification au sein d'une entreprise constitue un indice reflétant son aspiration à la viabilité économique. Dans le cadre de l'enquête, on a visé certains de ces outils : le plan d'affaires, le plan stratégique, le plan de développement, l'étude de marché, le plan de marketing, le plan de communication et le plan des travaux à faire.

Environ trois entreprises d'économie sociale sur quatre (75 %) ont élaboré au moins un de ces outils (tableau 3.12). On constate que plus la taille des revenus est grande, plus la proportion est élevée : cette dernière était de 55 % parmi les entreprises ayant des revenus de moins de 100 000 \$ et s'élevait à 96 % chez celles ayant des revenus de 10 M\$ ou plus.

Tableau 3.12

Répartition des entreprises d'économie sociale selon qu'elles ont élaboré ou non un outil de planification et proportion d'entreprises selon l'outil de planification élaboré¹, par type d'entreprise et par taille des revenus², Québec, 2022

	Aucun outil de planification élaboré	Au moins un outil de planification élaboré	Outils de planification élaborés						
			Plan d'affaires	Plan stratégique	Plan de développement	Étude de marché	Plan de marketing	Plan de communication	Plan des travaux à faire
	%		%						
Ensemble des entreprises	25,0	75,0	14,9	44,9	21,7	10,2	12,7	28,8	35,8
Type d'entreprise									
OBNL	24,9	75,1	12,6 ^a	49,4 ^a	21,9 ^a	8,7 ^a	12,0 ^a	31,0 ^a	30,0 ^a
Coopératives non financières	x	x	15,2 ^a	23,4 ^a	13,8 ^a	7,6 ^b	7,3 ^a	14,7 ^a	50,9 ^a
Coopératives financières et mutuelles	x	x	98,2 ^a	97,6 ^a	92,7 ^a	91,8 ^{ab}	94,9 ^a	93,1 ^a	91,8 ^a
Taille des revenus									
Moins de 100 000 \$	45,1 ^a	54,9 ^a	10,7 ^{a,b,c}	17,9 ^a	13,4 ^a	6,0 ^a	7,1 ^a	15,8 ^{ab}	31,7 ^{ab,c}
100 000 \$ à 499 999 \$	24,8 ^a	75,2 ^a	12,6 ^{d,e}	39,1 ^a	18,0 ^a	7,4 ^b	8,6 ^b	23,9 ^{ab}	38,4 ^{a,d,e}
500 000 \$ à 1 999 999 \$	16,7 ^a	83,3 ^a	13,6 ^{a,f,g}	60,0 ^a	24,6 ^a	10,6 ^{ab}	14,2 ^{ab}	36,7 ^a	30,7 ^{d,f,g}
2 000 000 \$ à 9 999 999 \$	11,0 ^a	89,0 ^a	19,2 ^{b,d,f,h}	71,6 ^a	33,0 ^a	14,3 ^{ab}	20,8 ^{ab}	41,0 ^b	38,6 ^{b,f,h}
10 000 000 \$ et plus	3,7 ^a	96,3 ^a	66,6 ^{c,e,g,h}	89,3 ^a	61,9 ^a	54,2 ^{ab}	62,7 ^{ab}	71,7 ^{ab}	64,7 ^{c,e,g,h}

x Donnée confidentielle.

a-h Pour une caractéristique donnée, un même exposant exprime une différence significative entre les proportions d'une même colonne au seuil de 0,05.

1. Puisque les entreprises avaient la possibilité de choisir plusieurs outils de planification, le total n'est pas égal à 100 %.

2. Les revenus incluent ceux des filiales détenues directement par les entreprises.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Le plan stratégique constitue l'outil de planification le plus répandu chez les entreprises d'économie sociale. Effectivement, 45 % d'entre elles en ont élaboré un au cours des cinq années précédant l'enquête. Il est suivi par le plan des travaux à faire (36 %) et par le plan de communication (29 %). Le plan stratégique était l'outil le plus répandu chez les OBNL (49 %), et le plan des travaux à faire, le plus répandu chez les coopératives non financières (51 %). Ces résultats pourraient s'expliquer par le fait que les entreprises propriétaires d'immeubles sont tenues d'« établir une planification quinquennale des travaux d'entretien et de préservation de l'immeuble », selon la [Loi sur les compagnies](#) (RLRQ, chapitre C-38) dans le cas des OBNL, ou selon la [Loi sur les coopératives](#) (RLRQ, chapitre C-67.2) dans le cas des coopératives. L'outil le plus commun chez les entreprises ayant des revenus inférieurs à 100 000 \$ était le plan des travaux à faire (32 %), alors qu'il s'agissait du plan stratégique chez les entreprises ayant un revenu annuel de 500 000 \$ ou plus (60 % à 89 %).

Les coopératives financières et les mutuelles, tout comme les entreprises ayant un revenu d'au moins 10 M\$, étaient en proportion plus nombreuses que les autres à avoir élaboré chacun des outils de planification répertoriés dans l'enquête.

Finalement, on constate qu'au cours des cinq années précédant l'enquête, environ le quart (25 %) des entreprises d'économie sociale n'ont élaboré aucun des outils de planification ciblés dans ce rapport. On remarque que plus le revenu d'une entreprise est élevé, plus la proportion est faible : elle était de 45 % parmi les entreprises ayant un revenu de moins de 100 000 \$ et descendait à 3,7 % parmi celles ayant un revenu de 10 M\$ ou plus.

Les activités de développement

Un autre moyen qu'ont les entreprises d'économie sociale de démontrer leur aspiration à une viabilité économique est de réaliser des activités de développement, par lesquelles elles peuvent chercher à croître, à innover ou tout simplement à se consolider. Ces activités peuvent notamment concerner la gouvernance ou les pratiques de l'entreprise, ses ressources humaines ou même ses investissements.

Au cours des trois années précédant l'enquête, 89 % des entreprises d'économie sociale ont réalisé au moins une activité de développement parmi celles mentionnées dans l'enquête, une proportion plus élevée parmi les OBNL que parmi les coopératives et les mutuelles combinées (92 % c. 79 %) (données non présentées).

Au cours des trois années précédant l'enquête, 64 % des entreprises d'économie sociale ont proposé des activités de formation de la main-d'œuvre ou des bénévoles (tableau 3.13). Ces activités étaient alors le plus fréquemment réalisées, suivies par la réévaluation des conditions de travail et de la politique de rémunération (55 %) et l'investissement en immobilisations et équipements (49 %).

Par ailleurs, les coopératives financières et les mutuelles étaient, de façon générale, proportionnellement plus nombreuses que les autres types d'entreprises à avoir réalisé les activités de développement répertoriées dans l'enquête.

Tableau 3.13

Proportion d'entreprises d'économie sociale ayant réalisé diverses activités de développement¹ selon le type d'entreprise, Québec, 2022

	OBNL	Coopératives non financières	Coopératives financières et mutuelles	Ensemble des entreprises
	%			
Formation de la main-d'œuvre ou des bénévoles	69,8 ^a	41,9 ^a	98,7 ^a	64,5
Réévaluation des conditions de travail et de la politique de rémunération	62,4 ^a	25,3 ^a	98,2 ^a	55,2
Investissements en immobilisations et équipements	48,9 ^a	42,3 ^a	96,2 ^a	48,5
Investissements dans la numérisation de l'entreprise	29,8 ^a	16,4 ^a	95,2 ^a	28,3
Acquisition d'une autre organisation	1,4 ^{*a}	1,2 ^b	88,6 ^{ab}	3,2
Mutualisation de biens, services ou ressources avec une autre organisation	8,4	x	x	7,3
Recours à des services de consultation externe pour la réalisation de projets	40,4 ^a	32,7 ^a	94,2 ^a	39,9
Révision de la gouvernance et des processus internes	38,6 ^a	25,7 ^a	95,2 ^a	37,1
Adoption de pratiques innovantes et révision du modèle d'affaires	14,8 ^a	8,7 ^a	92,3 ^a	15,2
Adoption de pratiques écoresponsables	25,3 ^a	18,5 ^a	90,9 ^a	25,3

x Donnée confidentielle.

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

a,b Un même exposant exprime une différence significative entre les proportions d'une même ligne au seuil de 0,05.

1. Comme les entreprises avaient la possibilité de choisir plusieurs activités de développement, le total n'est pas égal à 100 %.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Les principaux objectifs en matière de développement

Les entreprises d'économie sociale se fixent également des objectifs à long terme pour assurer leur viabilité économique. Les données de l'enquête fournissent des renseignements sur les principaux objectifs de développement fixés par les entreprises pour les trois prochaines années.

Le renforcement de la mission de l'entreprise et de la réponse aux besoins des membres constitue l'objectif le plus répandu chez les entreprises d'économie sociale : 65 % d'entre elles souhaitaient réaliser cet objectif dans les trois années suivant l'enquête (tableau 3.14). La proportion d'entreprises visant cet objectif était plus élevée parmi les OBNL que parmi les coopératives et les mutuelles combinées (66 % c. 63 %). Ces dernières étaient en proportion les moins nombreuses à viser cet objectif (7 %) (donnée non présentée).

L'amélioration de la qualité des produits et des services offerts est également un objectif important chez les entreprises d'économie sociale : 43 % d'entre elles avaient cet objectif en 2022 (tableau 3.14). La proportion d'entreprises souhaitant réaliser cet objectif était plus élevée parmi les coopératives et les mutuelles combinées que parmi les OBNL (49 % c. 41 %). Les coopératives financières et les mutuelles étaient particulièrement nombreuses, en proportion, à viser cet objectif (93 %) (donnée non présentée).

Tableau 3.14

Proportion d'entreprises d'économie sociale ayant divers objectifs principaux en matière de développement¹ selon le type d'entreprise, Québec, 2022

	OBNL	Coopératives et mutuelles	Ensemble des entreprises
	%		
Renforcer la mission et la réponse aux besoins des membres	66,0 ^a	63,1 ^a	65,4
Améliorer la qualité des produits et des services offerts	41,0 ^a	48,8 ^a	42,8
Obtenir du financement pour un projet de développement	31,5 ^a	18,9 ^a	28,5
Faire la promotion des produits et des services	24,4	22,3	23,9
Accroître les revenus autonomes ²	19,6 ^a	13,7 ^a	18,2
Accroître les retombées dans la communauté	27,3 ^a	16,1 ^a	24,7
Améliorer les processus internes de production ou de gestion administrative	12,7 ^a	18,7 ^a	14,1
Comblent les besoins en matière de main d'œuvre	21,7 ^a	9,9 ^a	18,9
Concevoir de nouveaux produits et services	4,1 ^a	2,3 ^a	3,7
Implanter de nouvelles technologies numériques	6,1 ^a	3,9 ^a	5,6
Conquérir de nouveaux marchés ou atteindre de nouveaux segments de clientèle	5,2	4,5	5,0
S'installer dans des locaux adaptés aux activités	7,1 ^a	1,8 ^{*a}	5,8
Mutualiser des biens, services ou ressources avec d'autres organisations	2,8 ^a	1,5 ^a	2,5
Réorganiser les pratiques d'affaires et le modèle d'affaires	3,7	3,2	3,6
Autres objectifs	4,1 ^a	7,6 ^a	4,9

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

a Exprime une différence significative entre les proportions d'une même ligne au seuil de 0,05.

1. Comme les entreprises avaient la possibilité de choisir jusqu'à trois objectifs en matière de développement, le total n'est pas égal à 100 %.

2. Les revenus autonomes sont ceux provenant des ventes et des contrats.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Environ 29 % des entreprises souhaitaient, dans les trois années suivant l'enquête, obtenir du financement pour un projet de développement, une proportion plus élevée parmi les OBNL que parmi les coopératives et les mutuelles combinées (31 % c. 19 %) (tableau 3.14).

Environ 25 % des entreprises d'économie sociale voulaient accroître leurs retombées dans la communauté, une proportion plus élevée parmi les OBNL que parmi les coopératives et les mutuelles combinées (27 % c. 16 %). Les coopératives financières et les mutuelles sont en proportion nettement plus nombreuses que les coopératives non financières à viser cet objectif (90 % c. 9 %) (données non présentées).

Approximativement 24 % des entreprises d'économie sociale désiraient faire la promotion de leurs produits et services (tableau 3.14), une proportion plus élevée parmi les coopératives financières et les mutuelles (90 %) que parmi les autres types d'entreprises (donnée non présentée).

Près d'une entreprise d'économie sociale sur cinq avait comme objectif, dans les trois années suivant l'enquête, de combler ses besoins en matière de main-d'œuvre (19 %) et d'accroître ses revenus autonomes (18 %), soit ceux provenant des ventes et des contrats (tableau 3.14). Ces proportions étaient plus élevées parmi les OBNL que parmi les coopératives et les mutuelles combinées (respectivement 22 % c. 10 % et 20 % c. 14 %). Les coopératives financières et les mutuelles étaient proportionnellement moins nombreuses à viser les deux objectifs (respectivement 4,4 % et 2,8 %) que les autres types d'entreprises (données non présentées).

4

Les ressources humaines

Les personnes salariées

En plus de mettre l'accent sur les valeurs de solidarité, de démocratie et de participation citoyenne, les entreprises d'économie sociale visent à créer des emplois durables et de qualité, tout en répondant aux besoins de la communauté.

Les résultats présentés au chapitre 1 montrent que les entreprises d'économie sociale employaient en 2022 environ 248 000 personnes salariées au Québec, dont 57 % travaillaient pour des OBNL (tableau 1.1). Environ trois entreprises d'économie sociale sur cinq (63 %) comptaient entre 1 et 25 personnes salariées (figure 1.6).

Rappelons également que près d'une entreprise d'économie sociale sur quatre (23 %) n'avait aucune personne salariée. Parmi elles, certaines ont pu fonctionner uniquement grâce au travail de personnes non rémunérées ou de bénévoles, comme les coopératives d'habitation et les sociétés d'histoire. Par ailleurs, une entreprise d'économie sociale peut employer des personnes qu'elle rémunère pour un travail sans que celles-ci soient salariées. Par exemple, une compagnie de théâtre peut avoir comme seules personnes employées des comédiens et comédiennes, rémunérées par cachet. Les autres personnes impliquées dans cette compagnie (administration, scénographie, etc.) sont contractuelles et rémunérées à forfait¹.

1. Pour la définition d'une personne contractuelle et de la rémunération à forfait, consulter le glossaire.

Quelques caractéristiques des emplois salariés

Dans cette section, les résultats portant sur les personnes salariées ne concernent que les entreprises d'économie sociale ayant **au moins une personne salariée à son emploi**. Sont donc exclues 23 % des entreprises d'économie sociale, soit celles qui fonctionnent sans personne salariée.

► Le régime de travail

En 2022, approximativement 70 % des personnes salariées des entreprises d'économie sociale travaillaient à temps plein (environ 174 000 personnes), et 30 %, à temps partiel (environ 74 000 personnes) (tableau 4.1). Les entreprises ayant 100 personnes salariées ou plus affichaient une plus forte proportion de personnes salariées travaillant à temps plein que les entreprises ayant un effectif d'une autre taille (78 % c. 57 % à 62 %). Inversement, on constate une proportion plus élevée de personnes salariées à temps partiel parmi les entreprises ayant entre 1 et 4 personnes salariées que parmi les autres entreprises (43 % c. 22 % à 38 %).

Dans la majorité des secteurs d'activité économique, les personnes salariées travaillant dans les entreprises d'économie sociale étaient proportionnellement plus nombreuses à occuper un emploi à temps plein qu'un emploi à temps partiel. Les proportions les plus élevées de personnes travaillant à temps plein sont observées dans les secteurs suivants :

- Finance et assurances (90 %) ;
- Services professionnels (89 %) ;
- Transport et gestion de matières résiduelles (88 %) ;
- Agroalimentaire, foresterie et commerce de gros (88 %).

À l'inverse, le secteur des loisirs et du tourisme et celui des arts, de la culture et des médias se sont démarqués par des proportions plus élevées de personnes salariées à temps partiel (respectivement 70 % et 60 %).

Tableau 4.1

Répartition des personnes salariées¹ des entreprises d'économie sociale² selon le régime de travail, par taille d'effectif et par secteur d'activité économique, Québec, 2022

	Personnes salariées à temps plein		Personnes salariées à temps partiel		Total	
	Nombre total estimé	%	Nombre total estimé	%	Nombre total estimé	%
Ensemble des entreprises	174 120	70,1	74 350	29,9	248 470	100,0
Taille de l'effectif						
1 à 4 personnes salariées	3 730	57,1 ^{a,b}	2 810	42,9 ^{a,b}	6 540	100,0
5 à 25 personnes salariées	31 730	61,8 ^a	19 640	38,2 ^a	51 370	100,0
26 à 99 personnes salariées	39 190	62,5 ^b	23 540	37,5 ^b	62 730	100,0
100 personnes salariées et plus	99 470	77,8 ^{a,b}	28 360	22,2 ^{a,b}	127 830	100,0
Secteur d'activité économique						
Agroalimentaire, foresterie et commerce de gros	26 250*	88,4	3 460*	11,6*	29 720*	100,0
Arts, culture et médias	5 130	39,8	7 770	60,2	12 900	100,0
Commerce de détail, services de proximité et télécommunications	4 670	47,6	5 140	52,4	9 800	100,0
Enseignement, services de garde et assistance sociale	28 500	69,2	12 700	30,8	41 200	100,0
Finance et assurances	54 940*	90,4	5 860	9,6	60 800	100,0
Habitation et location	1 070	51,8	990*	48,2	2 060	100,0
Loisirs et tourisme	6 950	29,9	16 280	70,1	23 220	100,0
Organisations civiques et sociales	18 600	60,9	11 960	39,1	30 560	100,0
Services à la personne	8 650	54,2	7 320	45,8	15 970	100,0
Services professionnels	13 750*	89,4	1 630	10,6*	15 390*	100,0
Transport et gestion de matières résiduelles	3 020*	88,5	390	11,5	3 410	100,0
Autres secteurs économiques ³	2 590	75,3	850	24,7	3 440	100,0

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

a,b Pour la taille de l'effectif, un même exposant exprime une différence significative entre les proportions d'une même colonne au seuil de 0,05.

1. Les personnes salariées sont celles travaillant au Québec, y compris celles des filiales détenues directement par les entreprises.

2. Entreprises d'économie sociale ayant des personnes salariées.

3. Les « autres secteurs économiques » incluent le secteur manufacturier et les services publics, ainsi que l'extraction minière, pétrolière et gazière.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

► Le travail saisonnier

Sur l'ensemble des personnes salariées travaillant dans les entreprises d'économie sociale, environ 17 % étaient saisonnières², ce qui représente approximativement 42 000 personnes (tableau 4.2). La proportion de personnes salariées saisonnières varie selon la taille de l'effectif des entreprises. Elle était plus faible parmi les entreprises employant 100 personnes salariées ou plus que parmi les entreprises ayant un effectif d'une autre taille (12 % c. 22 % à 23 %).

Tableau 4.2

Nombre et proportion de personnes salariées¹ saisonnières dans les entreprises d'économie sociale² selon la taille de l'effectif et le secteur d'activité économique, Québec, 2022

	Nombre total estimé	%
Ensemble des entreprises	42 340	17,0
Taille de l'effectif		
1 à 4 personnes salariées	1 480	22,6 ^a
5 à 25 personnes salariées	11 260	21,9 ^b
26 à 99 personnes salariées	14 110	22,5 ^c
100 personnes salariées et plus	15 490	12,1 ^{a,b,c}
Secteur d'activité économique		
Agroalimentaire, foresterie et commerce de gros	4 220	14,2*
Arts, culture et médias	5 400	41,9
Commerce de détail, services de proximité et télécommunications	2 020*	20,6
Enseignement, services de garde et assistance sociale	5 160	12,5
Finance et assurances	330*	0,5
Habitation et location	210**	10,3**
Loisirs et tourisme	15 720	67,7
Organisations civiques et sociales	7 120	23,3
Services à la personne	1 030**	6,4*
Services professionnels	790	5,1*
Transport et gestion de matières résiduelles	90*	2,5*
Autres secteurs économiques ³	260	7,5

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

** Coefficient de variation supérieur à 25 % ; estimation imprécise fournie à titre indicatif seulement.

a-c Pour la taille de l'effectif, un même exposant exprime une différence significative entre les proportions au seuil de 0,05.

1. Les personnes salariées sont celles travaillant au Québec, y compris celles des filiales détenues directement par les entreprises.

2. Entreprises d'économie sociale ayant des personnes salariées.

3. Les « autres secteurs économiques » incluent le secteur manufacturier et les services publics, ainsi que l'extraction minière, pétrolière et gazière.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

2. Pour la définition d'une personne salariée saisonnière, consulter le glossaire.

La proportion d'emplois saisonniers varie également selon le secteur d'activité économique. On observe ainsi que 68 % des personnes salariées étaient saisonnières dans le secteur des loisirs et du tourisme et que 42 % l'étaient dans le secteur des arts, de la culture et des médias. Dans le secteur de la finance et des assurances, la proportion était de moins de 1 %.

► La rémunération

Les dépenses liées à la rémunération incluent la masse salariale, c'est-à-dire la somme des salaires et traitements du personnel et des avantages sociaux, mais ne s'y limitent pas. Elles comprennent également les honoraires versés dans le cadre de la réalisation des activités courantes de l'entreprise, notamment à des pigistes ou des consultants et consultantes, à des comptables ou à des relationnistes.

Au Québec, en 2022, les dépenses liées à la rémunération des personnes travaillant dans les entreprises d'économie sociale totalisaient 14,2 G\$: 12,3 G\$ en salaires et traitements et 1,8 G\$* en honoraires (tableau 4.3). Les entreprises ayant 100 personnes salariées ou plus cumulaient environ 64 % des dépenses en matière de rémunération du milieu de l'économie sociale (donnée non présentée).

En 2022, près de la moitié (45 %) des dépenses liées à la rémunération de l'économie sociale au Québec ont été faites par le secteur de la finance et des assurances, qui comptait environ le quart (24 %) des personnes salariées du milieu.

Hormis les entreprises sans personnes salariées, dont les dépenses en rémunération reposent exclusivement sur les honoraires payés, les entreprises d'économie sociale comptant entre 1 et 4 personnes salariées en 2022 étaient celles qui affichaient les proportions les plus élevées de dépenses en honoraires (26 %) sur l'ensemble des dépenses en matière de rémunération (tableau 4.3). Cela dit, pour les entreprises comptant au moins une personne salariée, les dépenses en honoraires étaient plus faibles que celles en salaires et traitements, et ce, sans égard à la taille de l'effectif.

Soulignons que la part des honoraires sur l'ensemble des dépenses liées à la rémunération était particulièrement importante dans les quatre secteurs d'activités économiques suivants :

- Habitation et location (32 %);
- Arts, culture et médias (26 %);
- Transport et gestion de matières résiduelles (23 %);
- Finance et assurances (18 %).

Tableau 4.3

Répartition des dépenses en matière de rémunération¹ des entreprises d'économie sociale selon la taille de l'effectif et le secteur d'activité économique, Québec, 2022

	Masse salariale		Honoraires versés dans le cadre de la réalisation des activités courantes		Total	
	k\$	%	k\$	%	k\$	%
Ensemble des entreprises	12 317 389,5	87,0	1 846 109,9*	13,0	14 163 499,4	100,0
Taille de l'effectif						
Aucune personne salariée ²	57 859,2	100,0	57 859,2	100,0
1 à 4 personnes salariées	222 827,7	74,1	77 931,9	25,9	300 759,7	100,0
5 à 25 personnes salariées	1 869 563,1	88,3	248 897,9	11,7	2 118 461,0	100,0
26 à 99 personnes salariées	2 424 259,7	92,3	200 853,7	7,7	2 625 113,4	100,0
100 personnes salariées et plus	7 800 738,9*	86,1	1 260 567,2**	13,9	9 061 306,2*	100,0
Secteur d'activité économique						
Agroalimentaire, foresterie et commerce de gros	1 505 782,6*	97,7	35 899,0	2,3*	1 541 681,6*	100,0
Arts, culture et médias	297 488,4	74,0	104 597,8*	26,0	402 086,1	100,0
Commerce de détail, services de proximité et télécommunications	259 045,6	96,0	10 917,3	4,0	269 962,9	100,0
Enseignement, services de garde et assistance sociale	1 670 120,2	93,3	119 054,7	6,7	1 789 175,0	100,0
Finance et assurances	5 215 625,3*	82,1	1 137 699,7**	17,9	6 353 325,0**	100,0
Habitation et location	72 200,9	67,7	34 455,2	32,3	106 656,1	100,0
Loisirs et tourisme	304 135,6	90,0	33 733,6	10,0	337 869,2	100,0
Organisations civiques et sociales	1 025 720,3	87,5	146 573,0	12,5	1 172 293,3	100,0
Services à la personne	695 739,1	95,8	30 621,9	4,2	726 361,0	100,0
Services professionnels	774 774,2	90,6	79 940,7*	9,4*	854 714,9	100,0
Transport et gestion de matières résiduelles	370 670,1*	77,1	110 286,1*	22,9	480 956,2*	100,0
Autres secteurs économiques ³	126 087,4	98,2	2 330,8	1,8	128 418,2	100,0

... N'ayant pas lieu de figurer.

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

** Coefficient de variation supérieur à 25 % ; estimation imprécise fournie à titre indicatif seulement.

1. Les dépenses en matière de rémunération incluent les sommes versées par les filiales détenues directement par les entreprises.

2. Les personnes salariées sont celles travaillant au Québec, y compris celles des filiales détenues directement par les entreprises.

3. Les « autres secteurs économiques » incluent le secteur manufacturier et les services publics, ainsi que l'extraction minière, pétrolière et gazière.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

► Les mesures offertes aux personnes salariées

Au Québec, les employeurs doivent appliquer la [Loi sur les normes du travail](#) (RLRQ, chapitre N-1.1), qui prescrit les conditions minimales de travail notamment en ce qui concerne le salaire et la rémunération, les horaires et les absences, le bien-être au travail et la cessation d'emploi (Éducaloi 2024). Par exemple, un employeur est obligé de payer une personne salariée pour son travail et doit lui offrir un salaire équivalent ou supérieur au salaire minimum prévu par la loi. De même, un employeur doit offrir au moins trois semaines de vacances payées à une personne salariée à l'emploi depuis trois ans ou plus en continu. Il s'agit là de conditions de travail minimales qui peuvent être bonifiées par les entreprises, notamment pour faciliter la conciliation vie personnelle-travail.

Environ 91 % des entreprises employant des personnes salariées ont bonifié leurs conditions de travail, c'est-à-dire qu'elles ont offert au moins une autre mesure que celles prévues par la Loi (tableau 4.4). Cette proportion était plus élevée parmi les entreprises employant entre 26 et 99 personnes salariées (97 %) et 100 personnes salariées ou plus (98 %) que parmi celles en ayant moins (85 % et 92 %).

Les mesures supplémentaires les plus répandues chez les entreprises d'économie sociale employant des personnes salariées étaient les suivantes :

- Horaire de travail flexible³ (70 %);
- Jours de vacances ou congés supplémentaires (67 %);
- Télétravail (61 %);
- Banque de temps qui permet d'accumuler des heures de travail pouvant être converties en congés (56 %).

Par ailleurs, les résultats révèlent que la proportion d'entreprises d'économie sociale offrant les mesures supplémentaires suivantes augmente avec la taille de l'effectif :

- Régime de retraite ou régime enregistré d'épargne-retraite (REER) (la proportion était de 17 % parmi les entreprises ayant entre 1 et 4 personnes salariées et s'élevait à 74 % parmi celles en ayant 100 ou plus);
- Régime d'assurances collectives (15 % c. 83 %);
- Jours de vacances ou congés supplémentaires (48 % c. 92 %);
- Aménagement et réduction du temps de travail ou semaine comprimée⁴ (24 % c. 56 %);
- Cumul des heures travaillées pour les convertir en congés (43 % c. 74 %).

Cela dit, dans l'ensemble, ce sont les entreprises de 100 personnes salariées ou plus qui étaient les plus nombreuses, en proportion, à offrir chacune des mesures supplémentaires listées dans l'enquête, ainsi que d'autres mesures non listées.

3. Pour la définition d'un horaire de travail flexible, consulter le glossaire.

4. Pour la définition de la semaine comprimée, consulter le glossaire.

Tableau 4.4

Répartition des entreprises d'économie sociale¹ selon qu'elles offrent ou non aux personnes salariées² des mesures autres que celles prévues par la *Loi sur les normes du travail* et proportion d'entreprises selon la mesure offerte³, par taille d'effectif et par secteur d'activité économique, Québec, 2022

	Aucune autre mesure n'est offerte	Au moins une autre mesure offerte	Autres mesures offertes		
	%	%	Régime de retraite ou REER	Régime d'assurance collective	Jours de vacances ou congés supplémentaires
Ensemble des entreprises	9,2	90,8	38,7	40,8	66,9
Taille de l'effectif					
1 à 4 personnes salariées	14,6 ^{ab}	85,4 ^{ab}	17,3 ^a	15,5 ^a	48,4 ^a
5 à 25 personnes salariées	8,5 ^{ab}	91,5 ^{ab}	40,5 ^a	43,8 ^a	71,0 ^a
26 à 99 personnes salariées	2,5 ^{**a}	97,5 ^a	67,0 ^a	71,8 ^a	84,5 ^a
100 personnes salariées et plus	1,6 ^{*b}	98,4 ^b	74,2 ^a	83,1 ^a	91,9 ^a
Secteur d'activité économique					
Agroalimentaire, foresterie et commerce de gros	10,0	90,0	22,4	26,6	46,0
Arts, culture et médias	6,5 [*]	93,5	17,4	23,3	56,1
Commerce de détail, services de proximité et télécommunications	18,8	81,2	23,1	31,9	46,6
Enseignement, services de garde et assistance sociale	4,4 ^{**}	95,6	62,7	59,4	78,5
Finance et assurances	x	x	97,1	97,6	98,2
Habitation et location	15,6 [*]	84,4	19,2 ^{**}	14,9 [*]	57,6
Loisirs et tourisme	26,8	73,2	15,2	21,8	39,6
Organisations civiques et sociales	7,1	92,9	36,1	37,6	72,5
Services à la personne	9,3 [*]	90,7	42,1	40,3	69,4
Services professionnels	0,8 [*]	99,2	46,0	61,1	84,2
Transport et gestion de matières résiduelles	x	x	47,8 [*]	39,1 [*]	63,1
Autres secteurs économiques ⁴	x	x	42,2	50,7	65,6

Suite à la page 96

Tableau 4.4 (suite)

Répartition des entreprises d'économie sociale¹ selon qu'elles offrent ou non aux personnes salariées² des mesures autres que celles prévues par la *Loi sur les normes du travail* et proportion d'entreprises selon la mesure offerte³, par taille d'effectif et par secteur d'activité économique, Québec, 2022

	Autres mesures offertes				
	Horaire de travail flexible	Aménagement et réduction du temps de travail ou semaine comprimée	Banque de temps qui permet d'accumuler des heures de travail pouvant être converties en congés	Télétravail	Autres mesures
	%				
Ensemble des entreprises	69,7	30,8	56,0	61,4	6,7
Taille de l'effectif					
1 à 4 personnes salariées	68,5 ^a	23,7 ^a	42,7 ^a	60,8 ^a	4,1 ^{* a,b}
5 à 25 personnes salariées	70,5 ^b	30,1 ^a	59,2 ^a	59,4 ^{b,c}	7,6 ^a
26 à 99 personnes salariées	66,6 ^c	41,7 ^a	68,1 ^a	65,1 ^{b,d}	7,5 ^{* b}
100 personnes salariées et plus	83,1 ^{a,b,c}	55,9 ^a	73,8 ^a	81,6 ^{a,c,d}	13,9 ^{a,b}
Secteur d'activité économique					
Agroalimentaire, foresterie et commerce de gros	70,6	33,4	41,6	49,0	9,4 [*]
Arts, culture et médias	81,4	25,4	51,9	79,9	6,0 ^{**}
Commerce de détail, services de proximité et télécommunications	56,8	15,9	29,7	28,2	9,9 ^{**}
Enseignement, services de garde et assistance sociale	56,9	34,4	60,0	48,4	5,5 [*]
Finance et assurances	92,5	90,3	82,3	97,6	2,7
Habitation et location	61,1	19,8 [*]	42,5 [*]	32,0 [*]	x
Loisirs et tourisme	62,1	18,0	39,9	43,6	4,1 ^{**}
Organisations civiques et sociales	75,5	28,7	63,2	72,7	8,1
Services à la personne	63,7	32,7	60,3	49,2	8,8 [*]
Services professionnels	88,6	40,8	58,6	90,5	7,8 [*]
Transport et gestion de matières résiduelles	54,7	32,4 ^{**}	51,1 [*]	59,2	9,6 ^{**}
Autres secteurs économiques ⁴	81,5	55,0	48,2	77,4	x

x Donnée confidentielle.

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

** Coefficient de variation supérieur à 25 % ; estimation imprécise fournie à titre indicatif seulement.

a-d Pour la taille de l'effectif, un même exposant exprime une différence significative entre les proportions d'une même colonne au seuil de 0,05.

1. Entreprises d'économie sociale ayant des personnes salariées.

2. Les personnes salariées sont celles travaillant au Québec, y compris celles des filiales détenues directement par les entreprises.

3. Puisque les entreprises avaient la possibilité de choisir plusieurs autres mesures, le total n'est pas égal à 100 %.

4. Les « autres secteurs économiques » incluent le secteur manufacturier et les services publics, ainsi que l'extraction minière, pétrolière et gazière.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

La proportion d'entreprises offrant chacune des mesures supplémentaires varie selon le secteur d'activité économique. Les proportions les plus élevées sont observées dans le secteur de la finance et des assurances pour la plupart des mesures listées dans l'enquête :

- Régime de retraite ou REER (97 %) ;
- Régime d'assurance collective (98 %) ;
- Jours de vacances ou congés supplémentaires (98 %) ;
- Aménagement et réduction du temps de travail ou semaine comprimée (90 %) ;
- Télétravail (98 %).

Une diversité de personnes salariées

► Le genre⁵ des personnes salariées

En 2022, les personnes salariées de l'économie sociale étaient majoritairement des femmes (63 %⁶ ; environ 156 000 personnes) (tableau 4.5). Malgré cela, certains secteurs d'activité économique étaient à prédominance masculine, notamment les suivants :

- Services professionnels (65 %) ;
- Transport et gestion de matières résiduelles (65 %) ;
- Agroalimentaire, foresterie et commerce de gros (58 %).

Les hommes étaient également les plus nombreux, en proportion, à travailler dans les entreprises d'économie sociale des domaines de finalité sociale suivants :

- Travail (59 %) ;
- Employabilité et réinsertion (58 %) ;
- Développement économique, soutien aux entreprises et mutualisation (56 %) (données non présentées).

5. Des détails sur la répartition des personnes selon leur genre sont présentés dans l'encadré « Le genre déclaré par une tierce personne » du chapitre 2.

6. À titre indicatif, selon les données *l'Enquête sur la population active (EPA) 2022* (adaptées par l'Institut de la statistique du Québec), la proportion de femmes dans l'ensemble des personnes salariées du Québec était de 49 % en 2022. Ces données ne sont toutefois pas comparables avec celles de *l'Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, puisque l'EPA porte sur des personnes et non sur des entreprises.

Tableau 4.5

Répartition des personnes salariées¹ des entreprises d'économie sociale selon le genre² et selon le secteur d'activité économique, Québec, 2022

	Hommes+		Femmes+	
	Nombre total estimé	%	Nombre total estimé	%
Ensemble des entreprises	92 250	37,1	156 210*	62,9
Agroalimentaire, foresterie et commerce de gros	17 180*	57,8	12 540*	42,2
Arts, culture et médias	5 570	43,2	7 320	56,8
Commerce de détail, services de proximité et télécommunications	3 810	38,9	5 990	61,1
Enseignement, services de garde et assistance sociale	4 490	10,9	36 710	89,1
Finance et assurances	22 180*	36,5	38 620*	63,5
Habitation et location	830	40,1	1 230	59,9
Loisirs et tourisme	10 470	45,1	12 760	54,9
Organisations civiques et sociales	8 610	28,2	21 950	71,8
Services à la personne	4 860	30,4	11 110	69,6
Services professionnels	10 000*	65,0	5 380	35,0
Transport et gestion de matières résiduelles	2 210	64,9	1 200*	35,1
Autres secteurs économiques ³	2 040	59,2	1 410	40,8

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

1. Les personnes salariées sont celles travaillant au Québec, y compris celles des filiales détenues directement par les entreprises.

2. Les personnes non binaires, soit celles dont le genre se situe en dehors du modèle binaire masculin-féminin, ont été réparties entre les hommes et les femmes pour des raisons de confidentialité et de qualité, d'où les libellés « Hommes+ » et « Femmes+ ». Soulignons que les estimations concernant le genre des personnes reposent sur la connaissance ou la perception qu'en a une tierce personne. En effet, comme les personnes concernées n'ont pas été interrogées dans le cadre de l'enquête, ce ne sont pas elles qui ont indiqué leur genre. Compte tenu de ces limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats concernant le genre.

3. Les « autres secteurs économiques » incluent le secteur manufacturier et les services publics, ainsi que l'extraction minière, pétrolière et gazière.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

► **L'âge des personnes salariées**

L'appartenance à un groupe de la population déclarée par une tierce personne

Dans l'enquête, les personnes répondantes devaient indiquer le nombre de personnes salariées employées par leur entreprise appartenant à chacune des catégories suivantes :

- Personnes âgées de 35 ans ou moins ;
- Personnes âgées de 55 ans ou plus ;
- Personnes autochtones¹ ;
- Personnes issues d'une minorité visible¹ ;
- Personnes immigrantes et résidentes temporaires¹ ;
- Personnes handicapées¹.

Hormis pour les catégories « personnes âgées de 35 ans ou moins » et « personnes âgées 55 ans ou plus », ainsi que « personnes autochtones » et « membres de minorités visibles », qui sont mutuellement exclusives, une même personne pouvait être classée dans plus d'une catégorie. Notons que les personnes répondantes étaient invitées à fournir une estimation s'il leur était impossible de fournir un chiffre exact.

Les résultats présentés dans cette section doivent être interprétés comme des ordres de grandeur plutôt que des chiffres exacts. Les personnes salariées n'ont pas été interrogées à ce sujet et ne se sont donc pas elles-mêmes identifiées comme appartenant à l'un de ces groupes de la population. Les informations collectées reposent sur la connaissance qu'a une tierce personne de cette identité ou de cette appartenance, ou sur la perception qu'a cette dernière à cet égard. Ces éléments sont donc à prendre en considération lors de l'interprétation des résultats.

1. Pour la définition de ce groupe de la population, consulter le glossaire.

En 2022, environ 105 000 personnes salariées de l'économie sociale québécoise avaient 35 ans ou moins, et 49 000, 55 ans ou plus, soit respectivement 42 % et 20 % de l'ensemble des personnes salariées au Québec⁷ (tableau 4.6).

Tableau 4.6

Répartition des personnes salariées¹ des entreprises d'économie sociale selon l'âge et selon le secteur d'activité économique, Québec, 2022

	Personnes salariées âgées de 35 ans ou moins		Personnes salariées âgées de 36 à 54 ans		Personnes salariées âgées de 55 ans ou plus	
	Nombre total estimé	%	Nombre total estimé	%	Nombre total estimé	%
Ensemble des entreprises	104 830	42,2	94 430	38,0	49 200	19,8
Agroalimentaire, foresterie et commerce de gros	9 910*	33,4	12 640*	42,5	7 160*	24,1
Arts, culture et médias	6 830	52,9	3 970	30,7	2 100	16,3
Commerce de détail, services de proximité et télécommunications	4 370	44,6	3 290	33,6	2 140	21,8
Enseignement, services de garde et assistance sociale	15 930	38,7	16 790	40,8	8 470	20,6
Finance et assurances	22 480*	37,0	28 190*	46,4	10 130*	16,7
Habitation et location	500*	24,1	800*	39,1	760	36,9
Loisirs et tourisme	16 650	71,7	3 810	16,4	2 770	11,9
Organisations civiques et sociales	14 320	46,9	10 410	34,1	5 830	19,1
Services à la personne	6 550	41,0	5 000	31,3	4 420	27,7
Services professionnels	5 750*	37,4	5 840	38,0	3 790*	24,6
Transport et gestion de matières résiduelles	840*	24,7	1 880	55,0	690	20,2
Autres secteurs économiques ²	700	20,3	1 820	52,7	930	27,0

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

1. Les personnes salariées sont celles travaillant au Québec, y compris celles des filiales détenues directement par les entreprises.

2. Les « autres secteurs économiques » incluent le secteur manufacturier et les services publics, ainsi que l'extraction minière, pétrolière et gazière.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

La proportion de personnes âgées de 35 ans ou moins était plus forte dans le secteur des loisirs et du tourisme que dans chacun des 11 autres secteurs (72 % c. 20 % à 53 %). Celle des personnes salariées âgées de 55 ans et plus était plus importante dans le secteur de l'habitation et de la location que dans les 11 autres secteurs (37 % c. 12 % à 28 %).

7. À titre indicatif, selon les données l'EPA 2022 (adaptées par l'Institut de la statistique du Québec), la proportion de personnes âgées de moins de 35 ans dans l'ensemble des personnes salariées du Québec était de 37 % en 2022, et celle des personnes âgées de 55 ans ou plus, de 20 %. Ces données ne sont toutefois pas comparables avec celles de l'*Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, puisque l'EPA porte sur des personnes et non sur des entreprises.

► **Les personnes salariées autochtones et issues d'une minorité visible**

Parmi les personnes salariées employées en 2022 par les entreprises d'économie sociale au Québec, approximativement 2 000 étaient autochtones et 24 000 étaient issues d'une minorité visible, ce qui représente respectivement moins de 1 % et 10 % de l'ensemble des personnes en emploi dans le milieu⁸ (tableau 4.7).

Tableau 4.7

Répartition des personnes salariées¹ des entreprises d'économie sociale selon qu'elles soient ou non autochtones et qu'elles appartiennent ou non à une minorité visible², Québec, 2022

	Nombre total estimé	%
Personnes salariées autochtones	1 950	0,8
Personnes salariées issues d'une minorité visible	23 640	9,5
Personnes salariées n'étant ni autochtones ni issues d'une minorité visible	222 880	89,7

1. Les personnes salariées sont celles travaillant au Québec, y compris celles des filiales détenues directement par les entreprises.
2. Les estimations concernant l'identité autochtone et l'appartenance à une minorité visible des personnes salariées reposent sur la connaissance ou la perception qu'en a une tierce personne. En effet, comme les personnes salariées n'ont pas été interrogées dans le cadre de l'enquête, ce ne sont pas elles qui se sont identifiées comme autochtones ou comme étant issues d'une minorité visible. Compte tenu de ces limites, les résultats concernant ces personnes sont à interpréter avec prudence.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

8. À titre indicatif, selon les données l'EPA 2022 (adaptées par l'Institut de la statistique du Québec), la proportion de personnes autochtones ou appartenant à une minorité visible au sein de la population active du Québec, qui comprend à la fois les personnes en emploi et celles au chômage, était respectivement de 1,7 % et de 18 % en 2022. Ces données ne sont toutefois pas comparables avec celles de l'*Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, puisque l'EPA porte sur des personnes et non sur des entreprises.

► Les personnes salariées immigrantes ou résidentes temporaires

Approximativement 9 000 personnes salariées immigrantes ou résidentes temporaires travaillaient dans une entreprise d'économie sociale au Québec en 2022, ce qui représente 3,6 % de l'ensemble des personnes salariées du milieu⁹ (tableau 4.8).

Tableau 4.8

Répartition des personnes salariées¹ des entreprises d'économie sociale selon le statut d'immigration ou de résidence temporaire², Québec, 2022

	Nombre total estimé	%
Personnes salariées immigrantes ou résidentes temporaires	9 050	3,6
Personnes salariées n'étant pas immigrantes ou résidentes temporaires	239 420	96,4

1. Les personnes salariées sont celles travaillant au Québec, y compris celles des filiales détenues directement par les entreprises.
2. Les estimations concernant le statut d'immigration ou de résidence temporaire des personnes salariées reposent sur la connaissance ou la perception qu'en a une tierce personne. En effet, comme les personnes salariées n'ont pas été interrogées dans le cadre de l'enquête, ce ne sont pas elles qui se sont identifiées comme immigrantes ou résidentes temporaires ou qui ont indiqué leur statut d'immigration ou de résidence. Compte tenu de ces limites, les résultats concernant ces personnes sont à interpréter avec prudence.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

► Les personnes salariées handicapées

Environ 7 000 personnes handicapées étaient salariées d'une entreprise d'économie sociale au Québec en 2022, ce qui représente 2,9 % de l'ensemble des personnes salariées de l'économie sociale (tableau 4.9).

Tableau 4.9

Répartition des personnes salariées¹ des entreprises d'économie sociale selon qu'elles ont ou non un handicap², Québec, 2022

	Nombre total estimé	%
Personnes salariées handicapées	7 210	2,9
Personnes salariées n'étant pas handicapées	241 250	97,1

1. Les personnes salariées sont celles travaillant au Québec, y compris celles des filiales détenues directement par les entreprises.
2. Les estimations concernant le handicap des personnes salariées reposent sur la connaissance ou la perception qu'en a une tierce personne. En effet, comme les personnes salariées n'ont pas été interrogées dans le cadre de l'enquête, ce ne sont pas elles qui se sont identifiées comme handicapées ou qui ont indiqué leur handicap. Compte tenu de ces limites, les résultats concernant ces personnes sont à interpréter avec prudence.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Les personnes handicapées représentaient 18 %* des personnes salariées des entreprises poursuivant une finalité sociale en lien avec l'employabilité et la réinsertion et 14 % de celles des entreprises évoluant dans le domaine du travail (données non présentées).

9. À titre indicatif, selon les données l'EPA 2022 (adaptées par l'Institut de la statistique du Québec), la proportion de personnes immigrantes reçues dans l'ensemble des personnes salariées du Québec était de 18 % en 2022. Ces données ne sont toutefois pas comparables avec celles de l'*Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, puisque l'EPA porte sur des personnes et non sur des entreprises. Notons également que les données de l'EPA excluent les personnes résidentes temporaires.

Les bénévoles

Les entreprises d'économie sociale comptant sur des bénévoles

Le fonctionnement et les activités de nombreuses entreprises d'économie sociale reposent non seulement sur le travail rémunéré, mais aussi sur le bénévolat. En 2022, plus de la moitié (55 %) des entreprises d'économie sociale ont bénéficié de la contribution de personnes non rémunérées ou bénévoles (autres que celles siégeant au conseil d'administration), soit environ 6 300 entreprises (tableau 4.10). Les OBNL étaient proportionnellement plus nombreux à avoir bénéficié du bénévolat que les coopératives et les mutuelles combinées (63 % c. 32 %).

Tableau 4.10

Nombre et proportion d'entreprises d'économie sociale comptant des bénévoles selon certaines caractéristiques, Québec, 2022

	Nombre total estimé	%	
Ensemble des entreprises	6 300	55,5	
Type d'entreprise			
OBNL	5 460	62,7	^a
Coopératives et mutuelles	850	31,8	^a
Taille de l'effectif			
Aucune personne salariée ¹	1 210	46,1	^{a,b}
1 à 4 personnes salariées	1 680	64,4	^a
5 à 25 personnes salariées	2 800	61,8	^b
26 à 99 personnes salariées	540	40,9	^{a,b}
100 personnes salariées et plus	80	26,5	^{a,b}
Taille des revenus²			
Moins de 100 000 \$	1 460	59,3	^a
100 000 \$ à 499 999 \$	2 770	63,0	^b
500 000 \$ à 1 999 999 \$	1 620	52,5	^{a,b}
2 000 000 \$ à 9 999 999 \$	430	41,1	^{a,b}
10 000 000 \$ et plus	30	8,3	^{** a,b}

** Coefficient de variation supérieur à 25 % ; estimation imprécise fournie à titre indicatif seulement.

a,b Pour une caractéristique donnée, un même exposant exprime une différence significative entre les proportions au seuil de 0,05.

1. Les personnes salariées sont celles travaillant au Québec, y compris celles des filiales détenues directement par les entreprises.

2. Les revenus incluent ceux des filiales détenues directement par les entreprises.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Les entreprises ayant eu recours à des bénévoles étaient en proportion plus nombreuses parmi les entreprises employant entre 1 et 4 personnes salariées (64 %) et entre 5 et 25 personnes salariées (62 %) que parmi celles n'en employant aucune (46 %) ou celles en employant davantage (41 % et 27 %). La proportion de ces entreprises était également plus élevée parmi celles ayant cumulé des revenus de moins de 100 000 \$ (59 %) et de 100 000 \$ à 499 999 \$ (63 %) que parmi celles dont les revenus étaient de 500 000 \$ ou plus (8 %** à 53 %).

Le nombre et la diversité des bénévoles

L'estimation du nombre de bénévoles

Dans l'enquête, les personnes répondantes devaient indiquer si des personnes non rémunérées ou bénévoles avaient contribué aux activités de leur entreprise au cours de la période de référence. Le cas échéant, elles devaient répartir le nombre total de bénévoles selon trois catégories (étudiants ou étudiantes et stagiaires non rémunérés ou non rémunérées, personnes retraitées, autres bénévoles) et selon leur genre (masculin, féminin, autre genre).

Contrairement aux données sur les personnes salariées, pour lesquelles les personnes répondantes disposent de documentation interne de l'entreprise pouvant les aider à répondre (p. ex. relevés d'impôts et états financiers), les données sur les bénévoles reposent principalement sur la connaissance qu'ont les personnes répondantes sur le sujet. Or, cette connaissance peut dans certains cas être approximative. Par ailleurs, comme l'information est collectée auprès des entreprises, une personne bénévole peut être comptabilisée plus d'une fois, parce qu'elle a contribué à plusieurs activités d'une même entreprise ou à des activités de plus d'une entreprise.

Les estimations présentées dans cette section sont donc à interpréter avec prudence et visent avant tout à donner un ordre de grandeur du bénévolat dans les entreprises d'économie sociale plutôt qu'à fournir des données chiffrées précises à ce sujet.

Le fait qu'environ 286 000* bénévoles contribuent à l'économie sociale montre toute l'importance du bénévolat dans l'économie sociale québécoise. D'ailleurs, ces bénévoles se concentraient principalement dans les OBNL : même s'ils représentaient 77 % des entreprises d'économie sociale au Québec, comme précisé au chapitre 1, les OBNL ont compté sur la contribution de 94 % des bénévoles du milieu (tableau 4.11).

Tableau 4.11

Répartition des bénévoles¹ des entreprises d'économie sociale selon le type d'entreprise, Québec, 2022

	Nombre total estimé	%
Ensemble des entreprises	286 000*	100,0
OBNL	270 000*	94,4
Coopératives et mutuelles	16 000	5,6*

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

1. Une personne bénévole peut avoir contribué à plusieurs activités d'une même entreprise ou à des activités de plus d'une entreprise ; ainsi, une même personne pourrait être comptée au total plus d'une fois.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Parmi l'ensemble des bénévoles ayant travaillé dans des entreprises d'économie sociale en 2022, près de deux sur trois (64 %) étaient des femmes. De plus, 10 % des bénévoles étaient des étudiants et étudiantes ou des stagiaires non rémunérés et non rémunérées, et environ le tiers (35 %) étaient des personnes retraitées (données non présentées).

L'importance des bénévoles par rapport aux personnes salariées

En 2022, dans l'ensemble des entreprises d'économie sociale, on comptait environ 1,1* personne non rémunérée ou bénévole pour chaque personne salariée (tableau 4.12). Ce ratio était plus élevé parmi les OBNL que parmi les coopératives et les mutuelles combinées (environ 1,9* c. 0,1* bénévole par personne salariée).

Tableau 4.12

Ratio bénévoles¹/personnes salariées² dans les entreprises d'économie sociale selon le type d'entreprise, Québec, 2022

Nombre de bénévoles pour une personne salariée	
Ensemble des entreprises	1,1*
OBNL	1,9* ^a
Coopératives et mutuelles	0,1* ^a

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

^a Exprime une différence significative entre les ratios au seuil de 0,05.

1. Une personne bénévole peut avoir contribué à plusieurs activités d'une même entreprise ou à des activités de plus d'une entreprise; ainsi, une même personne pourrait être comptée au total plus d'une fois.
2. Les personnes salariées sont celles travaillant au Québec, y compris celles des filiales détenues directement par les entreprises.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

5

L'évolution de l'économie sociale

Cette deuxième édition de l'enquête permet non seulement d'actualiser le portrait de l'économie sociale au Québec, mais également de suivre son évolution depuis la première édition. Entre 2016 et 2022, le contexte social et économique du Québec a connu plusieurs changements importants. Évidemment, il est difficile de faire abstraction de la pandémie de COVID-19, dont les répercussions ont été multiples. Certaines entreprises ont dû fermer temporairement en raison des mesures sanitaires (Institut national de santé publique du Québec 2022), et d'autres ont été contraintes à la fermeture définitive. Par conséquent, le taux de disparition d'entreprises a atteint un plafond historique en avril 2020 (Nikuze 2023). Dans certains secteurs d'activités, des adaptations ont été mises en place pour assurer la poursuite des activités, notamment en développant une offre d'activités ou de services en ligne (Champagne 2023 ; Zanzana et Martin 2022).

En 2022, les besoins en main-d'œuvre au Québec étaient particulièrement importants, comparativement à ceux de la situation pré-pandémique, notamment dans les secteurs offrant des emplois à rémunération modeste comme le commerce, la restauration et le tourisme (Belzile et autres 2023). Une partie de ces besoins ont été comblés grâce à la présence de personnes résidentes non permanentes occupant des emplois rémunérés, dont le nombre a significativement augmenté entre 2018 et 2022 : il est passé d'environ 57 000 à 112 000. Ces personnes occupaient ainsi 2,5 % des emplois au Québec en 2022. En 2023, elles occupaient une part importante des emplois de certains secteurs pour lesquels on observe un grand nombre de postes vacants, dont ceux du commerce de gros et de détail (12 %) et de l'hébergement et de la restauration (9 %) (Diallo et autres 2024).

Parmi les autres éléments touchant l'économie depuis 2016, l'inflation, l'augmentation du prix des matières brutes et les contraintes dans les chaînes d'approvisionnement (Tam et autres 2022) ont pu affecter à divers degrés les entreprises d'économie sociale.

Malgré tout, le modèle de l'économie sociale, particulièrement celui des coopératives et des mutuelles, peut être en soi un facteur de résilience face à une crise comme celle de la COVID-19, du moins à court terme (Merrien et autres 2022). La stabilité des entreprises d'économie sociale, notamment des coopératives et des mutuelles, pourrait ainsi être assurée par le fait qu'elles soient centrées sur une finalité sociale, qu'elles soient détenues et contrôlées collectivement, et qu'elles soient gouvernées démocratiquement.

Période de référence de l'édition 2018

L'édition 2018 de l'enquête, tout comme celle de 2023, porte sur un grand bassin d'entreprises qui n'ont pas toutes des exercices financiers ayant les mêmes dates de début et de fin. Les données fournies par les entreprises lors de la collecte de données portent sur un exercice financier de 12 mois¹ pouvant s'être terminé quelque part entre avril 2016 et mars 2017. C'est donc dire que certaines entreprises ont fourni des données relatives soit à :

- un exercice financier chevauchant 2015 et 2016 (comprenant un maximum de 9 mois en 2015) ;
- un exercice financier correspondant à l'année civile de 2016 ;
- un exercice financier chevauchant 2016 et 2017 (comprenant un maximum de 3 mois en 2017).

On dit que l'édition 2018 de l'enquête porte sur l'année 2016, parce que les différents calendriers financiers des entreprises couvrent principalement cette année-là.

1. Pour les quelques entreprises ayant un exercice financier plus court ou plus long que 12 mois, des calculs ont été réalisés afin que les valeurs déclarées soient reportées sur une base de 12 mois.

Quelques tendances générales

Entre 2016 et 2022, le nombre total d'entreprises d'économie sociale est resté relativement stable. Il est passé d'environ 11 160 entreprises en 2016 à près de 11 360 en 2022 (tableau 5.1). La proportion des OBNL a augmenté durant cette période, passant de 75 % à 77 %, alors que celle des coopératives financières a diminué, passant de 2,9 % à 1,9 %. La diminution du nombre de coopératives financières pourrait s'expliquer, du moins en partie, par la fusion d'entreprises.

Tableau 5.1

Répartition des entreprises d'économie sociale selon le type d'entreprise, Québec, 2016 et 2022

	Nombre total estimé		%	
	2016	2022	2016	2022
Ensemble des entreprises	11 160	11 360	100,0	100,0
OBNL	8 400	8 710	75,3	76,6 ↑
Coopératives non financières	2 410	2 420	21,6	21,3
Coopératives financières	320	210 ↓	2,9	1,9 ↓
Mutuelles	30	30	0,2	0,2

↑↓ Estimation de 2022 significativement inférieure (↓) ou supérieure (↑) à celle de 2016 au seuil de 0,05.

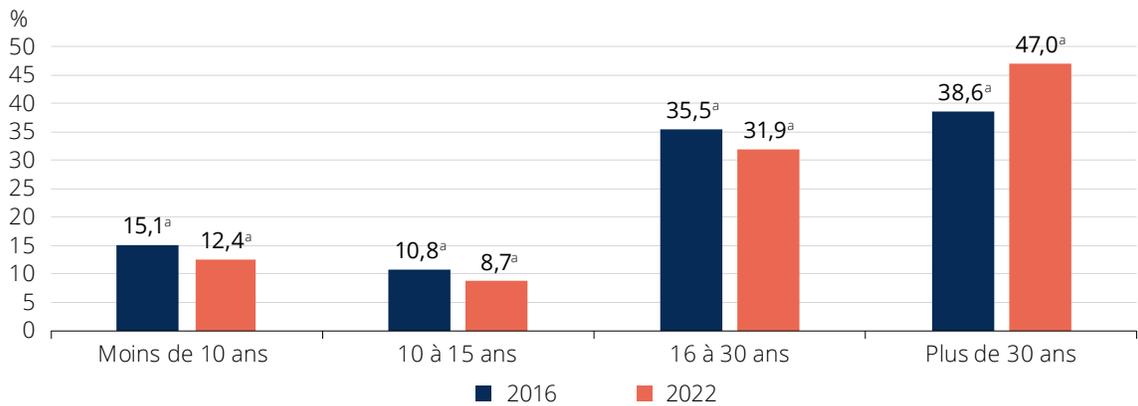
Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2018 et 2023.

L'âge des entreprises

Entre 2016 et 2022, la proportion d'entreprises d'économie sociale ayant été créées il y a plus de 30 ans, c'est-à-dire avant 1992, a augmenté (39 % c. 47 %) (figure 5.1). Par ailleurs, au cours de la même période, on observe une diminution de la proportion d'entreprises de moins de 10 ans (15 % c. 12 %), de 10 à 15 ans (11 % c. 9 %) et de 16 à 30 ans (35 % c. 32 %).

Figure 5.1

Répartition des entreprises d'économie sociale selon l'âge, Québec, 2016 et 2022



a Exprime une différence significative entre les proportions des éditions de l'enquête au seuil de 0,05.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2018 et 2023.

Les secteurs d'activité économique

Entre 2016 et 2022, le nombre et la proportion d'entreprises d'économie sociale ont augmenté dans le secteur d'activité économique des organisations civiques et sociales (20 % c. 28 % ; environ 2 180 c. 3 190 entreprises) et celui des services à la personne (4,6 % c. 6 % ; environ 510 c. 660 entreprises) (tableau 5.2). En revanche, le nombre et la proportion d'entreprises d'économie sociale ont diminué entre ces deux années dans le secteur de l'enseignement, des services de garde et de l'assistance sociale (23 % c. 16 % ; environ 2 510 c. 1 850 entreprises) et celui du commerce de détail, des services de proximité et des télécommunications (5 % c. 3,9 % ; environ 580 c. 440 entreprises).

Rappelons que les résultats reposent sur les réponses fournies par les entreprises. Par conséquent, certaines peuvent être plus teintées par la perception des personnes répondantes que d'autres, et cette perception peut également varier d'une édition de l'enquête à l'autre.

Tableau 5.2

Répartition des entreprises d'économie sociale selon le secteur d'activité économique, Québec, 2016 et 2022

	Nombre total estimé		%	
	2016	2022	2016	2022
Agroalimentaire, foresterie et commerce de gros	320	360	2,9	3,2
Arts, culture et médias	1 120	1 120	10,1	9,9
Commerce de détail, services de proximité et télécommunications	580	440 ↓	5,2	3,9 ↓
Enseignement, services de garde et assistance sociale	2 510	1 850 ↓	22,5	16,3 ↓
Finance et assurances	390	300 ↓	3,5	2,7 ↓
Habitation et location	1 550	1 540	13,9	13,6
Loisirs et tourisme	1 120	1 230	10,0	10,8
Organisations civiques et sociales	2 180	3 190 ↑	19,5	28,1 ↑
Services à la personne	510	660 ↑	4,6	5,8 ↑
Services professionnels	570	480	5,1	4,3
Transport et gestion de matières résiduelles	160	100 ↓	1,5	0,9 ↓
Autres secteurs économiques ¹	130	70 ↓	1,2	0,6 ↓

↑↓ Estimation de 2022 significativement inférieure (↓) ou supérieure (↑) à celle de 2016 au seuil de 0,05.

1. Les « autres secteurs économiques » incluent le secteur manufacturier et les services publics, ainsi que l'extraction minière, pétrolière et gazière.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2018 et 2023.

Les domaines de finalité sociale

Depuis 2016, on constate une augmentation du nombre et de la proportion d'entreprises d'économie sociale du domaine du soutien non financier (6 % c. 7 % ; environ 640 c. 810 entreprises) (tableau 5.3). À l'inverse, on constate une diminution du nombre et de la proportion d'entreprises du domaine de l'éducation, de la formation et des services de garde (16 % c. 11 % ; environ 1 790 c. 1 290 entreprises) et de celui du développement économique, du soutien aux entreprises et de la mutualisation (7 % c. 4,9 % ; environ 770 c. 560 entreprises).

Tableau 5.3

Répartition des entreprises d'économie sociale selon le domaine de finalité sociale, Québec, 2016 et 2022

	Nombre total estimé		%	
	2016	2022	2016	2022
Arts, culture et médias	1 140	1 300	10,2	11,4
Développement économique, soutien aux entreprises et mutualisation	770	560 ↓	6,9	4,9 ↓
Éducation, formation et services de garde	1 790	1 290 ↓	16,1	11,3 ↓
Employabilité et réinsertion	360	330	3,2	2,9
Environnement et développement durable	360	400	3,2	3,5
Finance	400	290 ↓	3,6	2,5 ↓
Habitation	1 650	1 730	14,8	15,2
Loisirs et tourisme	1 340	1 360	12,0	12,0
Santé et conditions de vie	1 520	1 620	13,6	14,2
Services de proximité et alimentaires	610	690	5,4	6,1
Soutien non financier	640	810 ↑	5,7	7,1 ↑
Travail	260	260	2,3	2,3
Autres finalités sociales ¹	310	730 ↑	2,8	6,4 ↑

↑↓ Estimation de 2022 significativement inférieure (↓) ou supérieure (↑) à celle de 2016 au seuil de 0,05.

1. Le domaine « autres finalités sociales » regroupe les entreprises qui favorisent l'échange de biens ou services sans contrepartie en argent, celles qui œuvrent à la solidarité et à la coopération internationale, ainsi que celles qui ont une finalité sociale qui ne s'apparente à aucun des 12 autres domaines.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2018 et 2023.

Les régions administratives

Entre 2016 et 2022, la répartition des entreprises d'économie sociale dans les régions du Québec a légèrement varié. On note une différence significative pour plusieurs régions, dont Montréal (25 % c. 27 % ; environ 2 780 c. 3 120 entreprises) (tableau 5.4).

Tableau 5.4

Répartition des entreprises d'économie sociale selon la région administrative¹, Québec, 2016 et 2022

	Nombre total estimé		%	
	2016	2022	2016	2022
Bas-Saint-Laurent	560	520	5,0	4,6 ↓
Saguenay-Lac-Saint-Jean	670	600 ↓	6,0	5,3 ↓
Capitale-Nationale	1 220	1 120	10,9	9,9 ↓
Mauricie	430	410	3,9	3,6
Estrie ²	x	760	x	6,7
Montréal	2 780	3 120 ↑	24,9	27,5 ↑
Outaouais	380	430 ↑	3,4	3,7 ↑
Abitibi-Témiscamingue	330	320	2,9	2,8
Côte-Nord et Nord-du-Québec	300	360 ↑	2,7	3,2 ↑
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	350	350	3,1	3,0
Chaudière-Appalaches	650	600 ↓	5,8	5,3 ↓
Laval	270	320 ↑	2,4	2,8 ↑
Lanaudière	450	400 ↓	4,1	3,5 ↓
Laurentides	440	470	3,9	4,1
Montérégie ²	x	1 220	x	10,8
Centre-du-Québec	380	360	3,4	3,2

x Donnée confidentielle.

↑↓ Estimation de 2022 significativement inférieure (↓) ou supérieure (↑) à celle de 2016 au seuil de 0,05.

1. Il s'agit généralement de la région administrative où se situe le siège social de l'entreprise.
2. À la suite de la publication du décret 961-2021 le 28 juillet 2021, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé officiellement de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie. Ainsi, pour assurer une comparabilité dans le temps, ce changement a été appliqué rétrospectivement aux résultats de 2016.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2018 et 2023.

L'évolution de la structure associative

Le conseil d'administration

Le nombre total d'administrateurs et d'administratrices dans les entreprises d'économie sociale a diminué : il est passé d'environ 94 000 en 2016 à 81 000 en 2022 (tableau 5.5). Cette baisse s'observe dans tous les types d'entreprises d'économie sociale.

Tableau 5.5

Nombre de personnes administratrices¹ dans les entreprises d'économie sociale selon le type d'entreprise, Québec, 2016 et 2022

	Nombre total estimé	
	2016	2022
Ensemble des entreprises	93 550	81 250 ↓
OBNL	70 420	64 460 ↓
Coopératives non financières	18 260	14 080 ↓
Coopératives financières et mutuelles	4 870	2 710 ↓

↓ Nombre de 2022 significativement inférieur à celui de 2016 au seuil de 0,05.

1. Il s'agit des personnes administratrices en date du 31 mars 2017 et du 31 mars 2023, respectivement. Notons qu'une personne peut siéger au conseil d'administration de plus d'une entreprise d'économie sociale ; ainsi, une même personne pourrait être comptée au total plus d'une fois.

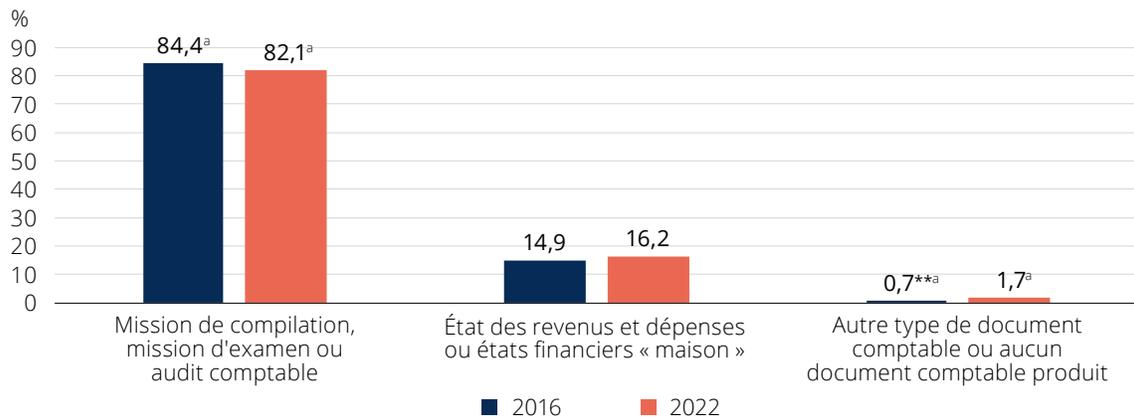
Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2018 et 2023.

La production d'un document comptable

Comme précisé au chapitre 2, la vie associative des entreprises d'économie sociale repose notamment sur le partage d'outils susceptibles de faciliter la participation des membres et la gouvernance démocratique. Parmi ceux-ci, on note les documents comptables rendant compte des états financiers des entreprises. On observe une légère baisse entre 2016 et 2022 de la proportion d'entreprises d'économie sociale produisant une mission de compilation, une mission d'examen ou un audit comptable (84 % c. 82 %) (figure 5.2).

Figure 5.2

Répartition des entreprises d'économie sociale selon le document comptable produit, Québec, 2016 et 2022



** Coefficient de variation supérieur à 25 % ; estimation imprécise fournie à titre indicatif seulement.

a Exprime une différence significative entre les proportions des éditions de l'enquête au seuil de 0,05.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2018 et 2023.

L'évolution de la situation financière

Notons que les montants présentés dans cette section sont en dollars courants, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas ajustés afin d'éliminer les effets des fluctuations survenues dans le pouvoir d'achat de l'argent entre 2016 et 2022.

Les revenus

Entre 2016 et 2022, les revenus totaux réalisés par les entreprises d'économie sociale sont demeurés relativement stables, passant de 47,8 G\$ à 53,6 G\$ (tableau 5.6). Pour leur part, les revenus des OBNL ont augmenté, passant de 8,4 G\$ à 10,8 G\$.

Tableau 5.6

Revenus^{1,2} des entreprises d'économie sociale selon le type d'entreprise, Québec, 2016 et 2022

	k\$	
	2016	2022
Ensemble des entreprises	47 782 933,8	53 606 781,7
OBNL	8 357 537,4	10 841 149,8 ↑
Coopératives non financières	18 192 373,0	23 484 129,7*
Coopératives financières et mutuelles	21 233 023,5	19 281 502,2

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

↑ Revenus totaux de 2022 significativement supérieurs (↑) à ceux de 2016 au seuil de 0,05.

1. Les revenus incluent ceux des filiales détenues directement par les entreprises.

2. Contrairement à l'édition 2016, l'édition 2022 n'inclut pas dans les revenus les services reçus comptabilisés, ou contributions en nature, car ils ne peuvent pas réellement être considérés comme des revenus dans les états financiers puisqu'ils ne sont associés à aucune dépense. Cela pourrait influencer les estimations de 2022 à la baisse.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2018 et 2023.

En 2022, les revenus de l'économie sociale provenaient encore en grande majorité du chiffre d'affaires des entreprises (89 % c. 88 % en 2016) (tableau 5.7). On observe par ailleurs une hausse de la part du chiffre d'affaires dans les revenus des coopératives et des mutuelles combinées entre 2016 et 2022 (95 % c. 99 %). En revanche, la part du chiffre d'affaires dans les revenus des OBNL a quant à elle diminué (57 % c. 48 %).

Tableau 5.7

Part du chiffre d'affaires dans les revenus¹ des entreprises d'économie sociale selon le type d'entreprise, Québec, 2016 et 2022

	%	
	2016	2022
Ensemble des entreprises	88,2	88,6
OBNL	56,8	48,3 ↓
Coopératives et mutuelles	94,9	98,8 ↑

↑↓ Proportion de 2022 significativement inférieure (↓) ou supérieure (↑) à celle de 2016 au seuil de 0,05.

1. Les revenus incluent ceux des filiales détenues directement par les entreprises.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2018 et 2023.

Les actifs et les propriétés

Entre 2016 et 2022, les actifs des entreprises d'économie sociale ont augmenté, passant de 334,7 G\$ à 439,5 G\$ (tableau 5.8), une hausse qui s'observe dans tous les types d'entreprises, à l'exception des coopératives non financières.

Tableau 5.8

Actifs¹ des entreprises d'économie sociale selon le type d'entreprise, Québec, 2016 et 2022

	k\$	
	2016	2022
Ensemble des entreprises	334 749 161,0	439 526 350,9 ↑
OBNL	11 413 282,6	19 131 345,5 ↑
Coopératives non financières	12 076 477,6	15 437 504,1
Coopératives financières et mutuelles	311 259 400,8	404 957 501,3 ↑

↑ Actifs de 2022 significativement supérieurs à ceux de 2016 au seuil de 0,05.

1. Les actifs incluent ceux des filiales détenues directement par les entreprises.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2018 et 2023.

Entre 2016 et 2022, la proportion d'entreprises d'économie sociale propriétaires de bâtiments ou de terrains a diminué, passant de 42 % à 38 % (données non présentées). Malgré cette baisse, le total de la valeur des propriétés détenues est demeuré relativement stable : elle est passée de 17,4 G\$ en 2016 à 16,0 G\$ en 2022 (tableau 5.9). Cela pourrait s'expliquer en partie par la hausse de la valeur des propriétés.

Tableau 5.9

Valeur des propriétés^{1,2} des entreprises d'économie sociale selon le type d'entreprise, Québec, 2016 et 2022

	k\$	
	2016	2022
Ensemble des entreprises	17 423 936,8	16 044 830,8
OBNL	9 238 119,1*	7 234 406,9
Coopératives non financières	5 747 350,2	7 034 045,5
Coopératives financières et mutuelles	2 438 467,4	1 776 378,4

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

1. La valeur des propriétés inclut celle des propriétés des filiales détenues directement par les entreprises.

2. Contrairement à l'édition 2016, l'édition 2022 inclut la consigne, donnée aux entreprises, de ne tenir compte que de leurs propriétés situées au Québec. Cela pourrait influencer les estimations de 2022 à la baisse.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2018 et 2023.

Les filiales

La proportion d'entreprises d'économie sociale détenant au moins une filiale, basée au Québec ou ailleurs, a augmenté : elle est passée de 1,5 % en 2016 à 3,9 % en 2022 (données non présentées).

L'évolution des ressources humaines

Les emplois salariés

Entre 2016 et 2022, le nombre approximatif de personnes salariées travaillant au Québec dans les entreprises d'économie sociale, y compris dans les filiales détenues directement par ces entreprises, est demeuré relativement stable¹ (données non présentées). En revanche, la proportion de personnes de 35 ans ou moins dans l'ensemble des personnes salariées de l'économie sociale a augmenté, passant de 36 % à 42 %. Les dépenses totales de rémunération, y compris les sommes versées par les filiales détenues directement par les entreprises, ont également augmenté : elles étaient d'environ 10,8 G\$ en 2016 et s'élevaient à 14,2 G\$ en 2022.

Le bénévolat

La proportion d'entreprises d'économie sociale au Québec ayant pu compter sur la contribution de bénévoles ou de personnes non rémunérées a diminué entre 2016 et 2022 : elle est passée de 65 % à 55 % (données non présentées). Cette diminution pourrait être attribuable à un désengagement des bénévoles, en raison notamment de la pandémie de COVID-19 et la pénurie de main-d'œuvre.

1. À l'édition 2016, le nombre de personnes salariées d'une entreprise est celui relevé à la dernière période de paye du mois de mars 2017. À l'édition 2022, il s'agit plutôt de celui relevé au moment où il y avait le plus de personnes employées sur la liste de paye de l'entreprise au cours de son exercice financier. Cela pourrait influencer les estimations de 2022 à la hausse.

Description des secteurs d'activité économique

Secteur d'activité économique	Code SCIAN ¹	Sous-secteur	
Agroalimentaire, foresterie et commerce de gros	111	Cultures agricoles	
	112	Élevage et aquaculture	
	113	Foresterie et exploitation forestière	
	114	Pêche, chasse et piégeage	
	115	Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie	
	311	Fabrication d'aliments	
	312	Fabrication de boissons et de produits du tabac	
	411	Grossistes-marchands de produits agricoles	
	412	Grossistes-marchands de pétrole et de produits pétroliers	
	413	Grossistes-marchands de produits alimentaires, de boissons et de tabac	
	414	Grossistes-marchands d'articles personnels et ménagers	
	415	Grossistes-marchands de véhicules automobiles, et de pièces et d'accessoires de véhicules automobiles	
	416	Grossistes-marchands de matériaux et fournitures de construction	
	417	Grossistes-marchands de machines, de matériel et de fournitures	
	418	Grossistes-marchands de produits divers	
	419	Commerce électronique de gros entre entreprises, et agents et courtiers	
	Arts, culture et médias	511	Édition
		512	Industries du film et de l'enregistrement sonore
		515	Radiotélévision (sauf par Internet)
519		Autres services d'information	
711		Arts d'interprétation, sports-spectacles et activités connexes	
712		Établissements du patrimoine	

Suite à la page 119

Secteur d'activité économique	Code SCIAN ¹	Sous-secteur
Commerce de détail, services de proximité et télécommunications	441	Concessionnaires de véhicules et de pièces automobiles
	442	Magasins de meubles et d'accessoires de maison
	443	Magasins d'appareils électroniques et ménagers
	444	Marchands de matériaux de construction et de matériel et fournitures de jardinage
	445	Magasins d'alimentation
	446	Magasins de produits de santé et de soins personnels
	447	Stations-service
	448	Magasins de vêtements et d'accessoires vestimentaires
	451	Magasins d'articles de sport, d'articles de passe-temps, d'articles de musique et de livres
	452	Magasins de marchandises diverses
	453	Magasins de détail divers
	454	Détaillants hors magasin
	517	Télécommunications
	518	Traitement de données, hébergement de données et services connexes
722	Services de restauration et débits de boissons	
Enseignement, services de garde et assistance sociale	611	Services d'enseignement
	624	Assistance sociale
Finance et assurances	521	Autorités monétaires - banque centrale
	522	Intermédiation financière et activités connexes
	523	Valeurs mobilières, contrats de marchandises et autres activités d'investissement financier connexes
	524	Sociétés d'assurance et activités connexes
	526	Fonds et autres instruments financiers
Habitation et location	531	Services immobiliers
	532	Services de location et de location à bail
	533	Bailleurs de biens incorporels non financiers (sauf les œuvres protégées par le droit d'auteur)
Loisirs et tourisme	713	Divertissement, loisirs, jeux de hasard et loteries
	721	Services d'hébergement
Organisations civiques et sociales	813	Organismes religieux, fondations, groupes de citoyens et organisations professionnelles et similaires
Services à la personne	621	Services de soins de santé ambulatoires
	622	Hôpitaux
	623	Établissements de soins infirmiers et de soins pour bénéficiaires internes
	811	Réparation et entretien
	812	Services personnels et services de blanchissage

Suite à la page 120

Secteur d'activité économique	Code SCIAN ¹	Sous-secteur
Services professionnels	236	Construction de bâtiments
	237	Travaux de génie civil
	238	Entrepreneurs spécialisés
	541	Services professionnels, scientifiques et techniques
	551	Gestion de sociétés et d'entreprises
	561	Services administratifs et services de soutien
Transport et gestion de matières résiduelles	481	Transport aérien
	482	Transport ferroviaire
	483	Transport par eau
	484	Transport par camion
	485	Transport en commun et transport terrestre de voyageurs
	486	Transport par pipeline
	487	Transport de tourisme et d'agrément
	488	Activités de soutien au transport
	491	Services postaux
	492	Messageries et services de messagers
	493	Entreposage
	562	Services de gestion des déchets et d'assainissement
	Autres secteurs économiques	211
212		Extraction minière et exploitation en carrière (sauf l'extraction de pétrole et de gaz)
213		Activités de soutien à l'extraction minière, pétrolière et gazière
221		Services publics
313		Usines de textiles
314		Usines de produits textiles
315		Fabrication de vêtements
316		Fabrication de produits en cuir et de produits analogues
321		Fabrication de produits en bois
322		Fabrication du papier
323		Impression et activités connexes de soutien
324		Fabrication de produits du pétrole et du charbon
325		Fabrication de produits chimiques
326		Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc
327		Fabrication de produits minéraux non métalliques
331		Première transformation des métaux
332		Fabrication de produits métalliques
333		Fabrication de machines
334		Fabrication de produits informatiques et électroniques
335		Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques
336	Fabrication de matériel de transport	
337	Fabrication de meubles et de produits connexes	
339	Activités diverses de fabrication	

1. Dans le cadre l'enquête, les secteurs d'activité économique réfèrent aux sous-secteurs désignés dans le [SCIAN Canada 2017 version 3.0](#).

L'économie sociale dans les secteurs d'activité économique

1. Précisions conceptuelles

Dépenses en matière de rémunération : Les dépenses en matière de rémunération incluent les sommes versées par les filiales détenues directement par les entreprises.

Femmes+ : Le terme « femmes+ » réfère aux femmes et à certaines personnes non binaires. Les personnes non binaires, soit celles dont le genre se situe en dehors du modèle binaire masculin-féminin, ont en effet été réparties entre les hommes et les femmes pour des raisons de confidentialité et de qualité.

Membres : Il s'agit des membres, personnes et organisations confondues, en date du 31 mars 2023. Sont incluses les personnes administratrices membres de l'entreprise. Notons qu'une personne ou une organisation peut être membre de plus d'une entreprise d'économie sociale ; ainsi, une même personne ou organisation pourrait être comptée au total plus d'une fois.

Personnes administratrices : Il s'agit des personnes administratrices en date du 31 mars 2023. Notons qu'une personne peut siéger au conseil d'administration de plus d'une entreprise d'économie sociale ; ainsi, une même personne pourrait être comptée au total plus d'une fois.

Personnes salariées : Les personnes salariées sont celles travaillant au Québec, y compris celles des filiales détenues directement par les entreprises.

Région administrative : Il s'agit généralement de la région administrative où se situe le siège social de l'entreprise.

Revenus : Les revenus incluent ceux des filiales détenues directement par les entreprises.

Valeur des propriétés : La valeur des propriétés inclut celle des propriétés des filiales détenues directement par les entreprises.

2. Précisions méthodologiques

- 2.1 Les estimations concernant l'appartenance à certains groupes reposent sur la connaissance ou la perception qu'en a une tierce personne. En effet, comme les personnes concernées n'ont pas été interrogées dans le cadre de l'enquête, ce ne sont pas elles qui ont indiqué appartenir à ce groupe. Compte tenu de ces limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats présentés.
- 2.2 À l'édition 2016, le nombre de personnes salariées d'une entreprise est celui relevé à la dernière période de paye du mois de mars 2017. À l'édition 2022, il s'agit plutôt de celui relevé au moment où il y avait le plus de personnes employées sur la liste de paye de l'entreprise au cours de son exercice financier. Cela pourrait influencer les estimations de 2022 à la hausse.
- 2.3 Contrairement à l'édition 2016, l'édition 2022 n'inclut pas dans les revenus les services reçus comptabilisés, ou contributions en nature, car ils ne peuvent pas réellement être considérés comme des revenus dans les états financiers puisqu'ils ne sont associés à aucune dépense. Cela pourrait influencer les estimations de 2022 à la baisse.
- 2.4 À la suite de la publication du décret 961-2021 le 28 juillet 2021, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé officiellement de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie. Ainsi, pour assurer une comparabilité dans le temps, ce changement a été appliqué rétrospectivement aux résultats de 2016.

Signes conventionnels

- x Donnée confidentielle.
- Donnée infime.
- * Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.
- ** Coefficient de variation supérieur à 25 % ; estimation imprécise fournie à titre indicatif seulement.
- ↑↓ Estimation de 2022 significativement inférieure (↓) ou supérieure (↑) à celle de 2016 au seuil de 0,05.

L'économie sociale dans le secteur :

Agroalimentaire, foresterie et commerce de gros

Regroupe les entreprises qui tirent leurs revenus d'activités liées à l'agriculture, à la fabrication d'aliments, à la foresterie, à la chasse ou à la pêche. Sont notamment incluses les entreprises vouées aux cultures agricoles, à l'élevage ou à l'aquaculture, à l'exploitation forestière, à la fabrication et au conditionnement d'aliments et de boissons, de même qu'au commerce de gros de produits agricoles, de produits alimentaires ou de boissons.

en 2022

Portrait général



	Agroalimentaire, foresterie et commerce de gros	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	360	11 360
OBNL	150	8 710
Coopératives non financières	210	2 420
Coopératives financières et mutuelles	—	240
Proportion d'entreprises de moins de 10 ans	35,8 %	12,4 %
Nombre approximatif de membres ¹	138 370*	11 468 540
Nombre approximatif de personnes administratrices ¹	2 330	81 250
Nombre approximatif d'entreprises ayant des revenus ¹ de 2 M\$ ou plus	70	1 430

Emploi



Nombre approximatif de personnes salariées ¹	29 720*	248 470
Proportion d'entreprises ayant moins de 5 personnes salariées	45,6 %	46,1 %
Proportion d'entreprises ayant plus de 25 personnes salariées	15,7 %	14,0 %
Dépenses en matière de rémunération ¹	1 541,7 M\$*	14,2 G\$
Proportion de personnes salariées appartenant à certains groupes		
Personnes salariées à temps plein	88,4 %	70,1 %
Personnes salariées saisonnières	14,2 %*	17,0 %
Femmes ^{+1,2}	42,2 %	62,9 %
Personnes de 35 ans ou moins	33,4 %	42,2 %
Personnes de 55 ans ou plus	24,1 %	19,8 %
Personnes handicapées ²	0,7 %	2,9 %
Personnes issues d'une minorité visible ²	5,8 %	9,5 %
Personnes immigrantes ou résidentes temporaires ²	3,0 %	3,6 %

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats présentés. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (point 2.1).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Situation financière

Principales caractéristiques financières des entreprises d'économie sociale du secteur « Agroalimentaire, foresterie et commerce de gros » selon le type d'entreprise, Québec, 2022

	OBNL	Coopératives et mutuelles	Toutes les entreprises d'économie sociale du secteur	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Revenus ¹	161,3 M\$*	21 112,5 M\$*	21 273,8 M\$*	53,6 G\$
Part du chiffre d'affaires dans les revenus	45,3 %*	99,7 %	99,3 %	88,6 %
Part des subventions dans les revenus	27,8 %	0,1 %*	0,3 %*	8,5 %
Actifs ¹	99,6 M\$	11 565,5 M\$*	11 665,1 M\$*	439,5 G\$
Valeur des propriétés ¹	32,3 M\$*	3 197,0 M\$*	3 229,3 M\$*	16,0 G\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Autres caractéristiques

- Dans le secteur de l'agroalimentaire, de la foresterie et du commerce de gros, trois entreprises d'économie sociale sur cinq (60 %) sont des coopératives non financières, alors que les autres (40 %) sont des OBNL.
- Les entreprises de ce secteur interviennent principalement à l'échelle municipale (32 %) ou régionale (42 %).
- Ce secteur a généré environ 40 % des revenus de l'économie sociale en 2022, soit près de 21,3 G\$.
- Les revenus marchands générés par les entreprises de ce secteur dépassent les frontières de la région où elles sont implantées : en moyenne, 17 % de leur chiffre d'affaires provient du reste du Québec.
- La valeur des propriétés qu'elles détiennent s'élève à environ 3,2 G\$, soit 20 %* de la valeur de toutes les propriétés des entreprises d'économie sociale au Québec en 2022.
- La proportion de personnes salariées qui travaillent à temps plein dans ce secteur est l'une des plus élevées (88 %) parmi les secteurs d'activité économique.
- Ce secteur comporte l'une des plus fortes proportions d'hommes (58 %) parmi ses personnes salariées.

Évolution

Portrait global de l'évolution des entreprises d'économie sociale du secteur « Agroalimentaire, foresterie et commerce de gros », Québec, 2016 et 2022

	2016	2022
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	320	360
Nombre approximatif de personnes salariées ^{1,2}	21 480	29 720 *
Revenus ^{1,2}	15 559,1 M\$	21 273,8 M\$ *

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence lors de la comparaison des résultats entre 2016 et 2022. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (points 2.2 et 2.3).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2018 et 2023.

L'économie sociale dans le secteur :

Arts, culture et médias

Regroupe des médias (revues, journaux communautaires, radios ou télévisions communautaires, médias Web) ; des entreprises qui produisent ou diffusent des spectacles, des œuvres audiovisuelles, des festivals ou des expositions ; des compagnies de théâtre, de danse, de musique, de cirque ou d'autres arts de la scène ; des bibliothèques ; des centres d'interprétation ; des entreprises vouées au patrimoine (musées, archives, lieux historiques et patrimoniaux, organismes du patrimoine vivant), etc.

en 2022

Portrait général



	Arts, culture et médias	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	1 120	11 360
OBNL	1 040	8 710
Coopératives non financières	80	2 420
Coopératives financières et mutuelles	—	240
Proportion d'entreprises de moins de 10 ans	13,8 %*	12,4 %
Nombre approximatif de membres ¹	528 550**	11 468 540
Nombre approximatif de personnes administratrices ¹	7 800	81 250
Nombre approximatif d'entreprises ayant des revenus ¹ de 2 M\$ ou plus	100*	1 430

Emploi



Nombre approximatif de personnes salariées ¹	12 900	248 470
Proportion d'entreprises ayant moins de 5 personnes salariées	53,5 %	46,1 %
Proportion d'entreprises ayant plus de 25 personnes salariées	6,3 %*	14,0 %
Dépenses en matière de rémunération ¹	402,1 M\$	14,2 G\$
Proportion de personnes salariées appartenant à certains groupes		
Personnes salariées à temps plein	39,8 %	70,1 %
Personnes salariées saisonnières	41,9 %	17,0 %
Femmes ^{+1,2}	56,8 %	62,9 %
Personnes de 35 ans ou moins	52,9 %	42,2 %
Personnes de 55 ans ou plus	16,3 %	19,8 %
Personnes handicapées ²	0,4 %**	2,9 %
Personnes issues d'une minorité visible ²	3,0 %*	9,5 %
Personnes immigrantes ou résidentes temporaires ²	3,5 %*	3,6 %

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats présentés. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (point 2.1).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Situation financière

Principales caractéristiques financières des entreprises d'économie sociale du secteur « Arts, culture et médias » selon le type d'entreprise, Québec, 2022

	OBNL	Coopératives et mutuelles	Toutes les entreprises d'économie sociale du secteur	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Revenus ¹	827,4 M\$	78,1 M\$*	905,5 M\$	53,6 G\$
Part du chiffre d'affaires dans les revenus	44,8 %	86,7 %	48,4 %	88,6 %
Part des subventions dans les revenus	43,4 %	11,2 %**	40,6 %	8,5 %
Actifs ¹	1 173,5 M\$	64,6 M\$*	1 238,1 M\$	439,5 G\$
Valeur des propriétés ¹	530,8 M\$*	12,1 M\$**	543,0 M\$*	16,0 G\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Autres caractéristiques

- Dans le secteur des arts, de la culture et des médias, la très grande majorité des entreprises d'économie sociale (93 %) sont des OBNL.
- Près de deux entreprises de ce secteur sur cinq (42 %) ont plus de 30 ans.
- Elles interviennent principalement à l'échelle municipale (25 %), régionale (29 %) ou provinciale (19 %).
- Les revenus marchands qu'elles génèrent dépassent les frontières de la région où elles sont implantées : en moyenne, 18 % de leur chiffre d'affaires provient du reste du Québec.
- Les entreprises de ce secteur sont proportionnellement plus nombreuses à être situées dans la région de Montréal (36 %) que dans les autres régions.

Évolution >>>

Portrait global de l'évolution des entreprises d'économie sociale du secteur « Arts, culture et médias », Québec, 2016 et 2022

	2016	2022
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	1 120	1 120
Nombre approximatif de personnes salariées ^{1,2}	15 990**	12 900
Revenus ^{1,2}	954,3 M\$*	905,5 M\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence lors de la comparaison des résultats entre 2016 et 2022. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (points 2.2 et 2.3).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2018 et 2023.

L'économie sociale dans le secteur :

Commerce de détail, services de proximité et télécommunications

Regroupe tous les commerces de détail (épiceries, dépanneurs, quincailleries, stations-service, librairies, détaillants de matériel artistique ou sportif, de meubles, d'équipements domestiques, de vêtements, de produits de santé et de soins personnels, etc.), de même que les restaurants, traiteurs, cantines et autres services de restauration et débits de boissons. Sont également inclus les services de télécommunication (téléphonie, câblodistribution, accès à Internet).

en 2022

Portrait général



Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	440	11 360
OBNL	200	8 710
Coopératives non financières	250	2 420
Coopératives financières et mutuelles	—	240
Proportion d'entreprises de moins de 10 ans	23,5 %	12,4 %
Nombre approximatif de membres ¹	782 690	11 468 540
Nombre approximatif de personnes administratrices ¹	2 850	81 250
Nombre approximatif d'entreprises ayant des revenus ¹ de 2 M\$ ou plus	80	1 430

Commerce de détail, services de proximité et télécommunications

L'économie sociale dans l'ensemble du Québec

Emploi



Nombre approximatif de personnes salariées ¹	9 800	248 470
Proportion d'entreprises ayant moins de 5 personnes salariées	44,3 %	46,1 %
Proportion d'entreprises ayant plus de 25 personnes salariées	14,5 %	14,0 %
Dépenses en matière de rémunération ¹	270,0 M\$	14,2 G\$
Proportion de personnes salariées appartenant à certains groupes		
Personnes salariées à temps plein	47,6 %	70,1 %
Personnes salariées saisonnières	20,6 %	17,0 %
Femmes ^{+1,2}	61,1 %	62,9 %
Personnes de 35 ans ou moins	44,6 %	42,2 %
Personnes de 55 ans ou plus	21,8 %	19,8 %
Personnes handicapées ²	0,9 %**	2,9 %
Personnes issues d'une minorité visible ²	3,6 %*	9,5 %
Personnes immigrantes ou résidentes temporaires ²	2,2 %	3,6 %

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats présentés. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (point 2.1).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Situation financière



Principales caractéristiques financières des entreprises d'économie sociale du secteur « Commerce de détail, services de proximité et télécommunications » selon le type d'entreprise, Québec, 2022

	OBNL	Coopératives et mutuelles	Toutes les entreprises d'économie sociale du secteur	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Revenus ¹	190,4 M\$ *	1 058,8 M\$	1 249,2 M\$	53,6 G\$
Part du chiffre d'affaires dans les revenus	87,4 %	98,4 %	96,7 %	88,6 %
Part des subventions dans les revenus	9,3 % **	1,1 %	2,4 % *	8,5 %
Actifs ¹	259,5 M\$ **	514,6 M\$	774,1 M\$	439,5 G\$
Valeur des propriétés ¹	143,2 M\$ **	141,4 M\$	284,7 M\$ *	16,0 G\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Autres caractéristiques



- Dans le secteur du commerce de détail, des services de proximité et des télécommunications, environ 56 % des entreprises d'économie sociale sont des coopératives non financières, alors que les autres sont des OBNL (44 %).
- Près de deux entreprises de ce secteur sur cinq (38 %) ont plus de 30 ans.
- Elles sont principalement actives dans le domaine de finalité sociale des services de proximité et des services alimentaires (59 %).
- Elles interviennent principalement à l'échelle municipale (45 %).

Évolution >>>

Portrait global de l'évolution des entreprises d'économie sociale du secteur « Commerce de détail, services de proximité et télécommunications », Québec, 2016 et 2022

	2016	2022
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	580	440 ↓
Nombre approximatif de personnes salariées ^{1,2}	11 200	9 800
Revenus ^{1,2}	1 700,4 M\$	1 249,2 M\$ ↓

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence lors de la comparaison des résultats entre 2016 et 2022. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (points 2.2 et 2.3).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2018 et 2023.

L'économie sociale dans le secteur :

Enseignement, services de garde et assistance sociale

Regroupe des services à l'enfance, à la jeunesse, aux personnes âgées et aux personnes ayant une incapacité ; des garderies ; divers types d'écoles spécialisées ; des services de soutien à l'enseignement ; des services communautaires d'hébergement ; des services de secours, etc. Sont notamment inclus les centres de la petite enfance, certaines maisons de la famille, certaines cuisines collectives, certaines écoles artistiques (musique, danse, céramique, etc.), et des associations coopératives d'économie familiale.

en 2022

Portrait général



	Enseignement, services de garde et assistance sociale	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	1 850	11 360
OBNL	1 770	8 710
Coopératives non financières	80	2 420
Coopératives financières et mutuelles	—	240
Proportion d'entreprises de moins de 10 ans	8,6 % *	12,4 %
Nombre approximatif de membres ¹	274 680	11 468 540
Nombre approximatif de personnes administratrices ¹	13 570	81 250
Nombre approximatif d'entreprises ayant des revenus ¹ de 2 M\$ ou plus	380	1 430

Emploi



Nombre approximatif de personnes salariées ¹	41 200	248 470
Proportion d'entreprises ayant moins de 5 personnes salariées	21,1 %	46,1 %
Proportion d'entreprises ayant plus de 25 personnes salariées	27,7 %	14,0 %
Dépenses en matière de rémunération ¹	1 789,2 M\$	14,2 G\$
Proportion de personnes salariées appartenant à certains groupes		
Personnes salariées à temps plein	69,2 %	70,1 %
Personnes salariées saisonnières	12,5 %	17,0 %
Femmes ^{+1,2}	89,1 %	62,9 %
Personnes de 35 ans ou moins	38,7 %	42,2 %
Personnes de 55 ans ou plus	20,6 %	19,8 %
Personnes handicapées ²	1,7 % *	2,9 %
Personnes issues d'une minorité visible ²	8,7 %	9,5 %
Personnes immigrantes ou résidentes temporaires ²	3,5 %	3,6 %

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats présentés. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (point 2.1).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Situation financière



Principales caractéristiques financières des entreprises d'économie sociale du secteur « Enseignement, services de garde et assistance sociale » selon le type d'entreprise, Québec, 2022

	OBNL	Coopératives et mutuelles	Toutes les entreprises d'économie sociale du secteur	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Revenus ¹	2 495,6 M\$	136,4 M\$	2 632,0 M\$	53,6 G\$
Part du chiffre d'affaires dans les revenus	32,4 %	65,0 %	34,1 %	88,6 %
Part des subventions dans les revenus	63,5 %	27,3 %	61,7 %	8,5 %
Actifs ¹	2 943,4 M\$*	113,3 M\$	3 056,6 M\$*	439,5 G\$
Valeur des propriétés ¹	1 412,4 M\$	127,3 M\$**	1 539,7 M\$	16,0 G\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Autres caractéristiques



- Dans le secteur de l'enseignement, des services de garde et de l'assistance sociale, la quasi-totalité (95 %) des entreprises d'économie sociale sont des OBNL.
- Environ la moitié (48 %) des entreprises de ce secteur ont plus de 30 ans.
- Elles interviennent principalement à l'échelle municipale (47 %).
- Elles ont dépensé environ 1,8 G\$ en rémunération en 2022, ce qui représente environ 13 % des dépenses en matière de rémunération de l'économie sociale.
- Ce secteur comporte la plus forte proportion de femmes (89 %) parmi ses personnes salariées.
- Les entreprises de ce secteur sont proportionnellement plus nombreuses à être situées dans la région de Montréal (29 %) que dans les autres régions.

Évolution >>>

Portrait global de l'évolution des entreprises d'économie sociale du secteur « Enseignement, services de garde et assistance sociale », Québec, 2016 et 2022

	2016	2022
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	2 510	1 850 ↓
Nombre approximatif de personnes salariées ^{1,2}	58 460	41 200 ↓
Revenus ^{1,2}	3 566,7 M\$	2 632,0 M\$ ↓

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence lors de la comparaison des résultats entre 2016 et 2022. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (points 2.2 et 2.3).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2018 et 2023.

L'économie sociale dans le secteur :

Finance et assurances

Regroupe les services d'investissement et d'épargne, les caisses populaires, les mutuelles d'assurance et d'autres services financiers.

en 2022

Portrait général



	Finance et assurances	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	300	11 360
OBNL	60	8 710
Coopératives non financières	—	2 420
Coopératives financières et mutuelles	240	240
Proportion d'entreprises de moins de 10 ans	2,6 % *	12,4 %
Nombre approximatif de membres ¹	6 449 440	11 468 540
Nombre approximatif de personnes administratrices ¹	3 290	81 250
Nombre approximatif d'entreprises ayant des revenus ¹ de 2 M\$ ou plus	240	1 430

Emploi



Nombre approximatif de personnes salariées ¹	60 800 *	248 470
Proportion d'entreprises ayant moins de 5 personnes salariées	7,5 % *	46,1 %
Proportion d'entreprises ayant plus de 25 personnes salariées	68,2 %	14,0 %
Dépenses en matière de rémunération ¹	6 353,3 M\$ **	14,2 G\$
Proportion de personnes salariées appartenant à certains groupes		
Personnes salariées à temps plein	90,4 %	70,1 %
Personnes salariées saisonnières	0,5 %	17,0 %
Femmes ^{+1,2}	63,5 %	62,9 %
Personnes de 35 ans ou moins	37,0 %	42,2 %
Personnes de 55 ans ou plus	16,7 %	19,8 %
Personnes handicapées ²	2,4 %	2,9 %
Personnes issues d'une minorité visible ²	10,7 %	9,5 %
Personnes immigrantes ou résidentes temporaires ²	2,6 %	3,6 %

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats présentés. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (point 2.1).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Situation financière



Principales caractéristiques financières des entreprises d'économie sociale du secteur « Finance et assurances » selon le type d'entreprise, Québec, 2022

	OBNL	Coopératives et mutuelles	Toutes les entreprises d'économie sociale du secteur	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Revenus ¹	374,5 M\$**	19 281,5 M\$*	19 656,0 M\$*	53,6 G\$
Part du chiffre d'affaires dans les revenus	23,9%**	x	x	88,6 %
Part des subventions dans les revenus	6,3%**	x	x	8,5 %
Actifs ¹	4 504,6 M\$**	404 957,5 M\$	409 462,1 M\$	439,5 G\$
Valeur des propriétés ¹	26,7 M\$**	1 776,4 M\$*	1 803,0 M\$*	16,0 G\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Autres caractéristiques



- Dans le secteur de la finance et des assurances, environ quatre entreprises d'économie sociale sur cinq (79 %) sont des coopératives financières et des mutuelles.
- Environ 83 % des entreprises de ce secteur ont plus de 30 ans ; cette proportion est la plus élevée parmi les secteurs d'activité économique.
- Environ 69 % des entreprises de ce secteur interviennent à l'échelle internationale, soit la proportion la plus élevée parmi les secteurs d'activité économique.
- Ce secteur est celui qui comporte le plus de membres. En 2022, il en totalisait près de 6,4 millions.
- Ce secteur a généré le plus de revenus et d'actifs, soit respectivement 37 % et 93 % des montants totalisés par l'ensemble des entreprises d'économie sociale en 2022.
- Ce secteur présente l'une des plus fortes proportions de personnes salariées (24 %*) parmi les secteurs d'activité économique, ainsi que l'une des proportions les plus élevées de personnes salariées qui travaillent à temps plein (90 %).
- Les entreprises de ce secteur ont cumulé environ la moitié (45 %) des dépenses en matière de rémunération de l'économie sociale.

Évolution >>>

Portrait global de l'évolution des entreprises d'économie sociale du secteur « Finance et assurances », Québec, 2016 et 2022

	2016	2022
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	390	300 ↓
Nombre approximatif de personnes salariées ^{1,2}	45 200	60 800*
Revenus ^{1,2}	21 279,0 M\$	19 656,0 M\$*

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence lors de la comparaison des résultats entre 2016 et 2022. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (points 2.2 et 2.3).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2018 et 2023.

L'économie sociale dans le secteur :

Habitation et location

Regroupe les services relatifs à l'habitation et à l'immobilier, ainsi que les services de location divers. On y trouve beaucoup d'entreprises vouées au logement social ou collectif.

en 2022

Portrait général



	Habitation et location	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	1 540	11 360
OBNL	390	8 710
Coopératives non financières	1 150	2 420
Coopératives financières et mutuelles	—	240
Proportion d'entreprises de moins de 10 ans	9,0 % *	12,4 %
Nombre approximatif de membres ¹	65 150	11 468 540
Nombre approximatif de personnes administratrices ¹	8 510	81 250
Nombre approximatif d'entreprises ayant des revenus ¹ de 2 M\$ ou plus	40 **	1 430

Emploi



Nombre approximatif de personnes salariées ¹	2 060	248 470
Proportion d'entreprises ayant moins de 5 personnes salariées	93,2 %	46,1 %
Proportion d'entreprises ayant plus de 25 personnes salariées	0,3 % **	14,0 %
Dépenses en matière de rémunération ¹	106,7 M\$	14,2 G\$
Proportion de personnes salariées appartenant à certains groupes		
Personnes salariées à temps plein	51,8 %	70,1 %
Personnes salariées saisonnières	10,3 % **	17,0 %
Femmes ^{+1,2}	59,9 %	62,9 %
Personnes de 35 ans ou moins	24,1 %	42,2 %
Personnes de 55 ans ou plus	36,9 %	19,8 %
Personnes handicapées ²	0,8 % *	2,9 %
Personnes issues d'une minorité visible ²	11,0 % *	9,5 %
Personnes immigrantes ou résidentes temporaires ²	0,5 % **	3,6 %

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats présentés. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (point 2.1).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Situation financière

Principales caractéristiques financières des entreprises d'économie sociale du secteur « Habitation et location » selon le type d'entreprise, Québec, 2022

	OBNL	Coopératives et mutuelles	Toutes les entreprises d'économie sociale du secteur	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Revenus ¹	326,5 M\$	282,1 M\$	608,6 M\$	53,6 G\$
Part du chiffre d'affaires dans les revenus	77,4 %	86,8 %	81,7 %	88,6 %
Part des subventions dans les revenus	18,9 %*	9,4 %	14,5 %	8,5 %
Actifs ¹	2 376,6 M\$*	1 988,8 M\$	4 365,4 M\$	439,5 G\$
Valeur des propriétés ¹	2 355,9 M\$*	3 155,8 M\$	5 511,7 M\$	16,0 G\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Autres caractéristiques

- Dans le secteur de l'habitation et de la location, environ trois entreprises d'économie sociale sur quatre (74 %) sont des coopératives non financières, alors que les autres sont des OBNL (26 %).
- Près de trois entreprises de ce secteur sur cinq (57 %) ont plus de 30 ans.
- Elles interviennent principalement à l'échelle inframunicipale (44 %) ou municipale (38 %).
- La valeur des propriétés qu'elles détiennent s'élève à environ 5,5 G\$, soit 34 % de la valeur de toutes les propriétés des entreprises d'économie sociale au Québec en 2022.
- Ce secteur compte la plus forte proportion d'entreprises dont le fonctionnement ne repose sur aucune personne salariée (83 %).
- Ce secteur comporte la plus forte proportion de personnes de 55 ans ou plus (37 %) parmi ses personnes salariées.
- Les entreprises de ce secteur sont proportionnellement plus nombreuses à être situées dans la région de Montréal (41 %) que dans les autres régions.

Évolution

Portrait global de l'évolution des entreprises d'économie sociale du secteur « Habitation et location », Québec, 2016 et 2022

	2016	2022
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	1 550	1 540
Nombre approximatif de personnes salariées ^{1,2}	1 280	2 060 ↑
Revenus ^{1,2}	460,9 M\$	608,6 M\$ ↑

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence lors de la comparaison des résultats entre 2016 et 2022. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (points 2.2 et 2.3).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2018 et 2023.

L'économie sociale dans le secteur :

Loisirs et tourisme

Regroupe les entreprises dont les revenus sont tirés d'activités liées aux sports ou aux arts pratiqués en amateur, au plein air ou au jeu ; de l'exploitation d'équipements ou d'installations comme des marinas, des piscines, des gymnases, des centres de sports récréatifs, des centres de loisirs ou des bases de plein air ; de services d'hébergement touristique ; de campings ; de camps de vacances, etc.

en 2022

Portrait général



	Loisirs et tourisme	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	1 230	11 360
OBNL	1 110	8 710
Coopératives non financières	110	2 420
Coopératives financières et mutuelles	—	240
Proportion d'entreprises de moins de 10 ans	16,8 %	12,4 %
Nombre approximatif de membres ¹	513 560	11 468 540
Nombre approximatif de personnes administratrices ¹	8 930	81 250
Nombre approximatif d'entreprises ayant des revenus ¹ de 2 M\$ ou plus	60*	1 430

Emploi



Nombre approximatif de personnes salariées ¹	23 220	248 470
Proportion d'entreprises ayant moins de 5 personnes salariées	39,5 %	46,1 %
Proportion d'entreprises ayant plus de 25 personnes salariées	18,6 %	14,0 %
Dépenses en matière de rémunération ¹	337,9 M\$	14,2 G\$
Proportion de personnes salariées appartenant à certains groupes		
Personnes salariées à temps plein	29,9 %	70,1 %
Personnes salariées saisonnières	67,7 %	17,0 %
Femmes ^{+1,2}	54,9 %	62,9 %
Personnes de 35 ans ou moins	71,7 %	42,2 %
Personnes de 55 ans ou plus	11,9 %	19,8 %
Personnes handicapées ²	0,6 %	2,9 %
Personnes issues d'une minorité visible ²	7,5 %	9,5 %
Personnes immigrantes ou résidentes temporaires ²	1,2 %*	3,6 %

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats présentés. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (point 2.1).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Situation financière



Principales caractéristiques financières des entreprises d'économie sociale du secteur « Loisirs et tourisme » selon le type d'entreprise, Québec, 2022

	OBNL	Coopératives et mutuelles	Toutes les entreprises d'économie sociale du secteur	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Revenus ¹	638,1 M\$	37,3 M\$ *	675,4 M\$	53,6 G\$
Part du chiffre d'affaires dans les revenus	54,3 %	85,4 %	56,0 %	88,6 %
Part des subventions dans les revenus	25,1 %	10,0 % *	24,3 %	8,5 %
Actifs ¹	908,5 M\$	61,6 M\$	970,1 M\$	439,5 G\$
Valeur des propriétés ¹	577,3 M\$	36,3 M\$	613,5 M\$	16,0 G\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Autres caractéristiques



- Dans le secteur des loisirs et du tourisme, la vaste majorité (91 %) des entreprises d'économie sociale sont des OBNL.
- Environ 54 % des entreprises de ce secteur ont plus de 30 ans.
- Elles interviennent principalement à l'échelle municipale (39 %).
- La proportion de personnes salariées à occuper un emploi saisonnier dans ce secteur est la plus élevée (68 %) parmi les secteurs d'activité économique.
- Ce secteur comporte la plus forte proportion de personnes de 35 ans ou moins (72 %) parmi ses personnes salariées.
- Les entreprises de ce secteur sont proportionnellement plus nombreuses à être situées dans les régions de Montréal (15 %*) et de la Capitale-Nationale (13 %) que dans les autres régions.

Évolution >>>

Portrait global de l'évolution des entreprises d'économie sociale du secteur « Loisirs et tourisme », Québec, 2016 et 2022

	2016	2022
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	1 120	1 230
Nombre approximatif de personnes salariées ^{1,2}	17 540	23 220 ↑
Revenus ^{1,2}	467,7 M\$	675,4 M\$ ↑

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence lors de la comparaison des résultats entre 2016 et 2022. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (points 2.2 et 2.3).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2018 et 2023.

L'économie sociale dans le secteur :

Organisations civiques et sociales

Regroupe toutes sortes d'associations, comme des associations régionales ou sectorielles, des associations de propriétaires, des sociétés d'histoire, des organisations de défense de droits, des sociétés de protection des animaux ou de milieux naturels et divers groupes citoyens. Soulignons que certaines organisations du même type ont été classées dans un autre secteur d'activité économique en fonction de leur principale source de revenus.

en 2022

Portrait général



	Organisations civiques et sociales	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	3 190	11 360
OBNL	2 970	8 710
Coopératives non financières	230	2 420
Coopératives financières et mutuelles	—	240
Proportion d'entreprises de moins de 10 ans	8,7 %	12,4 %
Nombre approximatif de membres ¹	2 198 140**	11 468 540
Nombre approximatif de personnes administratrices ¹	24 240	81 250
Nombre approximatif d'entreprises ayant des revenus ¹ de 2 M\$ ou plus	190*	1 430

Emploi



Nombre approximatif de personnes salariées ¹	30 560	248 470
Proportion d'entreprises ayant moins de 5 personnes salariées	47,9 %	46,1 %
Proportion d'entreprises ayant plus de 25 personnes salariées	6,5 %	14,0 %
Dépenses en matière de rémunération ¹	1 172,3 M\$	14,2 G\$
Proportion de personnes salariées appartenant à certains groupes		
Personnes salariées à temps plein	60,9 %	70,1 %
Personnes salariées saisonnières	23,3 %	17,0 %
Femmes ^{+1,2}	71,8 %	62,9 %
Personnes de 35 ans ou moins	46,9 %	42,2 %
Personnes de 55 ans ou plus	19,1 %	19,8 %
Personnes handicapées ²	1,3 %*	2,9 %
Personnes issues d'une minorité visible ²	9,8 %	9,5 %
Personnes immigrantes ou résidentes temporaires ²	6,2 %*	3,6 %

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats présentés. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (point 2.1).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Situation financière

Principales caractéristiques financières des entreprises d'économie sociale du secteur « Organisations civiques et sociales » selon le type d'entreprise, Québec, 2022

	OBNL	Coopératives et mutuelles	Toutes les entreprises d'économie sociale du secteur	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Revenus ¹	2 096,7 M\$	144,7 M\$ *	2 241,4 M\$	53,6 G\$
Part du chiffre d'affaires dans les revenus	28,2 %	49,5 %	29,6 %	88,6 %
Part des subventions dans les revenus	55,0 %	30,8 % *	53,4 %	8,5 %
Actifs ¹	2 248,6 M\$	280,3 M\$ **	2 528,9 M\$	439,5 G\$
Valeur des propriétés ¹	1 075,5 M\$	139,0 M\$ **	1 214,5 M\$	16,0 G\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Autres caractéristiques

- Dans le secteur des organisations civiques et sociales, la vaste majorité (93 %) des entreprises d'économie sociale sont des OBNL.
- Environ 44 % des entreprises de ce secteur ont plus de 30 ans.
- Elles sont principalement actives dans le domaine de finalité sociale de la santé et des conditions de vie (22 %).
- Elles interviennent principalement à l'échelle municipale (39 %).
- Les revenus marchands qu'elles génèrent dépassent les frontières de la région où elles sont implantées : en moyenne, 19 % de leur chiffre d'affaires provient du reste du Québec.
- Elles sont proportionnellement plus nombreuses à être situées dans la région de Montréal (28 %) que dans les autres régions.

Évolution >>>

Portrait global de l'évolution des entreprises d'économie sociale du secteur « Organisations civiques et sociales », Québec, 2016 et 2022

	2016	2022
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	2 180	3 190 ↑
Nombre approximatif de personnes salariées ^{1,2}	19 060	30 560 ↑
Revenus ^{1,2}	1 363,9 M\$	2 241,4 M\$ ↑

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence lors de la comparaison des résultats entre 2016 et 2022. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (points 2.2 et 2.3).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2018 et 2023.

L'économie sociale dans le secteur :

Services à la personne

Regroupe les entreprises dont les revenus proviennent de services tels que l'entretien domestique, la réparation ou l'entretien d'appareils, d'articles ménagers ou de véhicules ; de soins relatifs à la santé (soins infirmiers, médicaux, psychologiques, dentaires ou oculaires, services de nutritionniste, etc.) ; de services d'ambulance ; de services de santé à domicile ; de centres de soins et résidences pour personnes souffrant de toxicomanie, de maladies ou de handicaps ; de résidences pour personnes âgées ; de services personnels tels que la coiffure et la massothérapie ; de services funéraires, etc.

en 2022

Portrait général



	Services à la personne	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	660	11 360
OBNL	560	8 710
Coopératives non financières	100	2 420
Coopératives financières et mutuelles	—	240
Proportion d'entreprises de moins de 10 ans	9,0 % *	12,4 %
Nombre approximatif de membres ¹	423 430	11 468 540
Nombre approximatif de personnes administratrices ¹	4 740	81 250
Nombre approximatif d'entreprises ayant des revenus ¹ de 2 M\$ ou plus	100	1 430

Emploi



Nombre approximatif de personnes salariées ¹	15 970	248 470
Proportion d'entreprises ayant moins de 5 personnes salariées	24,5 %	46,1 %
Proportion d'entreprises ayant plus de 25 personnes salariées	22,5 %	14,0 %
Dépenses en matière de rémunération ¹	726,4 M\$	14,2 G\$
Proportion de personnes salariées appartenant à certains groupes		
Personnes salariées à temps plein	54,2 %	70,1 %
Personnes salariées saisonnières	6,4 % *	17,0 %
Femmes ^{+1,2}	69,6 %	62,9 %
Personnes de 35 ans ou moins	41,0 %	42,2 %
Personnes de 55 ans ou plus	27,7 %	19,8 %
Personnes handicapées ²	1,1 % *	2,9 %
Personnes issues d'une minorité visible ²	8,8 %	9,5 %
Personnes immigrantes ou résidentes temporaires ²	3,6 % *	3,6 %

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats présentés. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (point 2.1).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Situation financière

Principales caractéristiques financières des entreprises d'économie sociale du secteur « Services à la personne » selon le type d'entreprise, Québec, 2022

	OBNL	Coopératives et mutuelles	Toutes les entreprises d'économie sociale du secteur	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Revenus ¹	887,8 M\$ *	353,3 M\$	1 241,1 M\$ *	53,6 G\$
Part du chiffre d'affaires dans les revenus	45,0 % *	94,9 %	59,2 %	88,6 %
Part des subventions dans les revenus	46,9 % *	2,9 % *	34,4 % **	8,5 %
Actifs ¹	1 186,8 M\$	613,8 M\$	1 800,6 M\$	439,5 G\$
Valeur des propriétés ¹	699,7 M\$	168,4 M\$	868,1 M\$	16,0 G\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Autres caractéristiques

- Dans le secteur des services à la personne, la majorité (84 %) des entreprises d'économie sociale sont des OBNL, alors que les autres sont des coopératives non financières (16 %).
- Environ la moitié (52 %) des entreprises de ce secteur ont plus de 30 ans.
- Elles sont principalement actives dans le domaine de finalité sociale de la santé et des conditions de vie (49 %).
- Elles interviennent principalement à l'échelle municipale (40 %) ou régionale (36 %).
- Elles sont proportionnellement plus nombreuses à être situées dans la région de Montréal (22 %*) que dans les autres régions.

Évolution >>>

Portrait global de l'évolution des entreprises d'économie sociale du secteur « Services à la personne », Québec, 2016 et 2022

	2016	2022
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	510	660 ↑
Nombre approximatif de personnes salariées ^{1,2}	12 560	15 970 ↑
Revenus ^{1,2}	704,5 M\$	1 241,1 M\$ *↑

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence lors de la comparaison des résultats entre 2016 et 2022. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (points 2.2 et 2.3).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2018 et 2023.

L'économie sociale dans le secteur :

Services professionnels

Regroupe les entreprises offrant des services professionnels, techniques ou administratifs tels que les services d'entrepreneurs en construction, d'entretien de bâtiments ou d'équipements ; les services de comptabilité, de préparation de déclaration de revenus, de tenue de livres, de paye, de conseil en gestion, ou de gestion d'entreprises ; les services informatiques, juridiques et administratifs ; les services de design, etc.

en 2022

Portrait général



	Services professionnels	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	480	11 360
OBNL	350	8 710
Coopératives non financières	140	2 420
Coopératives financières et mutuelles	—	240
Proportion d'entreprises de moins de 10 ans	26,2 %	12,4 %
Nombre approximatif de membres ¹	51 050 *	11 468 540
Nombre approximatif de personnes administratrices ¹	3 640	81 250
Nombre approximatif d'entreprises ayant des revenus ¹ de 2 M\$ ou plus	120 *	1 430

Emploi



Nombre approximatif de personnes salariées ¹	15 390 *	248 470
Proportion d'entreprises ayant moins de 5 personnes salariées	35,2 %	46,1 %
Proportion d'entreprises ayant plus de 25 personnes salariées	12,3 % *	14,0 %
Dépenses en matière de rémunération ¹	854,7 M\$	14,2 G\$
Proportion de personnes salariées appartenant à certains groupes		
Personnes salariées à temps plein	89,4 %	70,1 %
Personnes salariées saisonnières	5,1 % *	17,0 %
Femmes ^{+1,2}	35,0 %	62,9 %
Personnes de 35 ans ou moins	37,4 %	42,2 %
Personnes de 55 ans ou plus	24,6 %	19,8 %
Personnes handicapées ²	7,8 % *	2,9 %
Personnes issues d'une minorité visible ²	26,6 %	9,5 %
Personnes immigrantes ou résidentes temporaires ²	8,3 %	3,6 %

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats présentés. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (point 2.1).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Situation financière



Principales caractéristiques financières des entreprises d'économie sociale du secteur « Services professionnels » selon le type d'entreprise, Québec, 2022

	OBNL	Coopératives et mutuelles	Toutes les entreprises d'économie sociale du secteur	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Revenus ¹	1 623,3 M\$*	173,6 M\$	1 796,9 M\$*	53,6 G\$
Part du chiffre d'affaires dans les revenus	69,3 %	81,6 %	70,5 %	88,6 %
Part des subventions dans les revenus	24,4 %*	4,2 %*	22,5 %*	8,5 %
Actifs ¹	2 195,5 M\$**	138,9 M\$*	2 334,4 M\$**	439,5 G\$
Valeur des propriétés ¹	155,8 M\$*	10,3 M\$**	166,1 M\$*	16,0 G\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Autres caractéristiques



- Dans le secteur des services professionnels, environ trois entreprises d'économie sociale sur quatre (72 %) sont des OBNL, alors que les autres sont des coopératives non financières (28 %).
- Les entreprises de ce secteur interviennent principalement à l'échelle municipale (20 %*), régionale (34 %) ou provinciale (29 %).
- Les revenus marchands qu'elles génèrent dépassent les frontières de la région où elles sont implantées : en moyenne, 25 % de leur chiffre d'affaires provient du reste du Québec.
- La proportion de personnes salariées qui travaillent à temps plein dans ce secteur est l'une des plus élevées (89 %) parmi les secteurs d'activité économique.
- Ce secteur comporte l'une des plus fortes proportions d'hommes (65 %) et la plus forte proportion de personnes issues d'une minorité visible (27 %) et de personnes handicapées (8 %*) parmi ses personnes salariées.
- Les entreprises de ce secteur sont proportionnellement plus nombreuses à être situées dans la région de Montréal (31 %*) que dans les autres régions.

Évolution >>>

Portrait global de l'évolution des entreprises d'économie sociale du secteur « Services professionnels », Québec, 2016 et 2022

	2016	2022
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	570	480
Nombre approximatif de personnes salariées ^{1,2}	11 890	15 390*
Revenus ^{1,2}	1 035,9 M\$	1 796,9 M\$*

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence lors de la comparaison des résultats entre 2016 et 2022. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (points 2.2 et 2.3).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2018 et 2023.

L'économie sociale dans le secteur :

Transport et gestion de matières résiduelles

Regroupe les entreprises offrant des services de collecte, de traitement et d'élimination des déchets, d'assainissement, de récupération de matériaux, de transport de personnes ou de marchandises, d'entreposage ou de messagerie.

en 2022

Portrait général



	Transport et gestion de matières résiduelles	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	100	11 360
OBNL	70	8 710
Coopératives non financières	30	2 420
Coopératives financières et mutuelles	—	240
Proportion d'entreprises de moins de 10 ans	18,2 % **	12,4 %
Nombre approximatif de membres ¹	31 350 **	11 468 540
Nombre approximatif de personnes administratrices ¹	950 *	81 250
Nombre approximatif d'entreprises ayant des revenus ¹ de 2 M\$ ou plus	30 **	1 430

Emploi



Nombre approximatif de personnes salariées ¹	3 410	248 470
Proportion d'entreprises ayant moins de 5 personnes salariées	38,3 %	46,1 %
Proportion d'entreprises ayant plus de 25 personnes salariées	13,0 % *	14,0 %
Dépenses en matière de rémunération ¹	481,0 M\$ *	14,2 G\$
Proportion de personnes salariées appartenant à certains groupes		
Personnes salariées à temps plein	88,5 %	70,1 %
Personnes salariées saisonnières	2,5 % *	17,0 %
Femmes ^{+1,2}	35,1 %	62,9 %
Personnes de 35 ans ou moins	24,7 %	42,2 %
Personnes de 55 ans ou plus	20,2 %	19,8 %
Personnes handicapées ²	x	2,9 %
Personnes issues d'une minorité visible ²	15,0 % *	9,5 %
Personnes immigrantes ou résidentes temporaires ²	10,9 % *	3,6 %

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats présentés. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (point 2.1).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Situation financière



Principales caractéristiques financières des entreprises d'économie sociale du secteur « Transport et gestion de matières résiduelles » selon le type d'entreprise, Québec, 2022

	OBNL	Coopératives et mutuelles	Toutes les entreprises d'économie sociale du secteur	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Revenus ¹	1 023,3 M\$*	74,5 M\$**	1 097,9 M\$*	53,6 G\$
Part du chiffre d'affaires dans les revenus	x	x	86,1 %	88,6 %
Part des subventions dans les revenus	x	x	7,1 %**	8,5 %
Actifs ¹	1 049,6 M\$**	60,3 M\$**	1 109,9 M\$**	439,5 G\$
Valeur des propriétés ¹	131,4 M\$**	39,7 M\$**	171,1 M\$*	16,0 G\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Autres caractéristiques



- Dans le secteur du transport et de la gestion de matières résiduelles, environ les trois quarts (73 %) des entreprises d'économie sociale sont des OBNL, alors que les autres sont des coopératives non financières (27 %).
- Environ la moitié (53 %) des entreprises de ce secteur ont plus de 30 ans.
- La proportion de personnes salariées qui travaillent à temps plein dans ce secteur est l'une des plus élevées (88 %) parmi les secteurs d'activité économique.
- Ce secteur comporte l'une des plus fortes proportions d'hommes (65 %) parmi ses personnes salariées.

Évolution >>>

Portrait global de l'évolution des entreprises d'économie sociale du secteur « Transport et gestion de matières résiduelles », Québec, 2016 et 2022

	2016	2022
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	160	100 ↓
Nombre approximatif de personnes salariées ^{1,2}	1 990	3 410 ↑
Revenus ^{1,2}	496,2 M\$	1 097,9 M\$ *↑

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence lors de la comparaison des résultats entre 2016 et 2022. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (points 2.2 et 2.3).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2018 et 2023.

Description des domaines de finalité sociale

Domaine de finalité sociale	Description et exemples d'activités
Arts, culture et médias	<p>Offrir des contenus artistiques ou culturels, c'est-à-dire donner accès à l'art ou à la culture grâce à, par exemple, l'écriture ou la publication de livres, la réalisation ou la présentation de films, ou l'organisation ou la présentation d'expositions ou de festivals.</p> <p>Préserver un patrimoine culturel, par exemple en exploitant une société d'histoire ou un lieu historique, ou en faisant connaître un bien patrimonial, une pratique traditionnelle ou un patrimoine vivant.</p> <p>Informers la population par l'entremise d'un média, par exemple en produisant un journal ou une revue, ou en exploitant une station de télévision, une radio communautaire ou un média Web.</p>
Développement économique, soutien aux entreprises et mutualisation	<p>Œuvrer au développement économique d'une zone géographique (notamment d'une zone à potentiel touristique) ou d'un ensemble d'organisations, par exemple en gérant une association d'entreprises situées sur une artère commerciale, ou en soutenant le développement d'entreprises collectives d'un secteur d'activité quelconque ou d'une région donnée.</p> <p>Soutenir les entreprises dans leurs activités en leur offrant des services collectifs, comme des services de mise en marché ou des services qui facilitent les activités de production.</p> <p>Mutualiser des services ou des biens pour des membres individuels, des entreprises ou une communauté, par exemple en offrant des services de prêt ou de location d'équipements, des services de prêt de main-d'œuvre, du réseautage, des services aux entreprises ou un accès à un atelier de production, ou en entretenant un terrain privé ou une route privée au bénéfice d'un groupe de personnes usagères.</p>
Éducation, formation et services de garde	<p>Éduquer ou former la population, par exemple en offrant des services visant la transmission de connaissances et de compétences à la population en général ou à des clientèles particulières, en offrant des services de formation ponctuelle ou continue (comme des services d'alphabétisation ou d'initiation à l'informatique, à la gestion d'un budget familial, au numérique ou au Web) ou en offrant des services spécialisés dans le domaine de l'éducation (comme des services d'orthopédagogie ou de l'aide aux devoirs).</p> <p>Offrir des services de garde d'enfants, par exemple dans un centre de la petite enfance.</p>
Employabilité et réinsertion	Favoriser l'insertion professionnelle, l'employabilité ou la réinsertion sociale, par exemple en offrant des services facilitant la recherche d'emploi, la préparation à l'emploi ou l'insertion en emploi.
Environnement et développement durable	Protéger l'environnement ou favoriser le développement durable, par exemple en préservant, en aménageant, en entretenant un milieu naturel ou en y donnant accès, en exploitant des services de récupération, de recyclage et de gestion des matières résiduelles ou en favorisant l'adoption de pratiques écoresponsables par les individus ou les organisations, notamment quant à l'exploitation des sols ou des milieux aquatiques.
Finance	Offrir du financement, de l'aide financière ou des services financiers, par exemple en exploitant une caisse populaire ou une mutuelle d'assurance.
Habitation	Offrir des services ou des biens relatifs à l'habitation, comme du logement social et communautaire ou des espaces locatifs.

Domaine de finalité sociale	Description et exemples d'activités
Loisirs et tourisme	Favoriser le loisir ou le tourisme, par exemple en gérant des installations de loisirs, en organisant des activités sportives ou culturelles de niveau amateur, en offrant des cours ou ateliers dans diverses disciplines de loisir ou en exploitant une auberge, une base de plein air, un camp de vacances ou une marina.
Santé et conditions de vie	Favoriser la santé de la population, par exemple en offrant des services de santé physique ou mentale à la population en général ou à des clientèles particulières, en favorisant l'accès aux services de santé, en travaillant à la prévention ou en offrant des soins, des produits, des équipements ou des ressources dans le domaine de la santé (comme des soins prodigués par le personnel professionnel en santé, des maisons de soins palliatifs ou des services d'ambulance). Améliorer les conditions de vie des individus ou des ménages en leur offrant des services ou des ressources, comme de l'aide à domicile, des services funéraires, des ressources intermédiaires, des services aux clientèles vulnérables, des refuges pour victimes de violence, des maisons de transition, des centres de désintoxication ou des services de répit.
Services de proximité et alimentaires	Assurer l'accès à un service de proximité, par exemple en exploitant, au bénéfice d'une collectivité, un magasin général, un dépanneur, une station-service ou une librairie. Favoriser l'accès aux réseaux de télécommunication en offrant à une communauté mal couverte des services d'accès à Internet, de câblodistribution ou de téléphonie ou en offrant des équipements de télécommunication (comme des décodeurs). Œuvrer au bien-être alimentaire, par exemple en faisant de la production agroalimentaire ou offrant des services ou des biens relatifs à l'alimentation, comme le font les organismes proposant des services de repas à domicile, les épiceries, les marchés publics, les restaurateurs, les cuisines collectives et les banques alimentaires.
Soutien non financier	Offrir de l'accompagnement, de l'écoute ou du soutien non financier, par exemple en offrant des services d'accompagnement à des clientèles particulières (comme les personnes âgées ou les parents d'enfants malades) ou en exploitant une ligne d'écoute téléphonique pour les jeunes ou les personnes dépressives. Favoriser l'intégration des personnes immigrantes et des communautés culturelles, par exemple en offrant des biens ou services qui leur sont principalement destinés ou en promouvant leurs intérêts.
Travail	Offrir du travail ou des emplois aux membres en exploitant une entreprise sous forme de coopérative de travail, de coopérative de travailleurs et travailleuses actionnaires ou de coopérative de solidarité.
Autres finalités sociales	Favoriser l'échange de biens ou services sans contrepartie en argent, par exemple en exploitant une accorderie ou tout autre site Internet qui met en contact des personnes ou entreprises voulant offrir ou obtenir des biens ou services gratuitement. Œuvrer à la solidarité et à la coopération internationale, par exemple en offrant des biens ou services répondant aux principes du commerce équitable ou en réalisant des projets visant à améliorer la condition de populations ou de territoires de pays en développement. Tout autre type de finalité sociale ne s'apparentant à aucun des 12 autres domaines.

Annexe 4

L'économie sociale dans les domaines de finalité sociale

L'économie sociale dans le domaine : Arts, culture et médias

en 2022

Portrait général



	Arts, culture et médias	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	1 300	11 360
OBNL	1 230	8 710
Coopératives non financières	70	2 420
Coopératives financières et mutuelles	—	240
Proportion d'entreprises de moins de 10 ans	13,8 %*	12,4 %
Nombre approximatif de membres ¹	210 840*	11 468 540
Nombre approximatif de personnes administratrices ¹	9 030	81 250
Nombre approximatif d'entreprises ayant des revenus ¹ de 2 M\$ ou plus	90*	1 430

Emploi



Nombre approximatif de personnes salariées ¹	12 950	248 470
Proportion d'entreprises ayant moins de 5 personnes salariées	54,3 %	46,1 %
Proportion d'entreprises ayant plus de 25 personnes salariées	6,4 %*	14,0 %
Dépenses en matière de rémunération ¹	408,6 M\$	14,2 G\$
Proportion de personnes salariées appartenant à certains groupes		
Personnes salariées à temps plein	40,5 %	70,1 %
Personnes salariées saisonnières	38,6 %	17,0 %
Femmes ^{+1,2}	57,3 %	62,9 %
Personnes de 35 ans ou moins	49,8 %	42,2 %
Personnes de 55 ans ou plus	18,2 %	19,8 %
Personnes handicapées ²	0,7 %**	2,9 %
Personnes issues d'une minorité visible ²	3,7 %	9,5 %
Personnes immigrantes ou résidentes temporaires ²	3,8 %*	3,6 %

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats présentés. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (point 2.1).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Situation financière

Principales caractéristiques financières des entreprises d'économie sociale du domaine « Arts, culture et médias » selon le type d'entreprise, Québec, 2022

	OBNL	Coopératives et mutuelles	Toutes les entreprises d'économie sociale du domaine	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Revenus ¹	832,9 M\$	76,9 M\$*	909,8 M\$	53,6 G\$
Part du chiffre d'affaires dans les revenus	42,3 %	87,2 %	46,1 %	88,6 %
Part des subventions dans les revenus	46,3 %	10,8 %**	43,3 %	8,5 %
Actifs ¹	1 108,7 M\$	61,3 M\$*	1 170,0 M\$	439,5 G\$
Valeur des propriétés ¹	498,8 M\$*	5,0 M\$*	503,8 M\$*	16,0 G\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Autres caractéristiques

- La quasi-totalité (95 %) des entreprises d'économie sociale du domaine des arts, de la culture et des médias sont des OBNL.
- Les revenus marchands générés par les entreprises de ce domaine dépassent les frontières de la région où elles sont implantées : en moyenne, 18 % de leur chiffre d'affaires provient du reste du Québec.
- Les entreprises de ce domaine sont proportionnellement plus nombreuses à être situées dans la région de Montréal (37 %) que dans les autres régions.

Évolution >>>

Portrait global de l'évolution des entreprises d'économie sociale du domaine « Arts, culture et médias », Québec, 2016 et 2022

	2016	2022
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	1 140	1 300
Nombre approximatif de personnes salariées ^{1,2}	15 130 **	12 950
Revenus ^{1,2}	849,4 M\$ *	909,8 M\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence lors de la comparaison des résultats entre 2016 et 2022. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (points 2.2 et 2.3).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2018 et 2023.

L'économie sociale dans le domaine :

Développement économique, soutien aux entreprises, mutualisation

en 2022

Portrait général



	Développement économique, soutien aux entreprises et mutualisation	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	560	11 360
OBNL	350	8 710
Coopératives non financières	200	2 420
Coopératives financières et mutuelles	—	240
Proportion d'entreprises de moins de 10 ans	25,1 %	12,4 %
Nombre approximatif de membres ¹	687 560**	11 468 540
Nombre approximatif de personnes administratrices ¹	4 810	81 250
Nombre approximatif d'entreprises ayant des revenus ¹ de 2 M\$ ou plus	80*	1 430

Emploi



Nombre approximatif de personnes salariées ¹	8 860	248 470
Proportion d'entreprises ayant moins de 5 personnes salariées	60,8 %	46,1 %
Proportion d'entreprises ayant plus de 25 personnes salariées	4,3 %	14,0 %
Dépenses en matière de rémunération ¹	798,8 M\$	14,2 G\$
Proportion de personnes salariées appartenant à certains groupes		
Personnes salariées à temps plein	86,4 %	70,1 %
Personnes salariées saisonnières	15,7 %	17,0 %
Femmes ^{+1,2}	44,1 %	62,9 %
Personnes de 35 ans ou moins	35,2 %	42,2 %
Personnes de 55 ans ou plus	21,7 %	19,8 %
Personnes handicapées ²	0,5 %*	2,9 %
Personnes issues d'une minorité visible ²	11,2 %	9,5 %
Personnes immigrantes ou résidentes temporaires ²	7,1 %	3,6 %

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats présentés. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (point 2.1).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Situation financière

Principales caractéristiques financières des entreprises d'économie sociale du domaine « Développement économique, soutien aux entreprises et mutualisation » selon le type d'entreprise, Québec, 2022

	OBNL	Coopératives et mutuelles	Toutes les entreprises d'économie sociale du domaine	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Revenus ¹	x	x	11 157,1 M\$ **	53,6 G\$
Part du chiffre d'affaires dans les revenus	x	x	95,4 %	88,6 %
Part des subventions dans les revenus	x	x	2,2 % **	8,5 %
Actifs ¹	1 197,2 M\$ **	8 052,4 M\$ *	9 249,6 M\$ *	439,5 G\$
Valeur des propriétés ¹	x	x	1 735,8 M\$ **	16,0 G\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Autres caractéristiques

- Environ trois entreprises d'économie sociale sur cinq (63 %) du domaine du développement économique, du soutien aux entreprises et de la mutualisation sont des OBNL.
- Les entreprises de ce domaine interviennent principalement à l'échelle municipale (25 %), régionale (27 %) ou provinciale (25 %).
- Les revenus marchands qu'elles génèrent dépassent les frontières de la région où elles sont implantées : en moyenne, 21 % de leur chiffre d'affaires provient du reste du Québec.
- La proportion de personnes salariées qui travaillent à temps plein dans ce domaine est l'une des plus élevées (86 %) parmi les domaines de finalité sociale.
- Ce domaine comporte l'une des plus fortes proportions d'hommes (56 %) parmi ses personnes salariées.

Évolution >>>

Portrait global de l'évolution des entreprises d'économie sociale du domaine « Développement économique, soutien aux entreprises et mutualisation », Québec, 2016 et 2022

	2016	2022
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	770	560 ↓
Nombre approximatif de personnes salariées ^{1,2}	10 650	8 860
Revenus ^{1,2}	9 820,2 M\$	11 157,1 M\$ **

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence lors de la comparaison des résultats entre 2016 et 2022. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (points 2.2 et 2.3).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2016 et 2023.

L'économie sociale dans le domaine :

Éducation, formation et services de garde

en 2022

Portrait général



	Éducation, formation et services de garde	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	1 290	11 360
OBNL	1 220	8 710
Coopératives non financières	70	2 420
Coopératives financières et mutuelles	—	240
Proportion d'entreprises de moins de 10 ans	10,2 %*	12,4 %
Nombre approximatif de membres ¹	187 560*	11 468 540
Nombre approximatif de personnes administratrices ¹	9 600	81 250
Nombre approximatif d'entreprises ayant des revenus ¹ de 2 M\$ ou plus	350	1 430

Emploi



Nombre approximatif de personnes salariées ¹	29 380	248 470
Proportion d'entreprises ayant moins de 5 personnes salariées	22,8 %	46,1 %
Proportion d'entreprises ayant plus de 25 personnes salariées	30,1 %	14,0 %
Dépenses en matière de rémunération ¹	1 416,9 M\$	14,2 G\$
Proportion de personnes salariées appartenant à certains groupes		
Personnes salariées à temps plein	71,3 %	70,1 %
Personnes salariées saisonnières	14,6 %	17,0 %
Femmes ^{+1,2}	90,1 %	62,9 %
Personnes de 35 ans ou moins	36,8 %	42,2 %
Personnes de 55 ans ou plus	19,7 %	19,8 %
Personnes handicapées ²	0,5 %**	2,9 %
Personnes issues d'une minorité visible ²	7,3 %	9,5 %
Personnes immigrantes ou résidentes temporaires ²	2,4 %*	3,6 %

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats présentés. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (point 2.1).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Situation financière

Principales caractéristiques financières des entreprises d'économie sociale du domaine « Éducation, formation et services de garde » selon le type d'entreprise, Québec, 2022

	OBNL	Coopératives et mutuelles	Toutes les entreprises d'économie sociale du domaine	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Revenus ¹	2 094,3 M\$	81,4 M\$**	2 175,7 M\$	53,6 G\$
Part du chiffre d'affaires dans les revenus	28,3 %	25,3 %**	28,2 %	88,6 %
Part des subventions dans les revenus	69,4 %	54,1 %	68,8 %	8,5 %
Actifs ¹	1 828,4 M\$	91,2 M\$**	1 919,6 M\$	439,5 G\$
Valeur des propriétés ¹	1 225,1 M\$	105,4 M\$**	1 330,5 M\$	16,0 G\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Autres caractéristiques

- La quasi-totalité (95 %) des entreprises d'économie sociale du domaine de l'éducation, de la formation et des services de garde sont des OBNL.
- Près de la moitié (52 %) des entreprises de ce domaine ont plus de 30 ans.
- Elles interviennent principalement à l'échelle municipale (44 %).
- Les revenus marchands qu'elles génèrent dépassent les frontières de la région où elles sont implantées : en moyenne, 19 % de leur chiffre d'affaires provient du reste du Québec.
- Elles ont dépensé environ 1,4 G\$ en rémunération en 2022, ce qui représente environ 10 % des dépenses en matière de rémunération de l'économie sociale.
- Ce domaine comporte la plus forte proportion de femmes (90 %) parmi ses personnes salariées.
- Les entreprises de ce domaine sont proportionnellement plus nombreuses à être situées dans la région de Montréal (33 %) que dans les autres régions.

Évolution

Portrait global de l'évolution des entreprises d'économie sociale du domaine « Éducation, formation et services de garde », Québec, 2016 et 2022

	2016	2022
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	1 790	1 290 ↓
Nombre approximatif de personnes salariées ^{1,2}	44 940	29 380 ↓
Revenus ^{1,2}	3 089,2 M\$	2 175,7 M\$ ↓

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence lors de la comparaison des résultats entre 2016 et 2022. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (points 2.2 et 2.3).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2018 et 2023.

L'économie sociale dans le domaine :

Employabilité et réinsertion

en 2022

Portrait général



	Employabilité et réinsertion	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	330	11 360
OBNL	330	8 710
Coopératives non financières	10	2 420
Coopératives financières et mutuelles	—	240
Proportion d'entreprises de moins de 10 ans	4,6 %**	12,4 %
Nombre approximatif de membres ¹	42 590*	11 468 540
Nombre approximatif de personnes administratrices ¹	2 350	81 250
Nombre approximatif d'entreprises ayant des revenus ¹ de 2 M\$ ou plus	70*	1 430

Emploi



Nombre approximatif de personnes salariées ¹	18 190	248 470
Proportion d'entreprises ayant moins de 5 personnes salariées	13,7 %**	46,1 %
Proportion d'entreprises ayant plus de 25 personnes salariées	20,6 %*	14,0 %
Dépenses en matière de rémunération ¹	755,0 M\$	14,2 G\$
Proportion de personnes salariées appartenant à certains groupes		
Personnes salariées à temps plein	86,7 %	70,1 %
Personnes salariées saisonnières	7,3 %*	17,0 %
Femmes ^{+1,2}	42,1 %	62,9 %
Personnes de 35 ans ou moins	30,2 %	42,2 %
Personnes de 55 ans ou plus	24,7 %	19,8 %
Personnes handicapées ²	17,7 %*	2,9 %
Personnes issues d'une minorité visible ²	20,8 %	9,5 %
Personnes immigrantes ou résidentes temporaires ²	7,7 %	3,6 %

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats présentés. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (point 2.1).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Situation financière

Principales caractéristiques financières des entreprises d'économie sociale du domaine « Employabilité et réinsertion » selon le type d'entreprise, Québec, 2022

	OBNL	Coopératives et mutuelles	Toutes les entreprises d'économie sociale du domaine	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Revenus ¹	x	x	1 006,7 M\$	53,6 G\$
Part du chiffre d'affaires dans les revenus	78,2 %	x	x	88,6 %
Part des subventions dans les revenus	19,9 %	x	x	8,5 %
Actifs ¹	643,3 M\$	8,0 M\$**	651,4 M\$	439,5 G\$
Valeur des propriétés ¹	x	x	227,2 M\$	16,0 G\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Autres caractéristiques

- La quasi-totalité (98 %) des entreprises d'économie sociale du domaine de l'employabilité ou de la réinsertion sociale des individus sont des OBNL.
- Les entreprises de ce domaine interviennent principalement à l'échelle municipale (36 %) ou régionale (46 %).
- La proportion de personnes salariées qui travaillent à temps plein dans ce domaine est l'une des plus élevées (87 %) parmi les domaines de finalité sociale.
- Ce domaine comporte l'une des plus fortes proportions d'hommes (58 %) et de personnes handicapées (18 %*) parmi ses personnes salariées.

Évolution

Portrait global de l'évolution des entreprises d'économie sociale du domaine « Employabilité et réinsertion », Québec, 2016 et 2022

	2016	2022
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	360	330
Nombre approximatif de personnes salariées ^{1,2}	10 360	18 190 ↑
Revenus ^{1,2}	507,1 M\$	1 006,7 M\$ ↑

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence lors de la comparaison des résultats entre 2016 et 2022. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (points 2.2 et 2.3).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2018 et 2023.

L'économie sociale dans le domaine :

Environnement et développement durable

en 2022

Portrait général



	Environnement et développement durable	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	400	11 360
OBNL	350	8 710
Coopératives non financières	50	2 420
Coopératives financières et mutuelles	—	240
Proportion d'entreprises de moins de 10 ans	24,0 % *	12,4 %
Nombre approximatif de membres ¹	46 190	11 468 540
Nombre approximatif de personnes administratrices ¹	3 340	81 250
Nombre approximatif d'entreprises ayant des revenus ¹ de 2 M\$ ou plus	40 **	1 430

Emploi



Nombre approximatif de personnes salariées ¹	4 170	248 470
Proportion d'entreprises ayant moins de 5 personnes salariées	45,4 %	46,1 %
Proportion d'entreprises ayant plus de 25 personnes salariées	8,0 % *	14,0 %
Dépenses en matière de rémunération ¹	181,1 M\$	14,2 G\$
Proportion de personnes salariées appartenant à certains groupes		
Personnes salariées à temps plein	77,3 %	70,1 %
Personnes salariées saisonnières	33,3 %	17,0 %
Femmes ^{+1,2}	54,2 %	62,9 %
Personnes de 35 ans ou moins	53,9 %	42,2 %
Personnes de 55 ans ou plus	17,0 %	19,8 %
Personnes handicapées ²	0,9 % **	2,9 %
Personnes issues d'une minorité visible ²	8,1 % *	9,5 %
Personnes immigrantes ou résidentes temporaires ²	4,5 % *	3,6 %

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats présentés. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (point 2.1).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Situation financière

Principales caractéristiques financières des entreprises d'économie sociale du domaine « Environnement et développement durable » selon le type d'entreprise, Québec, 2022

	OBNL	Coopératives et mutuelles	Toutes les entreprises d'économie sociale du domaine	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Revenus ¹	231,6 M\$	141,9 M\$*	373,5 M\$	53,6 G\$
Part du chiffre d'affaires dans les revenus	44,9 %	92,5 %	63,0 %	88,6 %
Part des subventions dans les revenus	44,5 %	3,4 %*	28,9 %	8,5 %
Actifs ¹	300,6 M\$	112,2 M\$*	412,7 M\$	439,5 G\$
Valeur des propriétés ¹	82,9 M\$	50,7 M\$**	133,6 M\$*	16,0 G\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Autres caractéristiques

- La grande majorité (87 %) des entreprises d'économie sociale du domaine de l'environnement et du développement durable sont des OBNL.
- Les entreprises de ce domaine interviennent principalement à l'échelle municipale (31 %), régionale (33 %) ou provinciale (24 %*).
- Les revenus marchands qu'elles génèrent dépassent les frontières de la région où elles sont implantées : en moyenne, 26 % de leur chiffre d'affaires provient du reste du Québec.
- Elles sont proportionnellement plus nombreuses à être situées dans la région de Montréal (30 %*) que dans les autres régions.

Évolution >>>

Portrait global de l'évolution des entreprises d'économie sociale du domaine « Environnement et développement durable », Québec, 2016 et 2022

	2016	2022
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	360	400
Nombre approximatif de personnes salariées ^{1,2}	4 470 *	4 170
Revenus ^{1,2}	274,9 M\$	373,5 M\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence lors de la comparaison des résultats entre 2016 et 2022. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (points 2.2 et 2.3).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2018 et 2023.

L'économie sociale dans le domaine :

Finance

en 2022

Portrait général



	Finance	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	290	11 360
OBNL	50	8 710
Coopératives non financières	—	2 420
Coopératives financières et mutuelles	230	240
Proportion d'entreprises de moins de 10 ans	2,0 %	12,4 %
Nombre approximatif de membres ¹	6 174 170	11 468 540
Nombre approximatif de personnes administratrices ¹	3 140	81 250
Nombre approximatif d'entreprises ayant des revenus ¹ de 2 M\$ ou plus	230	1 430

Emploi



Nombre approximatif de personnes salariées ¹	59 670 *	248 470
Proportion d'entreprises ayant moins de 5 personnes salariées	5,8 % *	46,1 %
Proportion d'entreprises ayant plus de 25 personnes salariées	70,4 %	14,0 %
Dépenses en matière de rémunération ¹	6 223,9 M\$ **	14,2 G\$
Proportion de personnes salariées appartenant à certains groupes		
Personnes salariées à temps plein	90,3 %	70,1 %
Personnes salariées saisonnières	0,5 %	17,0 %
Femmes ^{+1,2}	63,6 %	62,9 %
Personnes de 35 ans ou moins	37,1 %	42,2 %
Personnes de 55 ans ou plus	16,6 %	19,8 %
Personnes handicapées ²	2,5 %	2,9 %
Personnes issues d'une minorité visible ²	10,9 %	9,5 %
Personnes immigrantes ou résidentes temporaires ²	2,6 %	3,6 %

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats présentés. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (point 2.1).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Situation financière

Principales caractéristiques financières des entreprises d'économie sociale du domaine « Finance » selon le type d'entreprise, Québec, 2022

	OBNL	Coopératives et mutuelles	Toutes les entreprises d'économie sociale du domaine	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Revenus ¹	370,3 M\$**	18 734,1 M\$*	19 104,5 M\$*	53,6 G\$
Part du chiffre d'affaires dans les revenus	x	x	x	88,6 %
Part des subventions dans les revenus	x	x	x	8,5 %
Actifs ¹	4 479,0 M\$**	402 201,9 M\$	406 680,9 M\$	439,5 G\$
Valeur des propriétés ¹	x	x	1 780,4 M\$*	16,0 G\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Autres caractéristiques

- La majorité (82 %) des entreprises d'économie sociale du domaine de la finance sont des coopératives financières ou des mutuelles.
- La majorité (84 %) des entreprises de ce domaine ont plus de 30 ans, soit la proportion la plus élevée parmi les domaines de finalité sociale.
- Environ 73 % des entreprises de ce domaine interviennent à l'échelle internationale ; cette proportion est la plus élevée parmi les domaines de finalité sociale.
- Ce domaine est celui qui comporte le plus de membres. En 2022, on en dénombrait près de 6,2 millions.
- Ce domaine a généré le plus de revenus et d'actifs, soit respectivement 36 %* et 93 % des montants totalisés par l'ensemble des entreprises d'économie sociale en 2022.
- Ce domaine présente l'une des plus fortes proportions de personnes salariées (24 %*) parmi les domaines de finalité sociale, ainsi que l'une des proportions les plus élevées de personnes salariées qui travaillent à temps plein (90 %).
- Les entreprises ont cumulé environ la moitié (44 %*) des dépenses en matière de rémunération de l'économie sociale.

Évolution

Portrait global de l'évolution des entreprises d'économie sociale du domaine « Finance », Québec, 2016 et 2022

	2016	2022
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	400	290 ↓
Nombre approximatif de personnes salariées ^{1,2}	45 180	59 670*
Revenus ^{1,2}	21 261,1 M\$	19 104,5 M\$*

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence lors de la comparaison des résultats entre 2016 et 2022. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (points 2.2 et 2.3).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2018 et 2023.

L'économie sociale dans le domaine :

Habitation

en 2022

Portrait général



	Habitation	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	1 730	11 360
OBNL	580	8 710
Coopératives non financières	1 150	2 420
Coopératives financières et mutuelles	—	240
Proportion d'entreprises de moins de 10 ans	8,1 %*	12,4 %
Nombre approximatif de membres ¹	57 770	11 468 540
Nombre approximatif de personnes administratrices ¹	9 830	81 250
Nombre approximatif d'entreprises ayant des revenus ¹ de 2 M\$ ou plus	40**	1 430

Emploi



Nombre approximatif de personnes salariées ¹	4 460	248 470
Proportion d'entreprises ayant moins de 5 personnes salariées	87,0 %	46,1 %
Proportion d'entreprises ayant plus de 25 personnes salariées	1,8 %*	14,0 %
Dépenses en matière de rémunération ¹	214,6 M\$	14,2 G\$
Proportion de personnes salariées appartenant à certains groupes		
Personnes salariées à temps plein	57,2 %	70,1 %
Personnes salariées saisonnières	10,4 %**	17,0 %
Femmes ^{+1,2}	69,9 %	62,9 %
Personnes de 35 ans ou moins	35,3 %	42,2 %
Personnes de 55 ans ou plus	36,1 %	19,8 %
Personnes handicapées ²	1,0 %**	2,9 %
Personnes issues d'une minorité visible ²	9,8 %	9,5 %
Personnes immigrantes ou résidentes temporaires ²	3,5 %*	3,6 %

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats présentés. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (point 2.1).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Situation financière

Principales caractéristiques financières des entreprises d'économie sociale du domaine « Habitation » selon le type d'entreprise, Québec, 2022

	OBNL	Coopératives et mutuelles	Toutes les entreprises d'économie sociale du domaine	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Revenus ¹	474,7 M\$	246,6 M\$	721,3 M\$	53,6 G\$
Part du chiffre d'affaires dans les revenus	64,8 %	82,1 %	70,7 %	88,6 %
Part des subventions dans les revenus	26,1 %	12,3 %	21,4 %	8,5 %
Actifs ¹	2 755,0 M\$*	2 120,0 M\$	4 874,9 M\$	439,5 G\$
Valeur des propriétés ¹	2 673,5 M\$*	3 260,2 M\$	5 933,7 M\$	16,0 G\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Autres caractéristiques

- Environ deux entreprises d'économie sociale sur trois (67 %) du domaine de l'habitation sont des coopératives non financières.
- Plus de la moitié (57 %) des entreprises de ce domaine ont plus de 30 ans.
- Elles interviennent principalement à l'échelle inframunicipale (40 %) ou municipale (40 %).
- La valeur des propriétés qu'elles détiennent s'élève à environ 5,9 G\$, soit 37 % de la valeur de toutes les propriétés des entreprises d'économie sociale au Québec en 2022.
- Ce domaine compte la plus forte proportion d'entreprises dont le fonctionnement ne repose sur aucune personne salariée (75 %).
- Ce domaine comporte la plus forte proportion de personnes de 55 ans ou plus (36 %) parmi ses personnes salariées.
- Les entreprises de ce domaine sont proportionnellement plus nombreuses à être situées dans la région de Montréal (39 %) que dans les autres régions.

Évolution

Portrait global de l'évolution des entreprises d'économie sociale du domaine « Habitation », Québec, 2016 et 2022

	2016	2022
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	1 650	1 730
Nombre approximatif de personnes salariées ^{1,2}	4 220	4 460
Revenus ^{1,2}	569,7 M\$	721,3 M\$ ↑

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence lors de la comparaison des résultats entre 2016 et 2022. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (points 2.2 et 2.3).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2018 et 2023.

L'économie sociale dans le domaine :

Loisirs et tourisme

en 2022

Portrait général



	Loisirs et tourisme	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	1 360	11 360
OBNL	1 260	8 710
Coopératives non financières	100	2 420
Coopératives financières et mutuelles	—	240
Proportion d'entreprises de moins de 10 ans	12,7 %	12,4 %
Nombre approximatif de membres ¹	1 527 650**	11 468 540
Nombre approximatif de personnes administratrices ¹	10 120	81 250
Nombre approximatif d'entreprises ayant des revenus ¹ de 2 M\$ ou plus	90*	1 430

Emploi



Nombre approximatif de personnes salariées ¹	23 150	248 470
Proportion d'entreprises ayant moins de 5 personnes salariées	43,3 %	46,1 %
Proportion d'entreprises ayant plus de 25 personnes salariées	15,6 %	14,0 %
Dépenses en matière de rémunération ¹	344,1 M\$	14,2 G\$
Proportion de personnes salariées appartenant à certains groupes		
Personnes salariées à temps plein	31,7 %	70,1 %
Personnes salariées saisonnières	68,2 %	17,0 %
Femmes ^{+1,2}	54,4 %	62,9 %
Personnes de 35 ans ou moins	73,2 %	42,2 %
Personnes de 55 ans ou plus	11,0 %	19,8 %
Personnes handicapées ²	0,6 %	2,9 %
Personnes issues d'une minorité visible ²	7,4 %	9,5 %
Personnes immigrantes ou résidentes temporaires ²	1,4 %	3,6 %

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats présentés. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (point 2.1).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Situation financière

Principales caractéristiques financières des entreprises d'économie sociale du domaine « Loisirs et tourisme » selon le type d'entreprise, Québec, 2022

	OBNL	Coopératives et mutuelles	Toutes les entreprises d'économie sociale du domaine	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Revenus ¹	780,8 M\$	19,0 M\$	799,8 M\$	53,6 G\$
Part du chiffre d'affaires dans les revenus	52,8 %	74,8 %	53,3 %	88,6 %
Part des subventions dans les revenus	24,0 %	14,8 %	23,8 %	8,5 %
Actifs ¹	946,5 M\$	36,8 M\$	983,3 M\$	439,5 G\$
Valeur des propriétés ¹	467,6 M\$	22,2 M\$	489,9 M\$	16,0 G\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Autres caractéristiques

- La quasi-totalité (93 %) des entreprises de l'économie sociale du domaine des loisirs et du tourisme sont des OBNL.
- Environ la moitié (54 %) des entreprises de ce domaine ont plus de 30 ans.
- Elles interviennent principalement à l'échelle municipale (42 %).
- Les revenus marchands qu'elles génèrent dépassent les frontières de la région où elles sont implantées : en moyenne, 14 % de leur chiffre d'affaires provient du reste du Québec.
- La proportion de personnes salariées à occuper un emploi saisonnier dans ce domaine est la plus élevée (68 %) parmi les domaines de finalité sociale.
- Ce domaine comporte la plus forte proportion de personnes de 35 ans ou moins (73 %) parmi ses personnes salariées.

Évolution >>>

Portrait global de l'évolution des entreprises d'économie sociale du domaine « Loisirs et tourisme », Québec, 2016 et 2022

	2016	2022
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	1 340	1 360
Nombre approximatif de personnes salariées ^{1,2}	19 370	23 150
Revenus ^{1,2}	658,6 M\$	799,8 M\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence lors de la comparaison des résultats entre 2016 et 2022. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (points 2.2 et 2.3).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2018 et 2023.

L'économie sociale dans le domaine :

Santé et conditions de vie

en 2022

Portrait général



	Santé et conditions de vie	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	1 620	11 360
OBNL	1 480	8 710
Coopératives non financières	140	2 420
Coopératives financières et mutuelles	—	240
Proportion d'entreprises de moins de 10 ans	9,2 %	12,4 %
Nombre approximatif de membres ¹	809 490 *	11 468 540
Nombre approximatif de personnes administratrices ¹	11 140	81 250
Nombre approximatif d'entreprises ayant des revenus ¹ de 2 M\$ ou plus	130	1 430

Emploi



Nombre approximatif de personnes salariées ¹	28 590	248 470
Proportion d'entreprises ayant moins de 5 personnes salariées	30,6 %	46,1 %
Proportion d'entreprises ayant plus de 25 personnes salariées	15,8 %	14,0 %
Dépenses en matière de rémunération ¹	1 022,8 M\$	14,2 G\$
Proportion de personnes salariées appartenant à certains groupes		
Personnes salariées à temps plein	54,3 %	70,1 %
Personnes salariées saisonnières	14,7 %	17,0 %
Femmes ^{+1,2}	77,0 %	62,9 %
Personnes de 35 ans ou moins	41,5 %	42,2 %
Personnes de 55 ans ou plus	24,8 %	19,8 %
Personnes handicapées ²	1,3 % **	2,9 %
Personnes issues d'une minorité visible ²	11,0 %	9,5 %
Personnes immigrantes ou résidentes temporaires ²	3,5 % *	3,6 %

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats présentés. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (point 2.1).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Situation financière



Principales caractéristiques financières des entreprises d'économie sociale du domaine « Santé et conditions de vie » selon le type d'entreprise, Québec, 2022

	OBNL	Coopératives et mutuelles	Toutes les entreprises d'économie sociale du domaine	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Revenus ¹	1 432,3 M\$	284,0 M\$	1 716,2 M\$	53,6 G\$
Part du chiffre d'affaires dans les revenus	43,4 %	86,5 %	50,5 %	88,6 %
Part des subventions dans les revenus	46,8 %*	10,0 %	40,7 %*	8,5 %
Actifs ¹	2 306,8 M\$**	447,1 M\$	2 753,9 M\$**	439,5 G\$
Valeur des propriétés ¹	936,0 M\$*	135,7 M\$	1 071,7 M\$	16,0 G\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Autres caractéristiques



- La vaste majorité (91 %) des entreprises d'économie sociale du domaine de la santé et des conditions de vie sont des OBNL.
- Environ la moitié (47 %) des entreprises de ce domaine ont plus de 30 ans.
- Elles interviennent principalement à l'échelle municipale (44 %).
- Les revenus marchands qu'elles génèrent dépassent les frontières de la région où elles sont implantées : en moyenne, 12 % de leur chiffre d'affaires provient du reste du Québec.
- Elles sont proportionnellement plus nombreuses à être situées dans la région de Montréal (27 %) que dans les autres régions.

Évolution >>>

Portrait global de l'évolution des entreprises d'économie sociale du domaine « Santé et conditions de vie », Québec, 2016 et 2022

	2016	2022
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	1 520	1 620
Nombre approximatif de personnes salariées ^{1,2}	27 010	28 590
Revenus ^{1,2}	1 369,2 M\$	1 716,2 M\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence lors de la comparaison des résultats entre 2016 et 2022. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (points 2.2 et 2.3).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2018 et 2023.

L'économie sociale dans le domaine :

Services de proximité et alimentaires

en 2022

Portrait général



	Services de proximité et alimentaires	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	690	11 360
OBNL	410	8 710
Coopératives non financières	290	2 420
Coopératives financières et mutuelles	—	240
Proportion d'entreprises de moins de 10 ans	21,0 %	12,4 %
Nombre approximatif de membres ¹	1 013 100 *	11 468 540
Nombre approximatif de personnes administratrices ¹	4 620	81 250
Nombre approximatif d'entreprises ayant des revenus ¹ de 2 M\$ ou plus	110	1 430

Emploi



Nombre approximatif de personnes salariées ¹	30 630 *	248 470
Proportion d'entreprises ayant moins de 5 personnes salariées	44,9 %	46,1 %
Proportion d'entreprises ayant plus de 25 personnes salariées	11,9 %	14,0 %
Dépenses en matière de rémunération ¹	1 393,1 M\$ *	14,2 G\$
Proportion de personnes salariées appartenant à certains groupes		
Personnes salariées à temps plein	79,6 %	70,1 %
Personnes salariées saisonnières	6,2 % *	17,0 %
Femmes ^{+1,2}	52,0 %	62,9 %
Personnes de 35 ans ou moins	36,0 %	42,2 %
Personnes de 55 ans ou plus	23,7 %	19,8 %
Personnes handicapées ²	0,5 %	2,9 %
Personnes issues d'une minorité visible ²	5,8 %	9,5 %
Personnes immigrantes ou résidentes temporaires ²	3,5 %	3,6 %

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats présentés. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (point 2.1).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Situation financière

Principales caractéristiques financières des entreprises d'économie sociale du domaine « Services de proximité et alimentaires » selon le type d'entreprise, Québec, 2022

	OBNL	Coopératives et mutuelles	Toutes les entreprises d'économie sociale du domaine	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Revenus ¹	331,7 M\$**	12 207,0 M\$*	12 538,8 M\$*	53,6 G\$
Part du chiffre d'affaires dans les revenus	29,7 %**	99,6 %	97,8 %	88,6 %
Part des subventions dans les revenus	48,1 %*	0,1 %**	1,4 %**	8,5 %
Actifs ¹	265,9 M\$*	6 389,1 M\$*	6 654,9 M\$*	439,5 G\$
Valeur des propriétés ¹	94,0 M\$*	1 691,5 M\$**	1 785,5 M\$*	16,0 G\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Autres caractéristiques

- Environ trois entreprises d'économie sociale sur cinq (59 %) du domaine des services de proximité et alimentaires sont des OBNL.
- Environ deux entreprises de ce domaine sur cinq (40 %) ont plus de 30 ans.
- Elles sont principalement actives dans les secteurs d'activité économique du commerce de détail, des services de proximité et des télécommunications (37 %) et des organisations civiles et sociales (31 %).
- Elles interviennent principalement à l'échelle municipale (48 %).

Évolution >>>

Portrait global de l'évolution des entreprises d'économie sociale du domaine « Services de proximité et alimentaires », Québec, 2016 et 2022

	2016	2022
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	610	690
Nombre approximatif de personnes salariées ^{1,2}	22 070	30 630*
Revenus ^{1,2}	8 214,4 M\$	12 538,8 M\$*

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence lors de la comparaison des résultats entre 2016 et 2022. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (points 2.2 et 2.3).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2018 et 2023.

L'économie sociale dans le domaine :

Soutien non financier

en 2022

Portrait général



	Soutien non financier	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	810	11 360
OBNL	790	8 710
Coopératives non financières	20	2 420
Coopératives financières et mutuelles	—	240
Proportion d'entreprises de moins de 10 ans	4,1 %**	12,4 %
Nombre approximatif de membres ¹	196 930	11 468 540
Nombre approximatif de personnes administratrices ¹	5 640	81 250
Nombre approximatif d'entreprises ayant des revenus ¹ de 2 M\$ ou plus	50**	1 430

Emploi



Nombre approximatif de personnes salariées ¹	8 330	248 470
Proportion d'entreprises ayant moins de 5 personnes salariées	35,6 %	46,1 %
Proportion d'entreprises ayant plus de 25 personnes salariées	10,7 %*	14,0 %
Dépenses en matière de rémunération ¹	343,1 M\$	14,2 G\$
Proportion de personnes salariées appartenant à certains groupes		
Personnes salariées à temps plein	67,4 %	70,1 %
Personnes salariées saisonnières	13,2 %*	17,0 %
Femmes ^{+1,2}	83,2 %	62,9 %
Personnes de 35 ans ou moins	48,0 %	42,2 %
Personnes de 55 ans ou plus	17,4 %	19,8 %
Personnes handicapées ²	1,0 %*	2,9 %
Personnes issues d'une minorité visible ²	15,4 %*	9,5 %
Personnes immigrantes ou résidentes temporaires ²	10,7 %*	3,6 %

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats présentés. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (point 2.1).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Situation financière

Principales caractéristiques financières des entreprises d'économie sociale du domaine « Soutien non financier » selon le type d'entreprise, Québec, 2022

	OBNL	Coopératives et mutuelles	Toutes les entreprises d'économie sociale du domaine	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Revenus ¹	478,9 M\$	4,1 M\$**	483,1 M\$	53,6 G\$
Part du chiffre d'affaires dans les revenus	16,6 %	30,4 %**	16,7 %	88,6 %
Part des subventions dans les revenus	69,4 %	66,6 %*	69,3 %	8,5 %
Actifs ¹	529,7 M\$*	8,0 M\$**	537,7 M\$*	439,5 G\$
Valeur des propriétés ¹	253,7 M\$*	3,1 M\$**	256,8 M\$*	16,0 G\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Autres caractéristiques

- Près de la totalité (98 %) des entreprises d'économie sociale du domaine du soutien non financier sont des OBNL.
- Environ la moitié (50 %) des entreprises de ce domaine ont plus de 30 ans.
- Elles interviennent principalement à l'échelle municipale (43 %) ou régionale (35 %).
- Elles sont proportionnellement plus nombreuses à être situées dans la région de Montréal (27 %) que dans les autres régions.

Évolution

Portrait global de l'évolution des entreprises d'économie sociale du domaine « Soutien non financier », Québec, 2016 et 2022

	2016	2022
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	640	810 ↑
Nombre approximatif de personnes salariées ^{1,2}	5 660	8 330 ↑
Revenus ^{1,2}	256,0 M\$	483,1 M\$ ↑

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence lors de la comparaison des résultats entre 2016 et 2022. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (points 2.2 et 2.3).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2018 et 2023.

L'économie sociale dans le domaine :

Travail

en 2022

Portrait général



	Travail	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	260	11 360
OBNL	10	8 710
Coopératives non financières	250	2 420
Coopératives financières et mutuelles	—	240
Proportion d'entreprises de moins de 10 ans	34,9 %	12,4 %
Nombre approximatif de membres ¹	27 730	11 468 540
Nombre approximatif de personnes administratrices ¹	1 440	81 250
Nombre approximatif d'entreprises ayant des revenus ¹ de 2 M\$ ou plus	60	1 430

Emploi



Nombre approximatif de personnes salariées ¹	7 550	248 470
Proportion d'entreprises ayant moins de 5 personnes salariées	34,0 %	46,1 %
Proportion d'entreprises ayant plus de 25 personnes salariées	22,6 %	14,0 %
Dépenses en matière de rémunération ¹	307,2 M\$	14,2 G\$
Proportion de personnes salariées appartenant à certains groupes		
Personnes salariées à temps plein	64,4 %	70,1 %
Personnes salariées saisonnières	25,0 %	17,0 %
Femmes ^{+1,2}	41,0 %	62,9 %
Personnes de 35 ans ou moins	41,9 %	42,2 %
Personnes de 55 ans ou plus	28,4 %	19,8 %
Personnes handicapées ²	14,4 %	2,9 %
Personnes issues d'une minorité visible ²	4,3 % *	9,5 %
Personnes immigrantes ou résidentes temporaires ²	1,9 %	3,6 %

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats présentés. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (point 2.1).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Situation financière

Principales caractéristiques financières des entreprises d'économie sociale du domaine « Travail » selon le type d'entreprise, Québec, 2022

	OBNL	Coopératives et mutuelles	Toutes les entreprises d'économie sociale du domaine	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Revenus ¹	105,9 M\$	699,9 M\$	805,8 M\$	53,6 G\$
Part du chiffre d'affaires dans les revenus	75,5 %	94,3 %	91,8 %	88,6 %
Part des subventions dans les revenus	24,4 %	3,1 %	5,9 %	8,5 %
Actifs ¹	145,5 M\$**	688,1 M\$	833,6 M\$	439,5 G\$
Valeur des propriétés ¹	x	x	173,0 M\$	16,0 G\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Autres caractéristiques

- La vaste majorité (95 %) des entreprises d'économie sociale du domaine du travail sont des coopératives non financières.
- Les entreprises de ce domaine sont principalement actives dans les secteurs d'activité économique de l'agroalimentaire, de la foresterie et du commerce de gros (26 %) et des services professionnels (27 %).
- Elles interviennent principalement à l'échelle municipale (32 %) ou régionale (30 %).
- Les revenus marchands qu'elles génèrent dépassent les frontières de la région où elles sont implantées : en moyenne, 17 % de leur chiffre d'affaires provient du reste du Québec.
- Ce domaine comporte l'une des plus fortes proportions d'hommes (59 %) et de personnes handicapées (14 %) parmi ses personnes salariées.

Évolution

Portrait global de l'évolution des entreprises d'économie sociale du domaine « Travail », Québec, 2016 et 2022

	2016	2022
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	260	260
Nombre approximatif de personnes salariées ^{1,2}	9 790	7 550 ↓
Revenus ^{1,2}	830,6 M\$	805,8 M\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence lors de la comparaison des résultats entre 2016 et 2022. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (points 2.2 et 2.3).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2018 et 2023.

Annexe 5

L'économie sociale dans les régions du Québec

L'économie sociale dans le

Bas-Saint-Laurent

en 2022

Population de la région
200 929

Portrait général



Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale		
OBNL		
Coopératives non financières		
Coopératives financières et mutuelles		
Proportion d'entreprises de moins de 10 ans		
Nombre approximatif de membres ¹		
Nombre approximatif de personnes administratrices ¹		
Nombre approximatif d'entreprises ayant des revenus ¹ de 2 M\$ ou plus		

Bas-Saint-Laurent¹

L'économie sociale
dans l'ensemble
du Québec

Emploi



Nombre approximatif de personnes salariées ¹		
Proportion d'entreprises ayant moins de 5 personnes salariées		
Proportion d'entreprises ayant plus de 25 personnes salariées		
Dépenses en matière de rémunération ¹		
Proportion de personnes salariées appartenant à certains groupes		
Personnes salariées à temps plein		
Personnes salariées saisonnières		
Femmes ^{+1,2}		
Personnes de 35 ans ou moins		
Personnes de 55 ans ou plus		
Personnes handicapées ²		
Personnes issues d'une minorité visible ²		
Personnes immigrantes ou résidentes temporaires ²		

520	11 360
390	8 710
120	2 420
10	240
15,2 %	12,4 %
363 460	11 468 540
3 530	81 250
50	1 430

6 560	248 470
47,0 %	46,1 %
12,9 %	14,0 %
229,0 M\$	14,2 G\$
55,5 %	70,1 %
22,3 %	17,0 %
67,9 %	62,9 %
38,3 %	42,2 %
28,1 %	19,8 %
2,6 %	2,9 %
1,2 %	9,5 %
1,9 %	3,6 %

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats présentés. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (point 2.1).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Situation financière

Principales caractéristiques financières des entreprises d'économie sociale selon le type d'entreprise, Bas-Saint-Laurent et ensemble du Québec, 2022

	OBNL	Coopératives et mutuelles	Toutes les entreprises d'économie sociale de la région	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Revenus ¹	220,8 M\$	465,4 M\$	686,1 M\$	53,6 G\$
Part du chiffre d'affaires dans les revenus	44,9 %	98,2 %	81,0 %	88,6 %
Part des subventions dans les revenus	46,9 %	0,8 %	15,6 %	8,5 %
Actifs ¹	321,5 M\$	8 293,5 M\$	8 615,0 M\$	439,5 G\$
Valeur des propriétés ¹	130,5 M\$	125,1 M\$*	255,6 M\$	16,0 G\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Autres caractéristiques

- Dans le Bas-Saint-Laurent, environ deux entreprises d'économie sociale sur cinq (43 %) ont plus de 30 ans.
- Elles interviennent principalement à l'échelle municipale (49 %).
- Environ 84 % de leur chiffre d'affaires provient de la région où elles sont implantées.
- Près de 21 % des personnes salariées travaillent dans le secteur d'activité économique de l'enseignement, des services de garde et de l'assistance sociale.

Évolution >>>

Portrait global de l'évolution des entreprises d'économie sociale, Bas-Saint-Laurent, 2016 et 2022

	2016	2022
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	560	520
Nombre approximatif de personnes salariées ^{1,2}	8 020	6 560 ↓
Revenus ^{1,2}	1 081,1 M\$	686,1 M\$ ↓

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats lors de la comparaison entre 2016 et 2022. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (points 2.2 et 2.3).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2018 et 2023.

L'économie sociale au

Saguenay–Lac-Saint-Jean

en 2022

Population de la région

279 422

Portrait général



Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	
OBNL	
Coopératives non financières	
Coopératives financières et mutuelles	
Proportion d'entreprises de moins de 10 ans	
Nombre approximatif de membres ¹	
Nombre approximatif de personnes administratrices ¹	
Nombre approximatif d'entreprises ayant des revenus ¹ de 2 M\$ ou plus	

Saguenay–
Lac-Saint-Jean¹

L'économie sociale
dans l'ensemble
du Québec

Emploi



Nombre approximatif de personnes salariées ¹	
Proportion d'entreprises ayant moins de 5 personnes salariées	
Proportion d'entreprises ayant plus de 25 personnes salariées	
Dépenses en matière de rémunération ¹	
Proportion de personnes salariées appartenant à certains groupes	
Personnes salariées à temps plein	
Personnes salariées saisonnières	
Femmes ^{+1,2}	
Personnes de 35 ans ou moins	
Personnes de 55 ans ou plus	
Personnes handicapées ²	
Personnes issues d'une minorité visible ²	
Personnes immigrantes ou résidentes temporaires ²	

7 970

45,9 %

14,8 %

279,8 M\$

61,2 %

26,9 %

67,3 %

48,2 %

23,7 %

2,4 %

0,7 %

2,0 %

248 470

46,1 %

14,0 %

14,2 G\$

70,1 %

17,0 %

62,9 %

42,2 %

19,8 %

2,9 %

9,5 %

3,6 %

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats présentés. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (point 2.1).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Situation financière

Principales caractéristiques financières des entreprises d'économie sociale selon le type d'entreprise, Saguenay–Lac-Saint-Jean et ensemble du Québec, 2022

	OBNL	Coopératives et mutuelles	Toutes les entreprises d'économie sociale de la région	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Revenus ¹	373,7 M\$	451,8 M\$	825,4 M\$	53,6 G\$
Part du chiffre d'affaires dans les revenus	51,0 %	98,3 %	76,9 %	88,6 %
Part des subventions dans les revenus	42,0 %	1,3 %	19,7 %	8,5 %
Actifs ¹	490,7 M\$	8 921,5 M\$	9 412,2 M\$	439,5 G\$
Valeur des propriétés ¹	314,8 M\$*	121,0 M\$	435,9 M\$	16,0 G\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Autres caractéristiques

- Au Saguenay–Lac-Saint-Jean, environ la moitié (51 %) des entreprises d'économie sociale ont plus de 30 ans.
- Elles exercent leurs activités principalement dans le domaine de finalité sociale des loisirs et du tourisme (19 %).
- Elles interviennent principalement à l'échelle municipale (47 %).
- Près de 91 % de leur chiffre d'affaires provient de la région où elles sont implantées.
- Environ une personne salariée sur quatre (24 %) travaille dans le secteur d'activité économique de l'enseignement, des services de garde et de l'assistance sociale.

Évolution

Portrait global de l'évolution des entreprises d'économie sociale, Saguenay–Lac-Saint-Jean, 2016 et 2022

	2016	2022
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	670	600 ↓
Nombre approximatif de personnes salariées ^{1,2}	9 330	7 970 ↓
Revenus ^{1,2}	1 269,3 M\$	825,4 M\$ ↓

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats lors de la comparaison entre 2016 et 2022. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (points 2.2 et 2.3).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2018 et 2023.

L'économie sociale dans la

Capitale-Nationale

en 2022

Population de la région

774 804

Portrait général



Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	
OBNL	
Coopératives non financières	
Coopératives financières et mutuelles	
Proportion d'entreprises de moins de 10 ans	
Nombre approximatif de membres ¹	
Nombre approximatif de personnes administratrices ¹	
Nombre approximatif d'entreprises ayant des revenus ¹ de 2 M\$ ou plus	

Capitale-Nationale¹

L'économie sociale
dans l'ensemble
du Québec

Emploi



Nombre approximatif de personnes salariées ¹	
Proportion d'entreprises ayant moins de 5 personnes salariées	
Proportion d'entreprises ayant plus de 25 personnes salariées	
Dépenses en matière de rémunération ¹	
Proportion de personnes salariées appartenant à certains groupes	
Personnes salariées à temps plein	
Personnes salariées saisonnières	
Femmes ^{+1,2}	
Personnes de 35 ans ou moins	
Personnes de 55 ans ou plus	
Personnes handicapées ²	
Personnes issues d'une minorité visible ²	
Personnes immigrantes ou résidentes temporaires ²	

1 120

790

310

30

11,9 %

1 309 420

8 560

180

24 700

46,2 %

17,4 %

1 032,7 M\$

55,7 %

31,9 %

63,6 %

52,1 %

15,3 %

3,3 %

5,9 %

3,5 %*

11 360

8 710

2 420

240

12,4 %

11 468 540

81 250

1 430

248 470

46,1 %

14,0 %

14,2 G\$

70,1 %

17,0 %

62,9 %

42,2 %

19,8 %

2,9 %

9,5 %

3,6 %

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats présentés. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (point 2.1).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Situation financière

Principales caractéristiques financières des entreprises d'économie sociale selon le type d'entreprise, Capitale-Nationale et ensemble du Québec, 2022

	OBNL	Coopératives et mutuelles	Toutes les entreprises d'économie sociale de la région	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Revenus ¹	1 144,5 M\$	1 659,6 M\$	2 804,1 M\$	53,6 G\$
Part du chiffre d'affaires dans les revenus	40,4 %	92,3 %	71,1 %	88,6 %
Part des subventions dans les revenus	46,6 %	1,3 %	19,8 %	8,5 %
Actifs ¹	2 356,3 M\$**	30 241,5 M\$	32 597,8 M\$	439,5 G\$
Valeur des propriétés ¹	641,6 M\$*	487,2 M\$	1 128,9 M\$	16,0 G\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Autres caractéristiques

- Dans la Capitale-Nationale, environ la moitié (51 %) des entreprises d'économie sociale ont plus de 30 ans.
- Environ 83 % de leur chiffre d'affaires provient de la région où elles sont implantées.
- Elles interviennent principalement à l'échelle inframunicipale (21 %), municipale (26 %) ou régionale (26 %).

Évolution

Portrait global de l'évolution des entreprises d'économie sociale, Capitale-Nationale, 2016 et 2022

	2016	2022
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	1 220	1 120
Nombre approximatif de personnes salariées ^{1,2}	22 840	24 700
Revenus ^{1,2}	2 613,2 M\$	2 804,1 M\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats lors de la comparaison entre 2016 et 2022. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (points 2.2 et 2.3).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2018 et 2023.

L'économie sociale en

Mauricie

en 2022

Population de la région

278 560

Portrait général



Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	
OBNL	
Coopératives non financières	
Coopératives financières et mutuelles	
Proportion d'entreprises de moins de 10 ans	
Nombre approximatif de membres ¹	
Nombre approximatif de personnes administratrices ¹	
Nombre approximatif d'entreprises ayant des revenus ¹ de 2 M\$ ou plus	

Mauricie ¹	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
410	11 360
310	8 710
90	2 420
10	240
8,7 %	12,4 %
315 100	11 468 540
2 960	81 250
50	1 430

Emploi



Nombre approximatif de personnes salariées ¹	
Proportion d'entreprises ayant moins de 5 personnes salariées	
Proportion d'entreprises ayant plus de 25 personnes salariées	
Dépenses en matière de rémunération ¹	
Proportion de personnes salariées appartenant à certains groupes	
Personnes salariées à temps plein	
Personnes salariées saisonnières	
Femmes ^{+1,2}	
Personnes de 35 ans ou moins	
Personnes de 55 ans ou plus	
Personnes handicapées ²	
Personnes issues d'une minorité visible ²	
Personnes immigrantes ou résidentes temporaires ²	

6 360	248 470
42,5 %	46,1 %
14,9 %	14,0 %
252,3 M\$	14,2 G\$
56,1 %	70,1 %
22,3 %	17,0 %
67,7 %	62,9 %
39,9 %	42,2 %
23,1 %	19,8 %
5,1 %	2,9 %
3,4 %	9,5 %
1,7 %	3,6 %

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats présentés. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (point 2.1).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Situation financière

Principales caractéristiques financières des entreprises d'économie sociale selon le type d'entreprise, Mauricie et ensemble du Québec, 2022

	OBNL	Coopératives et mutuelles	Toutes les entreprises d'économie sociale de la région	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Revenus ¹	282,2 M\$	305,0 M\$	587,2 M\$	53,6 G\$
Part du chiffre d'affaires dans les revenus	43,9 %	96,7 %	71,3 %	88,6 %
Part des subventions dans les revenus	44,5 %	2,0 %	22,4 %	8,5 %
Actifs ¹	392,7 M\$	9 213,5 M\$	9 606,1 M\$	439,5 G\$
Valeur des propriétés ¹	180,9 M\$*	89,4 M\$	270,3 M\$	16,0 G\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Autres caractéristiques

- En Mauricie, environ deux entreprises d'économie sociale sur cinq (43 %) ont plus de 30 ans.
- Elles exercent leurs activités principalement dans le domaine de finalité sociale de la santé et des conditions de vie (22 %).
- Elles interviennent principalement à l'échelle municipale (40 %) ou régionale (37 %).
- Près de 87 % de leur chiffre d'affaires provient de la région où elles sont implantées.

Évolution >>>

Portrait global de l'évolution des entreprises d'économie sociale, Mauricie, 2016 et 2022

	2016	2022
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	430	410
Nombre approximatif de personnes salariées ^{1,2}	5 730	6 360 ↑
Revenus ^{1,2}	626,8 M\$	587,2 M\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats lors de la comparaison entre 2016 et 2022. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (points 2.2 et 2.3).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2018 et 2023.

L'économie sociale en

Estrie

en 2022

Population de la région
506 527

Portrait général



Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	
OBNL	
Coopératives non financières	
Coopératives financières et mutuelles	
Proportion d'entreprises de moins de 10 ans	
Nombre approximatif de membres ¹	
Nombre approximatif de personnes administratrices ¹	
Nombre approximatif d'entreprises ayant des revenus ¹ de 2 M\$ ou plus	

Estrie¹

L'économie sociale
dans l'ensemble
du Québec

Emploi



Nombre approximatif de personnes salariées ¹	
Proportion d'entreprises ayant moins de 5 personnes salariées	
Proportion d'entreprises ayant plus de 25 personnes salariées	
Dépenses en matière de rémunération ¹	
Proportion de personnes salariées appartenant à certains groupes	
Personnes salariées à temps plein	
Personnes salariées saisonnières	
Femmes ^{+1,2}	
Personnes de 35 ans ou moins	
Personnes de 55 ans ou plus	
Personnes handicapées ²	
Personnes issues d'une minorité visible ²	
Personnes immigrantes ou résidentes temporaires ²	

12 170

248 470

43,5 %

46,1 %

14,8 %

14,0 %

456,3 M\$

14,2 G\$

54,7 %

70,1 %

26,1 %

17,0 %

70,6 %

62,9 %

48,9 %

42,2 %

18,8 %

19,8 %

1,9 %

2,9 %

2,5 %

9,5 %

2,4 %

3,6 %

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats présentés. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (point 2.1).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Situation financière

Principales caractéristiques financières des entreprises d'économie sociale selon le type d'entreprise, Estrie et ensemble du Québec, 2022

	OBNL	Coopératives et mutuelles	Toutes les entreprises d'économie sociale de la région	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Revenus ¹	544,6 M\$	675,8 M\$	1 220,4 M\$	53,6 G\$
Part du chiffre d'affaires dans les revenus	39,9 %	96,0 %	71,0 %	88,6 %
Part des subventions dans les revenus	51,9 %	1,9 %	24,2 %	8,5 %
Actifs ¹	761,2 M\$	16 907,6 M\$	17 668,8 M\$	439,5 G\$
Valeur des propriétés ¹	422,5 M\$	226,7 M\$	649,2 M\$	16,0 G\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Autres caractéristiques

- En Estrie, environ deux entreprises d'économie sociale sur cinq (41 %) ont plus de 30 ans.
- Elles interviennent principalement à l'échelle municipale (42 %) ou régionale (35 %).
- Près de 85 % de leur chiffre d'affaires provient de la région où elles sont implantées.
- Environ une personne salariée sur quatre (25 %) travaille dans le secteur d'activité économique de l'enseignement, des services de garde et de l'assistance sociale.

Évolution >>>

Portrait global de l'évolution des entreprises d'économie sociale, Estrie³, 2016 et 2022

	2016	2022
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	x	760
Nombre approximatif de personnes salariées ^{1,2}	x	12 170 ↑
Revenus ^{1,2}	x	1 220,4 M\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats lors de la comparaison entre 2016 et 2022. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (points 2.2 et 2.3).

3. Pour assurer une comparabilité dans le temps, un traitement a été appliqué aux résultats de 2016. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (point 2.4).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2018 et 2023.

L'économie sociale de

Montréal

en 2022

Population de la région

2 035 975

Portrait général



	Montréal ¹	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	3 120	11 360
OBNL	2 380	8 710
Coopératives non financières	710	2 420
Coopératives financières et mutuelles	40	240
Proportion d'entreprises de moins de 10 ans	13,1 %	12,4 %
Nombre approximatif de membres ¹	3 166 800 *	11 468 540
Nombre approximatif de personnes administratrices ¹	23 000	81 250
Nombre approximatif d'entreprises ayant des revenus ¹ de 2 M\$ ou plus	310	1 430

Emploi



Nombre approximatif de personnes salariées ¹	63 800	248 470
Proportion d'entreprises ayant moins de 5 personnes salariées	49,4 %	46,1 %
Proportion d'entreprises ayant plus de 25 personnes salariées	8,1 %	14,0 %
Dépenses en matière de rémunération ¹	3 285,3 M\$	14,2 G\$
Proportion de personnes salariées appartenant à certains groupes		
Personnes salariées à temps plein	75,8 %	70,1 %
Personnes salariées saisonnières	13,6 %	17,0 %
Femmes ^{+1,2}	55,4 %	62,9 %
Personnes de 35 ans ou moins	42,1 %	42,2 %
Personnes de 55 ans ou plus	20,8 %	19,8 %
Personnes handicapées ²	1,7 % *	2,9 %
Personnes issues d'une minorité visible ²	17,2 %	9,5 %
Personnes immigrantes ou résidentes temporaires ²	7,3 %	3,6 %

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats présentés. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (point 2.1).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Situation financière

Principales caractéristiques financières des entreprises d'économie sociale selon le type d'entreprise, Montréal et ensemble du Québec, 2022

	OBNL	Coopératives et mutuelles	Toutes les entreprises d'économie sociale de la région	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Revenus ¹	x	x	15 056,6 M\$ *	53,6 G\$
Part du chiffre d'affaires dans les revenus	x	x	85,8 %	88,6 %
Part des subventions dans les revenus	x	x	9,4 % **	8,5 %
Actifs ¹	10 014,0 M\$ *	53 378,9 M\$	63 392,8 M\$	439,5 G\$
Valeur des propriétés ¹	2 675,9 M\$ *	3 395,9 M\$	6 071,8 M\$	16,0 G\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Autres caractéristiques

- Dans la région de Montréal, environ la moitié (49 %) des entreprises d'économie sociale ont plus de 30 ans.
- Elles exercent leurs activités principalement dans les domaines de finalité sociale suivants : l'habitation (21 %), les arts, la culture et les médias (15 %), la santé et les conditions de vie (14 %), ainsi que l'éducation, la formation et les services de garde (13 %).
- Elles interviennent principalement à l'échelle inframunicipale (30 %), municipale (25 %) ou provinciale (20 %).
- Les entreprises d'économie sociale de cette région présentent l'une des plus fortes proportions de personnes salariées de l'économie sociale (26 %).
- Elles ont dépensé environ 3,3 G\$ en rémunération en 2022, ce qui représente environ 23 % des dépenses en matière de rémunération de l'économie sociale en 2022.

Évolution

Portrait global de l'évolution des entreprises d'économie sociale, Montréal, 2016 et 2022

	2016	2022
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	2 780	3 120 ↑
Nombre approximatif de personnes salariées ^{1,2}	67 680	63 800
Revenus ^{1,2}	11 704,1 M\$	15 056,6 M\$ *

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats lors de la comparaison entre 2016 et 2022. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (points 2.2 et 2.3).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2018 et 2023.

L'économie sociale en

Outaouais

en 2022

Population de la région

412 121

Portrait général



Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	
OBNL	
Coopératives non financières	
Coopératives financières et mutuelles	
Proportion d'entreprises de moins de 10 ans	
Nombre approximatif de membres ¹	
Nombre approximatif de personnes administratrices ¹	
Nombre approximatif d'entreprises ayant des revenus ¹ de 2 M\$ ou plus	

Outaouais ¹	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
430	11 360
310	8 710
110	2 420
10	240
15,1 %	12,4 %
313 820	11 468 540
2 880	81 250
50	1 430

Emploi



Nombre approximatif de personnes salariées ¹	
Proportion d'entreprises ayant moins de 5 personnes salariées	
Proportion d'entreprises ayant plus de 25 personnes salariées	
Dépenses en matière de rémunération ¹	
Proportion de personnes salariées appartenant à certains groupes	
Personnes salariées à temps plein	
Personnes salariées saisonnières	
Femmes ^{+1,2}	
Personnes de 35 ans ou moins	
Personnes de 55 ans ou plus	
Personnes handicapées ²	
Personnes issues d'une minorité visible ²	
Personnes immigrantes ou résidentes temporaires ²	

6 420	248 470
48,0 %	46,1 %
13,3 %	14,0 %
290,5 M\$	14,2 G\$
64,8 %	70,1 %
18,1 %	17,0 %
67,2 %	62,9 %
44,8 %	42,2 %
23,6 %	19,8 %
5,1 % *	2,9 %
10,1 %	9,5 %
3,5 %	3,6 %

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats présentés. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (point 2.1).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Situation financière

Principales caractéristiques financières des entreprises d'économie sociale selon le type d'entreprise, Outaouais et ensemble du Québec, 2022

	OBNL	Coopératives et mutuelles	Toutes les entreprises d'économie sociale de la région	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Revenus ¹	316,6 M\$	459,4 M\$	775,9 M\$	53,6 G\$
Part du chiffre d'affaires dans les revenus	50,8 %	98,1 %	78,8 %	88,6 %
Part des subventions dans les revenus	40,7 %	1,1 %*	17,3 %	8,5 %
Actifs ¹	494,2 M\$	9 235,1 M\$*	9 729,2 M\$*	439,5 G\$
Valeur des propriétés ¹	238,6 M\$	168,3 M\$	406,8 M\$	16,0 G\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Autres caractéristiques

- En Outaouais, environ la moitié (47 %) des entreprises d'économie sociale ont plus de 30 ans.
- Elles interviennent principalement à l'échelle municipale (34 %) ou régionale (38 %).
- Environ 86 % de leur chiffre d'affaires provient de la région où elles sont implantées.
- Près de 32 % des personnes salariées travaillent dans le secteur d'activité économique de l'enseignement, des services de garde et de l'assistance sociale.

Évolution >>>

Portrait global de l'évolution des entreprises d'économie sociale, Outaouais, 2016 et 2022

	2016	2022
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	380	430 ↑
Nombre approximatif de personnes salariées ^{1,2}	6 240	6 420
Revenus ^{1,2}	735,6 M\$	775,9 M\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats lors de la comparaison entre 2016 et 2022. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (points 2.2 et 2.3).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2018 et 2023.

L'économie sociale en

Abitibi-Témiscamingue

en 2022

Population de la région

148 118

Portrait général



Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	
OBNL	
Coopératives non financières	
Coopératives financières et mutuelles	
Proportion d'entreprises de moins de 10 ans	
Nombre approximatif de membres ¹	
Nombre approximatif de personnes administratrices ¹	
Nombre approximatif d'entreprises ayant des revenus ¹ de 2 M\$ ou plus	

Abitibi-Témiscamingue ¹	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
320	11 360
270	8 710
50	2 420
10	240
7,0 %	12,4 %
244 250	11 468 540
2 300	81 250
40	1 430

Emploi



Nombre approximatif de personnes salariées ¹	
Proportion d'entreprises ayant moins de 5 personnes salariées	
Proportion d'entreprises ayant plus de 25 personnes salariées	
Dépenses en matière de rémunération ¹	
Proportion de personnes salariées appartenant à certains groupes	
Personnes salariées à temps plein	
Personnes salariées saisonnières	
Femmes ^{+1,2}	
Personnes de 35 ans ou moins	
Personnes de 55 ans ou plus	
Personnes handicapées ²	
Personnes issues d'une minorité visible ²	
Personnes immigrantes ou résidentes temporaires ²	

3 970	248 470
51,6 %	46,1 %
15,2 %	14,0 %
159,0 M\$	14,2 G\$
56,8 %	70,1 %
20,6 %	17,0 %
72,7 %	62,9 %
41,0 %	42,2 %
28,3 %	19,8 %
1,0 %	2,9 %
1,8 %	9,5 %
3,1 %	3,6 %

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats présentés. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (point 2.1).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Situation financière

Principales caractéristiques financières des entreprises d'économie sociale selon le type d'entreprise, Abitibi-Témiscamingue et ensemble du Québec, 2022

	OBNL	Coopératives et mutuelles	Toutes les entreprises d'économie sociale de la région	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Revenus ¹	165,1 M\$	322,6 M\$	487,7 M\$	53,6 G\$
Part du chiffre d'affaires dans les revenus	47,0 %	97,3 %	80,3 %	88,6 %
Part des subventions dans les revenus	43,2 %	1,1 %	15,3 %	8,5 %
Actifs ¹	246,0 M\$	4 779,9 M\$	5 025,9 M\$	439,5 G\$
Valeur des propriétés ¹	145,0 M\$*	82,1 M\$	227,1 M\$	16,0 G\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Autres caractéristiques

- En Abitibi-Témiscamingue, près de la moitié (53 %) des entreprises d'économie sociale ont plus de 30 ans.
- Elles interviennent principalement à l'échelle municipale (50 %).
- Environ 90 % de leur chiffre d'affaires provient de la région où elles sont implantées.
- Près de 29 % des personnes salariées travaillent dans le secteur d'activité économique de l'enseignement, des services de garde et de l'assistance sociale.

Évolution >>>

Portrait global de l'évolution des entreprises d'économie sociale, Abitibi-Témiscamingue, 2016 et 2022

	2016	2022
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	330	320
Nombre approximatif de personnes salariées ^{1,2}	4 350	3 970
Revenus ^{1,2}	422,1 M\$	487,7 M\$ ↑

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats lors de la comparaison entre 2016 et 2022. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (points 2.2 et 2.3).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2018 et 2023.

L'économie sociale sur la

Côte-Nord et dans le Nord-du-Québec

en 2022

Population de la région

136 356

Portrait général



	Côte-Nord et Nord-du-Québec ¹	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	360	11 360
OBNL	290	8 710
Coopératives non financières	60	2 420
Coopératives financières et mutuelles	10	240
Proportion d'entreprises de moins de 10 ans	7,9 %	12,4 %
Nombre approximatif de membres ¹	169 450	11 468 540
Nombre approximatif de personnes administratrices ¹	2 430	81 250
Nombre approximatif d'entreprises ayant des revenus ¹ de 2 M\$ ou plus	40	1 430

Emploi



Nombre approximatif de personnes salariées ¹	3 870	248 470
Proportion d'entreprises ayant moins de 5 personnes salariées	50,4 %	46,1 %
Proportion d'entreprises ayant plus de 25 personnes salariées	9,7 %	14,0 %
Dépenses en matière de rémunération ¹	129,3 M\$	14,2 G\$
Proportion de personnes salariées appartenant à certains groupes		
Personnes salariées à temps plein	64,5 %	70,1 %
Personnes salariées saisonnières	26,5 %	17,0 %
Femmes ^{+1,2}	70,7 %	62,9 %
Personnes de 35 ans ou moins	42,3 %	42,2 %
Personnes de 55 ans ou plus	26,2 %	19,8 %
Personnes handicapées ²	2,9 % **	2,9 %
Personnes issues d'une minorité visible ²	1,9 %	9,5 %
Personnes immigrantes ou résidentes temporaires ²	2,0 %	3,6 %

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats présentés. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (point 2.1).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Situation financière

Principales caractéristiques financières des entreprises d'économie sociale selon le type d'entreprise, Côte-Nord/Nord-du-Québec et ensemble du Québec, 2022

	OBNL	Coopératives et mutuelles	Toutes les entreprises d'économie sociale de la région	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Revenus ¹	140,7 M\$	179,1 M\$	319,9 M\$	53,6 G\$
Part du chiffre d'affaires dans les revenus	37,7 %	91,3 %	67,7 %	88,6 %
Part des subventions dans les revenus	54,7 %	2,3 %*	25,3 %	8,5 %
Actifs ¹	241,2 M\$	3 530,3 M\$	3 771,5 M\$	439,5 G\$
Valeur des propriétés ¹	83,4 M\$	40,1 M\$*	123,5 M\$	16,0 G\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Autres caractéristiques

- Dans ce territoire composé des régions administratives de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec, près de la moitié (47 %) des entreprises d'économie sociale ont plus de 30 ans.
- Elles interviennent principalement à l'échelle municipale (54 %).
- Près de 87 % de leur chiffre d'affaires provient des régions où elles sont implantées.
- Environ 28 % des personnes salariées travaillent dans le secteur d'activité économique de l'enseignement, des services de garde et de l'assistance sociale.

Évolution >>>

Portrait global de l'évolution des entreprises d'économie sociale, Côte-Nord/Nord-du-Québec, 2016 et 2022

	2016	2022
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	300	360 ↑
Nombre approximatif de personnes salariées ^{1,2}	3 530	3 870
Revenus ^{1,2}	x	319,9 M\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats lors de la comparaison entre 2016 et 2022. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (points 2.2 et 2.3).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2018 et 2023.

L'économie sociale en

Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

en 2022

Population de la région

91 804

Portrait général



Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	
OBNL	
Coopératives non financières	
Coopératives financières et mutuelles	
Proportion d'entreprises de moins de 10 ans	
Nombre approximatif de membres ¹	
Nombre approximatif de personnes administratrices ¹	
Nombre approximatif d'entreprises ayant des revenus ¹ de 2 M\$ ou plus	

Gaspésie– Îles-de-la-Madeleine ¹	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
350	11 360
260	8 710
80	2 420
10	240
13,8 %	12,4 %
139 490	11 468 540
2 220	81 250
40	1 430
4 630	248 470
46,2 %	46,1 %
12,8 %	14,0 %
170,0 M\$	14,2 G\$
58,0 %	70,1 %
35,9 %	17,0 %
59,3 %	62,9 %
34,9 %	42,2 %
32,9 %	19,8 %
1,9 % **	2,9 %
0,7 % *	9,5 %
0,8 %	3,6 %

Emploi



Nombre approximatif de personnes salariées ¹	
Proportion d'entreprises ayant moins de 5 personnes salariées	
Proportion d'entreprises ayant plus de 25 personnes salariées	
Dépenses en matière de rémunération ¹	
Proportion de personnes salariées appartenant à certains groupes	
Personnes salariées à temps plein	
Personnes salariées saisonnières	
Femmes ^{1,2}	
Personnes de 35 ans ou moins	
Personnes de 55 ans ou plus	
Personnes handicapées ²	
Personnes issues d'une minorité visible ²	
Personnes immigrantes ou résidentes temporaires ²	

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats présentés. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (point 2.1).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Situation financière

Principales caractéristiques financières des entreprises d'économie sociale selon le type d'entreprise, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et ensemble du Québec, 2022

	OBNL	Coopératives et mutuelles	Toutes les entreprises d'économie sociale de la région	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Revenus ¹	166,7 M\$	344,7 M\$	511,4 M\$	53,6 G\$
Part du chiffre d'affaires dans les revenus	51,3 %	96,3 %	81,6 %	88,6 %
Part des subventions dans les revenus	38,6 %	3,4 %*	14,9 %	8,5 %
Actifs ¹	308,9 M\$	3 978,9 M\$	4 287,8 M\$	439,5 G\$
Valeur des propriétés ¹	179,7 M\$*	65,8 M\$	245,4 M\$	16,0 G\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Autres caractéristiques

- En Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, environ la moitié (50 %) des entreprises d'économie sociale ont plus de 30 ans.
- Elles interviennent principalement à l'échelle municipale (51 %).
- Près de 80 % de leur chiffre d'affaires provient de la région où elles sont implantées.
- Environ 20 % des personnes salariées travaillent dans le secteur d'activité économique de l'agroalimentaire, de la foresterie et du commerce de gros, et 22 % dans celui de l'enseignement, des services de garde et de l'assistance sociale.

Évolution >>>

Portrait global de l'évolution des entreprises d'économie sociale, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, 2016 et 2022

	2016	2022
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	350	350
Nombre approximatif de personnes salariées ^{1,2}	3 680	4 630 ↑
Revenus ^{1,2}	347,4 M\$	511,4 M\$ ↑

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats lors de la comparaison entre 2016 et 2022. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (points 2.2 et 2.3).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2018 et 2023.

L'économie sociale dans

Chaudière-Appalaches

en 2022

Population de la région

442 370

Portrait général



Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	
OBNL	
Coopératives non financières	
Coopératives financières et mutuelles	
Proportion d'entreprises de moins de 10 ans	
Nombre approximatif de membres ¹	
Nombre approximatif de personnes administratrices ¹	
Nombre approximatif d'entreprises ayant des revenus ¹ de 2 M\$ ou plus	

Chaudière-Appalaches ¹	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
600	11 360
440	8 710
140	2 420
20	240
9,6 %	12,4 %
674 350	11 468 540
4 250	81 250
90	1 430

Emploi



Nombre approximatif de personnes salariées ¹	
Proportion d'entreprises ayant moins de 5 personnes salariées	
Proportion d'entreprises ayant plus de 25 personnes salariées	
Dépenses en matière de rémunération ¹	
Proportion de personnes salariées appartenant à certains groupes	
Personnes salariées à temps plein	
Personnes salariées saisonnières	
Femmes ^{+1,2}	
Personnes de 35 ans ou moins	
Personnes de 55 ans ou plus	
Personnes handicapées ²	
Personnes issues d'une minorité visible ²	
Personnes immigrantes ou résidentes temporaires ²	

55 500*	248 470
43,9 %	46,1 %
17,4 %	14,0 %
5 532,6 M\$**	14,2 G\$
85,0 %	70,1 %
4,2 %*	17,0 %
59,5 %	62,9 %
35,3 %	42,2 %
16,1 %	19,8 %
4,6 %	2,9 %
11,1 %	9,5 %
2,3 %	3,6 %

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats présentés. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (point 2.1).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Situation financière

Principales caractéristiques financières des entreprises d'économie sociale selon le type d'entreprise, Chaudière-Appalaches et ensemble du Québec, 2022

	OBNL	Coopératives et mutuelles	Toutes les entreprises d'économie sociale de la région	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Revenus ¹	599,3 M\$	14 294,4 M\$**	14 893,7 M\$**	53,6 G\$
Part du chiffre d'affaires dans les revenus	63,4 %	x	x	88,6 %
Part des subventions dans les revenus	31,5 %	x	x	8,5 %
Actifs ¹	772,9 M\$	175 274,1 M\$**	176 047,0 M\$**	439,5 G\$
Valeur des propriétés ¹	358,8 M\$	1 636,4 M\$**	1 995,2 M\$*	16,0 G\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Autres caractéristiques

- En Chaudière-Appalaches, environ la moitié (50 %) des entreprises d'économie sociale ont plus de 30 ans.
- Elles interviennent principalement à l'échelle municipale (45 %).
- Près de 89 % de leur chiffre d'affaires provient de la région où elles sont implantées.
- Environ 74 % des personnes salariées travaillent dans le secteur d'activité économique de la finance et des assurances.

Évolution >>>

Portrait global de l'évolution des entreprises d'économie sociale, Chaudière-Appalaches, 2016 et 2022

	2016	2022
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	650	600 ↓
Nombre approximatif de personnes salariées ^{1,2}	33 630	55 500 *
Revenus ^{1,2}	x	14 893,7 M\$**

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats lors de la comparaison entre 2016 et 2022. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (points 2.2 et 2.3).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2018 et 2023.

L'économie sociale à

Laval

en 2022

Population de la région

443 792

Portrait général



	Laval ¹	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	320	11 360
OBNL	270	8 710
Coopératives non financières	40	2 420
Coopératives financières et mutuelles	10	240
Proportion d'entreprises de moins de 10 ans	18,2 %	12,4 %
Nombre approximatif de membres ¹	274 870	11 468 540
Nombre approximatif de personnes administratrices ¹	2 140	81 250
Nombre approximatif d'entreprises ayant des revenus ¹ de 2 M\$ ou plus	50	1 430

Emploi



Nombre approximatif de personnes salariées ¹	5 160	248 470
Proportion d'entreprises ayant moins de 5 personnes salariées	49,9 %	46,1 %
Proportion d'entreprises ayant plus de 25 personnes salariées	19,0 %	14,0 %
Dépenses en matière totales de rémunération ¹	216,3 M\$	14,2 G\$
Proportion de personnes salariées appartenant à certains groupes		
Personnes salariées à temps plein	69,4 %	70,1 %
Personnes salariées saisonnières	24,6 % *	17,0 %
Femmes ^{+1,2}	74,2 %	62,9 %
Personnes de 35 ans ou moins	47,5 %	42,2 %
Personnes de 55 ans ou plus	16,3 %	19,8 %
Personnes handicapées ²	1,0 % *	2,9 %
Personnes issues d'une minorité visible ²	16,2 %	9,5 %
Personnes immigrantes ou résidentes temporaires ²	4,7 % *	3,6 %

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats présentés. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (point 2.1).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Situation financière

Principales caractéristiques financières des entreprises d'économie sociale selon le type d'entreprise, Laval et ensemble du Québec, 2022

	OBNL	Coopératives et mutuelles	Toutes les entreprises d'économie sociale de la région	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Revenus ¹	315,7 M\$	212,7 M\$	528,4 M\$	53,6 G\$
Part du chiffre d'affaires dans les revenus	37,2 %	x	x	88,6 %
Part des subventions dans les revenus	55,8 %	x	x	8,5 %
Actifs ¹	x	x	8 622,1 M\$	439,5 G\$
Valeur des propriétés ¹	276,7 M\$*	79,1 M\$**	355,8 M\$*	16,0 G\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Autres caractéristiques

- À Laval, environ la moitié (47 %) des entreprises d'économie ont plus de 30 ans.
- Elles interviennent principalement à l'échelle municipale (29 %) ou régionale (34 %).
- Près de 84 % de leur chiffre d'affaires provient de la région où elles sont implantées.

Évolution >>>

Portrait global de l'évolution des entreprises d'économie sociale, Laval, 2016 et 2022

	2016	2022
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	270	320 ↑
Nombre approximatif de personnes salariées ^{1,2}	5 080	5 160
Revenus ^{1,2}	548,4 M\$	528,4 M\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats lors de la comparaison entre 2016 et 2022. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (points 2.2 et 2.3).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2018 et 2023.

L'économie sociale dans

Lanaudière

en 2022

Population de la région

541 728

Portrait général



Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	
OBNL	
Coopératives non financières	
Coopératives financières et mutuelles	
Proportion d'entreprises de moins de 10 ans	
Nombre approximatif de membres ¹	
Nombre approximatif de personnes administratrices ¹	
Nombre approximatif d'entreprises ayant des revenus ¹ de 2 M\$ ou plus	

Lanaudière ¹	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
400	11 360
320	8 710
80	2 420
10	240
15,1 %	12,4 %
862 830 **	11 468 540
2 810	81 250
60	1 430

Emploi



Nombre approximatif de personnes salariées ¹	
Proportion d'entreprises ayant moins de 5 personnes salariées	
Proportion d'entreprises ayant plus de 25 personnes salariées	
Dépenses en matière de rémunération ¹	
Proportion de personnes salariées appartenant à certains groupes	
Personnes salariées à temps plein	
Personnes salariées saisonnières	
Femmes ^{+1,2}	
Personnes de 35 ans ou moins	
Personnes de 55 ans ou plus	
Personnes handicapées ²	
Personnes issues d'une minorité visible ²	
Personnes immigrantes ou résidentes temporaires ²	

7 610	248 470
38,9 %	46,1 %
20,2 %	14,0 %
299,3 M\$	14,2 G\$
62,7 %	70,1 %
17,9 % *	17,0 %
73,1 %	62,9 %
44,4 %	42,2 %
22,5 %	19,8 %
0,8 % *	2,9 %
4,7 %	9,5 %
1,4 % *	3,6 %

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats présentés. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (point 2.1).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Situation financière

Principales caractéristiques financières des entreprises d'économie sociale selon le type d'entreprise, Lanaudière et ensemble du Québec, 2022

	OBNL	Coopératives et mutuelles	Toutes les entreprises d'économie sociale de la région	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Revenus ¹	323,1 M\$	937,8 M\$*	1 260,9 M\$	53,6 G\$
Part du chiffre d'affaires dans les revenus	43,5 %	98,9 %	84,7 %	88,6 %
Part des subventions dans les revenus	48,8 %	0,6 %*	13,0 %	8,5 %
Actifs ¹	442,5 M\$	17 314,9 M\$	17 757,4 M\$	439,5 G\$
Valeur des propriétés ¹	321,2 M\$	139,6 M\$*	460,8 M\$	16,0 G\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Autres caractéristiques

- Dans Lanaudière, environ deux entreprises d'économie sociale sur cinq (38 %) ont plus de 30 ans.
- Elles exercent leurs activités principalement dans le domaine de finalité sociale de la santé et des conditions de vie (19 %).
- Elles interviennent principalement à l'échelle municipale (41 %) ou régionale (39 %).
- Près de 87 % de leur chiffre d'affaires provient de la région où elles sont implantées.
- Environ 29 % des personnes salariées travaillent dans le secteur d'activité économique de l'enseignement, des services de garde et de l'assistance sociale.

Évolution >>>

Portrait global de l'évolution des entreprises d'économie sociale, Lanaudière, 2016 et 2022

	2016	2022
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	450	400 ↓
Nombre approximatif de personnes salariées ^{1,2}	5 980	7 610 ↑
Revenus ^{1,2}	745,9 M\$	1 260,9 M\$ ↑

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats lors de la comparaison entre 2016 et 2022. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (points 2.2 et 2.3).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2018 et 2023.

L'économie sociale dans les

Laurentides

en 2022

Population de la région

653 655

Portrait général



Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	
OBNL	
Coopératives non financières	
Coopératives financières et mutuelles	
Proportion d'entreprises de moins de 10 ans	
Nombre approximatif de membres ¹	
Nombre approximatif de personnes administratrices ¹	
Nombre approximatif d'entreprises ayant des revenus ¹ de 2 M\$ ou plus	

Laurentides ¹	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
470	11 360
380	8 710
70	2 420
10	240
10,7 %	12,4 %
516 350	11 468 540
3 240	81 250
70	1 430
7 450	248 470
39,7 %	46,1 %
19,4 %	14,0 %
326,5 M\$	14,2 G\$
64,8 %	70,1 %
19,3 %	17,0 %
75,3 %	62,9 %
43,4 %	42,2 %
21,5 %	19,8 %
1,0 % **	2,9 %
4,6 % *	9,5 %
1,0 % *	3,6 %

Emploi



Nombre approximatif de personnes salariées ¹	
Proportion d'entreprises ayant moins de 5 personnes salariées	
Proportion d'entreprises ayant plus de 25 personnes salariées	
Dépenses en matière de rémunération ¹	
Proportion de personnes salariées appartenant à certains groupes	
Personnes salariées à temps plein	
Personnes salariées saisonnières	
Femmes ^{+1,2}	
Personnes de 35 ans ou moins	
Personnes de 55 ans ou plus	
Personnes handicapées ²	
Personnes issues d'une minorité visible ²	
Personnes immigrantes ou résidentes temporaires ²	

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats présentés. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (point 2.1).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Situation financière

Principales caractéristiques financières des entreprises d'économie sociale selon le type d'entreprise, Laurentides et ensemble du Québec, 2022

	OBNL	Coopératives et mutuelles	Toutes les entreprises d'économie sociale de la région	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Revenus ¹	371,0 M\$	506,4 M\$	877,4 M\$	53,6 G\$
Part du chiffre d'affaires dans les revenus	40,9 %	96,3 %	72,9 %	88,6 %
Part des subventions dans les revenus	50,5 %	2,0 %**	22,5 %	8,5 %
Actifs ¹	388,3 M\$	13 992,2 M\$	14 380,5 M\$	439,5 G\$
Valeur des propriétés ¹	306,4 M\$	108,6 M\$*	415,0 M\$	16,0 G\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Autres caractéristiques

- Dans les Laurentides, environ deux entreprises d'économie sociale sur cinq (38 %) ont plus de 30 ans.
- Elles interviennent principalement à l'échelle municipale (43 %) ou régionale (36 %).
- Près de 83 % de leur chiffre d'affaires provient de la région où elles sont implantées.
- Environ 31 % des personnes salariées travaillent dans le secteur d'activité économique de l'enseignement, des services de garde et de l'assistance sociale.

Évolution >>>

Portrait global de l'évolution des entreprises d'économie sociale, Laurentides, 2016 et 2022

	2016	2022
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	440	470
Nombre approximatif de personnes salariées ^{1,2}	6 660	7 450 ↑
Revenus ^{1,2}	758,3 M\$	877,4 M\$ ↑

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats lors de la comparaison entre 2016 et 2022. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (points 2.2 et 2.3).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2018 et 2023.

L'économie sociale en

Montérégie

en 2022

Population de la région

1 471 331

Portrait général



Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	
OBNL	
Coopératives non financières	
Coopératives financières et mutuelles	
Proportion d'entreprises de moins de 10 ans	
Nombre approximatif de membres ¹	
Nombre approximatif de personnes administratrices ¹	
Nombre approximatif d'entreprises ayant des revenus ¹ de 2 M\$ ou plus	

Montérégie¹

L'économie sociale
dans l'ensemble
du Québec

Emploi



Nombre approximatif de personnes salariées ¹	
Proportion d'entreprises ayant moins de 5 personnes salariées	
Proportion d'entreprises ayant plus de 25 personnes salariées	
Dépenses en matière de rémunération ¹	
Proportion de personnes salariées appartenant à certains groupes	
Personnes salariées à temps plein	
Personnes salariées saisonnières	
Femmes ^{+1,2}	
Personnes de 35 ans ou moins	
Personnes de 55 ans ou plus	
Personnes handicapées ²	
Personnes issues d'une minorité visible ²	
Personnes immigrantes ou résidentes temporaires ²	

1 220

1 010

180

30

12,6 %

1 321 890

8 730

200

24 780

42,2 %

18,6 %

1 199,5 M\$

68,3 %

19,6 %

67,1 %

42,5 %

18,4 %

3,7 % *

7,6 %

2,4 %

11 360

8 710

2 420

240

12,4 %

11 468 540

81 250

1 430

248 470

46,1 %

14,0 %

14,2 G\$

70,1 %

17,0 %

62,9 %

42,2 %

19,8 %

2,9 %

9,5 %

3,6 %

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats présentés. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (point 2.1).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Situation financière

Principales caractéristiques financières des entreprises d'économie sociale selon le type d'entreprise, Montérégie et ensemble du Québec, 2022

	OBNL	Coopératives et mutuelles	Toutes les entreprises d'économie sociale de la région	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Revenus ¹	x	x	11 143,5 M\$ **	53,6 G\$
Part du chiffre d'affaires dans les revenus	x	x	92,9 %	88,6 %
Part des subventions dans les revenus	x	x	5,9 % **	8,5 %
Actifs ¹	1 303,7 M\$	44 306,3 M\$	45 609,9 M\$	439,5 G\$
Valeur des propriétés ¹	808,7 M\$ *	1 846,7 M\$ **	2 655,5 M\$ *	16,0 G\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Autres caractéristiques

- En Montérégie, environ 45 % des entreprises d'économie sociale ont plus de 30 ans.
- Elles interviennent principalement à l'échelle municipale (44 %).
- Près de 87 % de leur chiffre d'affaires provient de la région où elles sont implantées.

Évolution >>>

Portrait global de l'évolution des entreprises d'économie sociale, Montérégie³, 2016 et 2022

	2016	2022
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	x	1 220
Nombre approximatif de personnes salariées ^{1,2}	x	24 780 ↑
Revenus ^{1,2}	x	11 143,5 M\$ **

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats lors de la comparaison entre 2016 et 2022. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (points 2.2 et 2.3).

3. Pour assurer une comparabilité dans le temps, un traitement a été appliqué aux résultats de 2016. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (point 2.4).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2018 et 2023.

L'économie sociale dans le

Centre-du-Québec

en 2022

Population de la région

255 692

Portrait général



	Centre-du-Québec ¹	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	360	11 360
OBNL	270	8 710
Coopératives non financières	80	2 420
Coopératives financières et mutuelles	10	240
Proportion d'entreprises de moins de 10 ans	8,9 %	12,4 %
Nombre approximatif de membres ¹	618 820	11 468 540
Nombre approximatif de personnes administratrices ¹	2 440	81 250
Nombre approximatif d'entreprises ayant des revenus ¹ de 2 M\$ ou plus	40	1 430

Emploi



Nombre approximatif de personnes salariées ¹	7 490	248 470
Proportion d'entreprises ayant moins de 5 personnes salariées	44,9 %	46,1 %
Proportion d'entreprises ayant plus de 25 personnes salariées	17,7 %	14,0 %
Dépenses en matière de rémunération ¹	305,0 M\$	14,2 G\$
Proportion de personnes salariées appartenant à certains groupes		
Personnes salariées à temps plein	57,8 %	70,1 %
Personnes salariées saisonnières	22,7 %	17,0 %
Femmes ^{+1,2}	68,3 %	62,9 %
Personnes de 35 ans ou moins	44,2 %	42,2 %
Personnes de 55 ans ou plus	24,6 %	19,8 %
Personnes handicapées ²	2,1 %**	2,9 %
Personnes issues d'une minorité visible ²	2,4 %	9,5 %
Personnes immigrantes ou résidentes temporaires ²	1,1 %	3,6 %

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats présentés. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (point 2.1).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Situation financière

Principales caractéristiques financières des entreprises d'économie sociale selon le type d'entreprise, Centre-du-Québec et ensemble du Québec, 2022

	OBNL	Coopératives et mutuelles	Toutes les entreprises d'économie sociale de la région	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Revenus ¹	199,0 M\$	1 429,1 M\$	1 628,1 M\$	53,6 G\$
Part du chiffre d'affaires dans les revenus	41,8 %	99,4 %	92,4 %	88,6 %
Part des subventions dans les revenus	50,6 %	0,2 %*	6,4 %	8,5 %
Actifs ¹	x	x	13 002,3 M\$	439,5 G\$
Valeur des propriétés ¹	149,6 M\$	198,4 M\$	348,0 M\$	16,0 G\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.

Autres caractéristiques

- Dans le Centre-du-Québec, près de la moitié (52 %) des entreprises d'économie sociale ont plus de 30 ans.
- Elles exercent leurs activités principalement dans le domaine de finalité sociale de la santé et des conditions de vie (15 %) et dans celui des loisirs et du tourisme (14 %).
- Elles interviennent principalement à l'échelle municipale (46 %).
- Environ 89 % de leur chiffre d'affaires provient de la région où elles sont implantées.

Évolution >>>

Portrait global de l'évolution des entreprises d'économie sociale, Centre-du-Québec, 2016 et 2022

	2016	2022
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	380	360
Nombre approximatif de personnes salariées ^{1,2}	6 900	7 490
Revenus ^{1,2}	1 445,5 M\$	1 628,1 M\$

1. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2.

2. Compte tenu de certaines limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats lors de la comparaison entre 2016 et 2022. Pour des précisions, consulter l'encadré au début de l'annexe 2 (points 2.2 et 2.3).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2018 et 2023.

Bibliographie

- BELZILE, L., E. BRAHAM et D. DIALLO (2023). *Bilan 2022 de l'emploi au Québec. Pénuries de main-d'œuvre, où en sommes-nous ?*, [En ligne], Montréal, Institut du Québec, 37 p. [institutduquebec.ca/wp-content/uploads/2023/02/20230209-IDQ-BILAN-DE-LEMPLOI-2022-AU-QUEBEC.pdf] (Consulté le 18 novembre 2024).
- BOUCHARD, M. J. (2008). *Portrait statistique de l'économie sociale de la région de Montréal*, [En ligne], Montréal, Chaire de recherche du Canada en économie sociale, Université du Québec à Montréal, 87 p. [depot.erudit.org/id/004170dd] (Consulté le 21 octobre 2024).
- BOUCHARD, M. J., P. CRUZ FILHO et M. ST-DENIS (2011). « Cadre conceptuel pour définir la population statistique de l'économie sociale au Québec », *Les Cahiers du CRISES*, [En ligne], n° ET1110, novembre, Montréal, Centre de recherche sur les innovations sociales et Chaire de recherche du Canada en économie sociale, Université du Québec à Montréal, 129 p. (Études théoriques). [depot.erudit.org/id/003721dd]. (Consulté le 14 février 2025).
- CHAMPAGNE, L. (2023). « Les effets de la pandémie de COVID-19 sur les entreprises et les organismes du secteur des arts de la scène au Québec », *Optique culture*, [En ligne], n° 88, Institut de la statistique du Québec, 42 p. [statistique.quebec.ca/fr/document/effets-pandemie-covid-19-entreprises-organismes-arts-scene-quebec].
- DIALLO, D., E. BRAHAM et S. SAVARD (2024). *L'impact des immigrants temporaires sur le marché de l'emploi au Québec. Mieux comprendre pour mieux agir*, [En ligne], Montréal, Institut du Québec, 32 p. [institutduquebec.ca/wp-content/uploads/2024/02/IDQ-202402-TRAVAILLEURSETRANGERS.pdf] (Consulté le 30 janvier 2025).
- ÉDUCALOI [Québec] (2024). *La loi, vos droits. Travail*, [En ligne]. [educaloi.qc.ca/categories/travail/] (Consulté le 4 novembre 2024).
- GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (2024, mis à jour le 25 janvier). *Connaître les différentes formes juridiques d'entreprises*, [En ligne]. [www.quebec.ca/entreprises-et-travailleurs-autonomes/demarrer-entreprise/formes-juridiques-entreprise] (Consulté le 13 mars 2025).
- INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC (2022, mis à jour le 5 octobre 2022). *Ligne du temps COVID-19 au Québec*, [En ligne]. [www.inspq.qc.ca/covid-19/donnees/ligne-du-temps] (Consulté le 18 novembre 2024).
- MARCEAU, S., et C. ROUTHIER (2019). *L'économie sociale au Québec. Portrait statistique 2016*, [En ligne], Québec, Institut de la statistique du Québec, 225 p. [statistique.quebec.ca/fr/document/leconomie-sociale-au-quebec-portrait-statistique] (Consulté le 21 octobre 2024).
- MERRIEN, A.-M., et autres (2022). *Les coopératives et mutuelles canadiennes face à la COVID-19 : La réponse d'un réseau*, [En ligne], Ottawa, Coopératives et mutuelles Canada, 22 p. [canada.coop/wp-content/uploads/Les-cooperatives-et-mutuelles-canadiennes-face-a-la-COVID-19-La-reponse-dun-reseau-4.pdf] (Consulté le 19 novembre 2024).

- MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE [Québec] (2020). *La force du collectif. Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025*, [En ligne], Québec, Gouvernement du Québec, 59 p. [www.quebec.ca/gouvernement/ministeres-organismes/economie/publications/plan-action-gouvernemental-en-economie-sociale-2020-2025] (Consulté le 13 mars 2025).
- NIKUZE, P. (2023). « Portrait évolutif des ouvertures et des fermetures d'entreprises au Québec entre janvier 2017 et mars 2023 », *Science, technologie et innovation*, [En ligne], n° 17, octobre, Institut de la statistique du Québec, 32 p. [statistique.quebec.ca/fr/document/estimations-mensuelles-ouvertures-fermetures-entreprises-quebec].
- OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE (1999). « Société mutuelle d'assurance », *Grand dictionnaire terminologique*, [En ligne]. [vitrinelinguistique.oqlf.gouv.qc.ca/fiche-gdt/fiche/8873960/societe-mutuelle-dassurance] (Consulté le 13 mars 2025).
- TAM, S., S. SOOD et C. JOHNSTON (2022). « Analyse des chaînes d'approvisionnement au Canada, troisième trimestre de 2022 », *Analyse en bref*, [En ligne], produit n° 11-621-M au catalogue de Statistique Canada, septembre, 9 p. [www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-621-m/11-621-m2022016-fra.htm] (Consulté le 18 novembre 2024).
- ZANZANA, S., et J. MARTIN (2023). « Le commerce de détail électronique et la COVID-19 : comment les ventes en ligne ont évolué à mesure que le magasinage en personne a repris », *Analyse en bref*, [En ligne], produit n° 11-621-M au catalogue de Statistique Canada, février, 9 p. [www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/11-621-m/11-621-m2023002-fra.pdf?st=jefjmrk] (Consulté le 18 novembre 2024).

Glossaire

Actifs

Ensemble des biens et des droits qui constituent le patrimoine d'une organisation ou d'une entreprise. Les actifs totaux incluent les actifs immobilisés (ou actifs à long terme), comme les terrains, les bâtiments, la machinerie et les équipements, et les actifs courants (ou actifs à court terme), comme les stocks et les créances. Le terme « actif total », utilisé pour référer à l'ensemble des actifs, est équivalent à « actifs ».

Chiffre d'affaires

Somme des revenus provenant de la vente ou de la location des produits ou des services qu'offre une entreprise et des revenus provenant des contrats de service conclus avec des administrations publiques.

Contrat de service conclu avec une administration publique

Contrat au sens de la [Loi sur les contrats des organismes publics](#) (RLRQ, chapitre C-65.1), conclu avec le gouvernement ou d'autres organismes représentatifs de l'administration publique (municipalités, centres de services scolaires, commissions scolaires, centres intégrés de santé et de services sociaux [CISSS], centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux [CIUSSS], etc.), prévoyant que des biens seront livrés à une population (ou à une communauté) ou que des services lui seront rendus. Un contrat de service implique nécessairement que l'entreprise offre un produit ou un service en contrepartie d'une somme reçue de l'administration publique. Ce produit ou service est généralement taxable.

Par exemple : contrat de service pour la gestion des matières résiduelles, contrat d'entretien ménager d'un bâtiment, contrat de service d'impression, contrat de service en vertu duquel une résidence offre de l'hébergement à une clientèle vulnérable sur un territoire donné.

Contributions en nature

Services reçus de la part d'un tiers sans contrepartie pécuniaire. Dans le cadre du présent portrait, la valeur de ces services est évaluée en dollars.

Par exemple, il peut s'agir :

- D'une exonération des frais liés au loyer, au chauffage ou à l'électricité ;
- D'une exonération des frais d'entretien ménager, de déneigement ou de gardiennage ;
- De services de secrétariat, de téléphonie, de photocopie ou d'assurance offerts gratuitement ;
- De services liés à la préparation d'états financiers ou à la gestion de subventions offerts gratuitement.

Cotisation des membres

Somme généralement forfaitaire, fixée à l'avance, que l'on verse le plus souvent annuellement à une association ou à un organisme pour bénéficier de ses services ou obtenir un statut de membre.

Filiale

Personne morale dont plus de 50 % des actions comportant droit de vote en toutes circonstances appartiennent directement à l'organisation mère (coopérative, mutuelle ou OBNL) à laquelle elle se rattache.

Ne pas confondre la filiale avec la succursale, qui jouit d'une certaine autonomie, mais qui dépend de la société mère.

Finalité sociale

Objectif ultime qu'une entreprise souhaite atteindre en réalisant ses activités. La finalité sociale peut se définir par les besoins auxquels l'entreprise cherche à répondre ou par la recherche de l'amélioration des conditions sociales, économiques, culturelles, communautaires, de santé et environnementales pour ses membres, la collectivité ou une clientèle en particulier. On l'appelle aussi « mission sociale ».

Genre d'une personne

Identité personnelle et sociale en tant qu'homme, en tant que femme ou en tant que personne non binaire, c'est-à-dire une personne dont le genre se situe en dehors du modèle binaire masculin-féminin.

Horaire de travail flexible

Possibilité de moduler son horaire de travail, par exemple en choisissant ses heures de début et de fin de journée.

Jeton de présence

Somme fixe versée à une personne administratrice pour sa participation à une réunion du conseil d'administration. Cette rémunération est souvent versée sous la forme d'une somme annuelle.

Masse salariale

Somme des salaires et traitements du personnel, ainsi que des avantages sociaux, soit les sommes versées en plus du salaire de base par l'employeur pour un régime de retraite, un régime d'assurance collective, un REER, des congés, etc.

Membre

Toute personne physique ou morale qui, en conformité avec les statuts ou les règlements d'une entreprise, a satisfait aux exigences lui permettant d'en faire partie, qu'elle siége ou non au conseil d'administration de l'entreprise.

Minorité visible

Selon la [Loi sur l'équité en matière d'emploi](#) (L.C. 1995, chapitre 44), « font partie des minorités visibles les personnes, autres que les autochtones, qui ne sont pas de race blanche ou qui n'ont pas la peau blanche ».

Ces personnes peuvent par exemple être :

- Noires (afro-américaines, congolaises, haïtiennes, nigérianes, etc.) ;
- Sud-asiatiques (bangladaises, indiennes de l'Inde, pakistanaïses, pendjabies, sri lankaises, etc.) ;
- Chinoises (y compris de Hongkong) ;
- Coréennes ou japonaises ;
- Asiatiques du Sud-Est (vietnamiennes, cambodgiennes, thaïlandaises, laotiennes, etc.) ;
- Asiatiques occidentales (iraniennes, afghanes, etc.) ;
- Arabes (libanaises, marocaines, égyptiennes, etc.) ;
- Latino-américaines (brésiliennes, colombiennes, cubaines, péruviennes, guatémaltèques, etc.) ;
- Originaires des îles du Pacifique.

Passifs

Ensemble des dettes d'une entreprise, d'une association ou d'une société à l'égard de tiers.

Personne autochtone

Au Québec, personne étant membre d'une Première Nation ou inuk.

Personne contractuelle

Personne engagée sous contrat, de façon temporaire pour accomplir un travail donné.

Personne handicapée

Selon la [Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale](#) (RLRQ, chapitre E-20.1), personne ayant une déficience entraînant une incapacité importante et persistante et qui est susceptible de rencontrer des obstacles dans l'accomplissement d'activités courantes.

Personne résidente temporaire

Personne étrangère autorisée à être présente sur le territoire canadien pour une période limitée. Cette personne peut par exemple être travailleuse temporaire ou étudiante internationale.

Personne salariée

Personne travaillant à temps plein ou à temps partiel, que son emploi soit régulier, occasionnel ou temporaire. Ne sont pas considérées comme salariées les personnes effectuant un travail autonome ou à la pique, ainsi que toutes autres personnes pour lesquelles l'entreprise n'est pas tenue de produire un relevé 1 de Revenu Québec.

Personne salariée à temps partiel

Personne salariée qui travaille pour un employeur habituellement moins de 30 heures par semaine.

Personne salariée à temps plein

Personne salariée qui travaille pour un employeur habituellement 30 heures ou plus par semaine.

Personne salariée saisonnière

Personne salariée qui a travaillé pour un employeur pendant moins de huit mois au cours de l'année.

Propriétés

Ensemble des immeubles, bâtiments et terrains confondus, que détient une entreprise au Québec. Leur valeur est celle figurant dans les rôles d'évaluation foncière des municipalités où elles sont situées.

Reliquat

Montant restant de l'actif une fois que l'entreprise a réglé ses dettes à la suite de sa dissolution. On appelle aussi ce montant « solde de l'actif ».

Règlements généraux

Les règlements généraux déterminent le fonctionnement d'une organisation. Ils prévoient par exemple le nombre de personnes siégeant sur le conseil d'administration, leurs devoirs et la durée de leur mandat, ainsi que la tenue de l'assemblée générale et les différentes catégories de membres. Les règlements généraux sont généralement approuvés par l'assemblée générale de l'organisation.

Rémunération à forfait

Forme de rémunération où l'employeur verse au personnel une somme globale sur laquelle aucune retenue à la source n'a été faite et pour laquelle aucun relevé 1 n'est produit.

Revenus

Montant total brut avant impôts perçu par une entreprise comprenant notamment le chiffre d'affaires, les cotisations des membres et les subventions. Les revenus incluent les sommes reçues à titre d'intermédiaire devant être redistribuées (p. ex. les redevances de droits d'auteur), mais excluent les taxes de vente fédérale et provinciale ainsi que les droits d'accises, soit l'impôt indirect sur la vente de boissons alcoolisées et de produits du tabac et de cannabis (y compris du vapotage).

Semaine comprimée

Semaine de travail réduite (p. ex. 28 heures travaillées en 4 jours), accumulation de congés compensatoires (p. ex. 35 heures travaillées par semaine, mais 32 heures payées) ou horaire de travail comprimé de 4 jours par semaine sans perte salariale.

Subvention de soutien à la mission

Subvention que le gouvernement ou d'autres organismes représentatifs de l'administration publique accordent sans contrepartie à l'entreprise pour soutenir sa mission et ses activités courantes. Ces subventions sont souvent récurrentes et s'ajoutent au budget de fonctionnement. On les appelle aussi « subventions de fonctionnement ».

Subvention pour la réalisation d'un projet

Subvention accordée par le gouvernement pour la réalisation d'un projet précis et ponctuel non récurrent. Il s'agit de financement obtenu dans le cadre d'un programme normé.

Travail à la pige

Travail effectué par des personnes qui ne font pas partie du personnel salarié de l'organisme et pour lesquelles l'organisme ne produit pas de relevé 1 de Revenu Québec. Ces personnes ne figurent pas sur la liste de paye et sont rémunérées à la pièce, généralement pour un travail occasionnel ou ponctuel.

« Une organisation
statistique performante
au service d'une société
québécoise en évolution »